

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 97 — 1270

[S - C - 97/21198]

26 JUIN 1997. — Loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — *Régie des transports maritimes*

Art. 2. § 1^{er}. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 18 février 1997 portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des transports maritimes, en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2° Arrêté royal du 18 février 1997 portant diverses mesures en faveur des agents statutaires de la Régie des transports maritimes, en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

§ 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 février 1997 portant diverses mesures en faveur des agents statutaires de la Régie des transports maritimes, en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'établissement du traitement moyen servant de base au calcul de la pension de retraite accordée aux agents de la Régie des transports maritimes, ci-après dénommée la « RTM », en applica-

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 997/1. — Amendements, n° 997/2 à 4. — Rapports, n° 997/5 et 6. — Texte adopté par les Commissions, n° 997/7. — Amendements, n° 997/8 et 9. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 997/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 juin 1997.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-660/1. — Amendements, n° 1-660/2. — Rapports, n° 1-660/3 et 4. — Texte adopté par les Commissions, n° 1-660/5. — Amendements, n° 1-660/6 et 7. — Proposition de décision de ne pas amender, n° 1-660/8. — Décision de ne pas amender, n° 1-660/9.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 26 juin 1997.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 97 — 1270

[S - C - 97/21198]

26 JUNI 1997. — Wet tot bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — *Regie voor maritiem transport*

Art. 2. § 1. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor maritiem transport, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

2° Koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende diverse maatregelen ten gunste van de statutaire personeelsleden van de Regie voor maritiem transport, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

§ 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende diverse maatregelen ten gunste van de statutaire personeelsleden van de Regie voor maritiem transport, in uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de vaststelling van de gemiddelde wedde op grond waarvan het rustpensioen berekend wordt van de personeelsleden van de Regie voor maritiem transport hierna te noemen de « RMT »,

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 997/1. — Amendementen, nr. 997/2 tot 4. — Verslagen, nr. 997/5 en 6. — Tekst aangenomen door de Commissies, nr. 997/7. — Amendementen, nr. 997/8 en 9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 997/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 4 en 5 juni 1997.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-660/1. — Amendementen, nr. 1-660/2. Verslagen, nr. 1-660/3 en 4. — Tekst aangenomen door de Commissies, nr. 1-660/5. — Amendementen, nr. 1-660/6 en 7. — Voorstel van beslissing om niet te amenderen, nr. 1-660/8. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-660/9.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 juni 1997.

tion de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, il est tenu compte, pour les périodes durant lesquelles l'agent a bénéficié du régime de congé préalable à la mise à la retraite qui serait établi pour des agents de la RTM, du traitement dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en service. Ce traitement est établi dans les conditions prévues par le statut pécuniaire en vigueur à la date de prise de cours de la pension, et majoré des montants de l'allocation de pilotage et de la prime de mer tels qu'ils auraient été pris en compte pour le calcul de la pension si l'agent était resté en service. ».

TITRE III. — Mesures pour l'emploi

Art. 3. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

2° Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures sur la prépension à mi-temps, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

3° Arrêté royal du 27 janvier 1997 modifiant l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

4° Arrêté royal du 6 février 1997 instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle, en application de l'article 7, § 2, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

5° Arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi, en application des articles 7, § 2, 30, § 2, et 33, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

6° Arrêté royal du 14 mars 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi spécifiques pour les petites et moyennes entreprises, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

7° Arrêté royal du 18 avril 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans la marine marchande, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

8° Arrêté royal du 25 avril 1997 comportant dispense de certaines cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Art. 4. A l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, les mots « avant le 31 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 mai », et les mots « avant le 31 mai » sont remplacés par les mots « avant le 30 juin ».

TITRE IV. — Chômage

Art. 5. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 17 février 1997 modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, en application de l'article 33 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

toegekend in uitvoering van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, wordt voor de periode gedurende dewelke het personeelslid viel onder de aan de pensionering voorafgaande verlofregeling die voor de personeelsleden van de RMT zou worden vastgesteld, rekening gehouden met de wedde die het personeelslid zou hebben genoten indien hij in dienst was gebleven. Deze wedde wordt vastgesteld onder de voorwaarden bepaald door het geldelijk statuut dat van kracht is op de ingangsdatum van het pensioen en vermeerderd met de bedragen van de loodstoelage en het zeegeld die voor de berekening van het pensioen in aanmerking zouden zijn genomen indien het personeelslid in dienst was gebleven. ».

TITEL III. — Tewerkstellingsmaatregelen

Art. 3. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

2° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen met betrekking tot het halftijds brugpensioen, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

3° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

4° Koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan, in toepassing van artikel 7, § 2, 1°, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

5° Koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden, in toepassing van de artikelen 7, § 2, 30, § 2, en 33, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

6° Koninklijk besluit van 14 maart 1997 houdende specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

7° Koninklijk besluit van 18 april 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de koopvaardij, in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

8° Koninklijk besluit van 25 april 1997 houdende vrijstelling van bepaalde werkgeversbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorend tot de baggersector, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Art. 4. In artikel 8, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, worden de woorden « vóór 31 maart » vervangen door de woorden « vóór 15 mei », en worden de woorden « vóór 31 mei » vervangen door de woorden « vóór 30 juni ».

TITEL IV. — Werkloosheid

Art. 5. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 17 februari 1997 tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, in toepassing van artikel 33 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Arrêté royal du 21 mars 1997 instaurant des cotisations patronales et des retenues pour certains chômeurs âgés, en application de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

TITRE V. — Pensions

Art. 6. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants, en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et l'arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants, en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

3° Arrêté royal du 7 février 1997 portant des mesures en vue d'assurer la viabilité des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, en application des articles 18 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

TITRE VI. — Maîtrise des dépenses dans le secteur soins de santé

Art. 7. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 17 mars 1997 fixant les frais d'administration de la Caisse des soins de santé de la Société nationale des chemins de fer belges, en application de l'article 10, 7°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Arrêté royal du 24 mars 1997 pris en application de l'article 10, 2°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 8. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 4 février 1997 portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques, en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2° Arrêté royal du 21 février 1997 portant modification de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 4°, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

3° Arrêté royal du 5 mars 1997 portant, en ce qui concerne les honoraires médicaux relatifs aux prestations d'hémodialyse, des mesures, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2° Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot invoering van werkgeversbijdragen en inhoudingen voor sommige oudere werklozen, met toepassing van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

TITEL V. — Pensioenen

Art. 6. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen, met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en het koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen, met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, met toepassing van artikel 15 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

3° Koninklijk besluit van 7 februari 1997 houdende maatregelen tot het verzekeren van de financiële leefbaarheid van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en vroegtijdige dood, in toepassing van de artikelen 18 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

TITEL VI. — Beheersing van de uitgaven in de gezondheidssector

Art. 7. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 17 maart 1997 tot vaststelling van de administratiekosten van de Kas voor de geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, in uitvoering van artikel 10, 7°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Koninklijk besluit van 24 maart 1997 genomen ter uitvoering van artikel 10, 2°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 8. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 4 februari 1997 houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

2° Koninklijk besluit van 21 februari 1997 tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met toepassing van artikel 3, § 1, 1° en 4°, en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

3° Koninklijk besluit van 5 maart 1997 houdende, wat de geneeskundige honoraria voor hemodialyseverstrekingen betreft, maatregelen, met toepassing van artikel 3, § 1, 1° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

TITRE VII. — *Meilleure gestion dans la sécurité sociale*

Art. 9. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Arrêté royal du 24 janvier 1997 portant certaines mesures relatives au financement de la sécurité sociale, en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

3° Arrêté royal du 20 février 1997 modifiant l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, en application des articles 2 et 3, § 1^{er}, 3° et 4°, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Art. 10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Fenffe, le 26 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre le l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

TITEL VII. — *Beter beheer in de sociale zekerheid*

Art. 9. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Koninklijk besluit van 24 januari 1997 houdende bepaalde maatregelen betreffende de financiering van de sociale zekerheid, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

3° Koninklijk besluit van 20 februari 1997 tot wijziging van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, in toepassing van de artikelen 2 en 3, § 1, 3° en 4°, en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Art. 10. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Fenffe, 26 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1271

[S - C - 97/11218]

20 MAI 1997. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, modifiée par les lois des 30 mars 1994 et 13 avril 1995 et par l'arrêté royal du 8 janvier 1993, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, modifié par les arrêtés royaux des 20 janvier 1993 et 4 juillet 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la disposition aux termes de laquelle les véhicules automoteurs qui sont munis d'une marque d'immatriculation temporaire délivrée en Belgique, sont réputés avoir leur stationnement habituel à l'étranger, entrave sérieusement le bon fonctionnement du Bureau belge des Assureurs automobiles;

Considérant que dans l'intérêt des assurés et du marché belge de l'assurance, il faut remédier le plus vite possible à cette situation;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, b, de l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs est abrogé.

Sont, néanmoins, réputés avoir leur stationnement habituel à l'étranger, les véhicules automoteurs qui sont munis d'une marque d'immatriculation temporaire délivrée en Belgique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté pendant la durée de validité de la marque d'immatriculation susmentionnée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et Notre Ministre de la Justice sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1271

[S - C - 97/11218]

20 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en de uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, gewijzigd door de wetten van 30 maart 1994 en 13 april 1995 en door het koninklijk besluit van 8 januari 1993, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en de uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 januari 1993 en 4 juli 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepaling volgens dewelke de motorrijtuigen die voorzien zijn van een tijdelijke kentekenplaat die in België is afgegeven, geacht worden gewoonlijk in het buitenland te zijn gestald, de goede werking van het Belgisch Bureau van Autoverzekeraars ernstig hindert;

Overwegende dat het nodig is in het belang van de verzekerden en de Belgische verzekeringsmarkt zo snel mogelijk een einde te stellen aan deze toestand;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, b, van het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en de uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen wordt opgeheven.

Blijven niettemin geacht gewoonlijk in het buitenland gestald te zijn, de motorrijtuigen die voorzien zijn van een tijdelijke kentekenplaat die in België is afgegeven voor de inwerkingtreding van dit besluit en dit zolang voornoemde kentekenplaat geldt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 1272

[C - 97/16171]

25 JUNI 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises;

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996 et 2 décembre 1996, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 14 février 1997, 24 mars 1997 et 5 mai 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que pour l'année 1997 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant que les limitations de captures pour la pêche des soles dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) sont fixées en fonction des captures réalisées dans une période de référence récente et en fonction de la puissance motrice;

Considérant que le groupe des bateaux de pêche de plus de 300 ch peut pêcher intégralement les quotas disponibles dans les zones-c.i.e.m. autres que la Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de soles, de plies et de cabillauds peut être réalisé en instituant des maxima de captures par jour ou par heure de présence dans certaines zones-c.i.e.m.,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, est complété par les alinéas suivants :

« Le quota total de soles dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), exprimé en poids de débarquement, réservé pour les bateaux de pêche ayant une force motrice supérieure à 300 ch, est de 943 tonnes pour la période du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1997 inclus.

A l'épuisement de ce quota et ce jusqu'au 31 décembre 1997, il est interdit à ces bateaux de pêche de débarquer de la sole provenant des zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut). »

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1^{er} juillet 1997 au 30 septembre 1997 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 1 000 kg, majorée d'une quantité égale à 4 kg multiplié par la puissance du bateau de pêche exprimée en ch. La quantité de soles est exprimée en poids de débarquement. »

Art. 3. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 14 février 1997, 24 mars 1997 et 5 mai 1997, les mots "30 juin 1997" sont remplacés par les mots "30 septembre 1997".

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 97 — 1272

[C - 97/16171]

25 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen;

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wetten van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996 en 2 december 1996, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 februari 1997, 24 maart 1997 en 5 mei 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat voor het jaar 1997 vangstbeperkingen moeten vastgesteld worden ten einde de aanvoer te spreiden, is het bijgevolg nodig zonder verwijl behoudsmaatregelen te treffen ten einde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat de vangstbeperkingen voor de tongvisserij in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) vastgesteld worden in functie van de vangsten in een recente periode en in functie van het motorvermogen;

Overwegende dat de groep vissersvaartuigen van meer dan 300 pk integraal de beschikbare quota in de andere i.c.e.s.-gebieden dan de Noordzee en Scheldeestuarium kan opvissen;

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van tong, schol en kabeljauw kan bewerkstelligd worden door het instellen van maximale vangsten per dag of per uur aanwezigheid in bepaalde i.c.e.s.-gebieden,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het totale tongquotum in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium), uitgedrukt in aanvoergewicht, voorbehouden aan de vissersvaartuigen met een motorvermogen van meer dan 300 pk bedraagt, voor de periode van 1 januari 1997 tot en met 31 december 1997, 943 ton.

Bij uitputting van dit quotum is het aan die vissersvaartuigen tot en met 31 december 1997 verboden nog tong aan te voeren uit de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium). »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf 1 juli 1997 tot en met 30 september 1997 is het verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 1 000 kg, vermeerderd met een hoeveelheid die gelijk is aan 4 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig, uitgedrukt in pk. De hoeveelheid tong wordt uitgedrukt in aanvoergewicht. »

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 februari 1997, 24 maart 1997 en 5 mei 1997, worden de woorden "30 juni 1997" vervangen door de woorden "30 september 1997".

Art. 4. Dans l'article 11 du même arrêté, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Dans la période du 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 1997 inclus, il est interdit que les captures de plies d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 80 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. Vb, VI.

La quantité de plies est exprimée en poids de débarquement. »

Art. 5. Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 24 mars 1997, sont insérés les §§ 5 et 6, rédigés comme suit :

« § 5. Dans la période du 1^{er} juillet 1997 jusqu'au 30 septembre 1997 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 300 ch, dépassent une quantité égale à 600 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer.

La quantité de plies est exprimée en poids de débarquement.

§ 6. Dans la période du 1^{er} juillet 1997 jusqu'au 30 septembre 1997 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 300 ch, dépassent une quantité égale à 1 200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer.

La quantité de plies est exprimée en poids de débarquement. »

Art. 6. Dans l'article 12bis inséré dans le même arrêté par l'arrêté ministériel du 5 mai 1997, les mots "30 juin 1997", sont remplacés par les mots "30 septembre 1997".

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1997, à 24 heures.

Bruxelles, le 25 juin 1997.

K. PINXTEN

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. In de periode van 1 juli tot en met 31 december 1997 is het verboden dat de scholvangst van een vissersvaartuig een hoeveelheid van 80 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden Vb, VI overschrijdt.

De hoeveelheid schol wordt uitgedrukt in aanvoergewicht. »

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 maart 1997, worden de §§ 5 en 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. In de periode van 1 juli 1997 tot en met 30 september 1997 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarius) verboden dat de totale scholvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 300 pk of minder, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 600 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis.

De hoeveelheid schol wordt uitgedrukt in aanvoergewicht.

§ 6. In de periode van 1 juli 1997 tot en met 30 september 1997 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarius) verboden dat de totale scholvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 300 pk, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 1 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis.

De hoeveelheid schol wordt uitgedrukt in aanvoergewicht. »

Art. 6. In artikel 12bis ingevoegd in hetzelfde besluit door het ministerieel besluit van 5 mei 1997, worden de woorden "30 juni 1997" vervangen door de woorden "30 september 1997".

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1997, om 24 uur.

Brussel, 25 juni 1997.

K. PINXTEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1273 (97 — 1236)

[97/9555]

3 AVRIL 1997. — Loi relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 118 du 25 juin 1997, page 16927, dans le texte français de la loi du 3 avril 1997 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques, il y a lieu de lire, à partir de la soixante-deuxième ligne :

« 1° en ce qui concerne le premier président, le président, les présidents de chambre, les conseillers d'Etat, les premiers auditeurs, les premiers référendaires et le greffier en chef : sept majorations successives d'un montant global de 569 873 francs, les trois premières de 94 979 francs et les quatre autres de 71 234 francs, en ce qui concerne l'auditeur général, l'auditeur général adjoint, les premiers auditeurs chefs de section et les premiers référendaires chefs de section : huit majorations successives d'un montant global de 641 107 francs, les trois premières de 94 979 francs et les cinq autres de 71 234 francs; »

au lieu de :

« 1° en ce qui concerne le premier président, l'auditeur général, le président, l'auditeur général adjoint, les présidents de chambre, les conseillers d'Etat, les premiers auditeurs, les premiers référendaires et le greffier en chef : sept majorations successives d'un montant global de 569 873 francs, les trois premières de 94 979 francs et les quatre autres de 71 234 francs; ».

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1273 (97 — 1236)

[97/9555]

3 APRIL 1997. — Wet betreffende de wedden van titularissen van sommige openbare ambten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 118 van 25 juni 1997, bladzijde 16927, in de Nederlandse tekst van de wet van 3 april 1997 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten, dient er gelezen worden, vanaf de zestigste regel :

« 1° voor de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de eerste auditeurs, de eerste referendarissen en de hoofdgriffier : zeven opeenvolgende verhogingen tot 569 873 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 94 979 frank en de overige vier 71 234 frank bedragen; voor de auditeur-generaal, de adjunct-auditeur-generaal, de eerste auditeurs-afdelingshoofden en de eerste referendarissen-afdelingshoofden : acht opeenvolgende verhogingen tot 641 107 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 94 979 frank en de overige vijf 71 234 frank bedragen; »

in plaats van :

« 1° voor de eerste voorzitter, de auditeur-generaal, de voorzitter, de adjunct-auditeur-generaal, de kamervoorzitters, de staatsraden, de eerste auditeurs, de eerste referendarissen en de hoofdgriffier : zeven opeenvolgende verhogingen tot 569 873 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 94 979 frank en de overige vier 71 234 frank bedragen; ».

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 97 — 1274 (97 — 1236) [97/15064]

27 MAI 1997. — Arrêté royal
fixant le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organiques d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base 700, donné le 12 septembre 1996;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'OBCE;

Vu l'avis du délégué du Ministre des Finances, donné le 25 septembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 avril 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 29 avril 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre du Commerce extérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur est fixé comme suit :

Personnel administratif

Niveau I	
Directeur général	1
Directeur général adjoint	2
Conseiller général	3
Informaticien-directeur	1
Informaticien	3
Conseiller	7
Conseiller adjoint	44
Traducteur-réviseur	2
Niveau II +	
Analyste de programmation	2
Programmeur	2
Secrétaire de direction principal	6
Secrétaire de direction	8
Comptable principal	} 6
Comptable	
Traducteur principal	} 1
Traducteur	
Réceptionniste principal	} 1
Réceptionniste	
Niveau II	
Chef administratif	12
Assistant administratif	28
Niveau III	
Commis	37
Niveau IV	
Agent administratif	16

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 1274 [97/15064]

27 MEI 1997
Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie
van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het basisoverlegcomité 700, gegeven op 12 september 1996;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de BDBH;

Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, gegeven op 25 september 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 april 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Handel,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personeelsformatie van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel wordt als volgt vastgesteld :

Administratief personeel

Niveau I	
Directeur-generaal	1
Adjunct-directeur-generaal	2
Adviseur-generaal	3
Informaticus-directeur	1
Informaticus	3
Adviseur	7
Adjunct-adviseur	44
Vertaler-revisor	2
Niveau II +	
Programmeringsanalist	2
Programmeur	2
Eerstaanwezend directiesecretaris	6
Directiesecretaris	8
Eerstaanwezend boekhouder	} 6
Boekhouder	
Eerstaanwezend vertaler	} 1
Vertaler	
Eerstaanwezend receptionist	} 1
Receptionist	
Niveau II	
Bestuurschef	12
Bestuursassistent	28
Niveau III	
Klerk	37
Niveau IV	
Beambte	16

Personnel de maîtrise, de métier et de service

Niveau IV	
Ouvrier qualifié	5
Ouvrier	4
§ 2. Les emplois mentionnés ci-après sont supprimés au départ de leur titulaire :	
Traducteur-réviseur ou traducteur directeur (C.P.)*	2
Secrétaire d'administration juridique ou conseiller juridique (C.P.)*	2
Chef technicien	} 1
Technicien	
Les emplois du § 1 ^{er} mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les emplois de l'alinéa 1 ^{er} identifiés par un astérisque ont été supprimés.	
Traducteur-réviseur	2
Conseiller adjoint	2

Art. 2. § 1. L'emploi de l'article 1^{er}, § 1^{er}, mentionné ci-après ne peut être pourvu que lorsque le poste de travail de contractuel, auquel il se substitue, a été supprimé par le départ du membre du personnel contractuel qui l'occupe :

1 programmeur

§ 2. Cet emploi est supprimé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, si au 1^{er} juin 1998, il est resté vacant.

Les contractuels maintenus en service sur base de l'article 1^{er}, rubrique 10, de l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires et spécifiques doivent avoir quitté leur service au 1^{er} juin 1998.

§ 3. Le délégué du Ministre des Finances est chargé de la bonne exécution du présent article.

Art. 3. L'article royal du 6 avril 1995 fixant le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Meesters-, vak- en dienstpersoneel

Niveau IV	
Geschoold arbeider	5
Arbeider	4
§ 2. De hierna vermelde betrekkingen worden afgeschaft bij het vertrek van de titularis ervan :	
Vertaler-revisor of vertaler-directeur (VL)*	2
Juridisch bestuurssecretaris of juridisch adviseur (VL)*	2
Hoofdtechnicus	} 1
Technicus	
In de hierna vermelde betrekkingen van § 1 kan slechts worden voorzien wanneer de met een asterisk aangeduide betrekkingen uit het eerste lid zijn afgeschaft.	
Vertaler-revisor	2
Adjunct-adviseur	2

Art. 2. § 1. In de hierna vermelde betrekking van artikel 1, § 1, mag slechts worden voorzien wanneer de arbeidspost van contractueel waarvoor ze in de plaats komt, afgeschaft werd door het vertrek van het lid van het contractueel personeel dat ze bekleedt :

1 programmeur

§ 2. Deze betrekking wordt afgeschaft in het artikel 1, § 1, indien ze op 1 juni 1998 nog vacant is.

De contractuelen die in dienst werden gehouden op grond van artikel 1, rubriek 10, van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten moeten hun dienst verlaten hebben op 1 juni 1998.

§ 3. De afgevaardigde van de Minister van Financiën is belast met de goede uitvoering van dit artikel.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 6 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister bevoegd voor Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT.

F. 97 — 1275

[97/15065]

30 MAI 1997. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 27 mai 1997 fixant le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur

Le Ministre du Commerce extérieur,

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1997 fixant le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur;

Vu l'avis du Comité de Concertation de Base 700, donné le 12 septembre 1996;

N. 97 — 1275

[97/15065]

30 MEI 1997. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 27 mei 1997 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel

De Minister van Buitenlandse Handel,

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1997 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité 700, gegeven op 12 september 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'OBCE;
Vu l'avis de la déléguée du Ministre des Finances, donné le 25 septembre 1996;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 avril 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 mai 1997 fixant le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur sont répartis comme suit :

A. Personnel administratif :

— 2 des 7 emplois de conseiller sont rémunérés par l'échelle de traitement 13 B;

— 15 des 44 emplois de conseiller adjoint sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

— 1 des 2 emplois d'analyste de programmation peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28 L;

— 1 des 6 emplois de comptable principal est rémunéré par l'échelle 28 D;

— l'emploi de traducteur principal peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28 I;

— l'emploi de réceptionniste principal peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28 I;

— 1 des 6 emplois de secrétaire de direction principal est rémunéré dans l'échelle de traitement 28 B;

— 3 des 12 emplois de chef administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 22 B;

— 7 des 37 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 F;

— 10 des 37 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 H;

— 3 des 37 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 I;

— 4 des 16 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle 42 D;

— 3 des emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle 42 D;

— 1 des 16 emplois d'agent administratif est rémunéré par l'échelle 42 E;

B. Personnel technique :

— l'emploi de chef technicien peut être rémunéré par l'échelle de traitement 22 B.

C. Personnel de maîtrise, de métier et de service :

— 2 des 5 emplois d'ouvrier qualifié sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 E.

Art. 2. Le cas échéant, les agents qui sont repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement en application des dispositions réglementaires portant le statut du personnel empêchent tout promotion par avancement barémique soumis à la vacance d'emploi tant que l'effectif en surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixés par l'article 1er.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 18 avril 1995 et abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 27 mai 1997 fixant le cadre organique de l'Office belge du Commerce extérieur.

Bruxelles, le 30 mai 1997.

Ph. MAYSTADT

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de BDBH;
Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, gegeven op 25 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 april 1997,

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 mei 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel, worden onderverdeeld als volgt :

A. Administratief personeel :

— 2 van de 7 betrekkingen van adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

— 15 van de 44 betrekkingen van adjunct-adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

— 1 van de 2 betrekkingen van programmeringsanalist kan worden bezoldigd in de weddeschaal 28 L;

— 1 van de 6 betrekkingen van eerstaanwezend boekhouder wordt bezoldigd in de weddeschaal 28 D;

— de betrekking van eerstaanwezend vertaler kan worden bezoldigd in de weddeschaal 28 I;

— de betrekking van eerstaanwezend receptioniste kan worden bezoldigd in de weddeschaal 28 I;

— 1 van de 6 betrekkingen van eerstaanwezend directiesecretaris wordt bezoldigd in de weddeschaal 28 B;

— 3 van de 12 betrekkingen van bestuurschef worden bezoldigd in de weddeschaal 22 B;

— 7 van de 37 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 F;

— 10 van de 37 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 H;

— 3 van de 37 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 I;

— 4 van de 16 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42 C;

— 3 van de 16 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42 D;

— 1 van de 16 betrekkingen van beambte wordt bezoldigd in de weddeschaal 42 E.

B. Technisch personeel :

— de betrekking van hoofdtechnicus kan worden bezoldigd in de weddeschaal 22 B.

C. Meesters-, vak- en dienstpersoneel :

— 2 van de 5 betrekkingen van geschoold arbeider worden bezoldigd in de weddeschaal 42 E.

Art. 2. In voorkomend geval, beletten de personeelsleden die, met toepassing van de verordeningsbepalingen houdende het statuut van het personeel in overtal zijn opgenomen in de betrekkingen van een weddeschaal, elke bevordering door verhoging in weddeschaal die afhankelijk is van het vacant zijn van een betrekking, zolang die overtollige personeelsbezetting blijft bestaan in vergelijking met het aantal in artikel 1 vastgestelde betrekkingen.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 18 april 1995 wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als het koninklijk besluit van 27 mei 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel.

Brussel, 30 mei 1997.

Ph. MAYSTADT

F. 97 — 1276

[S - C - 97/15079]

11 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956, fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment l'article 5, § 1^{er}, 1^o, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1979; l'article 6, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 19 octobre 1993; l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975; l'article 41, § 1^{er}, 1^o, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1979; l'article 42, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 19 octobre 1993; l'article 44, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975;

Vu le protocole n° 66/2 du Comité du Secteur I en date du 11 février 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur doit être rapidement en mesure de pouvoir faire organiser les concours de recrutement de 1997 pour les carrières du Service extérieur et de Chancellerie selon les nouvelles modalités qui permettent de constituer des réserves de recrutement; considérant que l'introduction de ce type de recrutement est requise d'urgence vu d'une part les besoins en personnel et d'autre part vu la nécessité de pouvoir annoncer à bref délai l'organisation de ces concours; considérant que les recrutements ont été bloqués en 1992, 1993 et 1994 et qu'il convient dès lors de prendre des mesures qui contribuent à assurer la continuité du fonctionnement des postes à l'étranger, les réserves de recrutement facilitant précisément les procédures d'appel en service de lauréats; considérant qu'il faut de surcroît tenir compte du fait qu'aussi bien le nombre élevé de candidats inscrits que la complexité du concours diplomatique font qu'un délai très substantiel s'écoule entre l'annonce du concours et la communication de ses résultats;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 25 avril 1956, fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. § 1^{er}, 1^o : être Belge, jouir des droits civils et politiques et avoir satisfait aux lois sur la milice. »

Art. 2. L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 19 octobre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1^{er}. Pour le recrutement dans la carrière du Service extérieur, le Secrétaire permanent au Recrutement organise des concours à la demande du Ministre des Affaires étrangères.

Les conditions d'admissibilité et le programme du concours sont publiés au *Moniteur belge*.

Les demandes de participation sont adressées au Secrétaire permanent au Recrutement qui fixe le délai d'inscription.

§ 2. Après clôture des inscriptions, le Ministre des Affaires étrangères peut, sur proposition du Secrétaire permanent au Recrutement, lorsque celui-ci estime que le nombre des candidats inscrits le justifie, ajouter au programme du concours une épreuve préalable.

Le programme du concours mentionne la nature de l'épreuve préalable, et, le cas échéant, la matière sur laquelle elle portera.

Ne sont admis au concours que les candidats qui ont au moins obtenu les 6/10e des points à l'épreuve préalable.

Pour le classement des lauréats du concours, il n'est pas tenu compte des résultats obtenus à l'épreuve préalable.

N. 97 — 1276

[S - C - 97/15079]

11 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 5, § 1, 1^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1979; op artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 19 oktober 1993; op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975; op artikel 41, § 1, 1^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1979; op artikel 42, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 19 oktober 1993; op artikel 44, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975;

Gelet op het protocol nr. 66/2 van het Sectorcomité I d.d. 11 februari 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel vlug in staat moet zijn om de vergelijkende wervingsexamens 1997 te doen organiseren voor de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière volgens nieuwe modaliteiten die het mogelijk maken om wervingsreserves in te stellen; overwegende dat dit type van recrutering dringend vereist is gelet enerzijds op de personeelsbehoeften en anderzijds op de noodzaak om op korte termijn de organisatie van deze examens te kunnen aankondigen; overwegende dat de wervingen zijn geblokkeerd in 1992, 1993 en 1994 en dat het bijgevolg nodig is om maatregelen te nemen die de continuïteit van de werking van de posten in het buitenland veiligstellen, waarbij juist de wervingsreserves de procedures van het indienstroepen van de geslaagden vergemakkelijken; overwegende dat er ook rekening moet worden gehouden met het feit dat zowel het aanzienlijk aantal ingeschreven kandidaten als de complexiteit van het diplomatiek examen meebrengen dat een zeer substantiële termijn verloopt tussen het aankondigen van het examen en het meedelen van de resultaten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 april 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5, § 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1979, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 5. § 1, 1^o : Belg zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten en voldaan hebben aan de dienstplichtwetten. »

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 19 oktober 1993, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6. § 1. Voor de werving in de carrière Buitenlandse Dienst organiseert de Vaste Wervingssecretaris op verzoek van de Minister van Buitenlandse Zaken vergelijkende examens.

De toelatingseisen en het programma van het vergelijkend examen verschijnen in het *Belgisch Staatsblad*.

De aanvragen tot deelneming worden aan de Vaste Wervingssecretaris gezonden; deze bepaalt de inschrijvingstermijn.

§ 2. Na het afsluiten van de inschrijvingen, kan de Minister van Buitenlandse Zaken, op voorstel van de Vaste Wervingssecretaris wanneer deze oordeelt dat het aantal ingeschreven kandidaten het rechtvaardigt, aan het programma van het vergelijkend examen een voorexamen toevoegen.

Het programma van het vergelijkend examen vermeldt de aard van het voorexamen, en in voorkomend geval de examenstof waarop het betrekking heeft.

Tot het vergelijkend examen worden enkel de kandidaten toegelaten die bij het voorexamen minstens 6/10 van de punten behaalden.

Voor de rangschikking van de geslaagden voor het vergelijkend examen wordt geen rekening gehouden met de uitslag die zij op het voorexamen hebben behaald.

§ 3. Le programme du concours est établi par le Ministre des Affaires étrangères après avis du Secrétaire permanent au Recrutement.

Il comporte notamment :

1° une épreuve écrite consistant en la synthèse et le commentaire critique d'une conférence sur un problème international d'ordre politique ou économique;

2° une épreuve orale permettant d'apprécier l'intérêt porté par les candidats aux questions politiques et économiques internationales, leurs origines et leurs historiques notamment dans leurs rapports avec la Belgique;

3° une épreuve sur la connaissance suffisante de la langue française ou la langue néerlandaise, ainsi qu'une épreuve sur la connaissance suffisante de l'anglais, comprenant chaque fois un exercice écrit et oral.

Le Ministre des Affaires étrangères peut, sur avis du Secrétaire permanent au Recrutement, compléter les épreuves précitées par des épreuves psychotechniques organisées selon une ou plusieurs des modalités suivantes : épreuve écrite, orale, informatisée ou avec questionnaires standardisés.

Le Secrétaire permanent fixe l'ordre des épreuves.

Ne sont admis à une épreuve suivante que les candidats qui ont au moins obtenu le minimum des points à l'épreuve précédente.

Le Secrétaire permanent détermine le nombre de points attribués à l'ensemble du concours et à chacune des épreuves.

Pour satisfaire au concours, les candidats doivent obtenir les 5/10e des points pour chaque exercice de l'épreuve de langue et, en outre, les 6/10e des points dans chaque épreuve.

§ 4. Sont considérés comme lauréats les candidats qui ont obtenu le minimum de points requis.

Les lauréats d'un concours prévu au § 1^{er} conservent le bénéfice de leur réussite pendant deux ans à compter de la date du procès-verbal du concours.

Si durant cette période, il est nécessaire de procéder à des recrutements, les lauréats qui remplissent les conditions prévues, sont admis au stage dans la carrière du Service extérieur dans l'ordre de leur classement.

Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

Sans préjudice des dispositions relatives à la limite d'âge, les candidats ne peuvent se présenter plus de trois fois à un concours.

Pour le calcul de ce maximum :

— les participations à des concours de recrutement présentés en néerlandais et en français sont additionnées;

— la réussite d'un concours de recrutement n'est pas prise en considération.

§ 5. Les membres du jury sont désignés par le Secrétaire permanent au Recrutement de commun accord avec le Ministre des Affaires étrangères, sauf ceux du jury chargé de vérifier la connaissance de la seconde langue nationale dont la composition relève de la seule compétence du Secrétaire permanent au Recrutement. »

Art. 3. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1^{er}. Les lauréats sont admis au stage par le Ministre des Affaires étrangères. Le stage est d'une durée de vingt-quatre mois.

§ 2. Les lauréats qui refusent d'entrer en service sont définitivement rayés de la liste des lauréats.

Les lauréats qui désirent provisoirement ne pas donner suite à une demande d'entrée en fonction, sont ajournés. Pendant cet ajournement ils perdent le bénéfice de leur rang de classement. Leur candidature n'est à nouveau prise en considération qu'à leur demande.

§ 3. Le Ministre des Affaires étrangères prend les dispositions réglementaires requises pour l'organisation du stage.

§ 4. Le stage s'effectue sous la direction d'un maître des stages.

§ 3. Het programma van het vergelijkend examen wordt vastgesteld door de Minister van Buitenlandse Zaken op advies van de Vaste Wervingssecretaris.

Het behelst inzonderheid volgende gedeelten :

1° een schriftelijk examen bestaande uit het samenvatten en het kritisch commentariëren van een voordracht over een internationaal politiek of economisch probleem;

2° een mondeling examen tot beoordeling van de belangstelling van de kandidaten voor internationale politieke en economische problemen, hun oorsprong en achtergrond, inzonderheid met betrekking tot België;

3° een examen over de voldoende kennis van het Nederlands of het Frans, alsook een examen over de voldoende kennis van het Engels, telkens bestaande uit een schriftelijke en een mondelinge oefening.

De Minister van Buitenlandse Zaken kan, op advies van de Vaste Wervingssecretaris, de voornoemde gedeelten aanvullen met een psychotechnisch gedeelte georganiseerd in één of meer van de volgende vormen : schriftelijk, mondeling, computergestuurd of met gestandaardiseerde vragenlijsten.

De Vaste Wervingssecretaris bepaalt de volgorde van de examengedeelten.

Tot een volgend examengedeelte worden enkel de kandidaten toegelaten die bij het vorig examengedeelte minstens het minimum aantal punten behaalden.

De Vaste Wervingssecretaris bepaalt het aantal punten dat aan het volledig examen en aan ieder examengedeelte wordt toegekend.

Om voor het vergelijkend examen te slagen moeten de kandidaten 5/10 van de punten behalen voor iedere oefening van het taalexamen en bovendien 6/10 van de punten voor ieder examen.

§ 4. Als geslaagd worden beschouwd de kandidaten die het vereiste minimum van de punten hebben behaald.

De geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen vermeld in § 1 behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende twee jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

Indien het gedurende deze periode nodig is aan te werven, dan worden de geslaagden die aan de gestelde eisen voldoen, in de orde van hun rangschikking tot de stage in de carrière Buitenlandse Dienst toegelaten.

Onder geslaagden van twee of meer vergelijkende wervingsexamens wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum is afgesloten.

Onverminderd de bepalingen betreffende de leeftijdsgrens mogen de kandidaten niet meer dan driemaal aan een vergelijkend examen deelnemen.

Voor de berekening van dit maximum :

— worden deelnemingen aan wervingsexamens afgelegd in het Nederlands en het Frans samengeteld;

— wordt het slagen voor een wervingsexamen niet in aanmerking genomen.

§ 5. De leden van de jury worden aangewezen door de Vaste Wervingssecretaris, in overleg met de Minister van Buitenlandse Zaken, behalve deze van de jury belast met het nagaan van de kennis van de tweede landstaal waarvan de samenstelling tot de uitsluitende bevoegdheid van de Vaste Wervingssecretaris behoort. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7. § 1. De geslaagden worden door de Minister van Buitenlandse Zaken tot de stage toegelaten. De stage duurt vierentwintig maanden.

§ 2. De geslaagden die weigeren in dienst te treden worden definitief van de lijst van de geslaagden geschrapt.

Geslaagden die voorlopig geen gevolg wensen te geven aan een verzoek tot indiensttreding verkrijgen uitstel. Tijdens dit uitstel verliezen zij het voordeel van hun plaats in de rangschikking. Met hun kandidatuur wordt maar opnieuw rekening gehouden op hun verzoek.

§ 3. De Minister van Buitenlandse Zaken stelt de voor de organisatie van de stage vereiste verordeningsbepalingen vast.

§ 4. De stage staat onder leiding van een stagemeeester.

§ 5. Ne peuvent plus être admis au stage les candidats qui, dans les cas prévus par le Ministre des Affaires étrangères ont été reportés à une session de stage déterminée et qui, hors le cas de force majeure, ne participent pas à cette session. »

Art. 4. L'article 41, § 1^{er}, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. § 1^{er}, 1° : être Belge, jouir des droits civils et politiques et avoir satisfait aux lois sur la milice. »

Art. 5. L'article 42 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 19 octobre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. § 1^{er}. Pour le recrutement dans la carrière de Chancellerie, le Secrétaire permanent au Recrutement organise des concours à la demande du Ministre des Affaires étrangères.

Un concours, dont les emplois sont réservés à des agents de la carrière d'Administration centrale, peut être organisé simultanément : pour celui-ci le Ministre des Affaires étrangères fixe au préalable, pour chaque rôle linguistique, le nombre d'emplois à conférer.

Les conditions d'admissibilité et le programme du concours sont publiés au *Moniteur belge*.

Les demandes de participation sont adressées au Secrétaire permanent au Recrutement qui fixe le délai d'inscription.

§ 2. Après la clôture des inscriptions, le Ministre des Affaires étrangères, peut sur proposition du Secrétaire permanent au Recrutement, lorsque celui-ci estime que le nombre des candidats inscrits le justifie, ajouter au programme du concours prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, une épreuve préalable.

Le programme du concours mentionne la nature de l'épreuve préalable, et, le cas échéant, la matière sur laquelle elle portera.

Ne sont admis au concours que les candidats qui ont au moins obtenu les 6/10e des points à l'épreuve préalable.

Pour le classement des lauréats du concours, il n'est pas tenu compte des résultats obtenus à l'épreuve préalable.

§ 3. Le programme du concours visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est établi par le Ministre des Affaires étrangères, sur avis du Secrétaire permanent au Recrutement.

Il comporte notamment :

1° une épreuve écrite, destinée à apprécier la maturité des candidats;

2° une épreuve orale permettant d'apprécier la culture générale et l'ouverture d'esprit du candidat;

3° une épreuve sur la connaissance suffisante de la langue française ou de la langue néerlandaise ainsi qu'une épreuve sur la connaissance suffisante de l'anglais qui comprend chaque fois un exercice écrit et un exercice oral.

Pour les candidats appartenant à la carrière d'Administration centrale qui présentent le concours pour les emplois réservés, le programme comporte :

1° une épreuve sur la connaissance usuelle de la langue française ou de la langue néerlandaise, telle qu'elle est fixée par l'article 14 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance de certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

2° une épreuve, qui comprend un exercice écrit et un exercice oral, sur la connaissance usuelle de l'anglais.

Le Ministre des Affaires étrangères peut, sur avis du Secrétaire permanent au Recrutement, compléter les épreuves précitées par des épreuves psychotechniques organisées selon une ou plusieurs des modalités suivantes : épreuve écrite, orale, informatisée ou avec questionnaires standardisés.

Le Secrétaire permanent fixe l'ordre des épreuves.

Ne sont admis à une épreuve suivante que les candidats qui ont au moins obtenu le minimum des points à l'épreuve précédente.

Le Secrétaire permanent détermine le nombre de points attribués à l'ensemble du concours et à chacune des épreuves.

§ 5. Tot de stage kunnen niet meer worden toegelaten de kandidaten die, in de gevallen bepaald door de Minister van Buitenlandse Zaken naar een bepaalde sessie van de stage zijn verwezen en, behoudens overmacht, niet aan de sessie deelnemen. »

Art. 4. Artikel 41, § 1, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1979, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 41. § 1, 1° : Belg zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten en voldaan hebben aan de dienstplichtwetten. »

Art. 5. Artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 19 oktober 1993, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 42. § 1. Voor de werving in de Kanselarijcarrière organiseert de Vaste Wervingssecretaris op verzoek van de Minister van Buitenlandse Zaken vergelijkende examens.

Er kan tegelijk een vergelijkend examen worden georganiseerd waarvan de betrekkingen voorbehouden zijn aan de ambtenaren van de carrière Hoofdbestuur; hiervoor bepaalt de Minister van Buitenlandse Zaken vooraf, voor elke taalrol, het aantal te begeven betrekkingen.

De toelatingseisen en het programma van het vergelijkend examen verschijnen in het *Belgisch Staatsblad*.

De aanvragen tot deelneming worden aan de Vaste Wervingssecretaris gezonden; deze bepaalt de inschrijvingstermijn.

§ 2. Na het afsluiten van de inschrijvingen kan de Minister van Buitenlandse Zaken, op voorstel van de Vaste Wervingssecretaris, wanneer hij oordeelt dat het aantal ingeschreven kandidaten het rechtvaardigt, aan het programma van het vergelijkend examen bedoeld in § 1, eerste lid, een voorexamen toevoegen.

Het programma van het vergelijkend examen vermeldt de aard van het voorexamen, en in voorkomend geval de examenstof waarop het betrekking heeft.

Tot het vergelijkend examen worden enkel de kandidaten toegelaten die bij het voorexamen minstens 6/10 van de punten behaalden.

Voor de rangschikking van de geslaagden voor het vergelijkend examen wordt geen rekening gehouden met de uitslag die zij op het voorexamen hebben behaald.

§ 3. Het programma van het vergelijkend examen bedoeld in § 1, eerste lid, wordt vastgesteld door de Minister van Buitenlandse Zaken op advies van de Vaste Wervingssecretaris.

Het behelst inzonderheid volgende gedeelten :

1° een schriftelijk examen om de maturiteit van de kandidaten te toetsen;

2° een mondeling examen dat een beoordeling mogelijk maakt over de algemene ontwikkeling en de openheid van geest van de kandidaat;

3° een examen over de voldoende kennis van het Nederlands of het Frans alsook een examen over de voldoende kennis van het Engels, telkens bestaande uit een schriftelijke en mondelinge oefening.

Voor de kandidaten behorend tot de carrière Hoofdbestuur die het vergelijkend examen voor de voorbehouden betrekkingen afleggen, bestaat het programma van het vergelijkend examen uit :

1° een examen over de gebruikelijke kennis van het Nederlands of het Frans, zoals bepaald in artikel 14 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966;

2° een examen, dat een schriftelijke en mondelinge oefening omvat over de gebruikelijke kennis van het Engels.

De Minister van Buitenlandse Zaken kan, op advies van de Vaste Wervingssecretaris, de voornoemde examens aanvullen met een psychotechnisch gedeelte, georganiseerd in één of meer van de volgende vormen : schriftelijk, mondeling, computergestuurd of met gestandaardiseerde vragenlijsten.

De Vaste Wervingssecretaris bepaalt de volgorde van de examengedeelten.

Tot een volgend examengedeelte worden enkel de kandidaten toegelaten die bij het vorig examengedeelte minstens het minimum aantal punten behaalden.

De Vaste Wervingssecretaris bepaalt het aantal punten dat aan het volledig examen en aan ieder examengedeelte wordt toegekend.

Pour satisfaire au concours, les candidats doivent obtenir les 5/10e des points pour chaque exercice de l'épreuve de langue et, en outre, les 6/10e des points dans chaque épreuve.

§ 4. Sont considérés comme lauréats, les candidats qui ont obtenu le minimum des points requis.

Les lauréats d'un concours prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, conservent le bénéfice de leur réussite pendant deux ans à compter de la date du procès-verbal.

Si durant cette période, il est nécessaire de procéder à des recrutements, les lauréats qui remplissent les conditions prévues sont admis au stage dans la carrière de Chancellerie dans l'ordre de leur classement.

Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement prévus au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

§ 5. Sans préjudice des dispositions relatives à la limite d'âge, les candidats ne peuvent se présenter plus de trois fois à un concours.

Pour le calcul de ce maximum :

- les participations à des concours de recrutement présentés en néerlandais et en français sont additionnés;
- la réussite d'un concours de recrutement n'est pas prise en considération.

§ 6. Les emplois réservés aux agents de la carrière d'Administration centrale qui resteraient vacants à défaut de lauréats, sont attribués à des candidats ayant réussi le concours d'admission au stage.

§ 7. Les membres du jury sont désignés par le Secrétaire permanent au Recrutement, de commun accord avec le Ministre des Affaires étrangères, sauf ceux du jury chargé de vérifier la connaissance de la langue française ou de la langue néerlandaise dont la composition relève de la seule compétence du Secrétaire permanent au Recrutement. »

Art. 6. L'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 44. § 1^{er}. Les lauréats sont admis au stage par le Ministre des Affaires étrangères. Le stage est d'une durée de dix-huit mois.

§ 2. Les lauréats qui refusent d'entrer en service sont définitivement rayés de la liste des lauréats.

Les lauréats qui désirent provisoirement ne pas donner suite à une demande d'entrée en fonction, sont ajournés. Pendant cet ajournement ils perdent le bénéfice de leur rang de classement. Leur candidature n'est à nouveau prise en considération qu'à leur demande.

§ 3. Le Ministre des Affaires étrangères prend les dispositions réglementaires requises pour l'organisation du stage.

§ 4. Le stage s'effectue sous la direction d'un maître de stage.

§ 5. Ne peuvent plus être admis au stage les candidats qui, dans les cas prévus par le Ministre des Affaires étrangères ont été reportés à une session de stage déterminée et qui, hors le cas de force majeure, ne participent pas à cette session. »

Art. 7. L'article 6 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 19 octobre 1993; l'article 7 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975; l'article 42 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 19 octobre 1993, ainsi que l'article 44, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, restent applicables aux concours de recrutement pour les carrières du Service extérieur et de Chancellerie, pour autant que les conditions d'admission et le programme de ces concours aient été publiés au *Moniteur belge* avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Om bij een vergelijkend examen te voldoen moeten de kandidaten 5/10 van de punten behalen voor iedere oefening van het taalexamen en bovendien 6/10 van de punten voor ieder examen.

§ 4. Als geslaagd worden beschouwd de kandidaten die het vereiste minimum van de punten hebben behaald.

De geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen bedoeld in § 1, eerste lid, behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende twee jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

Indien het gedurende deze periode nodig is aan te werven, dan worden de geslaagden die aan de gestelde eisen voldoen, in de orde van hun rangschikking tot de stage in de Kanselarijcarrière toegelaten.

Onder geslaagden van twee of meer in § 1, eerste lid, bedoelde vergelijkende wervingsexamens wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum is afgesloten.

§ 5. Onverminderd de bepalingen betreffende de leeftijdsgrens mogen de kandidaten niet meer dan driemaal aan een vergelijkend examen deelnemen.

Voor de berekening van dit maximum :

- worden deelnemingen aan wervingsexamens afgelegd in het Nederlands en het Frans samengeteld;
- wordt het slagen voor een wervingsexamen niet in aanmerking genomen.

§ 6. De voor de ambtenaren van de carrière Hoofdbestuur voorbehouden betrekkingen die open zouden blijven bij gebrek aan geslaagden, worden toegekend aan kandidaten die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

§ 7. De leden van de examencommissie worden aangewezen door de Vaste Wervingssecretaris, in gemeen overleg met de Minister van Buitenlandse Zaken, behalve de leden van de examencommissie die de kennis van het Nederlands of het Frans moet nagaan, waarvan de samenstelling tot de uitsluitende bevoegdheid van de Vaste Wervingssecretaris behoort. »

Art. 6. Artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 44. § 1. De geslaagden worden door de Minister van Buitenlandse Zaken tot de stage toegelaten. De stage duurt achttien maanden.

§ 2. De geslaagden die weigeren in dienst te treden worden definitief van de lijst van de geslaagden geschrapt.

Geslaagden die voorlopig geen gevolg wensen te geven aan een verzoek tot indiensttreding verkrijgen uitstel. Tijdens dit uitstel verliezen zij het voordeel van hun plaats in de rangschikking. Met hun kandidatuur wordt maar opnieuw rekening gehouden op hun verzoek.

§ 3. De Minister van Buitenlandse Zaken stelt de voor de organisatie van de stage vereiste verordeningsbepalingen vast.

§ 4. De stage staat onder leiding van een stagemeeester.

§ 5. Tot de stage kunnen niet meer worden toegelaten de kandidaten die, in de gevallen bepaald door de Minister van Buitenlandse Zaken naar een bepaalde sessie van de stage zijn verwezen en, behoudens overmacht, niet aan de sessie deelnemen. »

Art. 7. Het artikel 6, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 19 oktober 1993; artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975; artikel 42 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 19 oktober 1993, alsook artikel 44 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, blijven van toepassing op de wervingsexamens voor de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière, voor zover de toelatingsvoorwaarden en het programma van die examens in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt vóór de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Art. 9. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

F. 97 — 1277

[97/15080]

12 JUNI 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 18 juin 1974 réglant l'organisation du stage dans la carrière du Service extérieur et dans la carrière de Chancellerie au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Ministre des Affaires étrangères,

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment les articles 7, § 2, et 44, § 2, modifiés par l'arrêté royal du 11 juin 1997;

Vu le protocole n° 66/3 du Comité du Secteur I en date du 11 février 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les nouvelles dispositions de l'arrêté royal du 11 juin 1997 modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant les statuts des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur prévoient des modalités spécifiques quant à l'entrée en service des lauréats des concours pour la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie; considérant qu'est notamment prévue la possibilité d'un ajournement de l'entrée en fonction et que cet ajournement est assorti de règles spéciales; considérant qu'il convient par conséquent d'adapter simultanément les dispositions relatives à l'organisation du stage afin que celles-ci soient alignées sur les nouvelles dispositions statutaires précitées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7, de l'arrêté ministériel du 18 juin 1974 réglant l'organisation du stage dans la carrière du Service extérieur et dans la carrière de Chancellerie au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 11 juin 1997 modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Bruxelles, le 12 juin 1997.

E. DERYCKE

N. 97 — 1277

[97/15080]

12 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 18 juni 1974 tot regeling van de organisatie van de stage in de carrière Buitenlandse Dienst en in de Kanselarijcarrière bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op de artikelen 7, § 2 en 44, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1997;

Gelet op het protokol nr. 66/3 van het Sectorcomité I van 11 februari 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de nieuwe bepalingen van het koninklijk besluit van 11 juni 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel specifieke modaliteiten invoeren wat het indiensttreden betreft van de geslaagden van de vergelijkende examens voor de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière; overwegende dat inzonderheid de mogelijkheid wordt ingesteld tot het verdagen van de indiensttreding en dat deze verdaging gepaard gaat met speciale regels; overwegende dat het bijgevolg nodig is tegelijk de regeling met betrekking tot de organisatie van de stage aan te passen om deze af te stemmen op de voornoemde nieuwe statutaire bepalingen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 april 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het ministerieel besluit van 18 juni 1974 tot regeling van de organisatie van de stage in de carrière Buitenlandse Dienst en in de Kanselarijcarrière bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, wordt opgeheven.

Art. 2. Onderhavig besluit treedt in werking op dezelfde datum als het koninklijk besluit van 11 juni 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Brussel, 12 juni 1997.

E. DERYCKE

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 97 — 1278

[C - 97/3338]

9 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information périodique des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché et au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 79/279/CEE du Conseil des Communautés européennes du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, modifiée par la directive 82/148/CEE du 3 mars 1982 et par la directive 88/627/CEE du 12 décembre 1988;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 1278

[C - 97/3338]

9 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichtingen inzake periodieke informatie van emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt en de nieuwe markt van een effectenbeurs

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de richtlijn 79/279/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs, gewijzigd bij de richtlijn 82/148/EEG van 3 maart 1982 en bij de richtlijn 88/627/EEG van 12 december 1988;

Vu la directive 82/121/CEE du Conseil du 15 février 1982 relative à l'information périodique à publier par les sociétés dont les actions sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières;

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 34, § 1^{er}, modifiée par la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que, depuis l'abrogation de l'arrêté ministériel du 22 mars 1993 relatif à l'inscription de valeurs mobilières du secteur public belge au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières par l'arrêté ministériel du 5 février 1996 fixant le règlement du marché boursier des rentes, les sociétés visées à l'article 22, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi susmentionnée du 6 avril 1995, ne sont plus soumises aux obligations en matière d'information périodique auxquelles les autres sociétés dont des instruments financiers sont inscrits au premier marché et au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières belge sont soumises et auxquelles elles-mêmes étaient soumises avant l'abrogation susmentionnée; qu'il convient dès lors, sans tarder, eu égard au bon fonctionnement des marchés financiers, de soumettre les sociétés susmentionnées aux obligations en matière d'information périodique;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information périodique des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché et au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1997, les mots "à l'exception des sociétés visées à l'article 22, alinéa 1^{er}, 3^o de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements" sont supprimés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Gelet op de richtlijn 82/121/EEG van de Raad van 15 februari 1982 betreffende de periodieke informatieverstrekking door vennootschappen waarvan de aandelen tot de officiële notering aan een effectenbeurs zijn toegelaten;

Gelet op de wet van 4 december 1990 inzake de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 34, § 1, gewijzigd bij de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat sinds de opheffing van het ministerieel besluit van 22 maart 1993 betreffende de opneming van effecten van de Belgische openbare sector in de eerste markt van een effectenbeurs door het ministerieel besluit van 5 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten, de vennootschappen bedoeld in artikel 22, eerste lid, 3^o, van de bovenvermelde wet van 6 april 1995, niet meer onderworpen zijn aan de verplichtingen inzake periodieke informatie waaraan andere vennootschappen waarvan financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt en in de nieuwe markt van een Belgische effectenbeurs wel zijn onderworpen en waaraan ook zij waren onderworpen vóór de bovenvermelde opheffing; dat het derhalve noodzakelijk is, met het oog op de goede werking van de financiële markten, bovenvermelde vennootschappen zonder dralen aan de verplichtingen inzake periodieke informatie te onderwerpen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichtingen inzake periodieke informatie van emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt en de nieuwe markt van een effectenbeurs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1997, worden de woorden "met uitzondering van de vennootschappen als bedoeld in artikel 22, eerste lid, 3^o, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs" geschrapt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1279

[C - 97/12485]

**19 JUIN 1997. — Arrêté royal
modifiant l'article 75 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991
portant la réglementation du chômage (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996;

(1) Voir note à la page suivante.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1279

[C - 97/12485]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 75 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996;

(1) Zie nota op de volgende bladzijde.

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, notamment l'article 75;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que la réglementation du chômage doit être adaptée sans délai aux modifications qui ont été apportées au statut des travailleurs à domicile et qui sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 75 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 75. Le travailleur à domicile ne peut, en cas de chômage complet ou de chômage temporaire, bénéficier des allocations que s'il n'a exercé aucune activité comme travailleur à domicile pendant une période ininterrompue de sept jours au moins.

Pour l'ouvrier à domicile qui perçoit un salaire à la pièce ou à la tâche, les conditions suivantes doivent être remplies en plus :

1° il ne peut occuper habituellement à son service plus de deux aides;

2° lorsqu'un ménage comprend plusieurs travailleurs à domicile, tous doivent simultanément remplir la condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application de l'article 99, 3° au travailleur à domicile qui perçoit un salaire à la pièce ou à la tâche, une journée complète de travail est réputée comprendre un nombre d'heures de travail égal à un 1/5 du facteur S.

Le travailleur à domicile ne peut bénéficier de l'allocation de garantie de revenus visée à l'article 131bis. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1997.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 75;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de werkloosheidsreglementering onverwijld dient aangepast te worden aan de wijzigingen die aangebracht werden aan het statuut van de huisarbeiders en die in werking getreden zijn op 1 maart 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 75 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 75. De huisarbeider kan in geval van volledige of van tijdelijke werkloosheid slechts uitkeringen genieten indien hij gedurende een ononderbroken periode van ten minste zeven dagen geen enkele activiteit als huisarbeider uitgeoefend heeft.

Voor de huisarbeider die een stuk- of een taakloon ontvangt moeten bovendien volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° hij mag gewoonlijk niet meer dan twee helpers in dienst hebben;

2° indien er in een gezin meerdere huisarbeiders zijn, moeten deze allen gelijktijdig de in het eerste lid vermelde voorwaarde vervullen.

Voor de toepassing van artikel 99, 3° op een huisarbeider die een stuk- of taakloon ontvangt, wordt een volledige arbeidsdag geacht een aantal arbeidsuren te omvatten gelijk aan één vijfde van de factor S.

De huisarbeider kan geen inkomensgarantie-uitkering, bedoeld in artikel 131bis, genieten. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1997.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

F. 97 — 1280

[C - 97/12488]

19 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant les articles 116 et 127 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, notamment l'article 116, § 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux du 25 mai 1993 et 27 décembre 1993 et 127, remplacé par l'arrêté royal du 13 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que la réglementation du chômage doit être simplifiée le plus vite possible dans le cas du calcul des périodes de travail pour les travailleurs à temps partiel recrutés dans un programme de remise au travail, vu les difficultés posées par le suivi du dossier de ces chômeurs et le coût administratif important qui s'en suit; qu'aussi pour des raisons d'équité dans le cas du complément d'ancienneté aux allocations de chômage des cohabitants, ce complément doit au plus tôt être calculé de la même façon pour tous les chômeurs de moins de 55 ans;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 25 mai 1993, *Moniteur belge* du 28 mai 1993;

Arrêté royal du 27 décembre 1993, *Moniteur belge* du 31 décembre 1993.

Arrêté royal du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

N. 97 — 1280

[C - 97/12488]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 116 en 127 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 116, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 mei 1993 en 27 december 1993 en 127, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 december 1996;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de werkloosheidsreglementering zo snel mogelijk vereenvoudigd moet worden in het geval van de berekening van de werkloosheidsperiodes voor deeltijdse werknemers die in een wedertewerkstellingsprogramma aangeworven zijn, gelet op de moeilijkheden die zich stellen bij het opvolgen van de dossiers van deze werklozen en de belangrijke administratieve kosten die eruit volgen; dat eveneens om billijkheidsredenen in het geval van de anciënniteitstoelag bij de werkloosheidsuitkeringen voor samenwonenden, deze toeslag zo spoedig mogelijk op dezelfde wijze dient berekend te worden voor alle werklozen van minder dan 55 jaar;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 25 mei 1993, *Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1993;

Koninklijk besluit van 27 december 1993, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1993;

Koninklijk besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 116, § 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, modifié par les arrêtés royaux des 25 mai 1993 et 27 décembre 1993, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Une nouvelle période de chômage au sens de l'article 114, § 2, prend cours après une reprise de travail comme travailleur à temps partiel avec maintien des droits lorsque l'allocation de garantie de revenu n'est pas octroyée pendant une période ininterrompue de :

1° 24 mois, lorsque le régime de travail à temps partiel comporte en moyenne 18 heures de travail par semaine ou la moitié au moins du nombre d'heures de travail hebdomadaire normalement prestées en moyenne par le travailleur de référence.

2° 36 mois, lorsque le régime de travail à temps partiel ne comporte pas en moyenne le nombre d'heures de travail hebdomadaire prévues au 1°, mais comporte en moyenne au moins 12 heures de travail par semaine ou le tiers au moins du nombre d'heures de travail hebdomadaire normalement prestées en moyenne par le travailleur de référence.

3° 36 mois lorsque le travail à temps partiel, dont le régime répond aux conditions du 1° au 2°, est effectué dans un programme de remise au travail.

En ce qui concerne le chômeur complet, la nouvelle période de chômage ne peut cependant être accordée qu'à l'occasion d'une demande d'allocations visée à l'article 133, § 1^{er}, 2°.

La nouvelle période de chômage ne prend toutefois cours, dans les cas prévus à l'alinéa 3, qu'à partir du premier jour où le travailleur redevient chômeur complet indemnisé pour tous les jours de la semaine à la fin de son occupation à temps partiel. ».

Art. 2. L'article 127, § 1^{er}, alinéa 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1996, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 116, § 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 mei 1993 en 27 december 1993 worden het derde en het vierde lid vervangen door de volgende leden :

« Een nieuwe werkloosheidsperiode in de zin van artikel 114, § 2, vangt aan na een werkhervatting als deeltijdse werknemer met behoud van rechten wanneer de inkomensgarantie-uitkering niet is toegekend gedurende een ononderbroken periode van :

1° 24 maanden, wanneer de deeltijdse arbeidsregeling gemiddeld per week 18 uren bedraagt of ten minste de helft bedraagt van het normaal gemiddeld wekelijks aantal uren van de maatman.

2° 36 maanden, wanneer de deeltijdse arbeidsregeling niet gemiddeld per week het aantal uren omvat voorzien in 1°, maar tenminste gemiddeld per week 12 uren omvat of ten minste het derde bedraagt van het normaal gemiddeld wekelijks aantal uren van de maatman.

3° 36 maanden, wanneer de deeltijdse arbeid waarvan de regeling beantwoordt aan de voorwaarden van 1° en 2°, verricht wordt in een wedertewerkstellingsprogramma.

Wat de volledig werkloze betreft kan de nieuwe werkloosheidsperiode evenwel slechts toegekend worden ter gelegenheid van een uitkeringsaanvraag zoals bedoeld in artikel 133, § 1, 2°.

De nieuwe werkloosheidsperiode vangt echter slechts aan in de gevallen voorzien in het derde lid vanaf de eerste dag waarop de werknemer volledig uitkeringsgerechtigde werkloze voor alle dagen van de week wordt op het einde van zijn deeltijdse tewerkstelling. ».

Art. 2. Artikel 127, § 1, derde lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1281

[C - 97/12487]

19 JUIN 1997. — Arrêté royal instaurant un régime transitoire pour le paiement des frais d'administration de l'organisme de paiement dans le régime ALE (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et l'article 8, inséré par la loi du 30 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 79, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996, et modifié par les arrêtés royaux du 12 août 1994, 30 mars 1995, 7 avril 1995, 22 novembre 1995, 26 mars 1996 et 13 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Voir note à la page suivante.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1281

[C - 97/12487]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot invoering van een overgangsregeling voor de betaling van de administratiekosten van de uitbetalingsinstelling in de PWA-regeling (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996 en artikel 8, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 79, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1994, 30 maart 1995, 7 april 1995, 22 november 1995, 26 maart 1996 en 13 december 1996;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Zie nota op de volgende bladzijde.

Vu l'urgence motivée par le fait que sur base d'une analyse de frais exécutée par les services de l'Office national de l'Emploi, il appert que l'indemnité fixée initialement pour le traitement des chèques-ALE couvre insuffisamment les frais d'administration des organismes de paiement; que, par conséquent, l'octroi d'un montant complémentaire couvrant ces frais pour le passé s'impose le plus vite possible;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sans préjudice de la disposition de l'article 79, § 8, alinéa 6 et § 9 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, l'éditeur des chèques-ALE paye aux organismes de paiement un montant complémentaire pour frais d'administration de 2,5 F par chèque ALE qui leur est remboursé par cet éditeur en application de l'article 79, § 8, alinéa 5 de l'arrêté précité pendant la période du 1^{er} janvier 1996 jusqu'au 30 juin 1997. Ce montant complémentaire est retenu par cet éditeur sur les montants qui doivent être versés à l'Office national de l'Emploi en application de l'article 79, § 9, 1^o de l'arrêté précité.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat op basis van een kostenanalyse uitgevoerd door de diensten van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening blijkt dat de initieel bepaalde vergoeding voor de behandeling van de PWA-cheques onvoldoende de administratiekosten van de uitbetalingsinstellingen dekt; dat derhalve de toekenning van een bijkomende vergoeding voor het verleden tot dekking van deze kosten zich zo snel mogelijk opdringt;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onverminderd de bepaling van artikel 79, § 8, zesde lid en § 9 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, betaalt de uitgever van de PWA-cheques aan de uitbetalingsinstellingen een bijkomende vergoeding voor administratiekosten van 2,5 F per PWA-cheque die hen in toepassing van artikel 79, § 8, vijfde lid van het voormelde besluit, door deze uitgever werd terugbetaald tijdens de periode van 1 januari 1996 tot 30 juni 1997. Het bedrag van deze bijkomende vergoeding wordt door deze uitgever ingehouden op de bedragen die in toepassing van artikel 79, § 9, 1^o van het voormelde besluit aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening gestort moeten worden.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 27 août 1994;

Arrêté royal du 30 mars 1995, *Moniteur belge* du 12 mai 1995;

Arrêté royal du 7 avril 1995, *Moniteur belge* du 12 mai 1995;

Arrêté royal du 22 novembre 1995, *Moniteur belge* du 8 décembre 1995;

Arrêté royal du 22 décembre 1995, *Moniteur belge* du 13 janvier 1996;

Arrêté royal du 26 mars 1996, *Moniteur belge* du 6 avril 1996;

Arrêté royal du 28 novembre 1996, *Moniteur belge* du .. décembre 1996;

Arrêté royal du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* du 31 maart 1994;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1994;

Koninklijk besluit van 30 maart 1995, *Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1995;

Koninklijk besluit van 7 april 1997, *Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1995;

Koninklijk besluit van 22 november 1995, *Belgisch Staatsblad* du 8 december 1995;

Koninklijk besluit van 22 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1996;

Koninklijk besluit van 26 maart 1996, *Belgisch Staatsblad* van 6 april 1996;

Koninklijk besluit van 28 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van .. december 1996;

Koninklijk besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

F. 97 — 1282

[C - 97/12486]

20 JUNI 1997. — Arrêté ministériel modifiant les articles 6, 10, 12, 68 et 90 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment les articles 34, modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1995, 37, 119 et 138;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, notamment les articles 6, 10, 12, 68 et 90;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que la réglementation du chômage doit être adaptée sans délai aux modifications qui ont été apportées au salaire des travailleurs handicapés et au statut des travailleurs à domicile qui sont entrées en vigueur respectivement au 1^{er} janvier 1997 et au 1^{er} mars 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le salaire mensuel de référence visé à l'article 34 de l'arrêté royal est égal au revenu minimum mensuel moyen garanti aux travailleurs handicapés qui sont occupés dans un atelier protégé, fixé par convention collective de travail, conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal. ».

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

Arrêté royal du 22 novembre 1995, *Moniteur belge* du 8 décembre 1995.

Arrêté ministériel du 26 novembre 1991, *Moniteur belge* du 25 janvier 1992.

N. 97 — 1282

[C - 97/12486]

20 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 6, 10, 12, 68 en 90 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1995, 37, 119 en 138;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering inzonderheid op de artikelen 6, 10, 12, 68 en 90;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de werkloosheidsreglementering onverwijld dient aangepast te worden aan de wijzigingen die aangebracht werden aan de bezoldiging van mindervalide werknemers en aan het statuut van de huisarbeiders die respectievelijk in werking getreden zijn vanaf 1 januari 1997 en 1 maart 1997,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Het referentemaandloon bedoeld in artikel 34 van het koninklijk besluit is gelijk aan het gemiddeld minimum maandinkomen gewaarborgd aan de mindervalide werknemers die tewerkgesteld zijn in een beschermde werkplaats, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit. ».

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

Koninklijk besluit van 22 november 1995, *Belgisch Staatsblad* van 8 december 1995.

Ministerieel besluit van 26 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1992.

Art. 2. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Pour l'artiste-musicien et l'artiste du spectacle, une prestation journalière de travail de moins de 5,77 heures est prise en considération comme une journée de travail si la rémunération brute perçue est au moins égale à 1/26ième de :

1° F 8 950 pour l'artiste âgé de 21 ans au moins;

2° F 6 669 pour l'artiste âgé de moins de 21 ans.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 114,20. Ils sont augmentés ou diminués suivant les règles fixées à l'article 113 de l'arrêté royal. ».

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Pour le travailleur à domicile qui perçoit un salaire à la pièce ou à la tâche, le nombre de journées de travail est obtenu en divisant la rémunération brute dont il est tenu compte pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, secteur chômage, perçue pendant la période de référence, par 1/26ième du salaire mensuel de référence visé à l'article 5. Le quotient obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

Le nombre de journées de travail ainsi obtenu ne peut cependant pas dépasser le nombre de jours, dimanches exceptés, compris dans la période pendant laquelle le travailleur à domicile est lié par un contrat de travail, diminué des journées assimilées prises en compte pour cette période. ».

Art. 4. L'article 68, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 68. Par dérogation aux articles 65 à 67, la rémunération journalière moyenne du bûcheron rémunéré à la tâche, du travailleur à domicile qui perçoit un salaire à la pièce ou à la tâche et de tout autre travailleur rémunéré à la prestation, est obtenue en divisant par 78 le salaire brut, dont il est tenu compte pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, secteur chômage, perçue au cours des trois derniers mois précédant la demande d'allocations. Ce nombre est diminué du nombre de journées assimilées à des journées de travail, visées à l'article 38 de l'arrêté royal, pour lesquelles aucune rémunération n'a été payée. ».

Art. 5. L'article 90, dernier alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le dossier doit notamment contenir une « déclaration de travailleur à domicile » lorsque le travailleur à domicile qui reçoit un salaire à la pièce ou à la tâche :

1° désire bénéficier d'allocations pour la première fois;

2° doit, conformément à l'arrêté royal, introduire une « déclaration de la situation personnelle et familiale » C 1. ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1997, à l'exception des articles 1^{er} et 2 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1997.

Bruxelles, le 20 juin 1997.

Mme M. SMET

Art. 2. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art.10. Voor de artiest-muzikant en voor de artiest van het spektakelbedrijf wordt een dagelijkse arbeidsprestatie van minder dan 5,77 uren als een arbeidsdag in aanmerking genomen indien het ontvangen brutoloon ten minste gelijk is aan 1/26ste van :

1° F 8 950 voor de artiest die ten minste 21 jaar is;

2° F 6 669 voor de artiest die minder dan 21 jaar is.

Deze bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 114,20. Zij worden verhoogd of verminderd volgens de regels bepaald in artikel 113 van het koninklijk besluit. ».

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12. Voor de huisarbeider die een stuk- of een taakloon ontvangt wordt het aantal arbeidsdagen bekomen door het tijdens de referentieperiode ontvangen brutoloon waarmee rekening werd gehouden voor de berekening van de bijdragen voor de sociale zekerheid, sector werkloosheid, te delen door 1/26ste van het referentemaandloon bedoeld in artikel 5. Het bekomen quotiënt wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Het aldus bekomen aantal arbeidsdagen mag echter niet meer bedragen dan het aantal dagen begrepen in de periode tijdens dewelke de huisarbeider verbonden is door een arbeidsovereenkomst, met uitzondering van de zondagen, verminderd met het voor deze periode in rekening gebrachte aantal gelijkgestelde dagen. ».

Art. 4. Artikel 68, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 68. In afwijking van de artikelen 65 tot 67 wordt het gemiddeld dagloon van de houthakker die per taak wordt bezoldigd, van de huisarbeider die een stuk- of een taakloon ontvangt en van elke andere werknemer die per taak wordt bezoldigd, bekomen door het brutoloon dat ontvangen werd in de loop van de laatste drie maanden voorafgaand aan de uitkeringsaanvraag, waarmee rekening werd gehouden voor de berekening van de bijdragen voor de sociale zekerheid, sector werkloosheid, te delen door 78. Dat aantal wordt verminderd met het aantal gelijkgestelde dagen bedoeld in artikel 38 van het koninklijk besluit waarvoor geen loon werd betaald. ».

Art. 5. Artikel 90, laatste lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het dossier moet inzonderheid een « aangifte van de huisarbeider » bevatten wanneer de huisarbeider die een stuk- of een taakloon ontvangt :

1° voor het eerst uitkeringen wenst te bekomen;

2° overeenkomstig het koninklijk besluit een « aangifte van de persoonlijke en familiale toestand » C 1 moet indienen. ».

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1997, met uitzondering van de artikelen 1 en 2 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1997.

Brussel, 20 juni 1997.

Mevr. M. SMET

F. 97 — 1283

[C - 97/12489]

20 JUIN 1997. — Arrêté ministériel modifiant les articles 54, 59 et 71 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996;

Voir note à la page suivante.

N. 97 — 1283

[C - 97/12489]

20 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 54, 59 en 71 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996;

Zie nota op de volgende bladzijde.

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, notamment les articles 79, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par les arrêtés royaux du 12 août 1994, 30 mars 1995, 7 avril 1995, 22 novembre 1995, 26 mars 1996 et 13 décembre 1996, 110, modifié par les arrêtés royaux des 9 novembre 1994, 22 novembre 1995 et 4 août 1996 et 116, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1992, 25 mai 1993, 27 décembre 1993, 9 novembre 1994, 21 décembre 1994, 22 novembre 1995 et 19 juin 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, notamment les articles 54, modifié par les arrêtés ministériels du 4 août 1994, 8 mai 1995, 17 avril 1996, 13 décembre 1991, 59, modifié par l'arrêté ministériel du 5 août 1996 et 71, modifié par les arrêtés ministériels des 20 octobre 1994, 5 août 1996 et 10 juin 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 juin 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 79, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1994, 30 maart 1995, 7 april 1995, 22 november 1995, 26 maart 1996 en 13 december 1996, 110, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 november 1994, 22 november 1995 en 4 augustus 1996 en 116, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1992, 25 mei 1993, 27 december 1993, 9 november 1994, 21 december 1994, 22 november 1995 en 19 juni 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering inzonderheid op de artikelen 54, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 augustus 1994, 8 mei 1995, 17 april 1996, 13 december 1991, 59, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 augustus 1996 en 71, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 20 oktober 1994, 5 augustus 1996 en 10 juni 1997;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 1997;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 29 juin 1992, *Moniteur belge* du 8 juillet 1992;

Arrêté royal du 25 mai 1993, *Moniteur belge* du 28 mai 1993;

Arrêté royal du 27 décembre 1993, *Moniteur belge* du 31 décembre 1993;

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 27 août 1994;

Arrêté royal du 9 novembre 1994, *Moniteur belge* du 22 novembre 1994;

Arrêté royal du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 3 janvier 1995;

Arrêté royal du 30 mars 1995, *Moniteur belge* du 12 mai 1995;

Arrêté royal du 7 avril 1995, *Moniteur belge* du 12 mai 1995;

Arrêté royal du 22 novembre 1995, *Moniteur belge* du 8 décembre 1995;

Arrêté royal du 26 mars 1996, *Moniteur belge* du 6 avril 1996;

Arrêté royal du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 14 août 1996.

Arrêté royal du 28 novembre 1996, *Moniteur belge* du 10 décembre 1996;

Arrêté royal du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté ministériel du 26 novembre 1991, *Moniteur belge* du 25 janvier 1992;

Arrêté ministériel du 4 août 1994, *Moniteur belge* du 27 août 1994;

Arrêté ministériel du 20 octobre 1994, *Moniteur belge* du 25 octobre 1994;

Arrêté ministériel du 8 mai 1995, *Moniteur belge* du 27 juin 1995;

Arrêté ministériel du 17 avril 1996, *Moniteur belge* du 7 mai 1996;

Arrêté ministériel du 5 août 1996, *Moniteur belge* du 14 août 1996;

Arrêté ministériel du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté ministériel du 10 juin 1997, *Moniteur belge* du 21 juin 1997.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 29 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1992;

Koninklijk besluit van 25 mei 1993, *Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1993;

Koninklijk besluit van 27 december 1993, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1993;

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1994;

Koninklijk besluit van 9 november 1994, *Belgisch Staatsblad* van 22 november 1994;

Koninklijk besluit van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 3 januari 1995;

Koninklijk besluit van 30 maart 1995, *Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1995;

Koninklijk besluit van 7 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1995;

Koninklijk besluit van 22 november 1995, *Belgisch Staatsblad* van 8 december 1995;

Koninklijk besluit van 26 maart 1996, *Belgisch Staatsblad* van 6 april 1996;

Koninklijk besluit van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1996.

Koninklijk besluit van 28 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1996;

Koninklijk besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1996;

Ministerieel besluit van 26 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1992;

Ministerieel besluit van 4 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1994;

Ministerieel besluit van 20 oktober 1994, *Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 1994;

Ministerieel besluit van 8 mei 1995, *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 1995;

Ministerieel besluit van 17 april 1996, *Belgisch Staatsblad* van 7 mei 1996;

Ministerieel besluit van 5 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1996;

Ministerieel besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Ministerieel besluit van 10 juni 1997, *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 1997.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que, d'une évaluation des frais d'administration pour le traitement des chèques-ALE par les organismes de paiement, il appert que l'indemnité accordée couvre insuffisamment ces frais, que cette indemnité doit être adaptée le plus vite possible; qu'en outre, dans les conditions pour être considéré comme « financièrement à charge », la discrimination existante entre les personnes qui disposent du minimum de moyens d'existence et les personnes qui reçoivent une aide financière en remplacement du minimum de moyens d'existence doit être éliminée sans délai; que finalement la réglementation du chômage doit être simplifiée le plus vite possible dans le cas du calcul des périodes de travail pour les travailleurs à temps partiel recrutés dans un programme de remise au travail, vu les difficultés posées par le suivi du dossier de ces chômeurs et le coût administratif important qui s'en suit;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 54, § 4 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, modifié par l'arrêté ministériel du 4 août 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le montant destiné à couvrir les frais d'administration de l'organisme de paiement est fixé à 4,5 F. par chèque-ALE payé. ».

Art. 2. L'article 59, alinéa 3 du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 5 août 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour être considéré comme à charge financièrement, il doit être satisfait simultanément aux conditions suivantes :

1° le travailleur ainsi que la personne qui est à sa charge doivent faire une déclaration en ce sens au moment où le chômeur est tenu d'introduire une déclaration de la situation personnelle et familiale;

2° la personne à charge ne peut pas disposer du minimum de moyens d'existence ni recevoir d'aide financière en remplacement du minimum de moyens d'existence dans le cadre de la législation relative aux prestations d'aide sociale ni, comme enfant, être à charge d'un parent à qui s'impose une obligation d'entretien;

3° la personne à charge ne peut pas déjà être à charge financièrement d'un autre chômeur avec lequel elle cohabite. ».

Art. 3. A l'article 71, § 1^{er} du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 20 octobre 1994 et 5 août 1996, sont apportées les modifications suivantes :

A. Le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° les journées non visées au 1° jusqu'au 3°, pour autant qu'il est fait application de l'article 116, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal et que leur nombre ne dépasse pas 78 ou de l'article 116, § 1^{er}, alinéa 2 ou 3 de l'arrêté royal et que leur nombre ne dépasse pas 156. Ces journées ne sont toutefois pas prises en considération comme reprise de travail. »;

B. il est complété par l'alinéa suivant :

« Une période peut seulement être prise en considération comme une période de reprise de travail au sens de l'article 116, § 1^{er} de l'arrêté royal, si elle est située après le moment où a débuté la plus récente période de chômage de 12 mois au sens de l'article 114, § 2 de l'arrêté royal. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Bruxelles, 20 juin 1997.

Mme M. SMET.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat uit een evaluatie van de administratiekosten voor de behandeling van PWA-cheques door de uitbetalingsinstellingen blijkt dat de toegekende vergoeding deze kosten onvoldoende dekt, dat deze vergoeding zo snel mogelijk dient aangepast te worden; dat verder bij de voorwaarden om als « persoon ten laste » te worden beschouwd de bestaande discriminatie tussen de personen die over het bestaansminimum beschikken en deze die financiële hulp ontvangen ter vervanging van het bestaansminimum onverwijld dient weggewerkt te worden; dat tenslotte de werkloosheidsreglementering zo snel mogelijk vereenvoudigd moet worden in het geval van de berekening van de werkloosheidsperiodes voor deeltijdse werknemers die in een wederwerkstellingsprogramma aangeworven zijn, gelet op de moeilijkheden die zich stellen bij het opvolgen van de dossiers van deze werklozen en de belangrijke administratieve kosten die eruit volgen;

Besluit :

Artikel 1. Artikel 54, § 4 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 augustus 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Het bedrag tot dekking van de administratiekosten van de uitbetalingsinstelling wordt vastgesteld op 4,5 F per uitbetaalde PWA-cheque. ».

Art. 2. Artikel 59, derde lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 5 augustus 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Om als financieel ten laste te worden beschouwd moet gelijktijdig voldaan worden aan de volgende voorwaarden :

1° de werkloze, alsmede de persoon die ten laste is, moeten een verklaring in die zin afleggen op het tijdstip waarop de werkloze een aangifte van de persoonlijke en familiale toestand moet indienen;

2° de persoon die ten laste is mag niet beschikken over het bestaansminimum noch financiële hulp ontvangen ter vervanging van het bestaansminimum in het kader van de wetgeving op de maatschappelijke dienstverlening en evenmin als kind ten laste zijn van een onderhoudsplichtige ouder;

3° de persoon die ten laste is mag niet reeds beschouwd worden als financieel ten laste van een andere werknemer waarmee hij samenwoont. ».

Art. 3. In artikel 71, § 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 20 oktober 1994 en 5 augustus 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. het 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° de dagen niet bedoeld in 1° tot 3°, voor zover toepassing gemaakt wordt van artikel 116, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit en hun aantal 78 niet overschrijdt of van artikel 116, § 1, tweede of derde lid van het koninklijk besluit en hun aantal 156 niet overschrijdt. Deze dagen worden evenwel niet in rekening gebracht als werkhervatting. »;

B. het wordt aangevuld met het volgende lid :

« Een periode kan slechts als periode van werkhervatting in de zin van artikel 116, § 1, van het koninklijk besluit worden beschouwd, indien ze gelegen is na het tijdstip waarop de recentste werkloosheidsperiode van 12 maanden in de zin van artikel 114, § 2 van het koninklijk besluit is aangevangen. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

Brussel, 20 juni 1997.

Mevr. M. SMET

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1284

[C - 97/12491]

17 JUIN 1997. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 3, § 8 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Le Ministre de la Santé publique,
Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 35, § 5, alinéa 2, remplacé par la loi du 26 juillet 1996 et modifié par la loi du 6 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 3, § 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, dans le secteur concerné, il n'a pas été possible de conclure un protocole d'accord mixte privé/public avant l'échéance du 1^{er} avril 1997, que la mesure doit pouvoir être opérationnelle sans délai et que les employeurs concernés doivent connaître immédiatement les modalités d'exécution,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° institutions : les hôpitaux visés à l'article 2 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et les maisons de soins psychiatriques agréées conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques;

2° travailleurs : les ouvriers, employés, agents statutaires, agents temporaires et le personnel contractuel occupés dans une institution visée au 1°;

3° l'arrêté royal : l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 2. Pour avoir droit, pour chaque travailleur qu'ils occupent au moins à mi-temps, à la réduction forfaitaire visée à l'arrêté royal du 5 février 1997 fixant le montant trimestriel de la réduction forfaitaire de cotisations patronales dans le secteur non marchand, les institutions visées à l'article 1^{er}, 1°, doivent adresser par lettre recommandée à la poste un acte d'adhésion au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, administration des soins de santé.

Art. 3. § 1^{er}. L'acte d'adhésion visé à l'article 2 doit comprendre les éléments suivants :

a) un calcul précis pour l'institution concernée du produit des réductions de cotisations visées à l'article 2;

b) la répartition des travailleurs de l'institution concernée selon le modèle figurant en annexe du présent arrêté;

c) l'engagement de recruter des assistants en logistique défini par l'arrêté ministériel du 17 juin 1997 définissant la fonction d'assistant en logistique;

d) l'engagement de rédiger un rapport semestriel visé à l'article 7 du présent arrêté.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 29 juin 1981, *Moniteur belge* du 2 juillet 1981.

Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1284

[C - 97/12491]

17 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 3, § 8 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
De Minister van Volksgezondheid,
De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid van de werknemers inzonderheid op artikel 35, § 5, tweede lid, vervangen door de wet van 26 juli 1996 en gewijzigd bij de wet van 6 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, inzonderheid op artikel 3, § 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, in de betrokken sector, het niet mogelijk was voor de vervalddag van 1 april 1997 een gemengd privé/openbaar protocol-akkoord te sluiten, dat de maatregel onmiddellijk operationeel moet zijn en dat de betrokken werkgevers onverwijld de uitvoeringsmodaliteiten dienen te kennen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° instellingen : de ziekenhuizen bedoeld in artikel 2 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en de psychiatrische verzorgingstehuizen, erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 1990 houdende de vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van de psychiatrische verzorgingstehuizen;

2° werknemers : arbeiders, bedienden, statutaire ambtenaren, tijdelijke ambtenaren en het contractueel personeel tewerkgesteld in een instelling bedoeld in 1°;

3° het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Art. 2. Om voor iedere werknemer die ze minstens halftijds tewerkstellen, recht te hebben op de forfaitaire vermindering bedoeld in het koninklijk besluit van 5 februari 1997 tot bepaling van het kwartaalbedrag van de forfaitaire bijdragevermindering in de non-profit sector, dienen de instellingen bedoeld in artikel 1, 1°, per aangetekend schrijven een toetredingsakte over te maken aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, bestuur der gezondheidszorgen.

Art. 3. § 1. De toetredingsakte bedoeld in artikel 2 moet de volgende elementen bevatten :

a) een nauwkeurige berekening voor de betrokken instelling van de opbrengst van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 2;

b) de verdeling van de werknemers van de betrokken instelling volgens het model in bijlage van dit besluit;

c) de verbintenis om logistiek assistenten aan te werven overeenkomstig het ministerieel besluit van 17 juni 1997 tot vaststelling van de functie van logistiek assistent;

d) de verbintenis om een semestriële rapport op te stellen bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 29 juni 1981, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981.

Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

§ 2. L'acte d'adhésion visé au § 1^{er} est approuvé par le Ministre de la Santé publique, le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales.

Art. 4. La réduction des cotisations patronales de sécurité sociale visée à l'article 2 du présent arrêté est accordée à partir du premier jour du trimestre qui suit la date d'envoi de l'acte d'adhésion approuvé visé au même article. Les Ministres visés à l'article 3, § 2, peuvent retarder cette entrée en vigueur.

Art. 5. § 1^{er}. Le nombre d'assistants en logistique à engager et l'augmentation du volume de travail sont calculés par institution conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal. Il peut toutefois y être dérogé, conformément à l'article 4, § 6 de l'arrêté royal, à la demande de l'institution concernée, lorsque celle-ci peut prouver qu'elle diminue son nombre de lits ou prend part à une opération de fusion.

§ 2. Les assistants en logistique sont occupés au moins à mi-temps.

§ 3. Pour le calcul de l'augmentation nette du nombre d'assistants en logistique, le montant visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal est fixé à 212.500 francs (valeur 1^{er} juin 1997) par trimestre pour un recrutement au moins à 4/5 temps; pour une durée de travail plus courte, ce montant est réduit au pro rata de cette durée, jusqu'à 132.813 francs (valeur 1^{er} juin 1997) pour une occupation à mi-temps.

Les montants précités sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, modifiée par l'arrêté royal du 13 décembre 1989.

Art. 6. En ce qui concerne la réalisation dans le temps des engagements visés à l'article 5 du présent arrêté, les institutions doivent réaliser avant la fin du premier trimestre d'entrée en vigueur de l'acte d'adhésion visé à l'article 2 au minimum 50 % des embauches prévues et une augmentation de 25 % minimum du volume de travail prévu, et pour le dernier jour du deuxième trimestre, 100 % des embauches préconisées et de 75 % minimum du volume de travail prévu.

Art. 7. L'institution envoie chaque semestre un rapport au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale, pour les institutions privées, et au comité de concertation compétent, pour les institutions publiques, qui contient par trimestre les données suivantes :

- une copie des données du rapport visé à l'article 8;
- une copie de l'acte d'adhésion visé à l'article 2;
- les noms, fonctions et régimes de travail des travailleurs engagés en application du présent arrêté, ainsi que le personnel total occupé au cours du trimestre de référence et du trimestre concerné.

Sur base de cette information, le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, pour les institutions privées, et le comité de concertation compétent, pour les institutions publiques, rend un avis en matière d'accroissement net du nombre de travailleurs.

Art. 8. Tous les semestres, l'institution doit transmettre un rapport à l'Administration de la Santé publique du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, qui contient par trimestre au moins les données suivantes :

- l'emploi total exprimé en nombre de travailleurs occupés et en heures rémunérées pour le trimestre de référence et pour le trimestre concerné;
- le produit de la réduction de cotisations;
- le nombre d'assistants en logistique recrutés suite à la réduction de cotisations et copie de leur contrat de travail;
- communication de l'avis visé à l'article 7, § 2, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, pour les institutions privées, et du comité de concertation compétent, pour les institutions publiques;
- une copie des attestations délivrées par le service régional compétent, relatives au suivi de la formation visée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 17 juin 1997 définissant la fonction d'assistant en logistique.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail, le Ministre des Affaires sociales et le Ministre de la Santé publique peuvent demander toute information complémentaire.

§ 2. De toetredingsakte bedoeld in § 1 wordt goedgekeurd door de Minister van Volksgezondheid, de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken.

Art. 4. De vermindering van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2 van dit besluit wordt toegekend vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op de verzendingsdatum van de goedgekeurde toetredingsakte bedoeld in hetzelfde artikel. De Ministers bedoeld in artikel 3, § 2, kunnen deze inwerkingtreding uitstellen.

Art. 5. § 1. Het aantal aan te werven logistiek assistenten en de aangroei van het arbeidsvolume worden berekend per instelling overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit. Er kan evenwel van worden afgeweken, in overeenstemming met artikel 4, § 6 van het koninklijk besluit, op vraag van de betrokken instelling, wanneer deze kan aantonen dat zij haar beddenaantal vermindert of deelneemt aan een fusieoperatie.

§ 2. De logistiek assistenten werken minstens halftijds.

§ 3. Voor de berekening van de netto-aangroei van het aantal logistiek assistenten wordt het bedrag bedoeld in artikel 4, § 1, derde lid van het koninklijk besluit bepaald op 212.500 frank (waarde 1 juni 1997) per kwartaal voor een aanwerving voor tenminste 4/5de tijds; voor een kortere arbeidsduur wordt dit bedrag pro rata verminderd, tot 132.813 frank (waarde 1 juni 1997) voor een halftijdse tewerkstelling.

De voormelde bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1989.

Art. 6. Inzake de realisatie in tijd van de aanwervingen, bedoeld in artikel 5 van dit besluit verbinden de instellingen er zich toe om, voor het einde van het eerste trimester van het in werking treden van de toetredingsakte, zoals voorzien in artikel 2 over te gaan tot minstens 50 % van de voorziene aanwervingen en tot verhoging van minstens 25 % van het voorziene arbeidsvolume en tegen de laatste dag van het tweede trimester tot 100 % van de vooropgestelde aanwervingen en minstens 75 % van het voorziene arbeidsvolume.

Art. 7. De instelling maakt ieder semester aan de ondernemingsraad, of bij ontstentenis aan de syndicale delegatie, voor de privé instellingen, en de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen, een rapport over, dat volgende gegevens per kwartaal bevat :

- een copie van de gegevens uit het rapport bedoeld in artikel 8;
- een copie van de toetredingsakte bedoeld in artikel 2;
- namen, functies en arbeidsregimes van de in toepassing van dit besluit aangeworven werknemers, evenals van het totale tewerkgesteld personeel in referentiekwartaal en in het betrokken kwartaal.

Op basis van deze informatie verstrekt de ondernemingsraad, of bij ontstentenis de syndicale delegatie, voor de privé instellingen, en de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen, een advies inzake de netto aangroei van het aantal werknemers.

Art. 8. Ieder semester moet de instelling een rapport overmaken aan de Administratie Volksgezondheid van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, dat minstens de volgende gegevens per kwartaal bevat :

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in het aantal tewerkgestelde werknemers en in bezoldigde uren voor het referentiekwartaal en voor het betrokken kwartaal;
- de opbrengst van de bijdrageverminderingen;
- het aantal logistiek assistenten aangeworven ten gevolge van de bijdragevermindering en een copie van hun arbeidsovereenkomst;
- kennisgeving van het advies bedoeld in artikel 7, § 2, van de ondernemingsraad of bij ontstentenis van de syndicale delegatie, voor de privé instellingen, en van de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen;
- een copie van de door de bevoegde regionale dienst afgeleverde attesten van de gevolgde opleiding bedoeld in artikel 2 van het ministerieel besluit van 17 juni 1997 tot vaststelling van de functie van logistiek assistent.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Volksgezondheid kunnen elke bijkomende informatie opvragen.

Art. 9. Lorsque l'institution ne respecte pas les conditions visées aux articles 3 à 8 du présent arrêté et après évaluation par les Ministres compétents :

- l'approbation visée à l'article 3, § 2 du présent arrêté peut être retirée;

- pour les institutions visées à l'article 1^{er}, 2° de l'arrêté royal, les réductions de cotisations de sécurité sociale accordées indûment peuvent être récupérées par l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales et versées au fonds pour l'emploi non-marchand créé à cette fin;

- pour les institutions visées à l'article 1^{er}, 1° de l'arrêté royal, les réductions de cotisations patronales de sécurité sociale accordées indûment peuvent être récupérées par le Ministère de l'Emploi et du Travail et versées au fonds pour l'emploi non-marchand créé à cette fin.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1997.
Bruxelles, le 17 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET
Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 9. Als de instelling de voorwaarden bedoeld in artikelen 3 tot 8 van dit besluit niet naleeft en na advies van de bevoegde Ministers :

- kan de goedkeuring bedoeld in artikel 3, § 2 van dit besluit worden ingetrokken;

- voor de instellingen bedoeld in artikel 1, 2° van het koninklijk besluit kunnen de ten onrechte toegekende verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen gerecupeerd worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten en gestort aan het daartoe opgerichte non-profit tewerkstellings fonds;

- voor de instellingen bedoeld in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit, kunnen de ten onrechte toegekende verminderingen van werkgeversbijdragen gerecupereerd worden door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en gestort aan het daartoe opgerichte non-profit tewerkstellings fonds.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1997.
Brussel, 17 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET
De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Annexe à l'arrêté ministériel du 17 juin 1997

	Personnel	Contractuels FBIPE	Stagiaires A.R. n° 230
Personnel médical			
Personnel salarié			
Personnel infirmier et soignant			
Personnel paramédical			
Personnel autre			

Bijlage aan het ministerieel besluit van 17 juni 1997

	Personeel	IBF contractuelen	Stagiairs K.B. nr. 230
Medisch personeel			
Loontrekkend personeel			
Verpleegkundig- en verzorgend personeel			
Paramedisch personeel			
Ander personeel			

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 17 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET
Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 17 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET
De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1285

[97/22449]

19 JUI 1997. — Arrêté royal rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 9bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988 et modifié par la loi du 21 décembre 1994;

Vu la demande d'avis sur un projet d'arrêté royal, adressée le 3 avril 1995 par le Ministre des Affaires sociales au Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'avis général du Conseil national des établissements hospitaliers, section programmation et agrément, du 26 octobre 1995;

Considérant que le Conseil national n'a encore rendu, à ce jour, aucun avis sur le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les articles 68, alinéa 1er, 71 à l'exception de la disposition imposant comme condition d'agrément l'intégration dans le programme visé à l'article 23, 73, alinéa 1er, et 74, alinéa 1er, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, sont applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1285

[97/22449]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en diensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994;

Gelet op de vraag van de Minister van Sociale Zaken aan de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen van 3 april 1995, om een advies over een ontwerp van koninklijk besluit;

Gelet op het algemeen advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, afdeling programmatie en erkenning, van 26 oktober 1995;

Overwegende dat de Nationale Raad op heden nog geen advies gegeven heeft over het hem voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 68, eerste lid, 71, met uitzondering van de bepaling die de integratie in het in artikel 23 bedoelde programma als erkenningsvoorwaarde oplegt, 73, eerste lid, en 74, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, zijn van overeenkomstige toepassing op de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en diensten.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 97 — 1286

[97/22450]

19 JUI 1997. — Arrêté royal fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment les articles 9bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988 et modifié par la loi du 21 décembre 1994, et 68, alinéa 1er;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs;

Vu la demande d'avis sur un projet d'arrêté royal, adressée le 3 avril 1995 par le Ministre des Affaires sociales au Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'avis général du Conseil national des établissements hospitaliers, section programmation et agrément, du 26 octobre 1995;

N. 97 — 1286

[97/22450]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de normen waaraan een samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, en 68, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorgingsinstellingen en -diensten;

Gelet op de vraag van de Minister van Sociale Zaken aan de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen van 3 april 1995, om een advies over een ontwerp van koninklijk besluit;

Gelet op het algemeen advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, afdeling programmatie en erkenning, van 26 oktober 1995;

Considérant que le Conseil national n'a encore rendu, à ce jour, aucun avis sur le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour être agréée et le demeurer, une association entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs doit satisfaire aux normes du présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. L'association est destinée à favoriser le développement des activités suivantes :

1° l'information et la sensibilisation de la population;

2° la mise à jour des connaissances en matière de soins palliatifs des médecins, des infirmiers et des paramédicaux;

3° la coordination entre les diverses actions menées, y compris la conclusion de protocoles de collaboration entre les différents participants à l'association en vue d'une complémentarité maximale des établissements et services;

4° fonction consultative et soutien logistique pour assurer l'efficacité des actions ainsi que l'accompagnement des patients;

5° l'évaluation périodique des services rendus, l'estimation des besoins restant éventuellement à couvrir, l'examen des différentes formes de réponse à y apporter;

6° la formation du bénévolat en matière de soins palliatifs.

§ 2. Lors de la réalisation des objectifs visés au § 1^{er}, il convient de garantir l'entière liberté en matière de convictions philosophiques et religieuses.

Art. 3. L'association doit couvrir une zone géographique comptant entre 200 000 et 1 000 000 habitants, étant entendu que chaque Communauté doit disposer au minimum d'une association.

Art. 4. Chaque association a une gestion distincte.

Art. 5. Peuvent faire partie de l'association :

1° des organisations d'aide aux familles et aux patients bénéficiant de soins palliatifs;

2° des organisations de soins à domicile;

3° des organisations locales ou régionales de médecins généralistes et d'autres prestataires de soins;

4° des maisons de repos et de soins;

5° des maisons de repos agréées;

6° des hôpitaux.

Art. 6. Les établissements ou services visés à l'article 5 ne peuvent être affiliés qu'à une ou maximum deux associations couvrant la zone géographique où ils sont situés.

Art. 7. L'association doit faire l'objet d'une convention écrite, laquelle doit être approuvée par l'autorité compétente en matière de politique de santé en vertu des articles 128, 130 ou 136 de la Constitution.

Le projet de convention doit être soumis, en vue d'une affiliation éventuelle, à tous les établissements et services visés à l'article 5 qui se situent dans la zone visée à l'article 3.

Les établissements et services visés à l'alinéa précédent, qui souhaitent prêter leur collaboration à la réalisation des objectifs définis dans le présent arrêté, peuvent s'affilier à l'association même après la conclusion de la convention en question.

Art. 8. La convention visée à l'article 7 doit régler au moins les matières suivantes :

1° les objectifs;

2° la forme juridique de l'association;

3° le siège administratif de l'association;

4° la description de la zone couverte par l'association ainsi que son nombre d'habitants;

5° les partenaires faisant partie de l'association;

6° la création, la composition, les tâches, le fonctionnement et le processus décisionnel du comité visé à l'article 9;

Overwegende dat de Nationale Raad op heden nog geen advies gegeven heeft over het hem voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Om te worden erkend en erkend te blijven, moet een samenwerkingsverband inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en diensten voldoen aan de normen van dit besluit.

Art. 2. § 1. Het samenwerkingsverband heeft tot doel de ontwikkeling van de volgende activiteiten te bevorderen :

1° informatie en bewustmaking van de bevolking;

2° het bijwerken van de kennis inzake palliatieve zorg van de artsen, verpleegkundigen en paramedici;

3° coördinatie van de diverse acties, met inbegrip van het vastleggen van samenwerkingsprotocollen met het oog op een zo groot mogelijke complementariteit van de instellingen en diensten;

4° raadgeving en logistieke steun om de doeltreffendheid van de geboden acties te waarborgen evenals de begeleiding van de patiënten;

5° regelmatige evaluatie van de dienstverlening, raming van de behoeften waarin eventueel nog moet worden voorzien, analyse van de verschillende mogelijkheden om daaraan te voldoen;

6° de opleiding van vrijwilligerswerk in de palliatieve zorgverlening.

§ 2. Bij de realisatie van de in § 1 bedoelde doelstellingen wordt de volledige vrijheid van filosofische en religieuze overtuigingen gewaarborgd.

Art. 3. Het samenwerkingsverband moet een geografisch gebied met tussen 200 000 en 1 000 000 inwoners bestrijken, met dien verstande dat iedere Gemeenschap over minstens één samenwerkingsverband moet beschikken.

Art. 4. Ieder samenwerkingsverband heeft een eigen beheer.

Art. 5. Kunnen van het samenwerkingsverband deel uitmaken :

1° organisaties voor hulp aan familie en aan patiënten waaraan palliatieve zorg wordt verstrekt;

2° organisaties voor thuiszorg;

3° lokale of regionale organisaties van huisartsen en van andere zorgverstrekkers;

4° rust- en verzorgingstehuizen;

5° erkende rustoorden;

6° ziekenhuizen.

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde instellingen of diensten mogen zich slechts aansluiten bij één of maximum twee samenwerkingsverbanden die het geografisch gebied bestrijken waar ze gesitueerd zijn.

Art. 7. Het samenwerkingsverband moet worden vastgelegd in een schriftelijke overeenkomst die moet worden goedgekeurd door de overheid bevoegd voor het gezondheidsbeleid krachtens de artikelen 128, 130 of 136 van de Grondwet.

Het ontwerp van overeenkomst dient, met het oog op en eventuele toetreding, te worden voorgelegd aan alle in artikel 5 bedoelde instellingen en diensten die zich in het in artikel 3 bedoelde gebied situeren.

Instellingen en diensten bedoeld in het vorig lid, die hun medewerking wensen te verlenen aan de in dit besluit omschreven doelstellingen, kunnen ook na het afsluiten van bedoelde overeenkomst tot het samenwerkingsverband toetreden.

Art. 8. De in artikel 7 bedoelde overeenkomst dient minstens de volgende aangelegenheden te regelen :

1° de doelstellingen;

2° de juridische vorm van het samenwerkingsverband;

3° de administratieve zetel van het samenwerkingsverband;

4° de beschrijving van het gebied dat door het samenwerkingsverband wordt bestreken alsmede het aantal inwoners ervan;

5° de partners die van het samenwerkingsverband deel uitmaken;

6° de oprichting, de samenstelling, de taken, de werking en de wijze van besluitvorming van het comité bedoeld in artikel 9;

- 7° les accords financiers;
- 8° les assurances;
- 9° le règlement des litiges entre les parties;
- 10° la durée de l'association et les modalités de résiliation, en ce compris la période d'essai éventuelle;
- 11° la manière dont le personnel mis à disposition est employé par un ou plusieurs partenaires de l'association;
- 12° la possibilité de prendre contact avec l'association 24 heures sur 24;
- 13° l'établissement et la tenue à jour d'un plan de soins par patient.

Art. 9. § 1er. Chaque association doit disposer d'un comité représentant les membres de l'association. L'association veillera à une composition pluridisciplinaire de ce comité ainsi qu'à l'application de l'article 2, § 2.

Les membres de ce comité ont une expérience spécifique en matière de soins palliatifs.

§ 2. Le comité visé au § 1er est chargé :

- 1° de veiller à l'exécution des objectifs de la convention;
- 2° de mettre au point un programme annuel d'action pour donner une impulsion aux activités visées à l'article 2, § 1er, et d'établir le bilan annuel des résultats obtenus;
- 3° de garantir la concertation avec des prestataires de soins ne participant pas à l'association ainsi qu'avec les organisations représentatives de patients et les mutuelles;
- 4° de débattre des aspects éthiques des actions menées ainsi que des droits des patients en ce qui concerne le « consentement éclairé » et le respect des convictions philosophiques et religieuses;
- 5° d'organiser le travail du personnel mis à disposition par un ou plusieurs partenaires de l'association.

Art. 10. § 1er. L'association couvrant une zone de 300 000 habitants ou plus dispose, par tranche de 300 000 habitants, d'un membre de personnel équivalent temps plein.

Une association couvrant une zone de moins de 300 000 habitants dispose également d'un membre de personnel équivalent temps plein, à condition qu'elle soit la seule association de la Communauté ou de la province concernée.

En ce qui concerne la fixation du nombre de membres du personnel des associations couvrant une zone de moins de 300 000 habitants, autres que celles visées à l'alinéa précédent, le rapport entre le nombre de membres du personnel et le nombre d'habitants de la zone couverte doit être identique à celui visé à l'alinéa premier.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1er doivent avoir un niveau de formation correspondant au moins à l'enseignement supérieur de type court. Ils doivent avoir une expérience spécifique en matière de soins palliatifs.

Art. 11. § 1er. Les associations doivent en outre disposer d'une équipe de soutien, laquelle fait partie de l'association et fonctionne en conséquence au sein de la même entité géographique.

§ 2. Cette équipe rédoit aux conditions suivantes :

- 1° l'équipe doit disposer d'un personnel qui se compose de :
 - deux infirmières équivalent temps plein avec une expérience de formation en matière de soins palliatifs;
 - un médecin généraliste, à raison de quatre heures par semaine avec une expérience ou formation en matière de soins palliatifs;
 - un employé administratif équivalent mi-temps.
- 2° il faut disposer d'une infrastructure et d'un équipement suffisant pour l'accueil, l'administration et les réunions.

- 7° de financiële afspraken;
- 8° de verzekeringen;
- 9° de regeling van geschillen tussen de partijen;
- 10° de duur van het samenwerkingsverband en de nadere regels inzake de opzegging, met inbegrip van de eventuele proefperiode;
- 11° de wijze waarop het door één of meer partners van het samenwerkingsverband ter beschikking gesteld personeel wordt ingezet;
- 12° de mogelijkheid het samenwerkingsverband 24 uur op 24 te contacteren;
- 13° het opmaken en bijhouden van een zorgenplan per patiënt.

Art. 9. § 1. Elk samenwerkingsverband moet beschikken over een comité dat de leden van het samenwerkingsverband vertegenwoordigt. Het samenwerkingsverband zal toezien op de pluridisciplinaire samenstelling van dit comité en op de toepassing van artikel 2, § 2.

De leden van dit comité hebben een specifieke ervaring in de palliatieve zorg.

§ 2. Het in § 1 bedoeld comité heeft tot opdracht :

- 1° te waken over de uitvoering van de doelstellingen van de overeenkomst;
- 2° een jaarlijks actieprogramma op te stellen om een impuls te geven aan de activiteiten bedoeld in artikel 2, § 1, en de jaarbalans van de bereikte resultaten op te maken;
- 3° het overleg met de zorgverstrekkers die geen deel uitmaken van het samenwerkingsverband, alsook met de patiëntenorganisaties en de ziekenfondsen te verzekeren;
- 4° de ethische aspecten van de gevoerde acties, alsook de rechten van de patiënt inzake « geïnformeerde toestemming » en inachtneming van filosofische en religieuze overtuigingen te bespreken;
- 5° het werk van het personeel dat door één of meer partners van het samenwerkingsverband ter beschikking gesteld wordt te regelen.

Art. 10. § 1. Het samenwerkingsverband dat een gebied bestrijkt van 300 000 inwoners of meer, beschikt, per schijf van 300 000 inwoners, over een voltijds equivalent personeelslid.

Een samenwerkingsverband dat een gebied bestrijkt van minder dan 300 000 inwoners, beschikt eveneens over een voltijds equivalent personeelslid, op voorwaarde dat het het enige samenwerkingsverband van de desbetreffende Gemeenschap of provincie is.

Voor de vaststelling van het aantal personeelsleden van het samenwerkingsverband dat een gebied bestrijkt van minder dan 300 000 inwoners, andere dan deze bedoeld in het vorige lid, dient de verhouding tussen het aantal personeelsleden en het aantal inwoners van het bestreken gebied dezelfde te zijn als deze bedoeld in het eerste lid.

§ 2. De in § 1 bedoelde personeelsleden hebben minstens een opleidingsniveau van hoger onderwijs van het korte type. Ze moeten beschikken over een specifieke ervaring in de palliatieve zorg.

Art. 11. § 1. De samenwerkingsverbanden dienen bovendien te beschikken over een equipe tot ondersteuning. Deze equipe maakt dan deel uit van het samenwerkingsverband, en functioneert bijgevolg binnen hetzelfde geografisch gebied.

§ 2. Deze equipe voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de equipe moet beschikken over een basisbestaffing met de volgende bezetting :
 - 2 voltijds equivalent verpleegkundigen met specifieke ervaring of vorming in palliatieve zorg;
 - 1 huisarts, à rato van 4 uren per week, met een specifieke vorming of ervaring in palliatieve zorg;
 - 1/2 voltijds equivalent administratieve bediende;
- 2° over voldoende infrastructuur en uitrusting beschikken voor onthaal, administratie en vergaderingen.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Art. 12. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 97 — 1287

[97/22451]

19 JUIN 1997. — Arrêté royal fixant le subside alloué aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs et réglant les modalités d'octroi

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 9bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988 et modifié par la loi du 21 décembre 1994;

Vu la loi du 24 novembre 1995 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, qui prévoit l'article budgétaire n° 53-1.2.3439.93;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixe les normes d'agrément auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre;

Considérant qu'il est urgent de prendre les mesures nécessaires en matière de subsides, afin de permettre à l'association précitée d'accomplir dûment sa mission;

Considérant que la sécurité juridique impose que les gestionnaires desdites associations soient informés le plus tôt possible du montant des subsides dont ils pourront disposer;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1er. Par association en matière de soins palliatifs, il est attribué un subside qui couvre de manière forfaitaire les coûts de fonctionnement. Le subside est, sur base annuelle, fixé comme suit :

1° 1 250 000 francs par association qui dessert une zone de 300 000 habitants ou par association lorsque celle-ci est la seule dans une province ou communauté;

2° lorsque l'association dessert une zone de plus de 300 000 habitants, le montant visé au 1° est majoré de 1 250 000 francs par tranche supplémentaire de 300 000 habitants;

3° lorsque une association dessert une zone de moins de 300 000 habitants, et qu'elle n'est pas la seule dans la province ou communauté, le rapport entre le subside et le nombre d'habitants de la zone desservie doit être le même que celui visé au 1°.

§ 2. Au cas où une association visée au § 1er n'est agréée que dans le courant d'un exercice déterminé, le subside est octroyé proportionnellement au prorata du nombre de mois dudit exercice que l'association est agréée.

Art. 2. § 1er. Pour entrer en ligne de compte pour le financement, le pouvoir organisateur de l'association doit transmettre au Ministre qui a la fixation du budget des moyens financiers des associations en matière

N. 97 — 1287

[97/22451]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de subsidie toegekend aan de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en -diensten en houdende regeling van de toekenningsprocedure

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994;

Gelet op de wet van 24 november 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 dat het budgettair artikel nr. 53-1.2.3439.93 voorziet;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en -diensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 19 juni 1997 de erkenningsnormen vaststelt waaraan een samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg moet beantwoorden;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de nodige maatregelen inzake subsidie te treffen, opdat bedoeld samenwerkingsverband zijn taak naar behoren zou kunnen vervullen;

Overwegende dat de rechtszekerheid gebiedt dat de beheerders van bedoelde samenwerkingsverbanden zo spoedig mogelijk op de hoogte worden gesteld van de subsidies waarover ze kunnen beschikken;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Per erkend samenwerkingsverband inzake palliatieve verzorging wordt een subsidie toegewezen die op een forfaitaire wijze de werkingskosten dekt. De subsidie wordt op jaarbasis als volgt vastgesteld :

1° 1 250 000 frank per samenwerkingsverband dat een gebied van 300 000 inwoners bestrijkt of per samenwerkingsverband dat als enig samenwerkingsverband van een provincie of van een Gemeenschap werd opgericht;

2° indien het samenwerkingsverband een gebied bestrijkt van meer dan 300 000 inwoners wordt het in 1° bedoelde bedrag vermeerderd met 1 250 000 frank per bijkomende schijf van 300 000 inwoners;

3° indien een samenwerkingsverband, andere dan deze die als enig samenwerkingsverband van de provincie of de gemeenschap zijn opgericht, een gebied bestrijkt van minder dan 300 000 inwoners, dient de verhouding tussen de subsidie en het aantal inwoners van het bestreken gebied dezelfde te zijn als deze bedoeld in 1°.

§ 2. Ingeval een in § 1 bedoeld samenwerkingsverband slechts in de loop van het desbetreffend dienstjaar erkend wordt, wordt de bedoelde subsidie verhoudingsgewijs toegekend à rato van het aantal maanden van het lopende jaar dat het samenwerkingsverband erkend is.

Art. 2. Om voor financiering in aanmerking te komen dient de inrichtende macht van het samenwerkingsverband een afschrift van het besluit van erkenning, over te maken aan de Minister die de vaststelling

de soins palliatifs dans ses attributions, une copie de l'arrêté d'agrément et de ses modifications, ainsi que de la prorogation de l'agrément.

Si l'autorité ayant octroyé l'agrément transmet elle-même cette décision, le pouvoir organisateur en est dispensé.

§ 2. L'association doit communiquer au service Comptabilité et gestion des hôpitaux du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, le numéro de compte sur lequel ledit subside doit être versé.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN
Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

van het budget van financiële middelen voor het samenwerkingsverband inzake palliatieve verzorging onder zijn bevoegdheid heeft.

Indien de overheid die de erkenning heeft verleend deze beslissing overmaakt, dan is de inrichtende macht hiervan vrijgesteld.

§ 2. Het samenwerkingsverband dient aan de dienst Boekhouding en beheer der ziekenhuizen van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu het rekeningnummer op te geven op hetwelke bedoelde subsidie dient gestort te worden.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN
De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 97 — 1288

[97/22452]

19 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 août 1991 fixant les conditions dans lesquelles une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités peut être accordée dans le coût des expériences de soins palliatifs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 56, alinéa 1;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1991 fixant les conditions dans lesquelles une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités peut être accordée dans le coût des expériences de soins palliatifs, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1994, 28 mars 1995, 14 septembre 1995, 23 septembre 1996 et 29 novembre 1996;

Vu l'avis émis le 26 mai 1997 par la Comité de l'assurance soins de santé, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'intérêt des bénéficiaires il importe que les dispositions du présent arrêté soient prises et publiées au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 8, § 1er, de l'arrêté royal du 19 août 1991 fixant les conditions dans lesquelles une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités peut être accordée dans le coût des expériences de soins palliatifs, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1994, 28 mars 1995, 14 septembre 1995, 23 septembre 1996 et 29 novembre 1996 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « deux cent six millions de francs » sont remplacés par les mots « deux cent cinquante-deux millions de francs »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « cent trente millions de francs » sont remplacée par les mots « cent soixante millions de francs ».

N. 97 — 1288

[97/22452]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder een tussenkomst van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen mag worden verleend in de experimenten inzake palliatieve hulp

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 56, lid 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder een tussenkomst van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen mag worden verleend in de experimenten inzake palliatieve hulp, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 juli 1994, 28 maart 1995, 14 september 1995, 23 september 1996 en 29 november 1996;

Gelet op het advies uitgebracht op 26 mei 1997, door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het belang van de rechthebbenden de bepalingen van dit besluit binnen de kortst mogelijke tijd moeten genomen en bekendgemaakt worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 19 augustus 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder een tussenkomst van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen mag worden verleend in de experimenten inzake palliatieve hulp, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 juli 1994, 28 maart 1995, 14 september 1995, 23 september 1996 en 29 november 1996 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « tweehonderd en zes miljoen frank » vervangen door de woorden « tweehonderd tweeënvijftig miljoen frank »;

2° in lid 2 worden de woorden « honderddertig miljoen frank » vervangen door de woorden « honderdzesentwintig miljoen frank ».

Art. 2. A l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1994, 28 mars 1995, 14 septembre 1995, 23 septembre 1996 et 29 novembre 1996, il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Les conventions visées dans le présent arrêté sont prorogées pour la période du 1er janvier 1997 jusqu'au 31 décembre 1997.

Le montant de l'intervention forfaitaire pendant la durée des prorogations visées au présent paragraphe est égal à 100 pourcent du montant annuel de l'intervention forfaitaire visé à l'article 7 du présent arrêté.

Les associations non hospitalières et les hôpitaux s'engagent à enregistrer leurs activités de la façon décrite dans la convention pendant la période de la prorogation déterminée dans cette convention. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1997.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 juli 1994, 28 maart 1995, 14 september 1995, 23 september 1996 en 29 november 1996, wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. De in dit besluit bedoelde overeenkomsten worden verlengd voor de periode van 1 januari 1997 tot en met 31 december 1997.

Het bedrag van de forfaitaire tegemoetkoming gedurende de looptijd van in deze paragraaf bedoelde verlengingen is gelijk aan 100 procent van het jaarbedrag van de forfaitaire tegemoetkoming bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

De verenigingen van niet-ziekenhuizen en de ziekenhuizen verbinden zich ertoe gedurende een in de overeenkomst bepaalde periode van de verlenging hun activiteiten te registreren volgens de in deze overeenkomst bepaalde modaliteiten. ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1289

[C - 97/175]

14 AVRIL 1997. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de dispositions légales modifiant la législation sur les étrangers, notamment la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande

— de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

— de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale,

établis par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les textes figurant respectivement aux annexes 1 et 2 du présent arrêté constituent la traduction officielle en langue allemande :

— de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

— de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1289

[C - 97/175]

14 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van wettelijke bepalingen tot wijziging van de wetgeving betreffende de vreemdelingen, inzonderheid van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling

— van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,

— van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn,

opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit respectievelijk in bijlagen 1 en 2 gevoegde teksten zijn de officiële Duitse vertaling :

— van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

— van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 1 — Bijlage 1

MINISTERIUM DES INNERN

10. JULI 1996 — Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine Angelegenheit, die in Artikel 77 der Verfassung erwähnt ist.

Art. 2 - Ein Artikel 51/4 mit folgendem Wortlaut wird in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern eingefügt:

« Art. 51/4 - § 1 - Die Prüfung der Erklärung oder des Antrags, die beziehungsweise der in Artikel 50 und 51 erwähnt ist, erfolgt in französischer oder niederländischer Sprache.

Die Sprache der Prüfung ist auch die des Beschlusses, zu dem sie führt, und etwaiger Folgebeschlüsse zur Entfernung aus dem Staatsgebiet.

§ 2 - Der in Artikel 50 oder 51 erwähnte Ausländer muß unwiderruflich und schriftlich angeben, ob er bei der Prüfung des im vorhergehenden Paragraphen erwähnten Antrags die Hilfe eines Dolmetschers braucht.

Erklärt der Ausländer nicht, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, so kann er nach denselben Modalitäten Französisch oder Niederländisch als Sprache der Prüfung wählen.

Hat der Ausländer keine dieser Sprachen gewählt oder hat er erklärt, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, bestimmt der Minister oder sein Beauftragter die Sprache der Prüfung unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Dienste und Instanzen. Gegen diesen Beschluß kann kein separater Widerspruch eingelegt werden.

§ 3 - In etwaigen Folgeverfahren vor dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose, dem Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge und dem Staatsrat wird die gemäß Paragraph 2 gewählte oder bestimmte Sprache gebraucht.

Paragraph 1 Absatz 2 ist anwendbar. »

Art. 3 - Artikel 69 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 69 - Gegen einen Beschluß zur Verweigerung des Anspruchs auf ein Recht, das im vorliegenden Gesetz vorgesehen ist, kann eine durch Artikel 14 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat geregelte Nichtigkeitsklage eingereicht werden.

Die Einreichung eines Revisionsantrags verhindert nicht die unmittelbare Einreichung einer Nichtigkeitsklage gegen den Beschluß, dessen Revision beantragt wird.

In diesem Fall wird die Prüfung der Nichtigkeitsklage ausgesetzt, bis der Minister über die Zulässigkeit des Antrags entschieden hat. »

Art. 4 - Artikel 70 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 70 - Wenn eine Nichtigkeitsklage und gegebenenfalls ein Antrag auf Aussetzung eines im vorliegenden Gesetz vorgesehenen Beschlusses beim Staatsrat eingereicht wird, entscheidet dieser gemäß den besonderen Regeln hinsichtlich der Fristen und des Verfahrens, die der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festlegt.

Gegen den Entscheid in bezug auf die Nichtigkeitsklage kann weder Widerspruch noch Drittwiderspruchsklage, noch Revision eingelegt werden. »

Art. 5 - Artikel 71 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 71 - Der Ausländer, der von einer Freiheitsentziehungsmaßnahme betroffen ist, die in Anwendung der Artikel 7, 25, 27, 29 Absatz 2, 51/5 § 3 Absatz 4, 52bis Absatz 4, 54, 63/5 Absatz 3, 67 und 74/6 getroffen worden ist, kann Einspruch gegen diese Maßnahme einlegen, indem er einen Antrag vor der Ratskammer des Strafgerichts des Ortes einreicht, an dem er seinen Wohnort im Königreich hat beziehungsweise an dem er vorgefunden wurde.

Der Ausländer, dessen Festhaltung an einem bestimmten an der Grenze gelegenen Ort gemäß Artikel 74/5 § 3 verlängert wird, kann Einspruch gegen diese Maßnahme einlegen, indem er einen Antrag vor der Ratskammer des Strafgerichts des Ortes einreicht, an dem er festgehalten wird.

Der Betreffende kann den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Einspruch von Monat zu Monat erneut einlegen.

Hat der Minister jedoch gemäß Artikel 74 die Ratskammer hinzugezogen, kann der Ausländer den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Einspruch gegen den Beschluß zur Verlängerung der Haft- oder Festhaltungsdauer erst ab dem dreißigsten Tag nach der Verlängerung einlegen. »

Art. 6 - Artikel 72 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Juni 1984, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Ratskammer entscheidet binnen fünf Werktagen nach Einreichen des Antrags, nachdem sie die Gründe des Betroffenen oder seines Rechtsbeistands und die Stellungnahme der Staatsanwaltschaft angehört hat. Hat der Minister gemäß Artikel 74 die Ratskammer hinzugezogen, müssen die Gründe des Ministers, seines Beauftragten oder seines Rechtsbeistands ebenfalls angehört werden. Wenn die Ratskammer innerhalb der festgelegten Frist nicht entschieden hat, wird der Ausländer freigelassen. »

2. Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Gegen die Beschlüsse der Ratskammer können der Ausländer, die Staatsanwaltschaft und in dem in Artikel 74 vorgesehenen Fall der Minister oder sein Beauftragter Berufung einlegen. »

Art. 7 - Artikel 74 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 74 - Wenn der Minister beschließt, die Haft oder Festhaltung des Ausländers in Anwendung der Artikel 7 Absatz 5, 25 Absatz 5, 29 Absatz 3, 74/5 § 3 und 74/6 § 2 zu verlängern, muß er binnen fünf Werktagen nach der Verlängerung die Ratskammer des Ortes, an dem der Ausländer seinen Wohnort im Königreich hat beziehungsweise an dem er vorgefunden wurde, durch Antrag hinzuziehen, damit sie über die Rechtmäßigkeit der Verlängerung befindet.

Ist die Ratskammer innerhalb der festgelegten Frist nicht hinzugezogen worden, muß der Ausländer freigelassen werden.

Im übrigen wird gemäß den Artikeln 72 und 73 verfahren. »

Übergangsbestimmungen

Art. 8 - § 1 - Vorliegendes Gesetz ist ab seinem Inkrafttreten auf alle Fälle anwendbar, die in seinen Bestimmungen erwähnt sind.

§ 2 - Artikel 2 des vorliegenden Gesetzes ist jedoch nicht auf Anträge auf Anerkennung als Flüchtling anwendbar, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes eingereicht worden sind.

Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten kann den Ausländer, der die Erklärung oder den Antrag, die beziehungsweise der in den Artikeln 50 und 51 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnt ist, vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes abgegeben beziehungsweise eingereicht hat, fragen, ob er die Hilfe eines Dolmetschers braucht.

Erklärt der Ausländer, daß er die Hilfe eines Dolmetschers nicht braucht, kann er Französisch oder Niederländisch als Verfahrenssprache wählen. Antwortet er auf die Frage, ob er die Hilfe eines Dolmetschers braucht, nicht binnen einem Monat, oder erklärt er, daß er die Hilfe eines Dolmetschers braucht, so kann der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten die Sprache der Prüfung frei bestimmen. Gegen diesen Beschluß kann kein separater Widerspruch eingelegt werden.

Der Ausländer, der die Erklärung oder den Antrag, die beziehungsweise der in den Artikeln 50 und 51 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnt ist, vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes abgegeben beziehungsweise eingereicht hat, gibt in dem vor dem Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge eingelegten Widerspruch unwiderruflich an, ob er die Hilfe eines Dolmetschers braucht. Erklärt der Ausländer, daß er die Hilfe eines Dolmetschers nicht braucht, kann er Französisch oder Niederländisch als Verfahrenssprache wählen. Wählt er keine dieser Sprachen oder erklärt er, daß er die Hilfe eines Dolmetschers braucht, bestimmen die ersten Vorsitzenden gemeinsam die Verfahrenssprache. Gegen diesen Beschluß kann kein separater Widerspruch eingelegt werden.

Inkrafttreten

Art. 9 - Die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes, vorliegender Artikel ausgenommen, treten an den vom König festzulegenden Daten und spätestens am ersten Tag des siebten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 10. Juli 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 2 — Bijlage 2

15. JULI 1996 — Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine Angelegenheit, die in Artikel 78 der Verfassung erwähnt ist.

**KAPITEL I — Abänderungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980
über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern**

Art. 2 - Die Überschrift von Titel I Kapitel I des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern wird durch folgende Überschrift ersetzt: « Begriffsbestimmungen ».

Art. 3 - Artikel 1 desselben Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter:

1. Ausländer: jeden, der nicht den Beweis erbringt, daß er die belgische Staatsangehörigkeit besitzt,
2. Minister: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Einreise ins Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gehören. »

Art. 4 - Im selben Gesetz werden die Bezeichnungen für den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Einreise ins Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gehören, durch das Wort « Minister » ersetzt.

Art. 5 - Artikel 2 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 2 - Die Einreise ins Königreich ist dem Ausländer erlaubt, der Inhaber ist:

1. entweder der aufgrund eines internationalen Vertrags, eines Gesetzes oder eines Königlichen Erlasses erforderlichen Dokumente,
2. oder eines gültigen Passes oder eines gleichwertigen Reisescheins, der mit einem Visum oder einer gleichwertigen Erlaubnis versehen ist, das beziehungsweise die für Belgien gültig ist und von einem belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertreter oder von einem diplomatischen oder konsularischen Vertreter eines Vertragsstaates eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen angebracht worden ist.

Der Minister oder sein Beauftragter kann einem Ausländer, der keines der im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Dokumente besitzt, aufgrund von Modalitäten, die durch Königlichen Erlaß festgelegt worden sind, die Einreise in Belgien erlauben. »

Art. 6 - Artikel 3 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 3 - Außer bei Abweichungen, die durch einen internationalen Vertrag oder durch Gesetz bestimmt sind, können die mit der Grenzkontrolle beauftragten Behörden den Ausländer, der sich in einem der folgenden Fälle befindet, abweisen:

1. wenn er in der Flughafentransitzzone vorgefunden wird, ohne Inhaber der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente zu sein,
2. wenn er versucht, ins Königreich einzureisen, ohne Inhaber der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente zu sein,
3. wenn er gegebenenfalls die Dokumente zur Rechtfertigung des Zwecks und der Bedingungen des geplanten Aufenthalts nicht vorlegen kann,
4. wenn er sowohl für die Dauer des geplanten Aufenthalts als für die Rückkehr ins Ursprungsland oder für die Durchreise bei einer Reise in einen Drittstaat, in dem seine Aufnahme gewährleistet ist, nicht über genügende Existenzmittel verfügt und nicht in der Lage ist, sich diese Mittel auf gesetzlichem Wege zu verschaffen,
5. wenn er in den Vertragsstaaten des am 19. Juni 1990 unterzeichneten Übereinkommens zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben ist, sei es, weil seine Anwesenheit eine Gefahr für die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit darstellt, sei es, weil ihm gegenüber eine weder rückgängig gemachte noch ausgesetzte Entfernungsmassnahme getroffen worden ist, mit der ein Einreiseverbot wegen Nichtbeachtung der nationalen Vorschriften in bezug auf Einreise oder Aufenthalt von Ausländern verbunden ist,
6. wenn der Minister nach gleichlautender Stellungnahme der Beratenden Kommission für Ausländer der Ansicht ist, daß er die internationalen Beziehungen Belgiens oder eines Vertragsstaates eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen beeinträchtigen könnte,
7. wenn der Minister oder sein Beauftragter der Ansicht ist, daß er die öffentliche Ruhe, die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit beeinträchtigen könnte,
8. wenn er vor weniger als zehn Jahren aus dem Königreich zurückgewiesen oder ausgewiesen worden ist und die Maßnahme weder ausgesetzt noch rückgängig gemacht worden ist.

Wenn der abzuweisende Ausländer Inhaber eines gültigen Visums ist, legen die mit der Grenzkontrolle beauftragten Behörden dem Minister oder seinem Beauftragten den Fall zur Beschlußfassung vor. Wird die Einreise ins Staatsgebiet verweigert, ziehen sie das Visum ein und weisen den Ausländer ab. »

Art. 7 - Ein Artikel 3bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 3bis - Unbeschadet anderer Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes kann der Nachweis für das Ausreichen der Existenzmittel durch Vorlage einer Bescheinigung über die Kostenübernahme erbracht werden, in der eine natürliche Person, die über genügende Mittel verfügt und die die belgische Staatsangehörigkeit besitzt oder der erlaubt oder gestattet ist, sich für unbeschränkte Dauer in Belgien aufzuhalten, sich gegenüber dem Ausländer, dem belgischen Staat und jedem zuständigen öffentlichen Sozialhilfezentrum verpflichtet, während zweier Jahre die Kosten für Gesundheitspflege, Aufenthalt und Rückführung des Ausländers zu übernehmen.

Der Unterzeichner der Verpflichtung zur Kostenübernahme ist mit dem Ausländer gesamtschuldnerisch verantwortlich für die Zahlung der Kosten für Gesundheitspflege, Aufenthalt und Rückführung des letzteren.

Der Bürgermeister der Gemeinde, in deren Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Unterzeichner der Verpflichtung zur Kostenübernahme eingetragen ist, oder sein Beauftragter ist verpflichtet, die Unterschrift unter der Verpflichtung zur Kostenübernahme zu legalisieren, sofern die Bedingungen für die Beglaubigung der Unterschrift erfüllt sind.

Der Bürgermeister oder sein Beauftragter kann in einer an den Minister oder seinen Beauftragten gerichteten Stellungnahme angeben, ob der Unterzeichner der Verpflichtung zur Kostenübernahme über genügende Mittel verfügt. Diese Stellungnahme ist nicht zwingend.

Der König bestimmt die Bedingungen, denen die Verpflichtung zur Kostenübernahme entsprechen muß, und die Modalitäten der Beitreibung der Beträge zu Lasten des Unterzeichners dieser Verpflichtung.

Der König kann bestimmen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen die Gültigkeit der Verpflichtung zur Kostenübernahme von der Zahlung eines Betrags bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder von der Leistung einer Bankgarantie abhängig gemacht wird. »

Art. 8 - In Artikel 4 desselben Gesetzes werden die Wörter « eines Ausländers, der Inhaber der für die Einreise ins Staatsgebiet erforderlichen Dokumente ist, » gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Gesetzes werden die Wörter « acht Werktagen » durch die Wörter « drei Werktagen » ersetzt.

Art. 10 - Artikel 6 Absatz 2 desselben Gesetzes wird durch folgende Absätze ersetzt:

« Der Ausländer, der länger als drei Monate auf dem Staatsgebiet der Vertragsstaaten eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen verbleibt oder der sich innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten mehrere Male hintereinander und insgesamt mehr als neunzig Tage in Belgien oder auf dem Staatsgebiet dieser Staaten aufhält, wird als Ausländer betrachtet, der länger als drei Monate im Königreich verbleibt.

Für die Anwendung von Absatz 2 wird die Dauer des Aufenthalts des Ausländers auf dem Staatsgebiet des Vertragsstaates, der ihm einen gültigen Aufenthaltsschein für einen Zeitraum von mehr als drei Monaten ausgestellt hat, nicht berücksichtigt. »

Art. 11 - Artikel 7 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 14. Juli 1987, durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992 und durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 7 - Unbeschadet günstigerer Bestimmungen eines internationalen Vertrags kann der Minister oder sein Beauftragter den Ausländer, dem es weder erlaubt noch gestattet ist, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten oder sich dort niederzulassen, anweisen, das Staatsgebiet vor einem bestimmten Datum zu verlassen:

1. wenn er im Königreich verbleibt, ohne Inhaber der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente zu sein,
2. wenn er über die gemäß Artikel 6 festgelegte Frist hinaus im Königreich verbleibt oder nicht nachweisen kann, daß diese Frist nicht überschritten ist,
3. wenn aufgrund seines Verhaltens davon ausgegangen wird, daß er die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit beeinträchtigen könnte,
4. wenn der Minister nach gleichlautender Stellungnahme der Beratenden Kommission für Ausländer der Ansicht ist, daß er die internationalen Beziehungen Belgiens oder eines Vertragsstaates eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen beeinträchtigen könnte,
5. wenn er gemäß Artikel 3 Nr. 5 zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben ist,
6. wenn er sowohl für die Dauer des geplanten Aufenthalts als für die Rückkehr ins Ursprungsland oder für die Durchreise bei einer Reise in einen Drittstaat, in dem seine Aufnahme gewährleistet ist, nicht über genügende Existenzmittel verfügt und nicht in der Lage ist, sich diese Mittel auf gesetzlichem Wege zu verschaffen,
7. wenn er an einer der Krankheiten oder an einem der Gebrechen leidet, die in der Anlage zum vorliegenden Gesetz aufgezählt sind,
8. wenn er eine Berufstätigkeit als Selbständiger oder als Untergebener ausübt, ohne im Besitz der dazu erforderlichen Erlaubnis zu sein,
9. wenn die Behörden der Vertragsstaaten ihn in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen oder Übereinkommen den belgischen Behörden übergeben, damit er aus dem Staatsgebiet dieser Staaten entfernt wird,
10. wenn die belgischen Behörden ihn in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen oder Übereinkommen den Behörden der Vertragsstaaten übergeben müssen,
11. wenn er vor weniger als zehn Jahren aus dem Königreich zurückgewiesen oder ausgewiesen worden ist, sofern die Maßnahme nicht ausgesetzt oder rückgängig gemacht worden ist.

Wenn der Minister oder sein Beauftragter es für nötig erachtet, kann er in denselben Fällen den Ausländer unverzüglich zur Grenze zurückbringen lassen.

Zu diesem Zweck kann der Ausländer während der Zeit, die für die Ausführung der Maßnahme unbedingt notwendig ist, inhaftiert werden, ohne daß die Dauer der Haft zwei Monate überschreiten darf.

Der Minister oder sein Beauftragter kann diese Haft jedoch um Zeiträume von jeweils zwei Monaten verlängern, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers binnen sieben Werktagen nach Inhaftierung des Ausländers unternommen worden sind, wenn sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und wenn die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluß nur noch vom Minister gefaßt werden.

Nach acht Monaten Haft muß der Ausländer freigelassen werden. »

Art. 12 - Artikel 10 Absatz 1 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 28. Juni 1984 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. August 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. Nr. 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

« 2. dem Ausländer, der die gesetzlichen Bedingungen erfüllt, um die belgische Staatsangehörigkeit durch Staatsangehörigkeitserklärung oder Option zu erwerben oder um diese Staatsangehörigkeit wiederzuerlangen, ohne daß er jedoch während der letzten zwölf Monate vor dem Antrag auf Aufenthaltserlaubnis seinen Hauptwohntort in Belgien gehabt haben muß und ohne daß er je nach Fall eine Staatsangehörigkeitserklärung, eine Optionserklärung oder eine Erklärung im Hinblick auf die Wiedererlangung der belgischen Staatsangehörigkeit abgeben muß, ».

2. In Nr. 3 werden die Wörter « von Geburt Belgierin ist und » gestrichen.

Art. 13 - Artikel 10bis desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 28. Juni 1984, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 werden die Wörter « in Artikel 3 Nr. 2 bis 4 » durch die Wörter « in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 » ersetzt.

2. § 1 wird durch folgenden Absatz ergänzt: « Der Minister oder sein Beauftragter kann die Mitglieder der Familie des Studenten anweisen, das Staatsgebiet zu verlassen, wenn sie die für ihren Aufenthalt gestellten Bedingungen nicht mehr erfüllen. »

3. In § 2 werden die Wörter « in Artikel 3 Nr. 2 bis 4 » durch die Wörter « in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 » ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 12bis Absatz 3 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 6. August 1993, werden die Wörter « der Aufenthalt für eine unbestimmte Zeit erlaubt » durch die Wörter « der Aufenthalt gestattet » ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 14 Absatz 2 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. August 1993, werden die Wörter « erlaubt oder » vor dem Wort « gestattet » eingefügt.

Art. 16 - Artikel 18 desselben Gesetzes wird wie folgt abgeändert:

1. Die Wörter « ; die des Scheins zur Bestätigung der Erlaubnis beträgt fünf Jahre » werden gestrichen.

2. Der Artikel wird wie folgt ergänzt: « Der König bestimmt die Gültigkeitsdauer des Scheins zur Bestätigung der Niederlassungserlaubnis. »

Art. 17 - Artikel 19 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. *[Abänderung des niederländischen Textes]*

2. In Absatz 4 werden die Wörter « in Artikel 3 Nr. 2, 3 und 4 » durch die Wörter « in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 » ersetzt.

Art. 18 - Artikel 21 Absatz 1 desselben Gesetzes wird wie folgt abgeändert:

1. In Nr. 2 werden die Wörter « oder Staatsangehörigkeitserklärung » nach den Wörtern « durch Option » eingefügt.

2. In Nr. 3 werden die Wörter « von Geburt Belgierin ist und » gestrichen.

Art. 19 - Artikel 25 Absatz 4 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird durch folgende Absätze ersetzt:

« Zu diesem Zweck wird der Ausländer für die Zeit, die für die Ausführung der Maßnahme unbedingt notwendig ist, der Regierung zur Verfügung gestellt, ohne daß diese Zurverfügungstellung die Dauer von zwei Monaten, gegebenenfalls verlängert um die Dauer der Prüfung des Revisionsantrags, überschreiten darf. Der Minister oder sein Beauftragter kann diese Haft jedoch um Zeiträume von jeweils zwei Monaten verlängern, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers binnen sieben Werktagen nach Inhaftierung des Ausländers unternommen worden sind, wenn sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und wenn die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluß nur noch vom Minister gefaßt werden.

Nach acht Monaten Haft muß der Ausländer freigelassen werden. »

Art. 20 - In Artikel 27 desselben Gesetzes werden die Absätze 1 und 2 durch folgende Absätze ersetzt:

« Der Ausländer, der angewiesen worden ist, das Staatsgebiet zu verlassen, und der zurückgewiesene oder ausgewiesene Ausländer können, wenn sie innerhalb der festgesetzten Frist dieser Anweisung nicht Folge geleistet haben, unter Zwang zur Grenze ihrer Wahl - im Prinzip mit Ausnahme der Grenze der Vertragsstaaten eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen - zurückgebracht oder zu einem Bestimmungsort ihrer Wahl - mit Ausnahme dieser Staaten - befördert werden.

Besitzt der Ausländer die Staatsangehörigkeit eines Vertragsstaates eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen oder verfügt er über einen gültigen Aufenthaltsschein oder eine provisorische Aufenthaltserlaubnis eines Vertragsstaates, so kann er zur Grenze dieses Staates zurückgebracht oder in diesen Staat befördert werden. »

Art. 21 - In Artikel 28 desselben Gesetzes werden die Absätze 1 und 2 durch folgenden Absatz ersetzt:

« Der Ausländer kann nur zur Grenze seiner Wahl zurückgebracht werden oder ihm kann nur erlaubt werden, sich in ein Bestimmungsland seiner Wahl zu begeben, sofern er im Besitz der erforderlichen Dokumente ist, um sich dorthin begeben zu dürfen. »

Art. 22 - Artikel 29 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird durch folgende Absätze ergänzt:

« Der Minister oder sein Beauftragter kann diese Haft jedoch um Zeiträume von jeweils zwei Monaten verlängern, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers binnen sieben Werktagen nach Inhaftierung des Ausländers unternommen worden sind, wenn sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und wenn die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluß nur noch vom Minister gefaßt werden.

Nach acht Monaten Haft muß der Ausländer freigelassen werden. »

Art. 23 - In Artikel 34 Absatz 3 desselben Gesetzes werden die Wörter « Der Verwalter der Öffentlichen Sicherheit oder sein Beauftragter » durch die Wörter « Der leitende Beamte des Ausländeramtes oder sein Beauftragter » ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 36 desselben Gesetzes werden die Wörter « ab dem dritten Werktag » durch die Wörter « ab dem achten Werktag » und die Wörter « des Verwalters der Öffentlichen Sicherheit oder seines Beauftragten » durch die Wörter « des leitenden Beamten des Ausländeramtes oder seines Beauftragten » ersetzt.

Art. 25 - Ein Artikel 41*bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 41*bis* - Der EG-Ausländer, der für einen Aufenthalt von höchstens drei Monaten nach Belgien kommt und nicht in einer Unterkunft logiert, die den Rechtsvorschriften über die Kontrolle der Reisenden unterliegt, muß sich binnen acht Werktagen nach seiner Einreise ins Königreich bei der Gemeindeverwaltung des Ortes, wo er logiert, eintragen lassen, es sei denn, er gehört einer der Ausländerkategorien an, die der König von dieser Pflicht befreit hat.

Der König legt die Art und Weise der Eintragung und das Muster der Bescheinigung fest, die bei der Eintragung ausgestellt wird und diese belegt. »

Art. 26 - Ein Artikel 44*bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 44*bis* - Während der Gültigkeitsdauer des Aufenthaltsscheines oder bei seiner Erneuerung kann der Minister oder sein Beauftragter beschließen, dem Aufenthalt des in Artikel 40 § 2 Nr. 5 erwähnten EG-Studenten ein Ende zu setzen, und ihn gegebenenfalls anweisen, das Staatsgebiet zu verlassen, wenn der Ausländer die für seinen Aufenthalt gestellten Bedingungen nicht mehr erfüllt. Er kann die gleichen Beschlüsse den in Artikel 40 § 5 erwähnten Mitgliedern der Familie des EG-Studenten gegenüber treffen.

Diese Beschlüsse können Anlaß zu dem in Artikel 64 vorgesehenen Revisionsantrag geben. »

Art. 27 - Artikel 45 desselben Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 45 - Unter Vorbehalt von Artikel 44*bis* darf der EG-Ausländer, dem aufgrund des vorliegenden Kapitels ein Aufenthaltsschein gewährt worden ist, nur durch einen Königlichen Erlaß zur Ausweisung und nach Stellungnahme der Beratenden Kommission für Ausländer aus dem Staatsgebiet entfernt werden. »

Art. 28 - Ein Artikel 49*bis* mit folgendem Wortlaut, wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 49*bis* - Bei automatisiertem Austausch individueller Daten im Hinblick auf die Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen über die Bestimmung des für die Prüfung eines Asylantrags zuständigen Staates ist der Ausschuß für den Schutz des Privatlebens, der durch das Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten eingesetzt worden ist, mit der Aufsicht über die Verarbeitung und Auswertung übermittelter Daten beauftragt. »

Art. 29 - Artikel 51 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992 und durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Der Ausländer, der ordnungsgemäß ins Königreich eingereist ist, ohne die Rechtsstellung eines Flüchtlings zu besitzen, und der diese zu erhalten wünscht, muß seine Erklärung vor einer der vom König in Ausführung von Artikel 50 Absatz 1 bestimmten Behörden abgeben beziehungsweise seinen Antrag auf Anerkennung als Flüchtling an diese Behörde richten binnen einer Frist von acht Werktagen nach seiner Einreise ins Königreich. »

2. Absatz 2 wird aufgehoben.

3. Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Für den Ausländer, dem erlaubt oder gestattet ist, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten oder sich dort niederzulassen, und der beantragt, als Flüchtling anerkannt zu werden, ist der Aufenthalt nicht mehr ordnungsgemäß, wenn er die in Artikel 12 oder 17 auferlegten Bedingungen nicht erfüllt hat. »

Art. 30 - Artikel 51*bis* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992 und durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird Artikel 51/2.

Art. 31 - Ein Artikel 51/3 mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 51/3 - § 1 - Folgende Personen können der Abnahme von Fingerabdrücken unterzogen werden:

1. der Ausländer, der sich an der Grenze oder im Königreich als Flüchtling meldet,
2. der Ausländer, der aufgrund der Bestimmungen der Belgien bindenden internationalen Abkommen über die Bestimmung des für die Prüfung eines Asylantrags zuständigen Staates vom belgischen Staat übernommen oder wieder übernommen werden muß,
3. der Ausländer, für den Indizien dafür bestehen, daß er sich schon als Flüchtling gemeldet hat,
4. der Asylsuchende, dessen Identität unsicher ist.

§ 2 - Fingerabdrücke dürfen nur gebraucht werden, wenn sie notwendig sind, um:

1. die Identität des Ausländers festzustellen,
2. in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen den für die Prüfung des Asylantrags zuständigen Staat zu bestimmen,
3. den Asylantrag zu prüfen.

§ 3 - Fingerabdrücke werden auf Betreiben des Ministers oder seines Beauftragten abgenommen. Sie dürfen auch auf Betreiben des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder seines Beauftragten, des Vorsitzenden oder eines beauftragten Beisitzers des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge, eines Gerichtspolizeioffiziers einschließlich des Gerichtspolizeioffiziers mit beschränkter Befugnis, eines Unteroffiziers der Gendarmerie oder des Direktors einer Strafanstalt abgenommen werden.

§ 4 - Die Verarbeitung und Auswertung der Fingerabdrücke erfolgen unter Aufsicht des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

§ 5 - Die in Anwendung von § 1 abgenommenen Fingerabdrücke werden vernichtet, wenn der Ausländer gemäß Artikel 49 als Flüchtling anerkannt wird. »

Art. 32 - Ein Artikel 51/5 mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 51/5 - § 1 - Sobald der Ausländer sich an der Grenze oder im Königreich gemäß Artikel 50 oder 51 als Flüchtling meldet, bestimmt der Minister oder sein Beauftragter in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen den für die Prüfung des Asylantrags zuständigen Staat.

Selbst wenn Belgien aufgrund der Kriterien dieser internationalen Abkommen nicht für die Behandlung des Antrags zuständig ist, kann der Minister oder sein Beauftragter jederzeit beschließen, den Antrag zu prüfen, sofern der Asylsuchende damit einverstanden ist.

§ 2 - Der Antrag, für dessen Behandlung Belgien zuständig beziehungsweise verantwortlich ist, wird gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes geprüft.

§ 3 - Ist Belgien nicht für die Prüfung des Antrags zuständig, fordert der Minister oder sein Beauftragter unter den Bedingungen, die in den Belgien bindenden internationalen Abkommen vorgesehen sind, den zuständigen Staat zur Übernahme oder Rückübernahme des Asylsuchenden auf.

Muß der Asylsuchende dem zuständigen Staat übergeben werden, kann der Minister oder sein Beauftragter ihm die Einreise ins oder den Aufenthalt im Königreich verweigern und ihn anweisen, sich vor einem bestimmten Datum bei den zuständigen Behörden dieses Staates zu melden.

Der Minister oder sein Beauftragter kann den Ausländer unverzüglich zur Grenze zurückbringen lassen, wenn er es zur Gewährleistung der effektiven Übergabe für nötig hält.

Zu diesem Zweck kann der Ausländer während der Zeit, die für die Ausführung der Übergabe unbedingt notwendig ist, inhaftiert oder an einem bestimmten Ort festgehalten werden, ohne daß die Dauer der Haft oder der Festhaltung zwei Monate überschreiten darf. »

Art. 33 - Ein Artikel 51/6 mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 51/6 - Wenn der Ausländer, der sich an der Grenze oder im Königreich als Flüchtling gemeldet hat, sich unrechtmäßig auf dem Staatsgebiet eines anderen Staates befindet oder dort einen Asylantrag eingereicht hat und der Minister oder sein Beauftragter ihn in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen wieder übernehmen muß, ist der Ausländer verpflichtet, sich bei seiner Einreise ins Königreich oder zumindest binnen acht Werktagen nach seiner Einreise beim Minister oder bei seinem Beauftragten zu melden. Dieser bestätigt ihm dies schriftlich und informiert gegebenenfalls unverzüglich den Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder den Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge darüber.

Wenn Belgien nicht für die Prüfung des Asylantrags zuständig ist, wird gemäß Artikel 51/5 § 3 verfahren.

Wenn Belgien für die Prüfung des Antrags zuständig ist, muß diese gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes eingeleitet oder fortgesetzt werden. »

Art. 34 - Ein Artikel 51/7 mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 51/7 - Wenn der Ausländer sich auf dem Staatsgebiet eines anderen Staates als Flüchtling meldet und Belgien in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen für die Prüfung des Asylantrags zuständig ist, ist der Minister oder sein Beauftragter verpflichtet, diesen Ausländer unter den in diesen Abkommen vorgesehenen Bedingungen zu übernehmen.

Bei seiner Einreise ins Königreich oder zumindest binnen acht Werktagen nach seiner Einreise muß der Ausländer sich beim Minister oder bei seinem Beauftragten melden. Dieser bestätigt ihm dies schriftlich und informiert unverzüglich den Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose darüber.

Der Ausländer muß die Bestimmungen der Artikel 51/2 und 51/4 § 2 einhalten.

Die Prüfung des Antrags muß gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes eingeleitet werden. »

Art. 35 - Die Absätze 3 und 4 von Artikel 50 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, werden Artikel 51/8.

Art. 36 - Artikel 52 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992 und durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. § 2 Nr. 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: « 1. wenn der Ausländer ohne Rechtfertigung seinen Antrag nach Ablauf der in Artikel 50 Absatz 1 festgelegten Frist eingereicht hat oder wenn er ohne Rechtfertigung der Verpflichtung, sich gemäß Artikel 51/6 Absatz 1 oder Artikel 51/7 Absatz 2 zu melden, nicht nachgekommen ist, ».

2. In § 2 Nr. 2 werden die Wörter « in einem der in § 1 Nr. 1 bis 5 und 7 vorgesehenen Fälle » durch die Wörter « in einem der in § 1 Nr. 2 bis 5 und 7 vorgesehenen Fälle » ersetzt.

3. § 3 Nr. 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: « 1. wenn der Ausländer ohne Rechtfertigung seinen Antrag nach Ablauf der Ordnungsmäßigkeit seines Aufenthalts eingereicht hat oder wenn er ohne Rechtfertigung der Verpflichtung, sich gemäß Artikel 51/6 Absatz 1 oder Artikel 51/7 Absatz 2 zu melden, nicht nachgekommen ist, ».

4. In § 3 Nr. 2 werden die Wörter « in einem der in § 1 Nr. 1 bis 5 und 7 vorgesehenen Fälle » durch die Wörter « in einem der in § 1 Nr. 2 bis 5 und 7 vorgesehenen Fälle » ersetzt.

5. § 4 Nr. 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: « 1. wenn der Ausländer ohne Rechtfertigung seinen Antrag nach Ablauf der Ordnungsmäßigkeit seines Aufenthalts beziehungsweise seiner Niederlassung eingereicht hat oder wenn er ohne Rechtfertigung der Verpflichtung, sich gemäß Artikel 51/6 Absatz 1 oder Artikel 51/7 Absatz 2 zu melden, nicht nachgekommen ist, ».

6. In § 4 Nr. 2 werden die Wörter « in einem der in § 1 Nr. 1 bis 3 und 7 vorgesehenen Fälle » durch die Wörter « in einem der in § 1 Nr. 2, 3 und 7 vorgesehenen Fälle » ersetzt.

7. In § 5 werden die Wörter « oder nach Ablauf der in Artikel 51/7 erwähnten Meldungsfrist, » nach den Wörtern « oder beantragt hat, als solcher anerkannt zu werden, » eingefügt.

Art. 37 - In Artikel 54 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 24. Mai 1994, wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 3 - Der Minister oder sein Beauftragter kann für jeden Ausländer, der die Erklärung oder den Antrag, die beziehungsweise der in Artikel 50 und 51 erwähnt ist, abgegeben beziehungsweise eingereicht hat, ein vom Staat organisiertes oder anerkanntes Zentrum als obligatorischen Eintragungsort bestimmen; dies gilt jedoch nicht für den Ausländer, dem zum Zeitpunkt dieser Erklärung beziehungsweise dieses Antrags gestattet oder erlaubt war, sich für länger als drei Monate niederzulassen oder aufzuhalten.

Die Bestimmung eines obligatorischen Eintragungsortes endet, wenn der Betreffende der gemäß Artikel 51/8 Absatz 2 oder Artikel 52 erteilten Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, Folge leistet, oder wenn der Minister oder sein Beauftragter oder der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten oder der Ständige Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge beschließt, daß eine Prüfung zur Sache des Asylantrags erforderlich ist. »

Art. 38 - Artikel 55 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird aufgehoben.

Art. 39 - Artikel 57 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 57 - Der Minister oder sein Beauftragter kann den Ausländer, der sich nicht im Königreich niedergelassen hat und dem die Eigenschaft eines Flüchtlings vom Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose in Anwendung von Artikel 57/6 Absatz 1 Nr. 2bis entzogen worden ist, anweisen, das Staatsgebiet zu verlassen. »

Art. 40 - In Artikel 57/6 Absatz 1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987, wird eine Nr. 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« 2bis. um dem Ausländer, dem die Rechtsstellung eines Flüchtlings aufgrund falscher Erklärungen oder falscher oder gefälschter Dokumente zuerkannt worden ist, und dem Ausländer, dessen persönliches Verhalten im nachhinein aufzeigt, daß er keine Verfolgung befürchtet, die Eigenschaft eines Flüchtlings zu entziehen, ».

Art. 41 - Artikel 57/12 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1991 und 6. Mai 1993 und durch den Königlichen Erlaß vom 31. Dezember 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 7 wird der letzte Satz durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Ist ein ordentlicher Beisitzer verhindert, kann er durch einen anwesenden ordentlichen Beisitzer oder durch einen stellvertretenden Beisitzer derselben Sprachrolle ersetzt werden oder durch einen ständigen Beisitzer der anderen Sprachrolle, der gemäß Artikel 43quinquies des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachgebrauch in Gerichtsangelegenheiten oder gemäß Artikel 43 § 3 Absatz 3 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten nachweist, daß er die Sprache des Verfahrens kennt. »

2. Im letzten Absatz wird der erste Satz durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Für jede Sprachrolle werden mindestens ebenso viele stellvertretende Beisitzer wie ordentliche Beisitzer vorgesehen. »

Art. 42 - In Artikel 57/19 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird folgender Absatz zwischen den Absätzen 1 und 2 eingefügt: « Der König bestimmt die Modalitäten des Erhalts einer Abschrift der Aktenstücke. »

Art. 43 - Artikel 57/20 Absatz 2 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 2 wird aufgehoben.

2. In Absatz 3 werden die Wörter « Versteht der Ausländer weder die französische noch die niederländische Sprache » durch die Wörter « Erklärt der Ausländer, daß er die Hilfe eines Dolmetschers braucht » ersetzt.

Art. 44 - Artikel 57/24 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 31. Dezember 1993, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose und die ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge stellen einen dem Ministerrat zur Billigung vorzulegenden Plan auf, in dem die nötigen Maßnahmen vorgesehen werden, um den Rückstand bei der Behandlung der Akten zu beheben oder einem solchen Rückstand vorzubeugen. »

Art. 45 - Artikel 57/25 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 31. Dezember 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 2 werden die Wörter « des Innern und des Öffentlichen Dienstes » durch die Wörter « des Innern » ersetzt.

2. In Absatz 3 werden die Wörter « des Innern und des Öffentlichen Dienstes » durch die Wörter « des Innern » ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 58 Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Juni 1984, werden die Wörter « in Artikel 3 Nr. 2 bis 4 » durch die Wörter « in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 » ersetzt.

Art. 47 - In Artikel 59 Absatz 1 desselben Gesetzes werden die Wörter « vom Staat » durch die Wörter « von den öffentlichen Behörden » ersetzt.

Art. 48 - Artikel 60 desselben Gesetzes wird durch folgende Absätze ergänzt:

« Der König bestimmt die Sonderbedingungen, denen die in Absatz 1 Nr. 1 erwähnte Bescheinigung und die in Absatz 1 Nr. 2 erwähnte Verpflichtung entsprechen müssen.

Der König kann bestimmen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen die Gültigkeit der in Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Bescheinigung oder der in Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Verpflichtung von der Zahlung eines Betrags bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder von der Leistung einer Bankgarantie abhängig gemacht wird. »

Art. 49 - Artikel 61 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 28. Juni 1984 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 61 - § 1 - Der Minister kann den Ausländer, dem der Aufenthalt in Belgien erlaubt worden ist, um dort zu studieren, anweisen, das Staatsgebiet zu verlassen:

1. wenn er sein Studium angesichts der Resultate übermäßig verlängert,

2. wenn er eine Erwerbstätigkeit ausübt, die der normalen Weiterführung seines Studiums offensichtlich hinderlich ist,

3. wenn er ohne triftigen Grund die Prüfungen nicht ablegt.

Um zu beurteilen, ob das Studium angesichts der Resultate nicht zu lange dauert, muß der Minister oder sein Beauftragter die Stellungnahme der Träger der Lehranstalt, in der der Student eingetragen ist, und der Lehranstalt, in der er im vorherigen akademischen Jahr oder Schuljahr eingetragen war, einholen.

Um eine Stellungnahme abzugeben, muß die Lehranstalt die in anderen Lehranstalten begonnenen Studien und die dort erzielten Resultate berücksichtigen. Diese Informationen werden der Lehranstalt von dem Minister oder seinem Beauftragten erteilt.

Diese Stellungnahme ist binnen zwei Monaten nach Beantragung abzugeben. Sie wird dem Minister oder seinem Beauftragten per Einschreiben übermittelt; ansonsten kann der Nachweis für die Einhaltung obenerwähnter Frist auf dem Rechtsweg erbracht werden. Nach Ablauf der gesetzten Frist kann der Minister die Anweisung erteilen, das Staatsgebiet zu verlassen, ohne die Stellungnahme abwarten zu müssen.

Der König bestimmt, unter welchen Bedingungen Absatz 1 Nr. 1 angewandt werden kann.

§ 2 - Der Minister oder sein Beauftragter kann den Ausländer, dem der Aufenthalt in Belgien erlaubt worden ist, um dort zu studieren, anweisen, das Staatsgebiet zu verlassen:

1. wenn er seinen Aufenthalt über die Studienzeit hinaus verlängert und nicht mehr im Besitz eines ordnungsmäßigen Aufenthaltsscheins ist,

2. wenn er den Beweis nicht mehr erbringt, daß er über genügende Existenzmittel verfügt,

3. wenn er selbst oder ein in Artikel 10*bis* Absatz 1 erwähntes Mitglied seiner Familie, das mit ihm lebt, eine von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte finanzielle Unterstützung erhalten hat, deren Gesamtbetrag, berechnet über einen Zeitraum von zwölf Monaten vor dem Monat der Erteilung der Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, das Dreifache des monatlichen Betrags des gemäß Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgelegten Existenzminimums übersteigt, und sofern diese Unterstützung binnen sechs Monaten nach Auszahlung der letzten monatlichen Unterstützung nicht zurückgezahlt worden ist.

§ 3 - Je nach Fall kann der Minister oder sein Beauftragter unter denselben Bedingungen die Mitglieder der Familie des Studenten, deren Aufenthaltserlaubnis auf die Dauer seines Studiums begrenzt ist, anweisen, das Staatsgebiet zu verlassen.

In allen Fällen wird in der Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, vermerkt, welcher Paragraph angewandt wird. »

Art. 50 - In Artikel 62 Absatz 1 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, werden die Wörter « Bediensteten der Verwaltung der Öffentlichen Sicherheit » durch die Wörter « Bediensteten des Ausländeramtes » ersetzt.

Art. 51 - In Artikel 63/3 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, dessen heutiger Text § 1 bilden wird, wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

§ 2 - Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten darf den angefochtenen Beschluß auch bestätigen, wenn der Ausländer ohne Erlaubnis den Ort verlassen hat, an dem er in Anwendung von Artikel 74/6 festgehalten wurde. »

Art. 52 - Artikel 63/5 Absatz 5 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird aufgehoben.

Art. 53 - Artikel 64 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992, wird wie folgt abgeändert:

1. Die Wörter « in Artikel 44 » werden durch die Wörter « in Artikel 44 und 44*bis* » ersetzt.

2. Nr. 5 und Nr. 6 werden aufgehoben.

Art. 54 - Artikel 68 Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Juli 1992 und durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Der Ausländer, der von einer der in den Artikeln 22, 30, 52*bis* Absatz 3, 54, 63/5 Absatz 3, 67 und 73 vorgesehenen Sicherheitsmaßnahmen, außer der Inhaftierung, betroffen ist, kann nach Ablauf eines Zeitraums von sechs Monaten den Minister ersuchen, diese Maßnahme aufzuheben. »

Art. 55 - Artikel 74/4 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1987, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 74/4 - Der öffentlich- oder privatrechtliche Transportunternehmer, der einen Passagier, der nicht im Besitz der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente ist oder sich in einem der anderen in Artikel 3 erwähnten Fälle befindet, ins Königreich gebracht hat, muß ihn unverzüglich in das Land, aus dem er kommt, oder in jedes andere Land, wo er zugelassen werden kann, befördern oder befördern lassen. Er haftet gesamtschuldnerisch mit dem Passagier für die Bestreitung der Kosten für dessen Rückführung.

Sofern der Passagier nicht im Besitz der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente ist, haftet der öffentlich- oder privatrechtliche Transportunternehmer außerdem gesamtschuldnerisch mit dem Passagier für die Bestreitung der Kosten für dessen Beherbergung, Aufenthalt und Gesundheitspflege. »

Art. 56 - Artikel 74/4*bis* § 1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 8. März 1995, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nr. 4 werden die Wörter « für die Einreise in dieses Drittland » durch die Wörter « für die Durchreise durch Belgien über die Flughafenzone oder für die Einreise in dieses Drittland » ersetzt.

2. In Nr. 6 werden die Wörter « für die Einreise in dieses Drittland » durch die Wörter « für die Durchreise durch Belgien oder für die Einreise in dieses Drittland » ersetzt.

Art. 57 - In der Überschrift von Titel III*ter* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1991, werden die Wörter « , die sich an der Grenze befinden » gestrichen.

Art. 58 - In Artikel 74/5 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1991, werden die §§ 3, 4 und 5 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« § 3 - Die Dauer der Festhaltung an einem bestimmten Ort an der Grenze darf zwei Monate nicht überschreiten. Der Minister oder sein Beauftragter kann jedoch die Festhaltung des in § 1 Nr. 2 erwähnten Ausländers, gegen den ein vollstreckbarer Beschluß zur Einreiseverweigerung oder ein vollstreckbarer Beschluß zur Bestätigung der Einreiseverweigerung gefaßt worden ist, um Zeiträume von jeweils zwei Monaten verlängern, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers binnen sieben Werktagen unternommen worden sind, wenn sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und wenn die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluß nur noch vom Minister gefaßt werden.

Die Gesamtdauer der Festhaltung darf acht Monate nie überschreiten.

§ 4 - Die Einreise ins Königreich wird folgenden Personen erlaubt:

1. dem in § 1 Nr. 2 erwähnten Ausländer, gegen den nach Ablauf der zweimonatigen Frist kein vollstreckbarer Beschluß zur Einreiseverweigerung gefaßt worden ist,

2. dem in § 1 Nr. 2 erwähnten Ausländer, gegen den ein vollstreckbarer Beschluß zur Einreiseverweigerung oder ein vollstreckbarer Beschluß zur Bestätigung der Einreiseverweigerung gefaßt worden ist, wenn der Minister oder sein Beauftragter nach Ablauf der eventuell verlängerten zweimonatigen Frist keinen Beschluß zur Verlängerung der Frist faßt,

3. dem in § 1 Nr. 2 erwähnten Ausländer, der insgesamt während eines Zeitraums von acht Monaten festgehalten worden ist.

§ 5 - Der Beschluß zur Einreiseverweigerung oder der Beschluß zur Bestätigung der Einreiseverweigerung, der gegen den in § 4 erwähnten Ausländer, dem die Einreise ins Königreich erlaubt ist, gefaßt worden ist, wird von Rechts wegen einem Beschluß zur Aufenthaltsverweigerung im Sinne von Artikel 52 § 2 oder von Artikel 63/3 Absatz 1 gleichgesetzt.

Außer bei gegenteiliger Bestimmung des Gesetzes muß der Beschluß eine Frist enthalten, um das Staatsgebiet zu verlassen.

§ 6 - Wenn der in § 1 Nr. 2 erwähnte Ausländer während der Frist, innerhalb deren ein Widerspruch im Dringlichkeitsverfahren eingelegt werden kann, oder während der Dauer der Prüfung dieses Widerspruchs, den Ort, an dem er festgehalten wird, ohne Erlaubnis verläßt, wird der gegen ihn gefaßte Beschluß zur Einreiseverweigerung von Rechts wegen einem Beschluß zur Aufenthaltsverweigerung im Sinne von Artikel 52 § 2 gleichgesetzt. »

Art. 59 - In Artikel 74/6 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, werden die §§ 2, 3 und 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 2 - Die Dauer der in Anwendung von § 1 beschlossenen Festhaltung darf zwei Monate nicht überschreiten. Wenn gegen den in § 1 erwähnten Ausländer ein vollstreckbarer Beschluß zur Aufenthaltsverweigerung oder ein vollstreckbarer Beschluß zur Bestätigung der Aufenthaltsverweigerung gefaßt wird, kann der Minister oder sein Beauftragter jedoch seine Festhaltung um Zeiträume von jeweils zwei Monaten verlängern, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers binnen sieben Werktagen unternommen worden sind, wenn sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und wenn die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluß nur noch vom Minister gefaßt werden.

Nachdem der Ausländer acht Monate festgehalten wurde, muß er freigelassen werden. »

Art. 60 - Ein Artikel 74/7 mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 74/7 - Die Polizeidienste können in Erwartung eines Beschlusses des Ministers oder seines Beauftragten einen Ausländer, der die durch das Gesetz vorgesehenen Ausweispapiere oder Dokumente nicht besitzt, fassen und ihn einer Maßnahme der administrativen Festnahme unterwerfen. Die Dauer der Freiheitsentziehung darf vierundzwanzig Stunden nicht überschreiten. »

Art. 61 - Ein Artikel 74/8 mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Art. 74/8 - § 1 - Die notwendigen Maßnahmen können getroffen werden, damit der Betreffende den Ort, an dem er in Anwendung der Artikel 7 Absatz 3 und 27 Absatz 3 inhaftiert, in Anwendung von Artikel 25 Absatz 4 der Regierung zur Verfügung gestellt oder in Anwendung der Artikel 74/5 § 1 und 74/6 § 1 festgehalten wird, nicht ohne die erforderliche Erlaubnis verläßt.

§ 2 - Der König kann die Regelung und die Arbeitsweise festlegen, die anwendbar sind auf den Ort, an dem der Ausländer in Anwendung der in § 1 erwähnten Bestimmungen inhaftiert, der Regierung zur Verfügung gestellt oder festgehalten wird.

§ 3 - Der König kann die Regelung und die Regeln für die Überstellung des in § 1 erwähnten Ausländers festlegen.

§ 4 - Ausländern, die an den in § 1 erwähnten Orten inhaftiert, der Regierung zur Verfügung gestellt oder festgehalten werden, kann erlaubt werden, an diesen Orten Arbeitsleistungen gegen Entlohnung zu erbringen.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die Bedingungen fest, unter denen diese Arbeit geleistet wird und in dieser Hinsicht vom Gesetz vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer, vom Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge und vom Königlichen Erlaß Nr. 34 vom 20. Juli 1967 über die Beschäftigung von Arbeitnehmern ausländischer Staatsangehörigkeit abgewichen werden darf. »

Art. 62 - Artikel 77 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden folgende Wörter hinter den Wörtern « bei den Handlungen, durch die diese vollzogen worden sind, » eingefügt:

« oder wer wissentlich einem Ausländer hilft oder zu helfen versucht, ins Staatsgebiet eines Vertragsstaates eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen einzureisen oder sich dort aufzuhalten unter Verstoß gegen die Rechtsvorschriften dieses Staates in bezug auf die Einreise und den Aufenthalt von Ausländern, ».

2. Zwischen Absatz 1 und Absatz 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Sofern die Hilfe oder der Beistand dem Ausländer aus rein humanitären Gründen geleistet wird, ist vorhergehender Absatz nicht anwendbar. »

Art. 63 - Artikel 79 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 14. Juli 1987 und durch das Gesetz vom 6. Mai 1993, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden die Wörter « Mit einer Geldstrafe von einem bis zu fünfundzwanzig Franken » durch die Wörter « Mit einer Geldstrafe von sechszwanzig Franken bis zu fünfhundert Franken » ersetzt.

2. In Absatz 1 Nr. 2 werden die Wörter « Artikel 5, 12 beziehungsweise 17 » durch die Wörter « Artikel 5, 12, 17 beziehungsweise 41bis » ersetzt.

3. In Absatz 2 werden die Wörter « Artikel 5, 12 oder 17 » durch die Wörter « Artikel 5, 12, 17 oder 41bis » ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 81 Absatz 1 desselben Gesetzes werden die Wörter « Bediensteten der Verwaltung der Öffentlichen Sicherheit » durch die Wörter « Bediensteten des Ausländeramtes » ersetzt.

KAPITEL II — Abänderungen des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren

Art. 65 - Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, abgeändert durch das Gesetz vom 30. Dezember 1992, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 2 - In Abweichung von den anderen Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes beschränkt sich die Aufgabe des öffentlichen Sozialhilfezentrums gegenüber einem Ausländer, der sich illegal im Königreich aufhält, auf die Gewährung dringender medizinischer Hilfe.

Der König kann bestimmen, was unter dringender medizinischer Hilfe zu verstehen ist.

Ein Ausländer, der sich als Flüchtling gemeldet und die Anerkennung als solcher beantragt hat, hält sich illegal im Königreich auf, wenn der Asylantrag abgelehnt und dem betreffenden Ausländer eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, notifiziert worden ist.

Sozialhilfe zugunsten eines Ausländers, der zum Zeitpunkt, wo ihm eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, notifiziert wird, tatsächlich Empfänger ist, wird mit Ausnahme der dringenden medizinischen Hilfe am Tag eingestellt, an dem der Ausländer das Staatsgebiet effektiv verläßt, und spätestens am Tag, an dem die Frist der Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, abläuft.

Von den Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes wird während der Frist abgewichen, die unbedingt notwendig ist, damit der Ausländer das Staatsgebiet verlassen kann, sofern er eine Erklärung zur Bestätigung seiner ausdrücklichen Absicht, das Staatsgebiet möglichst schnell zu verlassen, unterschrieben hat; diese Frist darf auf keinen Fall einen Monat überschreiten.

Obenerwähnte Absichtserklärung kann nur einmal unterschrieben werden. Das Zentrum setzt unverzüglich den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Einreise ins Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gehören, und die betreffende Gemeinde von der Unterzeichnung der Absichtserklärung in Kenntnis. »

Art. 66 - Artikel 57ter desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 30. Dezember 1992, wird wie folgt abgeändert:

1. Die Wörter « , sondern vom Staat » werden gestrichen.

2. Der Artikel wird durch einen Absatz 2 und einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« In Abweichung von Artikel 57 § 1 kann der Asylsuchende, für den in Anwendung von Artikel 54 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern ein vom Staat organisiertes Zentrum oder ein Ort, an dem auf Antrag und auf Kosten des Staates Hilfe gewährt wird, als obligatorischer Eintragungsort bestimmt wird, Sozialhilfe nur in diesem Zentrum beziehungsweise an diesem Ort erhalten. Diese Sozialhilfe, deren Modalitäten der König bestimmen kann, muß dem Betreffenden ermöglichen, ein menschenwürdiges Leben zu führen. Der König kann diese Bestimmung für Zeiträume, die er bestimmt, auf andere Kategorien von Asylsuchenden anwendbar machen.

Das Belgische Rote Kreuz und Vereinigungen, die die vom König festgelegten Bedingungen erfüllen, können vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialeingliederung gehört, beauftragt werden, Asylsuchenden auf Kosten des Staates und nach vertraglich festgelegten Regeln Sozialhilfe zu leisten. Sofern der Vertrag nicht aufgekündigt worden ist, haben das Rote Kreuz oder die im vorhergehenden Satz erwähnten Vereinigungen am Anfang jedes Kalenderjahres Anrecht auf die Zahlung eines Vorschusses, der mindestens einem Viertel des Betrags entspricht, auf den sie im vorhergehenden Jahr Anrecht gehabt haben. Dieser Vorschuß wird spätestens am 31. März gezahlt. Der Vertrag kann auf andere Kategorien von Ausländern ausgedehnt werden. »

Art. 67 - Artikel 60 § 1 desselben Gesetzes wird durch folgenden Absatz ergänzt:

« Das Zentrum, das einem Asylsuchenden hilft, der nicht tatsächlich auf dem Gebiet der vom Zentrum betreuten Gemeinde wohnt, kann das öffentliche Sozialhilfezentrum des tatsächlichen Wohnortes des betreffenden Asylsuchenden ersuchen, die Sozialuntersuchung vorzunehmen. Dieses Zentrum muß dem antragstellenden Zentrum den Bericht über die Sozialuntersuchung binnen der vom König festgelegten Frist übermitteln. Der König kann den Tarif festlegen, nach dem das antragstellende Zentrum die Leistungen des Zentrums, das die Sozialuntersuchung vorgenommen hat, vergütet. Der König kann auch die Mindestbedingungen bestimmen, denen die Sozialuntersuchung des öffentlichen Sozialhilfezentrums des tatsächlichen Wohnortes und der Bericht über diese Untersuchung entsprechen müssen. »

KAPITEL III — Übergangbestimmungen

Art. 68 - Artikel 41 § 3 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern wird aufgehoben.

Art. 69 - § 1 - Vorliegendes Gesetz ist ab seinem Inkrafttreten auf alle Situationen anwendbar, die in seinen Bestimmungen erwähnt sind.

§ 2 - In den folgenden Fällen wird jedoch von dem in § 1 erwähnten Prinzip abgewichen:

1. Die in Artikel 7 des vorliegenden Gesetzes vorgesehenen Regeln sind anwendbar auf Verpflichtungen zur Kostenübernahme, die nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes unterschrieben werden.

2. Artikel 12 ist anwendbar auf Aufenthaltsanträge, die nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes eingereicht werden.

3. Die Artikel 32, 33 und 34 des vorliegenden Gesetzes sind anwendbar auf Asylanträge und auf Rückübernahmeanträge, die nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes eingereicht werden.

4. Artikel 57 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, abgeändert durch vorliegendes Gesetz, ist ebenfalls anwendbar auf Anträge, die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes eingereicht worden sind.

5. Das in Artikel 64 Absatz 1, Nr. 5 und 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern bestimmte Verfahren ist ebenfalls anwendbar auf Beschlüsse, die über die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes eingereichten Anträge auf Gleichstellung mit einem Flüchtling gefaßt worden sind.

§ 3 - Außer bei gegenteiligen Gesetzesbestimmungen tritt die Regelung in bezug auf die Begrenzung der Frist der Inhaftierung, Zurverfügungstellung oder Festhaltung auf eine Höchstdauer von acht Monaten, die in den durch vorliegendes Gesetz eingefügten Artikeln 7 Absatz 6, 25 Absatz 6, 29 Absatz 4, 74/5 § 3 Absatz 3 und § 4 Nr. 3 und 74/6 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehen ist, am 1. Januar 1998 in Kraft.

Der Minister muß die Regelung in bezug auf die unbegrenzte Dauer der Frist der Inhaftierung, Zurverfügungstellung oder Festhaltung, die in den durch vorliegendes Gesetz eingefügten Artikeln 7 Absatz 4, 25 Absatz 4, 29 Absatz 2, 74/5 § 3 Absatz 1 und 74/6 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehen ist, einer Bewertung unterziehen und das Ergebnis dieser Bewertung drei Monate vor Inkrafttreten der im vorhergehenden Absatz erwähnten Regelung den Föderalen Kammern vorlegen.

KAPITEL IV — Inkrafttreten

Art. 70 - Die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes, vorliegender Artikel ausgenommen, treten an den vom König festzulegenden Daten und spätestens am ersten Tag des siebten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 15. Juli 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Der Minister der Volksgesundheit

M. COLLA

Der Staatssekretär für Soziale Eingliederung

J. PEETERS

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

F. 97 — 1290

[C - 97/272]

14 AVRIL 1997. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1996 modifiant l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1996 modifiant l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmédy;

N. 97 — 1290

[C - 97/272]

14 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 25 november 1996 tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 mei 1995 houdende delegatie van bevoegdheid van de Minister, inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 25 november 1996 tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 mei 1995 houdende delegatie van bevoegdheid van de Minister, inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmédy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1996 modifiant l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 25 november 1996 tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 mei 1995 houdende delegatie van bevoegdheid van de Minister, inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Annexe — Bijlage
MINISTERIUM DES INNERN

25. NOVEMBER 1996 — Ministerieller Erlaß zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 17. Mai 1995 zur Übertragung der Befugnisse des Ministers in bezug auf die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern

Der Minister des Innern,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, abgeändert durch die Gesetze vom 28. Juni 1984, 14. Juli 1987, 18. Juli 1991, 6. Mai 1993, 1. Juni 1993, 6. August 1993, 24. Mai 1994, 8. März 1995, 13. April 1995, 10. Juli 1996 und 15. Juli 1996 und durch die Königlichen Erlasse vom 13. Juli 1992, 31. Dezember 1993 und 22. Februar 1995;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 17. Mai 1995 zur Übertragung der Befugnisse des Ministers in bezug auf die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, abgeändert durch den Ministeriellen Erlaß vom 7. Oktober 1996,

Erläßt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 17. Mai 1995 zur Übertragung der Befugnisse des Ministers in bezug auf die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern werden folgende Abänderungen angebracht:

1. In § 1 werden die Wörter « Artikel 7 Absatz 1 Nr. 1 und 5 » durch die Wörter « Artikel 7 Absatz 1 Nr. 1 » ersetzt.
2. In § 2 werden die Wörter « Artikel 7 Absatz 1 Nr. 2 bis 4 und 6 bis 9 » durch die Wörter « Artikel 7 Absatz 1 Nr. 2 bis 11 » ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1 - Für die Anwendung von Artikel 7 Absatz 2 bis 4, von Artikel 25 Absatz 4, von Artikel 27 Absatz 1 und 3 und von Artikel 29 Absatz 2 desselben Gesetzes sind die Beauftragten des Ministers die Bediensteten des Ausländeramtes, die mindestens einen Dienstgrad im Rang 10 innehaben. »

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Ministeriellen Erlaß vom 7. Oktober 1996, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 3 - Für die Anwendung der Artikel 9 Absatz 1, 13 Absatz 2, 14 Absatz 1, 44, 49 Absatz 2, 50 Absatz 2, 51 Absatz 4, 51/3 § 3, 51/4 § 2 Absatz 3, 54 § 1 und § 3 Absatz 1, 57/8 Absatz 2, 57/16 Absatz 3 und 63/2 § 2 desselben Gesetzes sind die Beauftragten des Ministers die in Artikel 1 § 1 Nr. 1 bestimmten Bediensteten. »

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 4 - Für die Anwendung der Artikel 2 Absatz 2, 3 Absatz 1 Nr. 7 und Absatz 2, 9 Absatz 3, 11, 12bis Absatz 2 bis 4, 13 Absatz 3, 28 Absatz 2, 50 Absatz 3, 52, 53bis Absatz 1, 54 § 3 Absatz 2, 57, 57/19 Absatz 1 und 3, 57/23 Absatz 2 und 3, 57/23bis Absatz 2, 58 Absatz 2 und 3, 63/2 §§ 1 und 3, 63/4 Absatz 1, 63/5 Absatz 1 und 3, 72, 74/4bis § 2 Absatz 1, 74/5 § 3 Absatz 1 und § 4 Nr. 2 und 74/6 § 1 und § 2 Absatz 1 desselben Gesetzes sind die Beauftragten des Ministers die in Artikel 2 § 1 bestimmten Bediensteten. »

Brüssel, den 25. November 1996

Der Minister des Innern
J. VANDE LANOTTE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

F. 97 — 1291

[C - 97/264]

21 AVRIL 1997. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 décembre 1996 relatif à l'aide médicale urgente octroyée par les centres publics d'aide sociale aux étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 décembre 1996 relatif à l'aide médicale urgente octroyée par les centres publics d'aide sociale aux étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 décembre 1996 relatif à l'aide médicale urgente octroyée par les centres publics d'aide sociale aux étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

N. 97 — 1291

[C - 97/264]

21 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 december 1996 betreffende de dringende medische hulp die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt verstrekt aan de vreemdelingen die onwettig in het Rijk verblijft

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983, tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 december 1996 betreffende de dringende medische hulp die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt verstrekt aan vreemdelingen die onwettig in het Rijk verblijven, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementcommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 december 1996 betreffende de dringende medische hulp die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt verstrekt aan de vreemdelingen die onwettig in het Rijk verblijven.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Annexe — Bijlage

MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT

**12. DEZEMBER 1996 — Königlicher Erlaß
über die dringende medizinische Hilfe, die öffentliche Sozialhilfzentren Ausländern gewähren,
die sich illegal im Königreich aufhalten**

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, insbesondere des Artikels 57 § 2, ersetzt durch das Gesetz vom 15. Juli 1996;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 30. Januar 1995 zur Regelung der Kostenersatzung durch den Staat für die Hilfeleistung, die die öffentlichen Sozialhilfzentren einen Bedürftigen gewährt haben, der die belgische Staatsangehörigkeit nicht besitzt und nicht im Bevölkerungsregister eingetragen ist, insbesondere des Artikels 6 § 2;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektors vom 21. Juni 1996.

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 22. Juli 1996;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag Unsers Ministers der Volksgesundheit und Unsers Staatssekretärs für Soziale Eingliederung,

Haben Wir beschlossen und beschliessen Wir:

Artikel 1 - Die in Artikel 57 § 2 Absatz 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren erwähnte dringende medizinische Hilfe betrifft Hilfeleistungen, die ausschließlich medizinischer Natur sind und deren Dringlichkeit durch ein ärztliches Attest bescheinigt wird. Diese Hilfeleistung dürfen weder eine finanzielle Hilfe noch eine Wohnung, noch eine andere Sozialhilfe in Form von Naturalien sein.

Die dringende medizinische Hilfe kann sowohl ambulant als auch in einer Plegeeinrichtung, so wie sie in Artikel 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Sozialhilfzentren gewährten Hilfeleistungen erwähnt ist, erbracht werden.

Die dringende medizinische Hilfe kann sowohl vorbeugender als auch heilender Natur sein.

Art. 2 - Die Kosten der dringenden medizinischer Hilfe werden dem öffentlichen Sozialhilfzentrum vom Staat erstattet, sofern dieses Zentrum ein ärztliches Attest, das die Dringlichkeit der erbrachten Hilfeleistungen bescheinigt, vorlegt.

Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 3 beschränkt sich die Erstattung der Kosten der dringenden medizinischen Hilfe auf Hilfeleistungen, die von ausschließlich medizinischer Natur sind. Finanzielle Hilfe, eine Wohnung oder andere Sozialhilfe in Form von Naturalien wird für die Erstattung nicht berücksichtigt.

Art. 3 - Die Kosten der dringenden medizinischen Hilfe werden innerhalb der in Artikel 11 § 1 des Gesetzes vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Sozialhilfzentren gewährten Hilfeleistungen festgelegten Grenzen erstattet.

Art. 4 - Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen von Artikel 7 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten werden die Daten, die auf den von den öffentlichen Sozialhilfzentren eingereichten ärztlichen Attesten angegeben sind oder aus diesen Attesten abgeleitet werden können, vertraulich behandelt und dürfen zu keinem anderen Zweck verwendet werden als dem der Kostenerstattung.

Art. 5 - Artikel 6 § 2 Absatz 3 des Ministeriellen Erlasses vom 30. Januar 1995 zur Regelung der Kostenstattung durch den Staat für die Hilfeleistung, die die öffentlichen Sozialhilfzentren einem Bedürftigen gewährt haben, der die belgische Staatsangehörigkeit nicht besitzt und nicht im Bevölkerungsregister eingetragen ist, wird aufgehoben.

Art. 6 - Vorliegender Erlaß tritt am Datum des Inkrafttretens von Artikel 65 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise von Ausländern und des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren in Kraft.

Art. 7 - Unser Minister der Volksgesundheit und Unser Staatssekretär für Soziale Eingliederung sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 12. Dezember 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Volksgesundheit
M. COLLA

Der Staatssekretär für Soziale Eingliederung
J. PEETERS

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons Besluit van 21 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

F. 97 — 1292

[S - C - 97/463]

24 JUIN 1997. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 4 juin 1997 fixant le cadre organique du Ministère de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'arrêté royal du 4 juin 1997 fixant le cadre organique du Ministère de l'Intérieur;

Vu l'avis motivé du Comité intermédiaire de concertation 240 du 3 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 12 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mai 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 4 juin 1997 fixant le cadre organique du Ministère de l'Intérieur sont répartis comme suit :

1° L'emploi d'ingénieur-directeur peut être rémunéré par l'échelle de traitement 13E.

2° 17 des 67 emplois de conseiller sont rémunérés par l'échelle de traitement 13B.

3° 1 emploi d'ingénieur industriel-directeur est rémunéré par l'échelle de traitement 13B.

N. 97 — 1292

[S - C - 97/463]

24 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 4 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Tussenoverlegcomité 240 van 3 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 12 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 mei 1997,

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken worden verdeeld als volgt :

1° De betrekking van ingenieur-directeur mag bezoldigd worden in de weddeschaal 13E.

2° 17 van de 67 betrekkingen van adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 13B.

3° 1 betrekking van industrieel ingenieur-directeur wordt bezoldigd in de weddeschaal 13B.

4° 1 des 2 emplois de traducteur-réviseur-directeur est rémunéré par l'échelle de traitement 13B.

5° 2 des 6 emplois d'ingénieur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10F, et 3 par l'échelle de traitement 10E.

6° 5 des 14 emplois d'ingénieur industriel sont rémunérés par l'échelle de traitement 10C.

7° 56 des 159 emplois de conseiller adjoint sont rémunérés par l'échelle de traitement 10C.

8° 4 des 10 emplois de traducteur-réviseur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10C.

9° 2 des 9 emplois d'analyste de programmation sont rémunérés par l'échelle de traitement 28L.

10° 2 des 8 emplois de secrétaire de direction principal sont rémunérés par l'échelle de traitement 28B.

11° 2 des 16 emplois de traducteur principal sont rémunérés par l'échelle de traitement 28I.

12° 1 des 3 emplois d'assistant social principal peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28F.

13° 30 des 112 emplois de chef administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 22B.

14° 6 des 23 emplois d'adjoint opérationnel sont rémunérés par l'échelle de traitement particulière :

851 145 — 1 217 634
 $3^1 \times 10\ 676$
 $2^2 \times 14\ 232$
 $2^2 \times 28\ 463$
 $10^2 \times 24\ 907$
 (Cl.20 ans — N2-GA)

15° 20 des 244 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30I, 63 par l'échelle de traitement 30H, et 49 par l'échelle de traitement 30F.

16° 48 des 600 emplois d'agent opérationnel sont rémunérés par l'échelle de traitement 30I, 156 par l'échelle de traitement 30H, et 120 par l'échelle de traitement 30F.

17° 4 des 74 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42E, 16 par l'échelle de traitement 42D, et 21 par l'échelle de traitement 42C.

18° 27 des 57 emplois d'ouvrier qualifié sont rémunérés par l'échelle de traitement 42E.

Art. 2. Les emplois suivants, issus de la conversion de postes de travail de contractuels, repris à l'article 2 de l'arrêté royal du 4 juin 1997 portant fixation du cadre organique du Ministère de l'Intérieur, ne peuvent être pourvus qu'au départ des contractuels concernés :

48 agents opérationnels rémunérés à l'échelle de traitement 30F, 63 agents opérationnels rémunérés à l'échelle de traitement 30H et 19 rémunérés à l'échelle de traitement 30I.

Art. 3. Le cas échéant, les agents qui sont repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement en application des dispositions réglementaires portant le statut du personnel, empêchent toute promotion par avancement barémique soumise à la vacance d'un emploi tant que l'effectif en surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixé à l'article 1^{er}.

Art. 4. L'arrêté ministériel du 29 mars 1995 pris en exécution de l'arrêté royal du 13 mars 1995 fixant le cadre organique du Ministère de l'Intérieur est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 4 juin 1997 fixant le cadre organique du Ministère de l'Intérieur.

Bruxelles, le 24 juin 1997.

J. VANDE LANOTTE

4° 1 van de 2 betrekkingen van vertaler-revisor-directeur wordt bezoldigd in de weddeschaal 13B.

5° 2 van de 6 betrekkingen van ingenieur worden bezoldigd in de weddeschaal 10F, en 3 in de weddeschaal 10E.

6° 5 van de 14 betrekkingen van industrieel ingenieur worden bezoldigd in de weddeschaal 10C.

7° 56 van de 159 betrekkingen van adjunct-adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 10C.

8° 4 van de 10 betrekkingen van vertaler-revisor worden bezoldigd in de weddeschaal 10C.

9° 2 van de 9 betrekkingen van programmeringsanalist worden bezoldigd in de weddeschaal 28L.

10° 2 van de 8 betrekkingen van eerstaanwendend directiesecretaris worden bezoldigd in de weddeschaal 28B.

11° 2 van de 16 betrekkingen van eerstaanwendend vertaler worden bezoldigd in de weddeschaal 28I.

12° 1 van de 3 betrekkingen van eerstaanwendend maatschappelijk assistent mag bezoldigd worden in de weddeschaal 28F.

13° 30 van de 112 betrekkingen van bestuurschef worden bezoldigd in de weddeschaal 22B.

14° 6 van de 23 betrekkingen van operationeel adjunct worden bezoldigd in de bijzondere weddeschaal :

851 145 — 1 217 634
 $3^1 \times 10\ 676$
 $2^2 \times 14\ 232$
 $2^2 \times 28\ 463$
 $10^2 \times 24\ 907$
 (KL. 20 jaar — N2-GA)

15° 20 van de 244 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30I, 63 in de weddeschaal 30H, en 49 in de weddeschaal 30F.

16° 48 van de 600 betrekkingen van operationeel agent worden bezoldigd in de weddeschaal 30I, 156 in de weddeschaal 30H, en 120 in de weddeschaal 30F.

17° 4 van de 74 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42E, 16 in de weddeschaal 42D, en 21 in de weddeschaal 42C.

18° 27 van de 57 betrekkingen van geschoold arbeider worden bezoldigd in de weddeschaal 42E.

Art. 2. In de volgende betrekkingen, voortkomend uit de omzetting van arbeidsposten van contractuelen, opgenomen in artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, kan slechts worden voorzien na de afvloeiing van de betrokken contractuelen :

48 operationele agenten bezoldigd in de weddeschaal 30F; 63 operationele agenten bezoldigd in de weddeschaal 30H en 19 bezoldigd in de weddeschaal 30I.

Art. 3. In voorkomend geval beletten de ambtenaren die, met toepassing van de verordeningsbepalingen houdende het statuut van het personeel, in overtal zijn opgenomen in de betrekkingen van een weddeschaal, elke bevordering door verhoging in weddeschaal die afhankelijk is van het vacant zijn van een betrekking, zolang de overtalige personeelsbezetting blijft bestaan in vergelijking met het aantal in artikel 1 vastgestelde betrekkingen.

Art. 4. Het ministerieel besluit van 29 maart 1995 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 13 maart 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 4 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Brussel, 24 juni 1997.

J. VANDE LANOTTE

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1293

[C - 97/29236]

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Dans sa déclaration de politique communautaire, le Gouvernement de la Communauté française s'est engagé à intégrer le personnel en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires au sein de ses Services.

La mise en œuvre de cette intégration supposait, au préalable, une modification profonde du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

En ce qu'il a transféré les membres du personnel en provenance des trois anciens Fonds des Bâtiments scolaires dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, le décret du 4 février 1997 a fixé la base juridique de cette intégration, le Gouvernement devant prendre les mesures nécessaires en vue de rendre compatible le statut des agents ainsi transférés avec celui des agents des Services du Gouvernement.

Ces mesures constituent le dispositif du présent arrêté relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires.

Son article 1^{er}, alinéa 1^{er}, intègre la Direction générale des Infrastructures scolaires au sein du Ministère de la Communauté française à la date du 2 janvier 1997 et porte en conséquence exécution, à cette même date, de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Le second alinéa du même article fixe néanmoins, entre cette Direction générale et les autres administrations constituant le Ministère de la Communauté française, une barrière de cadre dont les effets cessent le 31 décembre 2000.

En effet, une réforme telle que celle consistant, pour le Gouvernement, à rassembler l'ensemble de ses Services au sein d'un seul et même Ministère a pu raisonnablement trouver intérêt, au regard de l'obligation générale qui lui incombe de rechercher le meilleur fonctionnement possible de ses Services, à être réalisée selon des modalités qui soient acceptées par l'ensemble des membres du personnel concernés, en particulier leurs représentants, les organisations syndicales représentatives.

Ce nécessaire lien entre l'obligation précitée et cette recherche de consensus s'est trouvé renforcé du fait de la mise en œuvre simultanée de plusieurs réformes essentielles qu'il s'agisse de l'application de nouveaux statuts administratif et pécuniaire, de la fusion des deux Ministères ou de la réforme ici abordée, celle de l'incorporation au sein du Ministère fusionné de services ne faisant antérieurement pas partie des Services du Gouvernement.

S'agissant plus particulièrement, pour le Ministère fusionné de la Communauté française, d'accueillir en son sein des services ne faisant antérieurement pas partie des Services du Gouvernement, services qui comprennent un certain nombre d'agents nommés sans examen de recrutement et /ou de promotion organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement et dont le cadre comporte, dans une phase transitoire, un nombre important d'emplois en extinction, une certaine appréhension a pu naître parmi les agents dudit Ministère, appréhension d'autant plus sensible que la restructuration s'accompagne de la mise en œuvre d'un nouveau statut administratif qui fixe notamment des règles générales de priorité pour la promotion à certains grades.

Inversement, du point de vue des agents en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires, l'instauration d'une barrière de cadre limitée dans le temps a pu constituer un tempérament admissible à l'intégration immédiate, pleine et entière compte tenu du fait qu'ils obtenaient parallèlement, eu égard à l'ensemble des réformes précitées, une réponse favorable à d'importantes revendications, celles de l'application du statut commun et de l'intégration, fut-elle limitée dans un premier temps dans ses effets par la barrière de cadre, dans les Services du Gouvernement soit deux avancées essentielles dans la mise en œuvre du principe d'égalité entre ces agents et les agents du Ministère fusionné et ce, alors que les différences de traitement antérieurement opérées ont pu être considérées comme juridiquement admissibles (voir arrêt du Conseil d'Etat n° 45.423 du 22 décembre 1993).

Cette barrière de cadre permettra en outre de régler ultérieurement deux difficultés techniques posées par l'intégration sans réserve de ces services au sein du Ministère fusionné à savoir la question de la coordination des grades techniques particuliers dont sont titulaires de très nombreux agents des anciens Fonds des Bâtiments scolaires avec les grades des agents du Ministère fusionné et la problématique résultant du fait qu'alors que ledit Ministère est actuellement une institution essentiellement centralisée, les anciens Fonds des Bâtiments scolaires font à l'inverse l'objet d'une très large décentralisation. Cette dernière considération n'est d'ailleurs pas étrangère au fait que, lors de la procédure de négociation syndicale ayant abouti à l'adoption du présent arrêté, il a été insisté sur la circonstance que la barrière de cadre devait également produire un effet de blocage momentané de tout mouvement organique de personnel du Ministère fusionné vers la Direction générale des Infrastructures scolaires.

Aussi, cette barrière de cadre qui ne constitue que le prolongement très momentané du principe de non interpénétration des emplois concernés, principe d'application depuis plusieurs dizaines d'années déjà (voir notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 45.423 précité), représente-t-elle, en tant que tempérament très limité à l'application de réformes plus générales réalisant des avancées extrêmement significatives quant à la mise en place d'un parfait régime d'égalité entre les deux catégories de personnels ici envisagées, un des meilleurs gages de la réalisation de l'objectif premier poursuivi par le Gouvernement, celui de l'obtention rapide des synergies recherchées dans le fonctionnement de ces services soit la base de la meilleure collaboration possible entre les agents composant ces différents services.

Comme le précise en outre l'article 1^{er}, second alinéa, cette barrière de cadre ne constituera pas un obstacle à ce que des membres du personnel en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires puissent être mis à la disposition d'une autre administration. L'ajout de cette précision traduit bien évidemment une des facettes de la réalisation des synergies précédemment évoquées.

L'article 2 rend applicable aux agents en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires les statuts administratif et pécuniaire du 22 juillet 1996.

Pour ce qui concerne ces agents, ces nouveaux statuts produisent leurs effets le 2 janvier 1997.

**28 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 87 et 91*bis* modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française modifié par le décret du 4 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services du Gouvernement de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Vu le protocole n° 152 du Comité de Secteur XVII, conclu le 18 avril 1996;

Vu l'avis du Conseil de Direction;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 11 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique en date du 11 juillet 1996;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 1997, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sein du Ministère de la Communauté française est créé la Direction générale des Infrastructures scolaires.

La Direction générale visée à l'alinéa 1^{er} constitue vis-à-vis des autres administrations des Services du Gouvernement de la Communauté une administration distincte sans qu'il existe une interpénétration des cadres. Les membres du personnel de chacune de ces administrations peuvent, si possible sur base volontaire, être mis à disposition d'une autre administration sur décision du Gouvernement ou du ou des Ministre(s) au(x)quel(s) ce pouvoir a été délégué.

Art. 2. Les membres du personnel statutaire en provenance du fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné et du fonds communautaire de garantie sont soumis aux dispositions qui régissent le statut du personnel des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour qui suit l'entrée en vigueur du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. L'article 1^{er}, alinéa 2, cesse ses effets le 31 décembre 2000.

Art. 4. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1293

[C - 97/31241]

**Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de Algemene Directie Schoolinfrastructuren**

VERSLAG AAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

In haar verklaring van gemeenschapsbeleid had de Regering van de Franse Gemeenschap zich ertoe verbonden het personeel van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen in haar Diensten te integreren.

Deze integratie veronderstelde vooraf een diepgaande wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Door de overdracht van de personeelsleden afkomstig van de drie voormalige Fondsen voor schoolgebouwen naar de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap heeft het decreet van 4 februari de juridische basis vastgelegd van deze integratie, waarbij de Regering de nodige maatregelen dient te nemen om het statuut van de aldus overgedragen ambtenaren met dat van de ambtenaren van de Diensten van de Regering te verenigen.

Het bepalend gedeelte van dit besluit betreffende de Algemene directie Schoolinfrastructuren bestaat uit deze maatregelen.

Zijn artikel 1, lid 1, integreert de Algemene directie Schoolinfrastructuren in het Ministerie van de Franse Gemeenschap op 2 januari 1997 en brengt dientengevolge, op dezelfde datum, artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ten uitvoer.

Niettemin bepaalt het tweede lid van hetzelfde artikel een kaderafsluiting tussen deze Algemene directie en de andere besturen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap waarvan de uitwerking op 31 december 2000 een eind neemt.

De verwezenlijking van een hervorming zoals deze, die voor de Regering in het bijeenbrengen van het geheel van haar Diensten binnen één Ministerie bestaat, is immers redelijkerwijze interessanter gebleken, ten aanzien van de algemene verplichting die haar toekomt om de best mogelijke werking van haar Diensten na te streven, op basis van modaliteiten die aangenomen worden door het geheel van de betrokken personeelsleden, in het bijzonder hun vertegenwoordigers, de representatieve vakbonden.

Deze noodzakelijke koppeling van voornoemde verplichting met het streven naar consensus werd nog sterker vanwege het gelijktijdig instellen van verscheidene wezenlijke hervormingen, zowel voor de toepassing van het nieuwe administratief en geldelijk statuut, voor het samenvoegen van beide Ministeries of de hier besproken hervorming, als voor het opnemen binnen een samengevoegd Ministerie van diensten die voorheen niet deel uitmaakten van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Daar het, voor het samengevoegd Ministerie van de Franse Gemeenschap, meer bepaald om het opnemen in zijn midden gaat van diensten die vroeger niet deel uitmaakten van de Diensten van de Regering, diensten waarin zich sommige ambtenaren bevinden die benoemd werden zonder wervings- en/of bevorderingsexamen ingericht door het Vast Wervingssecretariaat en waarvan de personeelsformatie, in een overgangsfase, een aanzienlijk aantal uitdovende betrekkingen bevat, is bij de ambtenaren van genoemd Ministerie enige bezorgdheid gerezen, bezorgdheid die des te voelbaarder wordt dat de herstructurering gepaard gaat met het instellen van een nieuw administratief statuut dat inzonderheid algemene voorrangsregels bepaalt voor de bevordering tot sommige graden.

Daarentegen, vanuit het standpunt van de ambtenaren afkomstig van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen, is het instellen van een in tijd beperkte kaderafsluiting een aannemelijke matiging voor de rechtstreekse, volledige en totale integratie daar zij, gezien alle voornoemde hervormingen, gelijktijdig een gunstig antwoord kregen op belangrijke eisen, die van de toepassing van het gemeen statuut en van de integratie, ook al werd deze in de eerste tijden beperkt in haar uitwerking door de kaderafsluiting, in de Diensten van de Regering, met name twee fundamentele vorderingen in het uitwerken van het gelijkheidsbeginsel tussen deze ambtenaren en de ambtenaren van het samengevoegd Ministerie en dit, terwijl de vroegere bezoldigingsverschillen als juridisch aannemelijk hebben kunnen worden beschouwd (zie arrest van de Raad van State nr. 45.423 van 22 december 1993).

Deze kaderafsluiting zal, bovendien, ons in staat stellen later twee technische moeilijkheden voortkomend uit de integratie zonder voorbehoud van deze diensten binnen het samengevoegd Ministerie te regelen, met name het probleem van de coördinatie van de specifieke technische graden waarvan heel veel ambtenaren van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen titularis zijn met de graden van de ambtenaren van het samengevoegd Ministerie en de problematiek voortkomend uit het feit dat terwijl genoemd Ministerie nu een essentieel gecentraliseerde instelling is, de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen, daarentegen, aan een zeer verspreide decentralisatie onderworpen zijn. Trouwens is deze laatste beschouwing niet zonder verband met het feit dat, tijdens de syndicale onderhandelingen die uitmondten op de aanneming van dit besluit, erop gewezen werd dat de kaderafsluiting ook kortstondig elke organieke beweging van het personeel van het samengevoegd Ministerie naar de Algemene directie Schoolinfrastructuren zou blokkeren.

Dientengevolge is deze kaderafsluiting die enkel als zeer kortstondige ontwikkeling van het beginsel van de niet-interpenetratie van bedoelde betrekkingen te beschouwen is, beginsel dat van toepassing is sedert enige tientallen jaren al (zie inzonderheid voornoemd arrest van de Raad van State nr. 45423), als zeer beperkte matiging van de toepassing van algemenere hervormingen die uiterst significatieve vorderingen maken op het gebied van het instellen van een perfecte gelijkheidsregeling tussen beide in acht genomen personeelscategorieën, een van de beste waarborgen voor de verwezenlijking van het door de Regering beoogde doel, dat van het snel verwerven van de gezochte synergieën in de werking van deze diensten, met name de basis voor de best mogelijke samenwerking tussen de ambtenaren waaruit deze verscheidene diensten bestaan.

Zoals daarenboven gepreciseerd bij artikel 1, tweede lid, zal deze kaderafsluiting de personeelsleden afkomstig van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen niet beletten ter beschikking te worden gesteld van een ander bestuur. Met het toevoegen van deze verduidelijking komt een van de facetten van de verwezenlijking van eerder geschetste synergieën tot uiting.

Door artikel 2 worden de administratieve en geldelijke statuten van 22 juli 1996 van toepassing op de ambtenaren afkomstig van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen.

Wat deze ambtenaren betreft, hebben deze nieuwe statuten uitwerking met ingang van 2 januari 1997.

**28 MEI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de Algemene Directie Schoolinfrastructuren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op de artikelen 87 en 91bis, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 houdende oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 152 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 18 april 1996;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 januari 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, daterend van 11 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister voor Ambtenarenzaken, daterend van 11 juli 1996;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1997 over de adviesaanvraag binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 april 1997, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 1997,

Besluit :

Artikel 1. Binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt de Algemene Directie Schoolinfrastructuren opgericht.

De in lid 1 bepaalde Algemene Directie vormt met betrekking tot de andere besturen van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap een afzonderlijk bestuur, zonder interpenetratie van de formaties. De personeelsleden van ieder van die besturen kunnen, zo mogelijk op vrijwillige basis, ter beschikking worden gesteld van een ander bestuur, bij beslissing van de Regering of van de Minister(s) aan wie die macht overgedragen is.

Art. 2. De statutaire personeelsleden afkomstig van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen, van het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen zijn onderworpen aan de bepalingen die het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap regelen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag na de inwerkingtreding van het decreet van 4 februari 1997 tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Artikel 1, lid 2 houdt op uitwerking te hebben met ingang van 31 december 2000.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

ÜBERSETZUNG

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET
MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[97/27320]

Ordres nationaux

Un arrêté royal du 3 avril 1997 nomme Chevalier de l'Ordre de Léopold M. Sylvere Detroz, chef de département adjoint à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers.

Un arrêté royal du 3 avril 1997 promeut M. Jean-Marie Dubois, inspecteur principal à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers, Officier de l'Ordre de la Couronne.

Le même arrêté nomme Officier de l'Ordre de la Couronne M. Jules Malchair, sous-chef de bureau à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers, et décerne la Médaille d'Or de l'Ordre de la Couronne à :

- M. Joseph Slachmuylders, mécanicien à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers;

- M. Jean Gason, chauffeur à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers;

- M. Léopold Gehoulet, conducteur-percepteur à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers.

Un arrêté royal du 3 avril 1997 décerne les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne à M. Roger Van Boven, commis à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers.

Un arrêté royal du 3 avril 1997 nomme Officier de l'Ordre de Léopold II M. Alphonse Vanderspeeten, chef de département à la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers.

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS UND WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

[97/27320]

Nationale Orden

Durch Königlichen Erlaß vom 3. April 1997 wird Herr Sylvere Detroz, beigeordneter Abteilungsleiter bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers, zum Ritter des Leopoldordens ernannt.

Durch Königlichen Erlaß vom 3. April 1997 wird Herr Jean-Marie Dubois, Hauptinspektor bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers, zum Offizier des Kronenordens befördert.

Durch denselben Erlaß wird Herr Jules Malchair, Bürounterstehender bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers, zum Offizier des Kronenordens ernannt und wird

- Herrn Joseph Slachmuylders, Mechaniker bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers;

- Herrn Jean Gason, Fahrer bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers;

- Herrn Léopold Gehoulet, Fahrer-Erheber bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers

Durch Königlichen Erlaß vom 3. April 1997 werden Herrn Roger Van Boven, Kommissar bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers, die Goldenpalmen des Kronenordens gewährt.

Durch Königlichen Erlaß vom 3. April 1997 wird Herr Alphonse Vanderspeeten, Abteilungschef bei der "Société de Transport en Commun" von Lüttich-Verviers, zum Offizier des Ordens von Leopold II. ernannt.

VERTALING

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

[97/27320]

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 3 april 1997 wordt de heer Sylvere Detroz, adjunct-afdelingschef bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers" (Maatschappij van Openbaar Vervoer Luik-Verviers), benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde.

Bij koninklijk besluit van 3 april 1997 wordt de heer Jean-Marie Dubois, eeraanwezende inspecteur bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers", bevorderd tot Officier in de Kroonorde.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer Jules Malchair, onderbureauchef bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers", benoemd tot Officier in de Kroonorde en wordt de Gouden Medaille der Kroonorde verleend aan :

- de heer Joseph Slachmuylders, mecanicien bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers";

- de heer Jean Gason, chauffeur bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers";

- de heer Léopold Gehoulet, conducteur-ontvanger bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers".

Bij koninklijk besluit van 3 april 1997 worden de Gouden Palmen der Kroonorde verleend aan de heer Roger Van Boven, klerk bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers".

Bij koninklijk besluit van 3 april 1997 wordt de heer Alphonse Vanderspeeten, afdelingschef bij de "Société de Transport en Commun de Liège-Verviers", benoemd tot Officier in de Orde van Leopold II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[C - 97/11216]

21 MAI 1997. — Arrêté ministériel portant démission et nomination du délégué du Ministre de l'Économie auprès de l'Institution pour le Développement de la Gazéification souterraine

Le Ministre de l'Économie,

Vu la loi du 28 décembre 1977 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour la réalisation en commun d'un programme de recherches susceptibles d'aboutir aux applications industrielles de procédés de gazéification souterraine de houille et de lignite, signé à Bruxelles le 1^{er} octobre 1976;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 97/11216]

21 MEI 1997. — Ministerieel besluit houdende ontslag en benoeming van de afgevaardigde van de Minister van Economie bij de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 28 december 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland voor de gemeenschappelijke verwezenlijking van een onderzoeksprogramma dat kan leiden tot industriële toepassingen van methodes voor ondergrondse vergassing van steenkool en ligniet, ondertekend te Brussel op 1 oktober 1976;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1979 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 28 décembre 1977 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour la réalisation en commun d'un programme de recherches susceptibles d'aboutir aux applications industrielles de procédés de gazéification souterraine de houille et de lignite, signé à Bruxelles le 1^{er} octobre 1976;

Vu la convention du 11 mars 1980 entre l'Etat belge et l'Institution pour le Développement de la Gazéification souterraine,

Arrête :

Article 1^{er}. Démission honorable de ses fonctions de délégué du Ministre de l'Economie auprès de l'Institution pour le Développement de la Gazéification souterraine est accordée, à sa demande, à M. Joseph Bogaerts.

Art. 2. M. Philippe Bouko est désigné en qualité de délégué du Ministre de l'Economie auprès de l'Institution pour le Développement de la Gazéification souterraine.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 21 mai 1997.

Bruxelles, le 21 mai 1997.

E. DI RUPO

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1979 tot vaststelling van sommige uitvoeringsbesluiten van de wet van 28 december 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland voor de gemeenschappelijke verwezenlijking van een onderzoeksprogramma dat kan leiden tot industriële toepassingen van methodes voor ondergrondse vergassing van steenkool en ligniet, ondertekend te Brussel op 1 oktober 1976;

Gelet op de overeenkomst van 11 maart 1980 tussen de Belgische Staat en de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing,

Besluit :

Artikel 1. Wordt aan de heer Joseph Bogaerts, op eigen verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn functie van afgevaardigde van de Minister van Economie bij de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing.

Art. 2. De heer Philippe Bouko wordt aangewezen als afgevaardigde van de Minister van Economie bij de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 21 mei 1997.

Brussel, 21 mei 1997.

E. DI RUPO

MINISTERE DE LA JUSTICE

[S - C - 97/9554]

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 18 juin 1997, Mme Ninane, S., employée au greffe des justices de paix des cantons de Barvaux et de La Roche-en-Ardenne, est déléguée aux fonctions de commis-greffier aux justices de paix de ces cantons du 1^{er} juillet 1997 au 31 août 1997.

Par arrêté ministériel du 24 juin 1997, Mme Cornette, C., employée au greffe du tribunal de police de Neufchâteau, est déléguée aux fonctions de commis-greffier à ce tribunal du 1^{er} juillet 1997 au 31 juillet 1997.

Par arrêté ministériel du 25 juin 1997, Mme Lindekens, J., employée principale au greffe de la justice de paix du canton de Landen, est déléguée aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton du 1^{er} juillet 1997 au 31 juillet 1997.

Par arrêté ministériel du 25 juin 1997, Mme Godfrint, B., employée sous contrat au greffe de la justice de paix des cantons d'Enghien et de Lens, est déléguée aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ces cantons du 1^{er} juillet 1997 au 31 juillet 1997.

[C - 97/9558]

Par arrêté royal du 20 juin 1997, est nommé greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton de Harelbeke, M. Mesuere, G., greffier au conseil de guerre permanent.

Par arrêté ministériel du 25 juin 1997, Mme Demlenne, J., employée au greffe de la justice de paix du canton de Hamoir est déléguée aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton du 1^{er} juillet 1997 au 31 juillet 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S - C - 97/9554]

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 18 juni 1997 is aan Mevr. Ninane, S., beambte bij de griffie van de vrederechten van de kantons Barvaux en La Roche-en-Ardenne, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier uit te oefenen bij de vrederechten van deze kantons, van 1 juli 1997 tot 31 augustus 1997.

Bij ministerieel besluit van 24 juni 1997 is aan Mevr. Cornette, C., beambte bij de griffie van de politierechtbank te Neufchâteau, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier uit te oefenen bij deze rechtbank, van 1 juli 1997 tot 31 juli 1997.

Bij ministerieel besluit van 25 juni 1997 is aan Mevr. Lindekens, J., eerstaanwezend beambte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Landen, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier uit te oefenen bij het vrederecht van dit kanton, van 1 juli 1997 tot 31 juli 1997.

Bij ministerieel besluit van 25 juni 1997 is aan Mevr. Godfrint, B., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vrederecht van de kantons Edingen en Lens, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier uit te oefenen bij het vrederecht van deze kantons, van 1 juli 1997 tot 31 juli 1997.

[C - 97/9558]

Bij koninklijk besluit van 20 juni 1997 is benoemd tot griffier-hoofd van de griffie van het vrederecht van het kanton Harelbeke, de heer Mesuere, G., griffier bij de bestendige kriegsraad.

Bij ministerieel besluit van 25 juni 1997 is aan Mevr. Demlenne, J., beambte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Hamoir, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier uit te oefenen bij het vrederecht van dit kanton, van 1 juli 1997 tot 31 juli 1997.

[S - C - 97/9553]

[S - C - 97/9553]

Par arrêtés royaux du 25 juin 1997, sont nommés juge consulaire au tribunal de commerce :

d'Anvers :

— M. Kuylen, W., juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles, domicilié à Kapellen, pour un terme expirant le 19 mars 1998;

— M. Hendrickx, J., domicilié à Beveren, pour un terme expirant le 31 août 1999;

de Malines :

— M. Van Hool, D., domicilié à Sint-Katelijne-Waver, pour un terme expirant le 31 août 2001;

— M. De Bast, Fr., domicilié à Ranst, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Verlinden, K., domicilié à Kontich, pour un terme de cinq ans prenant cours le 12 mai 1998;

de Bruxelles :

— M. Gustot, M., domicilié à Linkebeek, pour un terme expirant le 28 avril 2001;

— M. Coets, G., domicilié à Uccle;

— M. Moens, L., domicilié à Waasmunster;

— Mme Schaekels, J., domiciliée à Asse;

— M. Vleeschouwer, J., domicilié à Grimbergen,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Van Gysel, W., domicilié à Meise, pour un terme prenant cours le 1^{er} septembre 1997 et expirant le 15 novembre 2000;

de Nivelles :

— MM. :

Johansen, Ph., domicilié à Woluvé-Saint-Pierre;

Pirlot, J., domicilié à Watermael-Boitsfort,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

de Gand :

— M. Reyniers, M., domicilié à Nevele, pour un terme de cinq ans prenant cours le 5 août 1998;

de Courtrai :

— M. Dejonghe, H., domicilié à Staden, pour un terme expirant le 18 mars 1998;

— MM. :

Dekens, L., domicilié à Sint-Martens-Latem;

Espeel, M., domicilié à Ledegem,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Deschepper, Fr., domicilié à Courtrai, pour un terme de cinq ans prenant cours le 29 juillet 1998;

de Dinant :

— M. Kersten, A., domicilié à Havelange, pour un terme expirant le 31 août 2000;

de Namur :

— M. François, Ch., domicilié à Gesves, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— Mme Lahaye, E., domiciliée à Namur, pour un terme de cinq ans prenant cours le 13 juillet 1998;

de Charleroi :

— M. Schrevens, B., domicilié à La Louvière, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997.

Par arrêtés royaux du 25 juin 1997 est renouvelée la nomination aux fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce :

d'Anvers de :

— MM. :

Vertongen, K., domicilié à Brasschaat;

Van Gelder, A., domicilié à Anvers;

Dockx, A., domicilié à Kapellen;

Coenen, A., domicilié à Anvers;

Govaert, L., domicilié à Kapellen;

Maes, Th., domicilié à Knokke-Heist;

Van den Borne, G., domicilié à Schilde;

Steppe, P., domicilié à Hove;

De Block, G., domicilié à Anvers,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

Bij koninklijke besluiten van 25 juni 1997, zijn benoemd tot rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel :

te Antwerpen :

— de heer Kuylen, W., rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel, wonende te Kapellen, voor een termijn eindigend op 19 maart 1998;

— de heer Hendrickx, J., wonende te Beveren, voor een termijn eindigend op 31 augustus 1999;

te Mechelen :

— de heer Van Hool, D., wonende te Sint-Katelijne-Waver, voor een termijn eindigend op 31 augustus 2001;

— de heer De Bast, Fr., wonende te Ranst, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Verlinden, K., wonende te Kontich, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 12 mei 1998;

te Brussel :

— de heer Gustot, M., wonende te Linkebeek, voor een termijn eindigend op 28 april 2001;

— de heer Coets, G., wonende te Ukkel;

— de heer Moens, L., wonende te Waasmunster;

— Mevr. Schaekels, J., wonende te Asse;

— de heer Vleeschouwer, J., wonende te Grimbergen,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Van Gysel, W., wonende te Meise, voor een termijn met ingang van 1 september 1997 en eindigend op 15 november 2000;

te Nijvel :

— de heren :

Johansen, Ph., wonende te Sint-Pieters-Woluwe;

Pirlot, J., wonende te Watermaal-Bosvoorde,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

te Gent :

— de heer Reyniers, M., wonende te Nevele, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 5 augustus 1998;

te Kortrijk :

— de heer Dejonghe, H., wonende te Staden, voor een termijn eindigend op 18 maart 1998;

— de heren :

Dekens, L., wonende te Sint-Martens-Latem;

Espeel, M., wonende te Ledegem,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Deschepper, Fr., wonende te Kortrijk, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 29 juli 1998;

te Dinant :

— de heer Kersten A., wonende te Havelange, voor een termijn eindigend op 31 augustus 2000;

te Namen :

— de heer François Ch., wonende te Gesves, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— Mevr. Lahaye E., wonende te Namen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 13 juli 1998;

te Charleroi :

— de heer Schrevens, B., wonende te La Louvière, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997.

Bij koninklijke besluiten van 25 juni 1997 is vernieuwd de benoeming tot het ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel :

te Antwerpen van :

— de heren :

Vertongen K., wonende te Brasschaat;

Van Gelder, A., wonende te Antwerpen;

Dockx, A., wonende te Kapellen;

Coenen, A., wonende te Antwerpen;

Govaert, L., wonende te Kapellen;

Maes, Th., wonende te Knokke-Heist;

Van den Borne, G., wonende te Schilde;

Steppe, P., wonende te Hove;

De Block, G., wonende te Antwerpen,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

- M. Dejosse, F., domicilié à Kapellen, pour un terme de cinq ans prenant cours le 3 février 1998;
 - M. Kuylen, W., domicilié à Kapellen, pour un terme de cinq ans prenant cours le 20 mars 1998;
 - M. Janssens, H., domicilié à Hove, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} juin 1998;
 - M. Van Eessel, L., domicilié à Kapellen, pour un terme de cinq ans prenant cours le 12 juillet 1998;
 - M. Vandeputte, G., domicilié à Anvers, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 16 août 1998;
 - M. Stappaerts, W., domicilié à Knokke-Heist, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 15 janvier 1999;
-
- M. Arts, H., domicilié à Mortsel, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 30 janvier 1999;
 - M. Roelants, H., domicilié à Lille, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 2 juillet 1999;
 - M. Cobbaert, A., domicilié à Anvers, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 22 décembre 1999;
 - M. Avonts, A., domicilié à Anvers, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 18 juillet 2000;
 - M. Dillen, G., domicilié à Anvers, pour un terme prenant cours le 8 juillet 1998 et expirant le 28 novembre 1999;

de Malines de :

- M. Van Hoof, Fr., domicilié à Malines, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;
- M. Lauwers, R., domicilié à Zenst, pour un terme de cinq ans prenant cours le 8 juillet 1998;
- M. De Vlieghe, Ch., domicilié à Bonheiden, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 12 mai 1998;

de Turnhout de :

- M. Van Roey, V., domicilié à Turnhout, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;
- M. Verhoeven, R., domicilié à Turnhout, pour un terme de cinq ans prenant cours le 8 juillet 1998;
- M. Verheyen, R., domicilié à Ravels, pour un terme prenant cours le 8 juillet 1998 et expirant le 20 mai 2001;

de Hasselt de :

— MM. :

- Vandereyt, R., domicilié à Hasselt;
 - De Preter, D., domicilié à Lummen,
- pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;
- M. Liesens, M., domicilié à Tongres, pour un terme de cinq ans prenant cours le 11 février 1998;
 - M. Eraly, H., domicilié à Heusden-Zolder, pour un terme prenant cours le 17 mars 1998 et expirant le 9 avril 2002;

de Tongres de :

- M. De Brone, R., domicilié à Tongres, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;
- M. Nys, A., domicilié à Tongres, pour un terme de cinq ans prenant cours le 8 juillet 1998;
- M. Bethlen, J., domicilié à Genk, pour un terme prenant cours le 5 février 1998 et expirant le 31 octobre 1999;

de Bruxelles de :

— MM. :

- Dereymaeker, E., domicilié à Woluwe-Saint-Pierre;
 - Massion, J.-L., domicilié à Woluwe-Saint-Lambert;
 - Peffer, S., domicilié à Overijse,
- pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— MM. :

- Vanden Meerssche, P., domicilié à Dilbeek;
 - Medart, Ch., domicilié à Kontich;
 - Rayé, J., domicilié à Tervuren;
 - Berlinblau, A., domicilié à Uccle;
 - Vergaelen, L., domicilié à Asse;
 - Biart, Ph., domicilié à Forest;
 - Jansens, J., domicilié à Wemmel;
 - Maskens, T., domicilié à Chaumont-Gistoux;
 - Walschot, Fr., domicilié à Sint-Pieters-Leeuw;
 - Vincke, Fr., domicilié à Overijse;
- pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

- de heer Dejosse, F., wonende te Kapellen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 3 februari 1998;
- de heer Kuylen, W., wonende te Kapellen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 20 maart 1998;
- de heer Janssens, H., wonende te Hove, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 juni 1998;
- de heer Van Eessel, L., wonende te Kapellen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 12 juli 1998;
- de heer Vandeputte, G., wonende te Antwerpen, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 16 augustus 1998;
- de heer Stappaerts, W., wonende te Knokke-Heist, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 15 januari 1999;
- de heer Arts, H., wonende te Mortsel, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 30 januari 1999;
- de heer Roelants, H., wonende te Lille, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 2 juli 1999;
- de heer Cobbaert, A., wonende te Antwerpen, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 22 december 1999;
- de heer Avonts, A., wonende te Antwerpen, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 18 juli 2000;
- de heer Dillen, G., wonende te Antwerpen, voor een termijn met ingang van 8 juli 1998 en eindigend op 28 november 1999;

te Mechelen van :

- de heer Van Hoof, Fr., wonende te Mechelen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;
- de heer Lauwers, R., wonende te Zemst, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 8 juli 1998;
- de heer De Vlieghe, Ch., wonende te sonheiden, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 12 mei 1998;

te Turnhout van :

- de heer Van Roey, V., wonende te Turnhout, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;
- de heer Verhoeven, R., wonende te Turnhout, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 8 juli 1998;
- de heer Verheyen, R., wonende te Ravels, voor een termijn met ingang van 8 juli 1998 en eindigend op 20 mei 2001;

te Hasselt van :

— de heren :

- Vandereyt, R., wonende te Hasselt;
 - De Preter, D., wonende te Lummen,
- voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;
- de heer Liesens, M., wonende te Tongeren, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 11 februari 1998;
 - de heer Eraly, H., wonende te Heusden-Zolder, voor een termijn met ingang van 17 maart 1998 en eindigend op 9 april 2002;

te Tongeren van :

- de heer De Brone, R., wonende te Tongeren, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;
- de heer Nys, A., wonende te Tongeren, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 8 juli 1998;
- de heer Bethlen, J., wonende te Genk, voor een termijn met ingang van 5 februari 1998 en eindigend op 31 oktober 1999;

te Brussel van :

— de heren :

- Dereymaeker, E., wonende te Sint-Pieters-Woluwe;
 - Massion, J.-L., wonende te Sint-Lambrechts-Woluwe;
 - Peffer, S., wonende te Overijse,
- voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heren :

- Vanden Meerssche, P., wonende te Dilbeek;
 - Medart, Ch., wonende te Kontich;
 - Rayé, J., wonende te Tervuren;
 - Berlinblau, A., wonende te Ukkel;
 - Vergaelen, L., wonende te Asse;
 - Biart, Ph., wonende te Vorst;
 - Jansens, J., wonende te Wemmel;
 - Maskens, T., wonende te Chaumont-Gistoux;
 - Walschot, Fr., wonende te Sint-Pieters-Leeuw;
 - Vincke, Fr., wonende te Overijse;
- voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— MM. :

Lambotte, R., domicilié à Bruxelles;
 Servais, A., domicilié à Woluwe-Saint-Pierre;
 De Smet, S., domicilié à Waterloo,
 pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} mars 1998;

— M. Desmedt, M., domicilié à Bruxelles, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 21 mai 1998;

— M. Marot, M., domicilié à Uccle, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 1^{er} juin 1998;

— M. Van den Hove, J.-P., domicilié à Chaumont-Gistoux, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 22 septembre 1998;

— M. Wolf, J., domicilié à Uccle, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 19 avril 1999;

— M. Laurent, J.-P., domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 26 avril 2000;

— M. Struys, W., domicilié à Wemmel, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 16 avril 2001;

— M. Courtin, H., domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 9 février 2002;

— M. Pisane, L., domicilié à Merchtem, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 24 juillet 2002;

— M. Coppens d'Eeckenbrugge (Baron J.-Cl.), domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, pour un terme prenant cours le 21 octobre 1997 et expirant le 24 août 1999;

— M. Van der Plassche, D., domicilié à Beersel, pour un terme prenant cours le 12 mars 1998 et expirant le 18 juillet 2002;

— M. De Smedt, R., domicilié à Anderlecht, pour un terme prenant cours le 8 juillet 1998 et expirant le 1^{er} mai 2001;

de Nivelles de :

— M. Remy, Ph., domicilié à Waterloo, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Rasquinet, J.-Cl., domicilié à Villers-la-Ville, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Delhayé, M., domicilié à Waterloo, pour un terme prenant cours le 1^{er} septembre 1997 et expirant le 31 mai 2002;

— M. Jacquemin, P., domicilié à Nivelles, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 2 février 1998;

de Termonde de :

— MM. :

Callaert, A., domicilié à Waasmunster;
 Schinkels, E., domicilié à Lebbeke,
 pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Van Haute, Ph., domicilié à Zele, pour un terme de cinq ans prenant cours le 25 décembre 1997;

de Gand de :

— M. Louwers, Fr., domicilié à Evergem,
 — Mme Van Hoof, M., domiciliée à Evergem;
 — M. Haegens, W., domicilié à Berlare,
 pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Van den Bossche, P., domicilié à Gand, pour un terme de cinq ans prenant cours le 24 janvier 1998;

— M. Van hoe, Fr., domicilié à De Pinte, pour un terme de cinq ans prenant cours le 5 février 1998;

— M. Capiiau, G., domicilié à Gand, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 5 août 1998;

— M. Tanghe, A., domicilié à Gand, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 26 mars 2000;

— M. Hanet, P., domicilié à Destelbergen, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 11 juillet 2000;

d'Audenarde de :

— M. Van Welden, L., domicilié à Maarkedal, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Castelli, R., domicilié à Gand, pour un terme prenant cours le 17 mars 1996 et expirant le 16 septembre 1998;

de Brugges de :

— M. Vanbiervliet, E., domicilié à Bruges, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Dupulthys, G., domicilié à Ichtegem, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. De Buysere, R., domicilié à Bruges, pour un terme de cinq ans prenant cours le 5 février 1998;

— M. Van den Abbeele, A., domicilié à De Haan, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 12 février 1999;

— de heren :

Lambotte, R., wonende te Brussel;
 Servais, A., wonende te Sint-Pieters-Woluwe;
 De Smet, S., wonende te Waterloo,
 voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 maart 1998.

— de heer Desmedt, M., wonende te Brussel, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 21 mei 1998;

— de heer Marot, M., wonende te Ukkel, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 1 juni 1998;

— de heer Van den Hove, J.-P., wonende te Chaumont-Gistoux, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 22 september 1998;

— de heer Wolf, J., wonende te Ukkel, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 19 april 1999;

— de heer Laurent, J.-P., wonende te Sint-Pieters-Woluwe, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 26 april 2000;

— de heer Struys, W., wonende te Wemmel, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 16 april 2001;

— de heer Courtin, H., wonende te Sint-Pieters-Woluwe, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 9 februari 2002;

— de heer Pisane, L., wonende te Merchtem, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 24 juli 2002;

— de heer Coppens d'Eeckenbrugge (Baron J.-Cl.), wonende te Sint-Pieters-Woluwe, voor een termijn met ingang van 21 oktober 1997 en eindigend op 24 augustus 1999;

— de heer Van der Plassche, D., wonende te Beersel, voor een termijn met ingang van 12 maart 1998 en eindigend op 18 juli 2002;

— de heer De Smedt, R., wonende te Anderlecht, voor een termijn met ingang van 8 juli 1998 en eindigend op 1 mei 2001;

te Nijvel van :

— de heer Remy, Ph., wonende te Waterloo, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Rasquinet, J.-Cl., wonende te Villers-la-Ville, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Delhayé, M., wonende te Waterloo, voor een termijn met ingang van 1 september 1997 en eindigend op 31 mei 2002;

— de heer Jacquemin, P., wonende te Nijvel, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 2 februari 1998;

te Dendermonde van :

— de heren :

Callaert, A., wonende te Waasmunster;
 Schinkels, E., wonende te Lebbeke,
 voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Van Haute, Ph., wonende te Zele, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 25 december 1997;

te Gent van :

— de heer Louwers, Fr., wonende te Evergem;
 — Mevr. Van Hoof, M., wonende te Evergem;
 — de heer Haegens, W., wonende te Berlare,
 voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Van den Bossche, P., wonende te Gent, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 24 januari 1998;

— de heer Van hoe, Fr., wonende te De Pinte, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 5 februari 1998;

— de heer Capiiau, G., wonende te Gent, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 5 augustus 1998;

— de heer Tanghe, A., wonende te Gent, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 26 maart 2000;

— de heer Hanet, P., wonende te Destelbergen, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 11 juli 2000;

te Oudenaarde van :

— de heer Van Welden, L., wonende te Maarkedal, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Castelli, R., wonende te Gent, voor een termijn met ingang van 17 maart 1996 en eindigend op 16 september 1998;

te Brugge van :

— de heer Vanbiervliet, E., wonende te Brugge, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Dupulthys, G., wonende te Ichtegem, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer De Buysere, R., wonende te Brugge, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 5 februari 1998;

— de heer Van den Abbeele, A., wonende te De Haan, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 12 februari 1999;

— M. Van Nieuwenhuysse, P., domicilié à Bruges, pour un terme prenant cours le 8 juillet 1998 et expirant le 10 août 2001;

d'Ypres de :

— M. Bouckaert, S., domicilié à Ypres, pour un terme de cinq ans prenant cours le 5 février 1998;

— M. Vercruysse, J., domicilié à Zonnebeke, pour un terme de cinq ans prenant cours le 8 juillet 1998;

de Courtrai de :

— M. Vankeirsbilck, Fr., domicilié à Roulers, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Dejonghe, H., domicilié à Staden, pour un terme de cinq ans prenant cours le 19 mars 1998;

de Furnes de :

— MM. :

Seru, F., domicilié à Koksijde;

Tulpin, L., domicilié à Furnes,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

de Verviers et d'Eupen de :

— M. Deblanc, J.-P., domicilié à Verviers, pour un terme de cinq ans prenant cours le 10 septembre 1997;

— M. Wathelet, H., domicilié à Verviers, pour un terme de cinq ans prenant cours le 17 octobre 1997;

de Huy de :

— M. George, A., domicilié à Huy, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Francois, J.-Ch., domicilié à Marchin, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 26 octobre 2000;

de Liège de :

— M. Decharneux, M., domicilié à Liège;

— Mme Penners, A., domiciliée à Esneux,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— MM. :

Vanderweckene, J., domicilié à Waremmes;

Freson, H., domicilié à Saint-Nicolas;

Close, A., domicilié à Liège;

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Bruyère, A., domicilié à Dalhem, pour un terme de cinq ans prenant cours le 16 juillet 1998;

— M. Lambert, G., domicilié à Ferrières, pour un terme prenant cours le 1^{er} septembre 1997 et expirant le 7 novembre 1997;

— M. Oudkerk, J., domicilié à Spa, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 13 janvier 1999;

— M. Dessard, R., domicilié à Chaudfontaine, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 24 janvier 2000;

— M. Bovy, J., domicilié à Liège, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 5 juillet 2001;

d'Arlon de :

— MM. :

Geubel, J., domicilié à Arlon;

Draime, M., domicilié à Habay;

Mme Lecomte, C., domiciliée à Etalle,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

de Marche-en-Famenne de :

— MM. :

Verdin, E., domicilié à Marche-en-Famenne;

Gaspar, G., domicilié à Marche-en-Famenne,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

de Dinant de :

— M. Tourneur, B., domicilié à Cerfontaine, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

de Namur de :

— M. Jadoul, P., domicilié à Namur, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1997;

— M. Franck, L., domicilié à Assesse, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 24 avril 2001;

de Charleroi de :

— M. L'Heureux, J., domicilié à Fontaine-l'Évêque, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Lemaitre, R., domicilié à Thuin, pour un terme de cinq ans prenant cours le 30 décembre 1997;

— M. Derudder, J.-Fr., domicilié à Charleroi, pour un terme prenant cours le 1^{er} septembre 1997 et expirant le 24 mai 2002;

— de heer Van Nieuwenhuysse, P., wonende te Brugge, voor een termijn met ingang van 8 juli 1998 en eindigend op 10 augustus 2001;

te Ieper van :

— de heer Bouckaert, S., wonende te Ieper, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 5 februari 1998;

— de heer Vercruysse, J., wonende te Zonnebeke, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 8 juli 1998;

te Kortrijk van :

— de heer Vankeirsbilck, Fr., wonende te Roeselare, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Dejonghe, H., wonende te Staden, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 19 maart 1998;

te Veurne van :

— de heren :

Seru, E., wonende te Koksijde;

Tulpin, L., wonende te Veurne,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

te Verviers en te Eupen van :

— de heer Deblanc, J.-P., wonende te Verviers, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 10 september 1997;

— M. Wathelet, H., wonende te Verviers, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 17 oktober 1997;

te Hoei van :

— de heer George, A., wonende te Hoei, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Francois, J.-Ch., wonende te Marchin, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 26 oktober 2000;

te Luik van :

— de heer Decharneux, M., wonende te Luik;

— Mevr. Penners, A., wonende te Esneux,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heren :

Vanderweckene, J., wonende te Borgworm;

A. Freson, H., wonende te Saint-Nicolas;

Close, A., wonende te Luik,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Bruyère, A., wonende te Dalhem, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 16 juli 1998;

— de heer Lambert, G., wonende te Ferrières, voor een termijn met ingang van 1 september 1997 en eindigend op 7 november 1997;

— de heer Oudkerk, J., wonende te Spa, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 13 januari 1999;

— de heer Dessard, R., wonende te Chaudfontaine, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 24 januari 2000;

— de heer Bovy, J., wonende te Luik, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 5 juli 2001;

te Aarlen van :

— de heren :

Geubel, J., wonende te Aarlen;

Draime, M., wonende te Habay;

Mevr. Lecomte, C., wonende te Etalle,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

te Marche-en-Famenne van :

— de heren :

Verdin, E., wonende te Marche-en-Famenne;

Gaspar, G., wonende te Marche-en-Famenne,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

te Dinant van :

— de heer Tourneur, B., wonende te Cerfontaine, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

te Namen van :

— de heer Jadoul, P., wonende te Namen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 september 1997;

— de heer Franck, L., wonende te Assesse, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 24 april 2001;

te Charleroi van :

— de heer L'Heureux, J., wonende te Fontaine-l'Évêque, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Lemaitre, R., wonende te Thuin, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 30 december 1997;

— de heer Derudder, J.-Fr., wonende te Charleroi, voor een termijn met ingang van 1 september 1997 en eindigend op 24 mei 2002;

— M. Gilot, A., domicilié à Fosses-la-Ville, pour un terme prenant cours le 30 décembre 1997 et expirant le 22 juin 2000;

de Mons de :

— Mme Hubert, M.-A., domiciliée à Mons, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Francois, O., domicilié à Silly, pour un terme de cinq ans prenant cours le 9 juillet 1998;

de Tournai de :

— M. Van Daele, G., domicilié à Mouscron, pour un terme de cinq ans prenant cours le 1^{er} novembre 1997;

— M. Favier, V., domicilié à Pecq, pour un terme de cinq ans prenant cours le 29 novembre 1997;

— MM. :

Couplet, B., domicilié à Tournai;

Descamps, F., domicilié à Mouscron;

Dupont J.-L., domicilié à Ellezelles,

pour un terme de cinq ans prenant cours le 3 février 1998;

— M. Storme, J., domicilié à Estaimpuis, pour un terme de cinq ans prenant cours le 24 mars 1998;

— M. Malice, Ph., domicilié à Frasnes-lez-Anvaing, pour un terme de cinq ans prenant cours le 26 mars 1998;

— M. Lefebvre, J.-P., domicilié à Tournai, pour un terme prenant cours le 1^{er} novembre 1997 et expirant le 22 janvier 2001.

— de heer Gilot, A., wonende te Fosses-la-Ville, voor een termijn met ingang van 30 december 1997 en eindigend op 22 juni 2000;

te Bergen van :

— Mevr. Hubert, M.-A., wonende te Bergen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Francois, O., wonende te Silly, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 9 juli 1998;

te Doornik van :

— de heer Van Daele, G., wonende te Moeskroen, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 november 1997;

— de heer Favier, V., wonende te Pecq, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 29 november 1997;

— de heren :

Couplet, B., wonende te Doornik;

Descamps, F., wonende te Moeskroen;

Dupont, J.-L., wonende te Ellezelles,

voor een termijn van vijf jaar met ingang van 3 februari 1998;

— de heer Storme, J., wonende te Estaimpuis, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 24 maart 1998;

— de heer Malice, Ph., wonende te Frasnes-lez-Anvaing, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 26 maart 1998;

— de heer Lefebvre, J.-P., wonende te Doornik, voor een termijn met ingang van 1 november 1997 en eindigend op 22 januari 2001.

[97/9559]

[97/9559]

Par arrêtés ministériels du 26 juin 1997 :

— il est mis fin aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix du canton de Jette, de Mme Meerkens, M.-C., employée sous contrat au greffe de la justice de paix de ce canton;

— Mme Villance, F., employée sous contrat au greffe de la justice de paix du canton de Jette, est temporairement déléguée aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton;

— Mme Denaeyer, I., rédacteur au greffe de la justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, est temporairement déléguée aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton à partir du 1^{er} juillet 1997;

Mme Maraite, J., employée sous contrat au greffe de la justice de paix du canton de Saint-Vith, est déléguée aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton du 1^{er} juillet 1997 au 31 juillet 1997.

[97/9539]

[97/9539]

Administration centrale. — Démission

Par arrêté royal du 16 octobre 1996, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997, il est mis fin aux fonctions de M. Marc De Groote, secrétaire d'administration.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[97/9540]

[97/9540]

Administration centrale. — Nominations. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 18 juin 1997, page 16328, sous le titre « Administration centrale. — Nominations », il y a lieu de lire : « M. Jean-Christophe Boulet » au lieu de « M. Jean-François Boulet ».

Bij ministeriële besluiten van 26 juni 1997 :

— is een einde gesteld aan de opdracht tot klerk-griffier bij het vredegerrecht van het kanton Jette, van Mevr. Meerkens, M.-C., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vredegerrecht van dit kanton;

— is aan Mevr. Villance, F., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vredegerrecht van het kanton Jette, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het vredegerrecht van dit kanton te vervullen;

— is aan Mevr. Denaeyer, I., opsteller bij de griffie van het vredegerrecht van het kanton Sint-Jans-Molenbeek, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het vredegerrecht van dit kanton te vervullen, vanaf 1 juli 1997;

— is aan Mevr. Maraite, J., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vredegerrecht van het kanton Saint-Vith, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier bij het vredegerrecht van dit kanton te vervullen, van 1 juli 1997 tot 31 juli 1997.

Hoofdbestuur. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1996, dat in werking treedt op 1 juli 1997, wordt een einde gesteld aan de functies van de heer Marc De Groote, bestuurssecretaris.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Hoofdbestuur. — Benoemingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 1997, blz. 16328, onder het opschrift « Hoofdbestuur. — Benoemingen », dient te worden gelezen : « de heer Jean-Christophe Boulet », in plaats van « de heer Jean-François Boulet ».

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[97/22363]

18 AVRIL 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 20;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[97/22363]

18 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 20;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 relatif à la composition du Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 fusionnant la section Programmation et la section Agrément du Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers, modifié par les arrêtés royaux des 30 juin 1996, 15 juillet 1996 et 18 juillet 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers, modifié par les arrêtés royaux des 30 juin 1996, 15 juillet 1996 et 18 juillet 1996, la mention :

« M. Proesmans, J., Evergem » est remplacée par la mention : « M. Van Remoortere, P., Kapellen ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 betreffende de samenstelling van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 houdende samenvoeging van de afdeling Programmatie en de afdeling Erkenning van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juni 1996, 15 juli 1996 en 18 juli 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juni 1996, 15 juli 1996 en 18 juli 1996, wordt de vermelding :

« De heer Proesmans, J., Evergem » vervangen door de vermelding : « De heer Van Remoortere, P., Kapellen. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[97/7089]

Personnel civil

Distinction honorifique. — Ordres nationaux

Par arrêté royal n° 1509 du 18 avril 1997, Mme Smekens, N., assistante sociale en chef pensionnée, est nommée Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Elle prendra rang dans l'Ordre à la date du 8 avril 1997.

[97/7111]

Personnel civil. — Démission honorable

Par arrêté royal n° 1540 du 3 juin 1997, la démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Dupuis, André, ingénieur industriel principal, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension de retraite à partir du 1^{er} mars 1998.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de sa fonction.

[97/7059]

Aumônerie. — Nomination

Par arrêté royal n° 1457 du 12 mars 1997, M. l'abbé Van den Berge, Roger-J., est admis dans le cadre actif des aumôniers militaires et nommé aumônier en chef du culte catholique, le 1^{er} mai 1997.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[97/7089]

Burgerpersoneel

Eervolle onderscheidingen. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit nr. 1509 van 18 april 1997, wordt Mevr. N. Smekens, hoofdmaatschappelijk assistente met pensioen, benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold.

Zij zal vanaf 8 april 1997 haar rang in de Orde innemen.

[97/7111]

Burgerpersoneel. — Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit nr. 1540 van 3 juni 1997, wordt aan de heer André Dupuis, eersaanwezend industrieel ingenieur, eervol ontslag uit zijn ambt verleend, met aanspraak op een pensioen van 1 maart 1998 af.

Hij wordt gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

[97/7059]

Aalmoezeniersdienst. — Benoeming

Bij koninklijk besluit nr. 1457 van 12 maart 1997 wordt Eerw. heer Roger-J. Van den Berge opgenomen in het actief kader der militaire aalmoezeniers en benoemd tot opperaalmoezenier van de katholieke eredienst, op 1 mei 1997.

[97/7065]

**Forces armées. — Fonctions spéciales
Nominations. — Démissions. — Désignations**

Par arrêté royal n° 1470 du 18 mars 1997 :

Le capitaine de vaisseau breveté d'état-major Wouters, J., est déchargé le 1er avril 1997 de l'emploi de commandant du Commandement logistique de la Marine.

Le capitaine de vaisseau Vermaere, L., est désigné le 1er avril 1997 à l'emploi de commandant du Commandement logistique de la Marine.

—————

Par arrêté royal n° 1474 du 18 mars 1997, le lieutenant général Bastien, G., aide de camp du Roi, est déchargé le 1er avril 1997 de l'emploi de chef du Commandement opérationnel de la Force terrestre.

Il est désigné le 1er avril 1997 à l'emploi de représentant permanent belge auprès du Comité militaire de l'OTAN.

—————

Par arrêté royal n° 1482 du 20 mars 1997, la nomination suivante a lieu dans le cadre des officiers de carrière le 26 mars 1997, dans la catégorie des officiers généraux :

Lieutenant général :

Le général-major Schoups, J.

Le lieutenant général Schoups, J., est désigné à l'emploi de chef du Commandement opérationnel de la Force terrestre, le 1er avril 1997.

—————

Par arrêté royal n° 1483 du 20 mars 1997, la nomination suivante a lieu dans le cadre des officiers de carrière le 26 mars 1997, dans la catégorie des officiers généraux :

Général-major :

Le colonel breveté d'état-major Toussaint, J.

Le général-major Toussaint, J. est désigné à l'emploi de général adjoint belge au général commandant l'Eurocorps le 1er avril 1997.

—————

Par arrêté royal n° 1537 du 3 juin 1997 :

Le commandant aviateur Vandergeeten, I., en remplacement du lieutenant-colonel aviateur Janssens, L., est nommé membre effectif de la Commission chargée de statuer sur l'existence des conditions requises pour l'octroi de l'indemnité en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix.

Le commandant aviateur Van Peteghem, G., en remplacement du colonel aviateur breveté d'état-major Demot, M., est nommé membre suppléant de la Commission chargée de statuer sur l'existence des conditions requises pour l'octroi de l'indemnité en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix.

—————

Par arrêté ministériel n° 76200 du 17 mars 1997 :

Le colonel breveté d'état-major Dubar, P., est déchargé le 30 avril 1997 de l'emploi de Commandant de la Province de Hainaut.

Le colonel breveté d'état-major Vergauwen, P., est désigné le 30 avril 1997, en cumul de sa fonction actuelle, à l'emploi de Commandant de la Province de Hainaut.

—————

[97/7103]

Armée. — Force terrestre. — Fonction spéciale. — Commission

Par arrêté royal n° 1526 du 13 mai 1997, dans la catégorie des officiers supérieurs,

Le capitaine-commandant Peeters, J., du corps de l'infanterie, est, à partir du 15 mai 1997, pour la durée de sa mission, commissionné à l'emploi du grade de major pour exercer la fonction d'aide de camp du « Supreme Allied Commander Europe ».

[97/7065]

**Krijgsmacht. — Speciale functies
Benoemingen. — Ontslagen. — Aanwijzingen**

Bij koninklijk besluit nr. 1470 van 18 maart 1997 :

Wordt kapitein-ter-zee stafbrevethouder J. Wouters, op 1 april 1997, ontslagen uit het ambt van commandant van het Commando Logistiek van de Marine.

Wordt kapitein-ter-zee L. Vermaere, aangewezen op 1 april 1997 voor het ambt van commandant van het Commando Logistiek van de Marine.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1474 van 18 maart 1997 wordt luitenant-generaal G. Bastien, vleugeladjudant des Konings, op 1 april 1997, ontslagen uit het ambt van chef van het Operationele Commando van de Landmacht.

Hij wordt op 1 april 1997 aangewezen voor het ambt van Belgisch permanent vertegenwoordiger bij het Militair Comité van de NAVO.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1482 van 20 maart 1997 heeft volgende benoeming plaats in het kader der beroepsofficieren op 26 maart 1997, in de categorie der opperofficieren :

Tot luitenant-generaal :

Generaal-majoor J. Schoups.

Luitenant-generaal J. Schoups wordt aangewezen voor het ambt van chef van het Operationeel Commando van de Landmacht op 1 april 1997.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1483 van 20 maart 1997 heeft volgende benoeming plaats in het kader der beroepsofficieren, op 26 maart 1997, in de categorie der opperofficieren :

Tot generaal-majoor :

Kolonel stafbrevethouder J. Toussaint.

Generaal-majoor J. Toussaint wordt aangewezen voor het ambt van Belgisch generaal adjunct aan de generaal-commandant van het Eurocorps, op 1 april 1997.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1537 van 3 juni 1997 :

Wordt commandant vlieger I. Vandergeeten in vervanging van luitenant-kolonel vlieger L. Janssens, effectief lid benoemd van de Commissie belast om te oordelen of de vereisten voor het toekennen van de bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd vervuld zijn.

Wordt commandant vlieger G. Van Peteghem in vervanging van kolonel vlieger stafbrevethouder M. Demot, plaatsvervangend lid benoemd van de Commissie belast om te oordelen of de vereisten voor het toekennen van de bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd vervuld zijn.

—————

Bij ministerieel besluit nr. 76200 van 17 maart 1997 :

Wordt kolonel stafbrevethouder P. Dubar, op 30 april 1997, ontslagen uit het ambt van Commandant van de Provincie Henegouwen.

Wordt kolonel stafbrevethouder P. Vergauwen, op 30 april 1997, in cumul met zijn huidige functie, aangewezen voor het ambt van Commandant van de Provincie Henegouwen.

—————

[97/7103]

Leger. — Landmacht. — Speciale functie. — Aanstelling

Bij koninklijk besluit nr. 1526 van 13 mei 1997, wordt in de categorie der hoofdofficieren,

Kapitein-commandant J. Peeters, van het korps van de infanterie, vanaf 15 mei 1997, voor de duur van zijn opdracht, aangesteld in het ambt van de graad van majoor om de functie waar te nemen van vleugeladjudant van de « Supreme Allied Commander Europe ».

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[97/499]

Commissaires de police. — Démission

Par arrêté royal du 12 juin 1997, la démission offerte par M. Van den Berge, Henri, de ses fonctions de commissaire de police de la ville de Gand (arrondissement de Gand) est acceptée à la date du 1er septembre 1997.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[97/500]

Par arrêté royal du 9 juin 1997, M. Van Beylen, Lucien, est nommé commissaire de police de la ville d'Anvers (arrondissement d'Anvers).

[S - C - 97/361]

Agrément des entreprises de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage. — Renouvellements

Par arrêté ministériel du 17 avril 1997, les entreprises suivantes sont agréées comme entreprise de sécurité pour une période de cinq ans :

VAREL ALARM S.A., établie Genkersteenweg 1, à 3500 Hasselt, sous le numéro 20 0049 16;

NOLENS MARC ELECTROTECHNIQUE SECURITE, établie rue Pierre Renon 13, à 4680 Oupeye, sous le numéro 20 0050 16;

KORELEC S.P.R.L., établie Morinestraat 6, à 8500 Kortrijk, sous le numéro 20 0051 16;

ELEKTRO RIGOLE de M. Robert Rigole, établie Noordbostraat 18, à 8610 Handzame, sous le numéro 20 0052 16;

M. Jean-Benoît Saint-Moulin, établi rue du Parc 24, à 5310 Boneffe, sous le numéro 20 0054 16;

ALBRATHI S.P.R.L., établie Bevrijdingslaan 16, à 9080 Lochristi, sous le numéro 20 0055 16;

ELEKTRO QUARTIER de M. Jean-Pierre Quartier, établie Markstraat 2, à 8510 Kortrijk-Marke, onder het nummer 20 0056 16;

DE LATHOUWER S.P.R.L., dénomination particulière RADAR-ALARM, établie Burg. de Lausnaystraat 32, à 9290 Berlare, sous le numéro 20 0057 16;

E.S. BEVEILIGING S.P.R.L., établie boulevard de Lambermont 440, à 1030 Bruxelles, sous le numéro 20 0058 16;

VERSTRAETE S.A., établie Lettenburgstraat 4, à 8490 Jabbeke, sous le numéro 20 0059 16;

ELECTRO MESENS S.P.R.L., établie Hoeksken 51, à 2275 Lille, sous le numéro 20 0060 16;

ELECTRONIC ALARM de M. Jacques Monteyne, établie Mercatorlaan 17, à 8400 Oostende, sous le numéro 20 0061 16;

ALMA SECURITY INTERNATIONAL S.A., établie avenue Charles Quint 345, à 1080 Bruxelles, sous le numéro 20 0063 16;

ALARM SERVICE INTERNATIONAL S.C., établie J. Van Arteveldestraat 11, à 8560 Wevelgem, sous le numéro 20 0064 16;

A & E SECURITY S.A., établie Industriepark Waggelwater, Dirk Martensstraat 10, à 8200 Bruges, sous le numéro 20 0065 16;

TELE TECHNIQUE GENERALE S.A., établie Zoning industriel, à 6220 Heppignies, sous le numéro 20 0066 16;

M. Daniel Van Acker, établi Reigerslaan 16, à 8210 Loppem, sous le numéro 20 0067 16;

M. Jozef Van Den Bergh, établi Hoogstraat 80, à 2830 Tisselt, sous le numéro 20 0068 16;

M. Jean-Louis Frères, établi rue Joseph Misson 12, à 5170 Lesve, sous le numéro 20 0069 16;

ALGEMENE ALARM CENTRALE WOUTERS & C° S.P.R.L., établie Turnhoutsebaan 356, à 2970 Schilde, sous le numéro 20 0070 16;

DC SECURITY de M. Eligius De Cleyn, établie Industriepark 10, à 2235 Hulshout, sous le numéro 20 0071 16;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[97/499]

Politiecommissarissen. — Ontslagverlening

Bij koninklijk besluit d.d. 12 juni 1997 wordt aan de heer Van den Berge, Henri, op zijn verzoek, met ingang van 1 september 1997, ontslag verleend uit zijn ambt van politiecommissaris van de stad Gent (arrondissement Gent).

Hij wordt gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

[97/500]

Bij koninklijk besluit d.d. 9 juni 1997, is de heer Van Beylen, Lucien, benoemd tot politiecommissaris van de stad Antwerpen (arrondissement Antwerpen).

[S - C - 97/361]

Erkenning van beveiligingsondernemingen in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Verlengingen

Bij ministerieel besluit van 17 april 1997 zijn de volgende ondernemingen erkend als beveiligingsondernemingen voor een periode van vijf jaar :

VAREL ALARM N.V., gevestigd te 3500 Hasselt, Genkersteenweg 1, onder het nummer 20 0049 16;

NOLENS MARC ELECTROTECHNIQUE SECURITE, gevestigd te 4680 Oupeye, rue Pierre Renon 13, onder het nummer 20 0050 16;

KORELEC B.V.B.A., gevestigd te 8500 Kortrijk, Morinestraat 6, onder het nummer 20 0051 16;

ELEKTRO RIGOLE van de heer Robert Rigole, gevestigd te 8610 Handzame, Noordbostraat 18, onder het nummer 20 0052 16;

De heer Jean-Benoît Saint-Moulin, gevestigd te 5310 Boneffe, rue du Parc 24, onder het nummer 20 0054 16;

ALBRATHI B.V.B.A., gevestigd te 9080 Lochristi, Bevrijdingslaan 16, onder het nummer 20 0055 16;

ELEKTRO QUARTIER van de heer Jean-Pierre Quartier, gevestigd te 8510 Kortrijk-Marke, Markstraat 2, onder het nummer 20 0056 16;

DE LATHOUWER B.V.B.A., bijzondere benaming RADARALARM, gevestigd te 9290 Berlare, Burg. de Lausnaystraat 32, onder het nummer 20 0057 16;

E.S. BEVEILIGING B.V.B.A., gevestigd te 1030 Brussel, Lambermontlaan 440, onder het nummer 20 0058 16;

VERSTRAETE N.V., gevestigd te 8490 Jabbeke, Lettenburgstraat 4, onder het nummer 20 0059 16;

ELECTRO MESENS B.V.B.A., gevestigd te 2275 Lille, Hoeksken 51, onder het nummer 20 0060 16;

ELECTRONIC ALARM van de heer Jacques Monteyne, gevestigd te 8400 Oostende, Mercatorlaan 17, onder het nummer 20 0061 16;

ALMA SECURITY INTERNATIONAL N.V., gevestigd te 1080 Brussel, avenue Charles Quint 345, onder het nummer 20 0063 16;

ALARM SERVICE INTERNATIONAL C.V., gevestigd te 8560 Wevelgem, J. Van Arteveldestraat 11, onder het nummer 20 0064 16;

A & E SECURITY N.V., gevestigd te 8200 Brugge, Industriepark Waggelwater, Dirk Martensstraat 10, onder het nummer 20 0065 16;

TELE TECHNIQUE GENERALE N.V., gevestigd te 6220 Heppignies, Zoning industriel, onder het nummer 20 0066 16;

De heer Daniel Van Acker, gevestigd te 8210 Loppem, Reigerslaan 16, onder het nummer 20 0067 16;

De heer Jozef Van Den Bergh, gevestigd te 2830 Tisselt, Hoogstraat 80, onder het nummer 20 0068 16;

De heer Jean-Louis Frères, gevestigd te 5170 Lesve, rue Joseph Misson 12, onder het nummer 20 0069 16;

ALGEMENE ALARM CENTRALE WOUTERS & C° B.V.B.A., gevestigd te 2970 Schilde, Turnhoutsebaan 356, onder het nummer 20 0070 16;

DC SECURITY van de heer Eligius De Cleyn, gevestigd te 2235 Hulshout, Industriepark 10, onder het nummer 20 0071 16;

ALARM SERVICE VAN DAMME EN ZOON de M. Maurits Van Damme, établie Spiedamstraat 27, à 9940 Ertvelde, sous le numéro 20 0072 16;

S.A. ELEKTRO GEUKENS, établie Bevrijdingsstraat 18, à 3945 Oostham, sous le numéro 20 0073 16;

ELMACO S.A., établie Berkenhoekstraat 2, à 2861 Onze-Lieve-Vrouw-Waver, sous le numéro 20 0074 16;

ELEKTRO PLOVIER de M. Gilbert Plovier, établie Warandelaan 12, à 8340 Sijsele-Damme, sous le numéro 20 0075 16;

M. Henri Wagemans, établi rue Fief 5, à 4877 Olne, sous le numéro 20 0076 16;

E.W.G. ELEKTRIC de M. Johan Grosemans, établie Beverzakbroekweg 122, à 3520 Zonhoven, sous le numéro 20 0077 16;

SECURITEL S.P.R.L., établie rue Pierre-Joseph Antoine 111, à 4040 Herstal, sous le numéro 20 0078 16.

ALARM SERVICE VAN DAMME EN ZOON van de heer Maurits Van Damme, gevestigd te 9940 Ertvelde, Spiedamstraat 27, onder het nummer 20 0072 16;

N.V. ELEKTRO GEUKENS, gevestigd te 3945 Oostham, Bevrijdingsstraat 18, onder het nummer 20 0073 16;

ELMACO N.V., gevestigd te 2861 Onze-Lieve-Vrouw-Waver, Berkenhoekstraat 2, onder het nummer 20 0074 16;

ELEKTRO PLOVIER van de heer Gilbert Plovier, gevestigd te 8340 Sijsele-Damme, Warandelaan 12, onder het nummer 20 0075 16;

De heer Henri Wagemans, gevestigd te 4877 Olne, rue Fief 5, onder het nummer 20 0076 16;

E.W.G. ELEKTRIC van de heer Johan Grosemans, gevestigd te 3520 Zonhoven, Beverzakbroekweg 122, onder het nummer 20 0077 16;

SECURITEL B.V.B.A., gevestigd te 4040 Herstal, rue Pierre-Joseph Antoine 111, onder het nummer 20 0078 16.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[97/12524]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 17 juin 1997, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la Cour du travail de Mons, est accordée, à sa demande, à M. Bacheluy, Freddy.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[97/12524]

Arbeidsgerichten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 17 juni 1997 is aan de heer Bacheluy, Freddy, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij de Arbeidshof te Bergen.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[S - C - 97/35603]

Gewestplan Ieper-Poperinge. — Voorlopige vaststelling van het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan op het grondgebied van de gemeente Ieper

Een besluit van de Vlaamse regering van 4 maart 1997 bepaalt: het hierbijgevoegd ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Ieper-Poperinge wordt voorlopig vastgesteld voor gronden gelegen in de gemeente Ieper, zoals aangegeven op de kaart die de bestemming aangeeft voor een deel van het kaartblad 28/2 zoals aangegeven op de bijlage 1 van dit besluit.

De kaart met de bestaande fysische en juridische toestand behorende tot de niet-normatieve delen van voornoemd ontwerp-gewestplan, is vervat in bijlage 2 van dit besluit.

De gouverneur van de provincie West-Vlaanderen wordt belast met het openbaar onderzoek

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

[97/35611]

Gewestplan Limburgs Maasland. — Voorlopige vaststelling van het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging op het grondgebied van de gemeente Kinrooi

Bij besluit van de Vlaamse regering van 25 maart 1997 wordt het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Limburgs-Maasland van 1 september 1980 voorlopig vastgesteld voor een gedeelte van het grondgebied van de gemeente Kinrooi, afgebakend op bijgaand bestemmingsplan, deel van het kaartblad 18/8, zoals aangegeven in de bijlage 1 bij dit besluit.

Het plan dat de bestaande fysische en juridische toestand aanduidt van het betrokken gebiedsdeel, zoals aangegeven in bijlage 2 van dit besluit behoort tot de niet-normatieve delen van voornoemd gewestplan.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure

[S - C - 97/35603]

Plan de secteur Ypres-Poperinge. — Fixation provisoire du projet de plan de modification partielle du plan de secteur sur le territoire de la commune d'Ypres

Un arrêté du Gouvernement flamand du 4 mars 1997 fixe provisoirement le projet de plan en annexe de modification partielle du plan de secteur "Ypres-Poperinge" pour des terrains situés à Ypres, tel qu'indiqué sur la carte indiquant la destination pour une partie de la feuille 28/2, tel qu'indiqué à l'annexe 1 au présent arrêté.

La carte indiquant la situation physique et juridique, appartenant aux parties non normatives du projet de plan de secteur, est comprise à l'annexe 2 du présent arrêté.

Le gouverneur de la province de Flandre occidentale est chargé de l'enquête publique.

Le ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

[97/35611]

Plan de secteur « Limburgs Maasland ». — Fixation provisoire du plan-projet de modification partielle du plan de secteur sur le territoire de la commune de Kinrooi

Un arrêté du Gouvernement flamand du 25 mars 1997 fixe provisoirement le plan-projet de modification partielle du plan de secteur « Limburgs Maasland » du 1er septembre 1980 pour une partie du territoire de la commune de Kinrooi délimitée sur le plan de destination en annexe, partie de la feuille 18/8, tel le qu'indiquée à l'annexe 1re au présent arrêté.

Le plan indiquant la situation physique et juridique de la zone concernée, telle que désignée à l'annexe 2 du présent arrêté appartient aux parties non normatives du plan de secteur précité.

De inplanting van het zuiveringsstation wordt als werk van algemeen belang verklaard.

De gouverneur van de provincie Limburg is belast met het openbaar onderzoek.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

[97/35793]

Gewestplan Gentse en Kanaalzone. — Voorlopige vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan op het grondgebied van de gemeente Wetteren

Bij besluit van de Vlaamse regering van 21 mei 1997 wordt het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1977 houdende de vaststelling van het gewestplan Gentse en Kanaalzone voorlopig vastgesteld voor een gedeelte van het grondgebied van de gemeente Wetteren, afgebakend op bijgevoegd bestemmingsplan, deel van het kaartblad 22/6 zoals vervat in bijlage 1 bij dit besluit en met het aanvullend stedenbouwkundige voorschrift zoals vervat in de bijlage 2 bij dit besluit.

De kaart met de bestaande fysische en juridische toestand, behorende tot het niet-normatieve deel van het voormeld gewestplan, is vervat in de bijlage 3 bij dit besluit.

De gouverneur van de provincie Oost-Vlaanderen is belast met het openbaar onderzoek van het hierboven genoemde voorlopig vastgestelde ontwerp-plan.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de ruimtelijke ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

[97/35792]

Gewestplan Gentse en Kanaalzone. — Voorlopige vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan op het grondgebied van de gemeente Oosterzele

Bij besluit van de Vlaamse regering van 21 mei 1997 wordt het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1977 houdende de vaststelling van het gewestplan Gentse en Kanaalzone, voorlopig vastgesteld voor een deel van het grondgebied van de gemeente Oosterzele, afgebakend op het bijgaande bestemmingsplan met delen van de kaartbladen 22/6 en 30/2, zoals vervat in bijlage 1 en met het aanvullende stedenbouwkundige voorschrift zoals vervat in de bijlage 2 bij dit besluit.

De kaarten met de bestaande fysische en juridische toestand, behorende tot de niet-normatieve delen van het voormeld gewestplan, zijn vervat in de bijlage 3 bij dit besluit.

De gouverneur van de provincie Oost-Vlaanderen is belast met het openbaar onderzoek van het hierboven genoemde voorlopig vastgestelde ontwerp-plan.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de ruimtelijke ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

[S - C - 97/35748]

Gewestplan Hasselt-Genk. — Definitieve vaststelling van het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Hasselt-Genk op het grondgebied van de gemeente Lummen

Bij besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 wordt een gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1979 houdende vaststelling van het gewestplan Hasselt-Genk, definitief vastgesteld voor een gedeelte van het grondgebied van de gemeente Lummen, afgebakend op bijgevoegd bestemmingsplan, deel van het kaartblad 25/6, zoals vervat in de bijlage I bij dit besluit.

Het plan met de bestaande fysische en juridische toestand, behorende tot de niet-normatieve delen van voormeld definitief vastgesteld gewestplan, is vervat in de bijlage 2 bij dit besluit.

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

La construction d'une station d'épuration constitue un travail d'utilité publique.

Le gouverneur de la province de Limbourg est chargé de l'enquête publique.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

[97/35793]

Plan de secteur « Gentse en Kanaalzone ». — Fixation provisoire du projet de plan de modification partielle du plan de secteur sur le territoire de la commune de Wetteren

Un arrêté du Gouvernement flamand du 21 mai 1997 fixe provisoirement le projet de plan de modification partielle de l'arrêté royal du 14 septembre 1977 portant fixation du plan de secteur « Gentse en Kanaalzone » pour une partie des terrains situés sur le territoire de la commune de Wetteren, délimités sur le plan d'affectation annexé, partie de la feuille 22/6, telle que comprise dans l'annexe 1re au présent arrêté et avec la prescription urbanistique complémentaire telle que comprise dans l'annexe 2 au présent arrêté.

Les cartes indiquant la situation physique et juridique existante, soit l'annexe 3 du présent arrêté, appartiennent aux parties non normatives du plan de secteur précité.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale est chargé de l'enquête publique du projet de plan provisoirement fixé ci-dessus.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

[97/35792]

Plan de secteur « Gentse en Kanaalzone ». — Fixation provisoire du projet de plan de modification partielle du plan de secteur sur le territoire de la commune d'Oosterzele

Un arrêté du Gouvernement flamand du 21 mai 1997 fixe provisoirement le projet de plan de modification partielle de l'arrêté royal du 14 septembre 1977 portant fixation du plan de secteur « Gentse en Kanaalzone » pour une partie du territoire de la commune d'Oosterzele, délimitée sur le plan d'affectation annexé par une partie des feuilles 22/6 et 30/2 telles que comprises dans l'annexe 1re au présent arrêté et avec la prescription urbanistique complémentaire telle que comprise dans l'annexe 2 au présent arrêté.

Les cartes indiquant la situation physique et juridique existante, soit l'annexe 3 du présent arrêté, appartiennent aux parties non normatives du plan de secteur précité.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale est chargé de l'enquête publique du projet de plan provisoirement fixé ci-dessus.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

[S - C - 97/35748]

Plan de secteur Hasselt-Genk. — Fixation définitive du plan de modification partielle du plan de secteur Genk-Hasselt sur le territoire de la commune de Lummen

Un arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 fixe définitivement une modification partielle de l'arrêté royal du 3 avril 1979 portant fixation du plan de secteur Hasselt-Genk, pour une partie du territoire de la commune de Lummen, telle que délimitée sur le plan de destination en annexe, partie de la feuille 25/6, et comprise dans l'annexe Ire au présent arrêté.

Le plan indiquant la situation physique et juridique existante et appartenant aux parties non normatives dudit plan de secteur définitivement fixé, est compris dans l'annexe 2 au présent arrêté.

Le ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Provincie Limburg

Hasselt, 4 juni 1997

Advies van de Streekcommissie van Advies voor de Ruimtelijke Ordening

Advies over het besluit van de Vlaamse Regering van 8 oktober 1996(B.S.04.12.96) houdende voorlopige vaststelling van het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Hasselt-Genk op het grondgebied van de gemeente Lummen (deel van het kaartblad 25/6), over de adviezen uitgebracht door de Bestendige Deputatie, door de betrokken gemeenteraden en over de tijdens het openbaar onderzoek uitgebrachte bezwaarschriften.

Dit dossier werd door de Streekcommissie besproken op de hierna volgende vergaderingen :

14 april 1997,

12 mei 1997,

26 mei 1997,

4 juni 1997

Inhoudstabel :

Advies van de Commissie over het plangebied

1. Advies over het advies van de Bestendige Deputatie

2. Advies over de adviezen van de betrokken gemeenteraden

3. Advies over de tijdig ontvangen bezwaarschriften

4.1. Werkwijze van de behandeling

4.2. Behandeling van de bezwaarschriften

1. Advies van de commissie over het plangebied

De Commissie heeft zich bij de vorming van een eigen standpunt en visie over dit plangebied laten leiden door de overwegingen van het Besluit van de Vlaamse Regering van 8 oktober 1996, het ontwerp-plan zelf, het advies uitgebracht door de Bestendige Deputatie en de tijdig ontvangen bezwaarschriften.

De Commissie is van mening dat gunstig advies kan worden uitgebracht bij de voorgestelde wijziging, maar treedt daarbij het voorstel bij zoals geformuleerd door de gemeente Lummen, in die zin dat voor het gedeelte ten zuiden van de Bosstraat de omschakeling van woonuitbreidingsgebied naar K.M.O.- zone wordt voorgesteld teneinde de kleine en middelgrote ondernemingen een kans tot vestiging te verlenen.

De Commissie wenst eveneens de aandacht te vestigen op de toepassing van het bosdecreet.

2. Advies over het advies van de bestendige deputatie d.d. 10 april 1997

Inhoud : Het advies van de Bestendige Deputatie luidt als volgt : gunstig advies wordt uitgebracht omwille van :

1.Het economisch belang van dit dossier voor de provincie Limburg.

2.Het feit dat op het gewestplan aldaar reeds harde functies voorzien zijn.

Advies : dit advies wordt bijgetreden.

3. Advies over de adviezen van de betrokken gemeenteraden

3.1 Advies van de gemeente Lummen d.d. 18 april 1997 :

Inhoud : het advies van de gemeenteraad van Lummen luidt als volgt :

Artikel 1 : Er wordt gunstig advies verleend voor wat de wijziging van de K.M.O.-zone in industriezone voor het gebied ten noorden van de Bosstraat betreft mits de nodige voorschriften worden gevoegd bij de gewestplanwijziging zodat enkel niet hinderlijke industriële activiteiten kunnen worden toegelaten.

Artikel 2 : Voor het gedeelte ten zuiden van de Bosstraat de omschakeling van woonuitbreidingsgebied naar K.M.O.-zone voor te stellen teneinde de kleine en middelgrote ondernemingen een kans tot vestiging te verlenen.

Advies : de Commissie neemt kennis van dit advies en treedt het voorstel zoals omschreven in artikel 2 bij.

Argumentatie : zie het eigen advies van de Commissie over het plangebied.

3.2 Advies van de gemeente Tessenderlo d.d. 28 april 1997.

De gemeenteraad van Tessenderlo brengt een gunstig advies uit.

De Commissie neemt kennis van dit advies.

3.3. Advies van de gemeente Beringen d.d. 12 mei 1997.

De gemeenteraad van Beringen brengt een gunstig advies uit.

De Commissie neemt kennis van dit advies.

3.4 Advies van de gemeente Genk d.d. 15 mei 1997.

De gemeenteraad van Genk brengt een gunstig advies uit.

De Commissie neemt kennis van dit advies.

3.5 Advies van de gemeente Leopoldsburg d.d. 27 mei 1997.

De gemeenteraad van Leopoldsburg brengt een gunstig advies uit.

De Commissie neemt kennis van dit advies.

3.6 Advies van de gemeente Opglabbeek d.d. 26 mei 1997.

De gemeenteraad van Opglabbeek brengt een gunstig advies uit.

De Commissie neemt kennis van dit advies.

3.6. De gemeenten Alken, As, Diepenbeek, Halen, Ham, Hasselt, Herk-de-Stad, Heusden-Zolder, Houthalen-Helchteren, Zonhoven en Zutendaal hebben geen advies uitgebracht zodat zij geacht worden een gunstig advies te hebben uitgebracht.

4. Advies over de tijdig ontvangen bezwaarschriften.

Noot :

— Het openbaar onderzoek had plaats van 3 februari 1997 tot en met donderdag 3 april 1997.

— Er werden in totaal 214 bezwaarschriften ingediend.

— Deze werden ondertekend door 224 personen

— 7 bezwaarschriften zijn individuele bezwaarschriften.

— 207 bezwaarschriften zijn type-bezwaarschriften(type B1 en type B2).

— 214 bezwaarschriften werden binnen de termijn ontvangen.

— De poststempel op het bezwaarschrift, of de dagstempel indien de poststempel niet kan vastgesteld worden, is bepalend voor de datum van ontvangst.

4.1. Werkwijze van behandeling :

De Commissie heeft de ingediende bezwaren voorzien van een registratienummer, een stempel met ontvangstdatum en een typecode.

Bij de behandeling wordt naast de indiener steeds een korte inhoud van het bezwaar weergegeven. Deze inhoud is indicatief. Voor de volledige inhoud wordt verwezen naar de oorspronkelijke tekst van het bezwaarschrift.

Bij de inhoud is steeds nagegaan welke de ruimtelijke beperkingen en/of wijzigingen zijn die de indiener stelt en welke zijn/haar argumenten hiervoor zijn.

4.1.1. Individuele bezwaarschriften.

Bezwaar nr. 1.

Indiener : Mr.K.Geelen ns :

1. Louis-André Vanderaerden en zijn echtgenote;
2. Paria-Paulina Marx, beiden wonende te Lummen, Schomstraat 1;
3. Theo Deferme, en zijn echtgenote
4. Ghislaine Schepers, beiden wonende te Lummen, Bosstraat 42;
5. Johnny Vandebroek, wonende te Lummen, Bosstraat nr 40;
6. Patrick Vandebroek, wonende te Lummen, Oostereindestraat 61;
7. Louise Jacobs, wonende te Lummen, Bosstraat;
8. Marcel Bervoets, wonende te Lummen, Oostereindestraat 57;
9. V.Z.W. Vlaamse Bosbouwvereniging, met maatschappelijke zetel te Melle, Geraardbergse Steenweg 267;
10. V.Z.W. Natuurbeschermings Actie Limburg, met maatschappelijke zetel te Houthalen, Boogstraat 35.

Inhoud :

a) Zowel de huidige bestemming als de door het ontwerp voorziene bestemming zijn niet aangepast aan de reële situatie. De voorziene percelen zijn op dit ogenblik bebost en dit bos heeft een waardevol karakter, met een unieke waarde. Dit blijkt uit verscheidene documenten :

— een milieu-effectrapport : door het feit dat dit bosgebied deel uitmaakt van een groter bosbestand, kan deze rooing een aanzet zijn tot verdere uitbreiding van industriële gebieden of woonuitbreidingsgebied; het gebied heeft verder diverse belangrijke functies naar de buurtbewoners en de inwoners van de gemeente toe.

— het ontwerp ruimtelijk structuurplan Vlaanderen : in dit ontwerp worden een aantal gebieden opgegeven die structuurbepalend zijn in Vlaanderen. Het bosgebied Lindekensveld is als zodanig te beschouwen.

— de groene hoofdstructuur Vlaanderen : het hier bedoelde bos is aangeduid als natuurverbingsgebied tussen de Demervallei en de Vallei van de Zwarte Beek.

b) In het ontwerp ruimtelijk structuurplan Vlaanderen wordt grote aandacht gegeven aan de bestaande bossen en aan de uitbreiding van de bosgebieden.

Het voorzien van een bestemming die uiteindelijk zal leiden tot het ontbossen van het Lindekensveld en ook de huidige bestemming van dit gebied gaat regelrecht in tegen de huidige doelstellingen van het beleid van het Vlaamse Gewest.

Advies : de Commissie neemt kennis van deze bezwaren.

Het bezwaar vermeld onder b) wordt gedeeltelijk bijgetreden wat betreft de toepassing van het Bosdecreet.

Argumentatie :

a) Het niet overeenstemmen van de reële situatie met de bestemming voorzien in het bestaande gewestplan is geen argument tegen de hier besproken wijziging. Het gebied "Lindekensveld" is op het huidig gewestplan aangeduid als KMO-zone. Door zijn ligging vlak tegen de oprit van de aut snelweg E314 kan dit gebied rechtstreeks ontsloten worden zonder hinder voor de omwonenden. De gemeente Lummen is in het ontwerp ruimtelijk structuurplan Vlaanderen aangewezen als economisch knooppunt van Vlaams belang.

b) Zie het eigen advies van de Commissie over het plangebied.

Bezwaar nr. 2 Indiener : Gemeentelijke adviesraad leefmilieu

Inhoud :

a) In geen enkele studie is aangetoond dat de gemeente Lummen behoefte heeft aan bijkomende industriezones. In de gemeente is wel reële behoefte aan een KMO-zone.

b) Een aantal percelen, conform het huidige gewestplan gelegen in K.M.O.-zone, zijn op het bestemmingsplan gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 8 oktober 1996, niet in de K.M.O.-zone opgenomen.

c) Het gebied, ten zuiden van de Bosstraat, is conform het huidige gewestplan gelegen in woonuitbreidingsgebied.

Op het bestemmingsplan, gevoegd bij het besluit van 8 oktober 1996 wordt een gedeelte ervan bestemd als industriegebied. In het besluit is hiervan geen sprake. Deze wijziging is totaal overbodig en onaanvaardbaar.

d) Het industriegebied grenst aan een woonzone en een woonuitbreidingsgebied, zonder dat een bufferzone wordt voorzien.

e) Door de gewestplanwijziging wordt aan echt hinderlijke bedrijven de mogelijkheid geboden zich op deze K.M.O.-zone te vestigen, dit op een afstand van minder dan 500 meter van de dorpskern van de gemeente Lummen.

Advies :

a) Dit bezwaar wordt niet bijgetreden.

b) De Commissie neemt kennis van deze vaststellingen.

c) Idem. Ingeval van tegenstrijdigheid tussen het plan en de tekst prevaleert het plan.

d) Dit bezwaar wordt gedeeltelijk bijgetreden.

e) Idem.

Argumentatie :

a) Op het grondgebied van de gemeente Lummen zijn vier bedrijventerreinen gesitueerd. De bedrijventerreinen Gestel (volledig volzet) en Kolenhaven-Zolder zijn voorzien voor industrievestiging. Het terrein Linkhout, voorzien voor kleine en middelgrote ondernemingen, is volzet. Het bedrijventerrein Lindekensveld wordt door de Vlaamse regering donkerpaars ingekleurd, dit wil zeggen met bestemming industrie. Dit sluit niet uit dat ook KMO-bedrijven zich hier kunnen vestigen. Verder wordt verwezen naar het eigen advies van de Commissie over het plangebied wat betreft van het voorzien van een gedeelte van het gebied als KMO-zone.

De vaststelling dat bestaande industrieterreinen in Lummen en omgeving niet volzet zijn doet geen afbreuk aan de behoefte tot effectieve realisatie van het bedrijventerrein Lindekensveld. Dit terrein wordt nu door de Vlaamse Regering bestemd voor projecten met een grote oppervlaktebehoefte en een snelle ontsluiting langs de weg, voor logistieke ondernemingen. Een vestiging in de kanaalzone van dergelijke bedrijven is niet opportuun. De kanaalzone moet gereserveerd blijven voor watergebonden bedrijven. Limburg heeft hiervoor slechts een beperkt aantal percelen. Daarom is een zuinig uitgiftebeleid voor dit soort specifieke terreinen noodzakelijk.

b) Bezwaarindieners suggereert dat een aantal percelen in de huidige KMO-zone, aan de kant van de nieuw aangelegde omleidingsweg, niet zijn opgenomen in de gewestplanwijziging. Indien deze percelen buiten het plangebied vallen behouden ze hun huidige bestemming.

In de mate dat een restgebied nog aangeduid blijft als KMO-zone, moeten ook deze percelen in de wijziging worden betrokken.

c) Ingeval van tegenstrijdigheid tussen het plan en de tekst prevaleert het plan. Het feit dat dit gedeelte woonuitbreidingsgebied niet uitdrukkelijk in de tekst wordt vermeld sluit niet uit dat dit in het bestemmingsplan wordt opgenomen.

d) Het bestaande bosgebied aan de rand van het projectgebied kan als bufferzone dienst doen. Dit zijn : de oostelijke randzone van het gebied op de grens met het woongebied in de Bosstraat en de noordrand van het gebied waar de huidige bossen de nieuwe bufferzone kunnen vormen tussen de A2-autosnelweg en de bedrijventone. De bufferzone langs de Bosstraat (de zuidrand van het project-gebied) kan beplant worden. Deze bufferzones zijnde enerzijds het behoud van de beplanting langs de noordzijde en de oostzijde van het projectgebied en anderszijds aanplantingen langs de Bosstraat, vervullen een zichtbeperkende en schermfunctie. De beboste omgeving maakt verdere ontwikkeling van levensgemeenschappen gebonden aan bos en bosrand mogelijk.

e) Het is niet de bedoeling om ter plaatse echt hinderlijke bedrijven toe te laten. Uit de motivering van het besluit van de Vlaamse Regering blijkt dat de wijziging is ingegeven om de vestiging van ruimtebehoevende bedrijven mogelijk te maken.

Bezwaar nr. 210 : Indiener : Borgers André namens Verbeemen-Gebroeders N.V.

Inhoud :

a) Er is geen enkele technische reden om de bestemming ambachtelijke zone te wijzigen naar industriegebied.

b) De wijziging is enkel ingegeven voor het dienen van privé-belangen, zoals blijkt uit :

— de onteigening door de gemeente, gevolgd door de onmiddellijke overdracht aan de N.V. Caterpillar;

— de onteigening van K.M.O.-bedrijven, zoals dat van bezwaarindieners, die ter plaatse zelf een K.M.O.-activiteit willen uitoefenen.

c) In de gemeente Lummen zijn meerdere industriezones aanwezig, die niet volzet zijn, terwijl de K.M.O.-zone "Lindekensveld" de enige dergelijke zone is in de gemeente Lummen.

d) Het besluit van de Vlaamse regering is niet ernstig gemotiveerd.

e) Er is tegenspraak tussen het feit dat de gemeente overgaat tot onteigeningen, met als doel de realisatie van een K.M.O.-zone en tegelijkertijd de omzetting in industriezone vraagt.

f) Een industriezone tegen de woonkern van de gemeente Lummen is niet verantwoord.

Advies :

De Commissie neemt kennis van de bezwaren onder a), b), c), e) en f), doch treedt ze niet bij.

De Commissie neemt kennis van het standpunt onder d).

Argumentatie :

a) De bepalingen van artikel 7 en 8 van het K.B. van 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen geven nadere aanwijzingen betreffende de industriegebieden. Deze bepalingen omschrijven echter niet nader wat onder ambachtelijke bedrijven of onder kleine en middelgrote bedrijven moet worden verstaan.

Daarnaast is er een evolutie in de productieprocessen waardoor bepaalde onderdelen van het proces zich ontwikkelen tot afzonderlijke bedrijfsactiviteiten. Hierdoor wordt het moeilijker de grens te leggen tussen zuiver industriële bedrijven en kleine en middelgrote ondernemingen. Door het bedrijventerrein "Lindekensveld" om te vormen tot industriezone wordt het duidelijk dat ook ruimtebehoevende bedrijven zoals distributie ook terecht kunnen op "Lindekensveld" in Lummen.

b) Het algemeen belang is ingegeven door de noodzaak om het werkloosheidsoverschot in Limburg te verminderen en het toekomstcontract voor Limburg verder te zetten.

Deze gewestplanwijziging beoogt niet enkel de voormalige zone Lindekensveld om te zetten in industriegebied, doch ook een zone ten zuiden van de Bosstraat. In dit verband wordt verwezen naar het eigen advies van de Commissie over het plangebied inzake de voorzieningen voor de kleine en middelgrote ondernemingen.

c) zie argumentatie bezwaar nr. 2 a)

d) zie argumentatie onder a) en b)

e) De geplande onteigeningen kunnen enkel gebeuren op basis van het bestaande gewestplan, waar deze terreinen nog voorzien zijn als KMO-zone. De Commissie moet advies verlenen over het voorstel tot gewestplanwijziging, niet over de onteigening.

f) De Vlaamse Regering heeft niet de bedoeling gehad Lindekensveld te bestemmen voor de vestiging van hinderlijke, vervuilende of milieubelastende bedrijven. In art. 8 van het K.B. van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen is de mogelijkheid voorzien om terreinen te bestemmen voor vervuilende of voor milieubelastende industrieën. Uit de beleidsoptie die is neergeschreven in het besluit blijkt dat de Vlaamse Regering van deze mogelijkheid geen gebruik heeft gemaakt.

De ontsluiting naar de E 314 is rechtstreeks mogelijk zonder dat het verkeer door de woonzones moet geleid worden.

Bezwaar nr. 211 : Indiener : Natuurbeschermingsactie Limburg, Boogstraat 35, 3530 Houthalen-Helchteren.

Inhoud :

a) In het besluit van 8 oktober 1996, wordt de uitrusting en de inrichting van de zone Lindekensveld als werk van algemeen belang aangenomen. Dit houdt in dat deze werken reeds mogen vergund en uitgevoerd worden, vanaf de datum van het besluit. De enige inspraak van de burger en de betrokken overheden wordt hierdoor volledig aan de kant geschoven.

De term "algemeen belang" wordt nergens omschreven.

b) Het gebied "Lindekensveld" sluit aan bij het woongebied van Lummen. Grootschalige gebouwen en infrastructuren zijn hier onaanvaardbaar.

Het gebied is bovendien langs drie zijden ingesloten door wegen waardoor verdere uitbreiding alleen kan gebeuren in de richting van het dorp.

c) Er is geen bufferzone voorzien.

d) Het voorstel is strijdig met het ontwerp ruimtelijk structuurplan Vlaanderen, waarin geopteerd wordt voor bundeling in economische netwerken.

Advies :

a) Dit bezwaar wordt niet bijgetreden.

b) Dit bezwaar wordt niet bijgetreden.

c) Dit bezwaar wordt gedeeltelijk bijgetreden.

d) Dit bezwaar wordt niet bijgetreden.

Argumentatie :

a) Dit punt is een vaststelling die als dusdanig niet het voorwerp uitmaakt van dit advies. Bovendien slaat "het algemeen belang" in dit besluit op de uitrusting en inrichting van de zone "Lindekensveld" en staat dit niet in verband met de gewestplanwijziging als dusdanig.

b) Bij dit bezwaar wordt uitgegaan van een veronderstelling; het argument betreft niet het plangebied als dusdanig. Zie ook de argumentatie onder bezwaar nr. 210 punt b)

c) Een bufferzone dient niet noodzakelijk in het gewestplan te worden voorzien. Deze zone kan eveneens in de bouwvergunning worden opgenomen.

Zie eveneens de argumentatie onder bezwaar nr. 2, punt d).

d) In het Ruimtelijk structuurplan Vlaanderen wordt de gemeente Lummen geselecteerd als onderdeel van het economisch netwerk van het Albertkanaal.

Bezwaar nr. 212 : Indiener : Familie Vandebroek-Bernaerts, Oostereindestraat 61, 3560 Lummen.

Inhoud :

a) Planologische noodzaak : de inplanting van grote bedrijven, zoals Caterpillar is niet mogelijk in de K.M.O.-zone "Lindekensveld" zoals blijkt een recent stedenbouwkundig advies (lees attest). Door deze zone te wijzigen naar industriezone, zou het wel kunnen, alhoewel de naburige omgeving hierdoor niet veranderd kan worden.

b) Het toekomstcontract : "Lindekensveld" kan hierin niet cruciaal zijn, vermits er in Lummen nog industriezones zijn die tot op heden niet zijn ingevuld.

c) Het algemeen belang :

— het inpalmen van de ganse zone door één groot bedrijf is niet in belang van de kleine K.M.O.'s waarvan er enkele zelfs onteigend worden.

— de komst van Caterpillar, en de daarmee gepaardgaande ontbossing van 6 ha, is niet in het belang van de omwonenden en andere Lummenaren. Het bos heeft een sociale en educatieve functie, een scherm functie (tegen de E314), een ecologische en economische functie.

Advies :

De Commissie neemt kennis van deze bezwaren doch treedt ze niet bij.

Argumentatie :

a) Bij het afleveren van een stedenbouwkundig attest dient te worden uitgegaan van de van kracht zijnde bestemming op het gewestplan, welke op dit ogenblik nog steeds KMO-zone is. Zie ook de argumentatie onder bezwaar nr. 210, punt a).

b) Zie argumentatie onder bezwaar nr. 2, punt a).

c) Zie argumentatie onder bezwaar nr. 210, punt a) en b).

Bezwaar nr. 213 :

Indiener : Deferme-Schepers, Bosstraat 42.

Vandebroek-Deferm, Bosstraat 40, 3560 Lummen.

Inhoud :

a) Het bos waarvoor de wijziging wordt gevraagd is op biologisch gebied waardevol tot zeer waardevol. Bovendien bevindt het Lindekensveld zich in een natuurverbingsgebied.

De wijziging is in tegenspraak met de doelstellingen die nagestreefd worden in het ontwerp GHS en het toekomstige ontwerp Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, waarin Lummen de functie van natuur, bos, landbouw en wonen kreeg toegewezen.

b) De aardeweg vanaf de Bosstraat in noordelijke richting, bestaat meer dan 30 jaar als wandelweg. Bezwaarindieners wensen deze te behouden als sociale functie.

c) Er ontbreekt een voldoende bufferzone van minimum 50 meter in de oostelijke en zuidelijke richting van de Bosstraat.

Deze bufferzone moet eigendom worden van de gemeente, om te vermijden dat er in de toekomst toch industriële activiteiten zullen plaatsvinden.

d) De bestemmingswijziging betekent een afbouw van het totale woonuitbreidingsgebied in de gemeente.

e) Het is voorbarig om te spreken van een industriezone voor grote bedrijven wanneer er zich enkel één bedrijf kan vestigen.

f) Het dringend algemeen belang is niet van toepassing aangezien er in Lummen geen ernstig en grondig onderzoek werd verricht door officiële instanties inzake vestigingsmogelijkheden voor grote bedrijven. In de kanaalzone Lummen-Zolder is mogelijkheid tot minstens 54 ha aan elkaar gesloten industriegronden. In het verleden was dit trouwens industriezone. Mits enige infrastructuraanpassingen kunnen deze een herbestemming krijgen.

Advies : Deze bezwaren worden niet bijgetreden.

Argumentatie :

a) Volgens het ontwerp Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen is "een natuurverbingsgebied een aaneengesloten gebied waar de natuurfunctie ondergeschikt is aan andere functies, waar andere functies als hoofdgebruiker voorkomen en de natuur als nevengebruiker." Er kunnen geen beperkingen worden verbonden aan de hoofdfuncties.

- b) De bestemming die men wil realiseren heeft voorrang.
- c) Zie argumentatie onder bezwaar nr. 2 d).
- d) In het plangebied is slechts een klein gedeelte woonuitbreidingsgebied opgenomen.
- e) De gewestplanwijzing is ingegeven door de noodzaak om ruimtebehoevende bedrijven een mogelijkheid tot vestiging te geven. Er is ruimte voor meer dan één bedrijf.
- f) Zie argumentatie onder bezwaar nr. 2 punt a).

Bezwaar Nr. 214 : Indiener : Borgers André namens N.V. Keno, Kelbergenstraat 1, 3290 Schaffen.

Inhoud : zie bezwaar nr. 210.

Advies : zie bezwaar nr. 210.

Argumentatie : zie bezwaar nr. 210.

4.1.2. Behandeling van de type-bezwaarschriften.

Type B1 : Er werden 204 bezwaarschriften van dit type ingediend, ondertekend door 206 personen.

Inhoud :

a) De gewestplanwijziging wordt als werk van algemeen belang aangenomen, terwijl het hier gaat om het belang van één bedrijf. Dit weegt niet op tegen het algemeen belang van dit bosgebied als recreatiegebied en tegen de functie ervan als buffer tegen de geluidshinder en visuele hinder van de A2.

b) De industriezone zal grenzen aan een woongebied, zonder bufferzone. Deze functies zijn tegenstrijdig.

c) Het behoud van het huidig bosareaal moet voorgesteld worden als beleidsprioriteit volgens de Vlaamse Minister van Leefmilieu.

Bovendien verbindt het Vlaams Gewest zich ertoe het bestaande bosareaal met 10.000 ha uit te breiden. In dit geval wordt 15 ha gerooid, zonder compensatie.

d) Het betreffende bos is op biologisch vlak zeer waardevol en bevindt zich in een natuurverbingsgebied. Ontbossing is hiermee in tegenstrijd.

e) Het bos heeft eveneens een grote maatschappelijke waarde, als wandelgebied en recreatieterein voor de jeugdbewegingen.

f) De vraag wordt gesteld of er onderzoek gedaan is naar meer geschikte locaties.

Advies :

Deze bezwaren worden niet bijgetreden, met uitzondering van het argument onder c) dat gedeeltelijk wordt bijgetreden.

Argumentatie :

a) zie argumentatie onder bezwaar nr. 210 punt b).

b) zie argumentatie onder bezwaar nr. 2 punt d).

c) zie het eigen advies van de Commissie over het plangebied.

d) zie argumentatie onder bezwaar nr. 213 punt a).

e) Het bedoelde gebied is op het huidige gewestplan voorzien als KMO-gebied. Zie verder de argumentatie onder bezwaar nr. 1 punt a).

f) zie argumentatie onder bezwaar nr. 2 punt a).

Type B2.

Er werden van dit type 3 bezwaarschriften ingediend, ondertekend door 5 personen.

Inhoud :

a) De gewestplanwijziging wordt doorgevoerd om de vestiging van één bedrijf mogelijk te maken.

Er wordt geen rekening gehouden met de sociale functie van het bos.

b) Er is een onverenigbaarheid tussen twee functies met name wonen en industrie.

c) Het daargelegen bos is multifunctioneel als speel- en wandelbos, en als buffer tussen de A2 en de woonkernen.

d) Er wordt 15 ha bos gerooid, zonder compensatie. Dit druist in tegen het principe van het behoud van het huidig bosareaal.

e) Er is een groot aanbod aan ontsloten en niet ingevulde industrieterreinen in Limburg en in de onmiddellijke nabijheid van Lummen.

f) In het ontwerp ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, wordt gesteld dat het afbakenen van nieuwe bedrijven-terreinen gefaseerd dient te verlopen. In dit geval wordt het terrein op de markt gebracht en zijn reeds een aantal procedures lopende vooraleer de procedure tot gewestplanwijziging is afgehandeld.

Advies :

a), b), c), d), e) De Commissie neemt kennis van deze bezwaren doch treedt ze niet bij.

f) De Commissie neemt kennis van deze vaststelling.

Argumentatie :

a) Zie argumentatie onder bezwaar nr. 210 a), b).

b) c) Zie de argumentatie onder bezwaar nr. 2 punt d).

d) Zie het eigen advies van de Commissie over het plangebied.

e) Zie argumentatie onder bezwaar nr. 2 punt a).

f) De gewestplanwijziging gebeurt in het kader van de bestaande wetgeving. Het ontwerp-ruimtelijk structuurplan Vlaanderen is niet bepalend voor het advies van de streekcommissie.

De Commissie geeft aan de Voorzitter opdracht het advies zo snel mogelijk over te zenden aan de Gouverneur en dit zeker voor het einde van de adviestermijn.

Gedaan in zitting van 4 juni 1997.

Namens de Commissie :

J.Ruyters
Secretaris.

H.Houben-Bertrand.
Gouverneur- Voorzitter.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 97/27322]

Pouvoirs locaux

Un arrêté ministériel du 2 juin 1997 n'approuve pas les décisions du conseil d'administration de la société coopérative « Association intercommunale des Eaux du Nord de la Province de Namur », en abrégé : « A.I.E.N.P.N. » du 17 décembre 1996 visées aux points 2, 3, 4 et 6 du procès-verbal et relatives au cadre, aux statuts administratif et pécuniaire du personnel et à l'approbation des décisions du bureau exécutif dans le cadre de la concertation.

Un arrêté ministériel du 6 juin 1997 approuve la décision du conseil d'administration de la société coopérative « Association intercommunale pour l'Energie et l'Eau », en abrégé : « A.I.E. » du 6 février 1997 relative à la modification de l'article 10.1 du règlement organique du personnel.

PROVINCE DE LUXEMBOURG. — Un arrêté ministériel du 4 juin 1997 déclare recevable et fondé le recours introduit le 5 mai 1997 par le gouverneur de la province de Luxembourg contre l'arrêté du 24 avril 1997 par lequel la députation permanente du conseil provincial de Luxembourg approuve l'ensemble des conditions relatives au recrutement et à la nomination au grade de garde champêtre.

Le même arrêté approuve la délibération datée du 27 mars 1997 du conseil communal de Hotton relative aux conditions de recrutement et de nomination au grade de garde champêtre, à l'exception de l'article 9 énonçant l'obligation de résidence.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 97/27323]

3 JUIN 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Saint-Ghislain.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996, modifié par l'arrêté du 12 décembre 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique de réaliser l'aménagement du carrefour du viaduc à Saint-Ghislain;
- b) considérant que le but de ces expropriations est l'aménagement du carrefour au droit du R.P. de la gare;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à l'aménagement, par la Région wallonne, du carrefour du viaduc à Saint-Ghislain sur la N547 sur le territoire de la ville de Saint-Ghislain figurés par une teinte jaune au plan n° HN.547-A3/53 ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 3 juin 1997.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastré		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastrale	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
1	B	560/2	Viviers	I.D.E.A. rue de Nimy 53, 7000 Mons	Terre v.v.	00	57	38	50	00	30	20	

Le plan n° HN547.A3/53 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons - D - 141, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.

[C - 97/27324]

3 JUIN 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Estaimpuis

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996, modifié par l'arrêté du 12 décembre 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de réaliser la construction d'un carrefour giratoire sur la N511;

b) considérant que le but de ces expropriations est le raccordement de la rue du chemins de fer sur ledit carrefour;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1981 relatif aux expropriations à réaliser sur le territoire de la commune d'Estaimpuis,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires aux travaux de construction, par la Région wallonne, d'un giratoire sur la N511 sur le territoire de la commune d'Estaimpuis figurés par une teinte jaune au plan n° HN.757.B3-5^b ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, modificatif et complémentaire au plan n° H.757.B3-5 annexé à l'arrêté royal du 29 octobre 1981.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 3 juin 1997.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastré		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastrale	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
85	A	88a/2	Champ de s Marais	Desmet-Duthoit Alain rue du Calvaire 10, 7730 Estaimpuis Desmet Arsène Haut Chemin 4, 7750 Mont-de l'Enclus Desmet Ghislain rue de la Gare 17, 7760 Celles Desmet Jeanine rue de France 139, 7700 Mouscron	Jardin	00	2	90	110	00	2	90	
86		88b/2		Idem 85	Terre	00	12	60	360	00	12	60	
87		N.C.	rue du Chemin de Fer	Commune d'Estaimpuis rue Berne 4, 7730 Leers	Chemin	00	00	00	0	00	9	19	

Le plan n° HN.757.B-5⁶ peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons - D - 141, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[97/8087]

Constitution d'une réserve de recrutement d'experts (statistique) (rang B1), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande (ANV96013) — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|----------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Wouters, Dirk, Westerlo. | 7. Castelli, Roberto, Roeselare. |
| 2. Cuypers, Christel, Alseberg. | 8. Van den Brande, Werner, Mortsel. |
| 3. Puype, Catherine, Westende. | 9. Vermeiren, Johan, Lebbeke. |
| 4. Mestrum, Sophie, Gent. | 10. Op den Buijs, Peter, Lier. |
| 5. Van Nuffel, Nathalie, Gent. | 11. Coenen, Jan, Saint-Servais. |
| 6. Goethals, Michael, Oostakker. | 12. Vermaelen, Rudy, Oud-Heverlee. |

VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[97/8087]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige deskundigen (statistiek) (rang B1) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap (ANV96013). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :

- | |
|----------------------------------|
| 13. Bruyneel, Wim, Gent. |
| 14. Haegeman, Martine, Zottegem. |
| 15. Impens, Yves, Eke. |
| 16. Röpke, Franciscus, Overijse. |

[97/8090]

Constitution d'une réserve de recrutement de premiers ouvriers qualifiés (menuisiers-ébénistes) (rang 20), masculins et féminins, d'expression néerlandaise (ANG96027). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|-------------------------------------|--|
| 1. Van Hoeck, Paul, Antwerpen. | 5. Van den Bosch, Erik, Temse. |
| 2. Van Rompaey, Jan, Wolvertem. | 6. Meersschaut, Danny, Oosterzele. |
| 3. Hermans, Ann, Borgerhout. | 7. Verbelen, Ivan, Kortenberg. |
| 4. Bourguignon, Geeraard, Mechelen. | 8. Meys, Werner, Sint-Katelijne-Waver. |

[97/8090]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige eerste geschoolde werklieden (schrijnwerkers-meubelmakers) (rang 20) (ANG96027). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- | |
|-------------------------------------|
| 9. Stucyk, Johnny, Ottenburg. |
| 10. Liefverinckx, Danny, Melsbroek. |
| 11. Wynants, Jeroen, Tervuren. |

[97/8092]

Constitution d'une réserve de recrutement de programmeurs (m/f), d'expression néerlandaise. — AN95306A — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Verbist, Michel, Kessel-Lo;
2. Demol, Myriam, Herne;
3. Verbeek, Peter, Merksplas;
4. Kegeleers, Raf, Broechem;
5. Van Hee, Renaat, Gent;
6. Pitteljon, Katrien, Herent.

[97/8092]

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige programmeurs (m/f). — AN95306A — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. Verbist, Michel, Kessel-Lo;
2. Demol, Myriam, Herne;
3. Verbeek, Peter, Merksplas;
4. Kegeleers, Raf, Broechem;
5. Van Hee, Renaat, Gent;
6. Pitteljon, Katrien, Herent.

[97/8093]

Constitution d'une réserve de recrutement de techniciens de la recherche (restaurateurs de peintures), d'expression française, pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire (AFG96036 — rang 20). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Van Schoute, Benedicte, Etterbeek. | 6. Huart, Livine, Ixelles. |
| 2. Esquirol, Agnes, Schaerbeek. | 7. Noppe, Inge, Vaux-sur-Sûre. |
| 3. Mouffe, Marie-Annelle, Malonne. | 8. Verlinden, Martine, Ixelles. |
| 4. Tavier, Hugues, Schaerbeek. | 9. Rosier, Françoise, Schaerbeek. |
| 5. Egan, Simon, Bruxelles. | 10. Caeymaex, Stéphanie, Liège. |

[97/8093]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige technici der vorsing (restauratie van schilderijen) voor de Koninklijke Musea van Kunst en Geschiedenis (AFG96036 — rang 20). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd.

- | |
|--|
| 11. Metdepenninghen, Catheline, Berchem. |
| 12. Dos Santos Palma, Maria, Etterbeek. |
| 13. Broumels, Marianne, Wezembeek-Oppem. |
| 14. Chauvet-Beckers, Stéphanie, Ottignies. |

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[97/17003]

Indice des prix à la consommation du mois de juin 1997

Le Ministère des Affaires économiques communique que l'indice des prix à la consommation s'établit à 124,30 points en juin 1997, contre 124,09 points en mai 1997, ce qui représente une hausse de 0,21 point ou 0,17 %.

L'indice santé, tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1993), s'élève pour le mois de juin 1997 à 121,67 points.

La moyenne arithmétique des indices des quatre derniers mois, soit mars, avril, mai et juin 1997 s'élève à 121,44 points.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/17003]

Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 1997

Het Ministerie van Economische Zaken deelt mee dat het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand juni 1997, 124,30 punten bedraagt, tegenover 124,09 punten in mei 1997, hetgeen een stijging van 0,21 punt of 0,17 % betekent.

Het gezondheidsindexcijfer, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1993), bedraagt 121,67 punten voor de maand juni 1997.

Het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de laatste vier maanden, hetzij maart, april, mei en juni 1997, bedraagt 121,44 punten.

Produit ou service	Mai – Mei	Juin – Juni	Produkt of dienst
1. Produits alimentaires, boissons, tabac.....	116.19	117.10	1. Voedingsmiddelen, dranken en tabak
1. Produits alimentaires.....	111.83	112.87	1. Voedingsmiddelen
1. Pain et produits à base de céréales.....	122.37	122.46	1. Brood en graanprodukten
2. Viandes.....	113.54	114.48	2. Vlees
3. Poissons.....	103.84	104.61	3. Vis
4. Lait, fromage, œufs.....	107.64	107.87	4. Melk, kaas, eieren
5. Huiles et graisses comestibles.....	112.69	113.11	5. Eetbare oliën en vetten
6. Fruits et légumes.....	101.01	105.86	6. Groenten en fruit
1. Légumes frais.....	94.12	93.47	1. Verse groenten
2. Fruits frais.....	107.23	118.89	2. Vers fruit
3. Légumes et potages en conserve.....	102.77	102.97	3. Groenten- en soepconserven
4. Fruits en conserve.....	93.56	93.95	4. Fruitsconserven
7. Pommes de terre et produits dérivés.....	115.76	101.43	7. Aardappelen en derivaten
8. Sucre.....	103.30	103.31	8. Suiker
9. Café.....	110.03	114.96	9. Koffie
10. Sucreries et similaires.....	111.41	111.89	10. Suikerwaren en dergelijke
11. Autres produits alimentaires.....	118.85	118.62	11. Andere voedingsprodukten
2. Boissons non alcoolisées.....	109.30	109.45	2. Alcoholvrije dranken
3. Boissons alcoolisées.....	121.92	121.97	3. Alcoholhoudende dranken
4. Produits du tabac.....	176.77	177.52	4. Tabakswaaren
2. Habillement et chaussures.....	121.38	121.40	2. Kleding en schoeisel
1. Articles d'habillement.....	122.41	122.43	1. Kledingsartikelen
2. Chaussures et réparations.....	116.98	116.99	2. Schoeisel en reparaties
1. Chaussures.....	114.16	114.16	1. Schoeisel
2. Réparations de chaussures.....	137.09	137.13	2. Schoenreparaties
3. Logement, chauffage et éclairage.....	130.65	130.67	3. Huur, verwarming en verlichting
1. Logement et consommation d'eau.....	136.62	136.55	1. Huur en waterverbruik
1. Logement.....	134.70	134.63	1. Huisvesting
1. Loyers.....	136.65	136.79	1. Huur
1. Loyers non-sociaux.....	134.92	135.08	1. Niet-sociale huur
2. Loyers sociaux.....	149.30	149.29	2. Sociale huur
2. Frais de réparation et d'entretien.....	132.24	131.90	2. Reparatie- en onderhoudskosten
2. Consommation d'eau.....	188.06	188.06	2. Waterverbruik
2. Chauffage et éclairage.....	117.53	117.74	2. Verwarming en verlichting
1. Electricité.....	113.63	114.17	1. Electriciteit
2. Gaz.....	120.17	120.22	2. Gas
1. Gaz naturel.....	118.55	118.61	1. Aardgas
2. Gaz de pétrole.....	138.47	138.44	2. Petroleumgassen
3. Combustibles liquides.....	134.05	134.09	3. Vloeibare brandstoffen
4. Combustibles solides.....	96.50	95.21	4. Vaste brandstoffen

Produit ou service	Mai — Mei	Juin — Juni	Produkt of dienst
4. Meubles, appareils ménagers, entretien courant de la maison.....	116.63	116.61	4. Meubelen, huishoudapparaten, onderhoud van de woning
1. Meubles, tapis, accessoires de décoration.....	113.33	113.32	1. Meubelen, tapijten, decoratievoorwerpen
1. Meubles.....	114.97	114.98	1. Meubelen
2. Revêtements de sol.....	115.89	116.01	2. Vloerbedekking
3. Accessoires de décoration.....	103.92	103.72	3. Decoratievoorwerpen
2. Articles de ménage en textiles.....	123.15	123.17	2. Huishoudartikelen in textiel
3. Appareils de chauffage et de ménage, y compris réparations.....	113.86	113.86	3. Verwarmings- en huishoudapparaten en herstellingen
4. Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage.....	118.12	118.22	4. Vaat- en glaswerk, huishoudelijke voorwerpen
5. Entretien courant de l'habitation.....	117.13	116.94	5. Dagelijks onderhoud woning
1. Articles de ménage non durables.....	110.12	109.82	1. Niet-duurzame huishoudartikelen
2. Services au profit du ménage.....	133.28	133.37	2. Diensten voor huishouding
6. Services domestiques.....	123.95	124.00	6. Huis- en dienstpersoneel
5. Dépenses de santé.....	134.26	134.25	5. Gezondheidsuitgaven
1. Médicaments et produits pharmaceutiques.....	126.41	126.41	1. Geneesmiddelen en farmaceutische producten
2. Appareils et matériel thérapeutiques.....	133.28	133.28	2. Therapeutische apparaten en materialen
3. Services de médecins, infirmières et autres praticiens.....	128.76	128.76	3. Diensten van artsen, verpleegsters, e.a.
4. Soins des hôpitaux et assimilés.....	193.29	193.21	4. Verpleging ziekenhuis
5. Assurance maladie et accident.....	127.86	127.86	5. Ongevallen- en ziekteverzekering
6. Transports et communications.....	129.34	129.40	6. Vervoer en communicatie
1. Achat de véhicules.....	121.19	121.35	1. Aankoop van voertuigen
2. Dépenses d'utilisation de véhicules particuliers.....	133.94	133.96	2. Uitgaven persoonlijke voertuigen
3. Services de transport.....	131.79	131.83	3. Vervoerdiensten
1. Transport par chemin de fer.....	131.24	131.24	1. Treinvervoer
2. Transports urbains.....	142.89	142.89	2. Stadsvervoer
3. Autres services de transport.....	120.19	120.35	3. Andere vervoerdiensten
4. Postes et télécommunications.....	124.50	124.50	4. Posterijen en telecomunicaties
7. Culture et loisirs.....	115.13	114.83	7. Cultuur en ontspanning
1. Appareils et accessoires, y compris réparations.....	93.69	92.88	1. Toestellen, toebehoren, reparaties
2. Services de loisirs, spectacles et cultures.....	125.61	125.61	2. Diensten voor ontspanning, schouwspelen en cultuur
3. Quotidiens, périodiques et livres.....	142.95	143.18	3. Kranten, tijdschriften en boeken
4. Enseignement.....	127.00	127.00	4. Onderwijs
8. Autres biens et services.....	127.71	128.03	8. Overige goederen en diensten
1. Soins corporels.....	123.81	123.86	1. Lichamelijke verzorging
2. Autres articles n.d.a.....	105.56	105.58	2. Overige artikelen n.e.g.
3. Dépenses Horeca.....	141.85	142.00	3. Horeca-uitgaven
4. Voyages touristiques.....	115.82	116.80	4. Toeristische reizen
5. Services financiers.....	123.17	123.17	5. Financiële diensten
6. Autres services n.d.a.....	116.33	116.36	6. Overige diensten n.e.g.
1. Produits alimentaires et boissons.....	112.59	113.50	1. Voedingsmiddelen en dranken
2. Produits non-alimentaires.....	122.90	122.83	2. Niet-voedingsmiddelen
3. Services.....	129.22	129.39	3. Diensten
4. Loyers.....	136.65	136.79	4. Huur
Indice.....	124.09	124.30	Index

[97/11237]

Prix de l'énergie électrique pour le mois de mai 1997

Les paramètres N_C et N_E prévus par les arrêtés ministériels des 16 mai 1977 et 6 septembre 1994 portant réglementation respectivement des prix de l'énergie électrique en basse tension ainsi que de ceux en haute tension sont, pour le mois de mai 1997, fixés aux valeurs ci-après :

$$N_C = 0,9820$$

$$N_E = 1,1919$$

[97/11247]

Prix de l'énergie électrique pour le mois de juin 1997

Les paramètres N_C et N_E prévus par les arrêtés ministériels des 16 mai 1977 et 6 septembre 1994 portant réglementation respectivement des prix de l'énergie électrique en basse tension ainsi que de ceux en haute tension sont, pour le mois de juin 1997, fixés aux valeurs ci-après :

$$N_C = 1,0201$$

$$N_E = 1,1923$$

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

[97/17013]

Office de Contrôle des Assurances

Crédits hypothécaires. — Variabilité des taux d'intérêt. — Indices de référence. — Article 9, § 1er de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. — Avis

La liste des indices de référence du mois de juin 1997 est composée comme suit :

Indice A (certif. de trésor 12 mois) : 3,378

Indice B (obligations linéaires 2 ans) : 3,682

Indice C (obligations linéaires 3 ans) : 4,155

Indice D (obligations linéaires 4 ans) : 4,464

Indice E (obligations linéaires 5 ans) : 4,862.

[97/11237]

Prijzen van de elektrische energie voor de maand mei 1997

De parameters N_C en N_E voorzien bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1977 en 6 september 1994 houdende reglementering van respectievelijk de prijzen voor elektrische energie laagspanning en hoogspanning zijn voor de maand mei 1997 vastgesteld op de volgende waarden :

$$N_C = 0,9820$$

$$N_E = 1,1919$$

[97/11247]

Prijzen van de elektrische energie voor de maand juni 1997

De parameters N_C en N_E voorzien bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1977 en 6 september 1994 houdende reglementering van respectievelijk de prijzen voor elektrische energie laagspanning en hoogspanning zijn voor de maand juni 1997 vastgesteld op de volgende waarden :

$$N_C = 1,0201$$

$$N_E = 1,1923$$

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

[97/17013]

Controledienst voor de Verzekeringen

Hypothecaire kredieten. — Veranderlijkheid der rentevoeten. — Referte-indexen. — Artikel 9, § 1 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. — Bericht

De lijst der referte-indexen van de maand juni 1997 is samengesteld als volgt :

Index A (schatkistcertif. 12 maand) : 3,378

Index B (lineaire obligaties 2 jaar) : 3,682

Index C (lineaire obligaties 3 jaar) : 4,155

Index D (lineaire obligaties 4 jaar) : 4,464

Index E (lineaire obligaties 5 jaar) : 4,862.

MINISTERE DES FINANCES

[97/3289]

**Administration de la trésorerie
Publication prescrite par l'article 8
de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1966**

71e liste complémentaire des personnes, institutions ou sociétés qui, en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 juin 1966 (*Moniteur belge* du 3 août 1966), sont dispensées de la certification des factures ou déclarations de créances dont le paiement incombe à l'Etat ou à la province.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3289]

**Administratie van de thesaurie
Bekendmaking voorgeschreven door het artikel 8
van het ministerieel besluit van 14 september 1966**

71e aanvullende lijst van de personen, instellingen en vennootschappen die, op grond van artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juni 1966 (*Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 1966), vrijgesteld worden van de certificatie van de facturen of schuldvorderingen waarvan de betaling ten laste valt van de Staat of de provincie.

Dispense — Vrijstelling

Nom et adresse du requérant — Naam en adres van de aanvrager	Numéro — Nummer	Date — Datum
Boehringer Mannheim Belgium N.V. Oorlogskruisenlaan 90 1120 Brussel	1741	13.09.1996
Lumap N.V. Westerring 35 9700 Oudenaarde	1752	11.10.1996
Uitgeverij De Cuyper N.V. Oude Vest 28 9200 Dendermonde	1744	17.10.1996
A. De Cuyper-Robberecht N.V. Drukkerijstraat 11 9240 Zele	1745	17.10.1996

Cyber Press B.V.B.A. P. Moncareystraat 2 8820 Torhout	1753	17.10.1996
Vacature C.V. Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Technologiestraat 1 1082 Sint-Agatha-Berchem	1757	30.10.1996
B.V.B.A. Hortus Bondgenotenlaan 124 3000 Leuven	1751	08.11.1996
Vendor N.V. Laagstraat 12 9140 Temse	1758	08.11.1996
Essec N.V. Schoebroekstraat 48 3583 Paal-Beringen	1749	22.11.1996
Merchiers Graphics B.V.B.A. Brusselsesteenweg 736 9050 Gent (Gentbrugge)	1756	22.11.1996
Johnson Controls S.A. avenue Henry Dunant 33 1140 Bruxelles	1642	22.11.1996
Stierlen GmbH Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid naar Duits Recht Bergensesteenweg 706 B 1600 Sint-Pieters-Leeuw Bijkantoor van Stierlen GmbH Kehlerstrasse 31 76437 Rastatt Duitsland	1742	09.01.1997
Danka Benelux N.V. Deltapark, Weihoek 3, Unit 9 1930 Zaventem	1759	09.01.1997
Intersentia N.V. Volhardingstraat 27 2020 Antwerpen	1761	09.01.1997
Automatic Alarm S.A. rue Metsys 91 1030 Bruxelles-Schaerbeek	1760	16.01.1997
Top Buro N.V. Sint-Pietersnieuwstraat 113 9000 Gent	1650	24.01.1997
Jardico S.P.R.L. rue Van Schoor 86 1210 Schaerbeek	1763	29.01.1997
Siemens Business Services S.A. chaussée de Charleroi 116 1060 Bruxelles	1765	20.02.1997
Baert N.V. F. Lecharlierlaan 93 1090 Brussel	1769	05.03.1997
De Vlijt N.V. Katwilgweg 2 2050 Antwerpen	1777	23.05.1997

Modification

La dispense n° 1742 accordée le janvier 1997 à la

Wijziging

De vrijstelling nr. 1742 toegekend op 9 januari 1997 aan

Stierlen GmbH
Bijkantoor Bergensesteenweg 706 B
1600 Sint-Pieters-Leeuw

a été transférée à partir du 5 mai 1997 à la

| werd vanaf 5 mei 1997 overgedragen aan

Magec N.V.
Bergensesteenweg 706 B
1600 Sint-Pieters-Leeuw

[97/3228]

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)***Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923*

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune d'Arlon — 7e division — Toernich

Une parcelle cadastrée section A, n° 666g, d'une superficie de 2 a, tenant à la RN 650, à Schreder-Mertes, Lidy, et à Mertes-Thill, Roger.

Prix : F 2 000, outre les frais.

Références : V.81001/71.

Commune de Messancy — 1e division

Une parcelle de terrain cadastrée section A, n°s 2624/pie — 2625/pie — 2626A/pie — 2626B/pie — 2627, d'une superficie de 6 a 40 ca, tenant à Kirsch-Thill et au M.E.T.

Prix : F 12 800, outre les frais.

Les réclamations éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Acquisition d'Immeubles, Complexe administratif, à 6840 Neufchâteau (tél. : 061/22 82 46 et 22 82 47).

Références : V.81015/63.

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune d'Arlon — 8e division — Hachy

1. Une parcelle de terrain cadastrée section C, numéro 803E/pie (anciennement cadastrée 803C), d'une superficie de 4 a 58 ca, tenant à la E 411, à Mathey-Mathay et à la rue du Pont.

Prix : F 5 500, outre les frais.

2. Une parcelle de terrain cadastrée section C, numéro 118G (anciennement cadastrée 118F), d'une superficie de 1 a 15 ca, tenant à Mathey-Mathay et à la E 411.

Prix : F 5 750, outre les frais.

3. Une parcelle de terrain cadastrée section C, numéro 119K/pie (anciennement cadastrée 119F), d'une superficie de 1 a 51 ca, tenant à Mathey-Mathay et à la E 411.

Prix : F 7 500, outre les frais.

4. Une parcelle de terrain non cadastrée section C (anciennement cadastrée 117A), d'une superficie de 75 ca, tenant à Mathey-Mathay, à Loutsch, Patrick et à la E 411.

Prix : F 3 750, outre les frais.

5. Une parcelle de terrain cadastrée section C, numéro 115H/pie (anciennement cadastrée 115C) d'une superficie de 63 ca, tenant à Loutsch, Patrick, à Mathey-Mathay et à la E 411.

Prix : F 2 000, outre les frais.

6. Une parcelle de terrain cadastrée section C, numéro 115K/pie (anciennement cadastrée 115D), d'une superficie de 99 ca, tenant à Loutsch, Patrick, à Mathey-Mathay et à la E 411.

Prix : F 3 000, outre les frais.

Les réclamations éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles, Complexe administratif, à 6840 Neufchâteau (tél. : 061/22 82 46 et 22 82 47).

Références : V.81001/83.

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré.

Ville de La Louvière (ex Strépy-Bracquegnies)

A l'angle de la rue Sous le Bois et la rue de Breucq, une terre d'une contenance de 540,526 m² (lot 1), cadastrée ou l'ayant été section A, partie du n° 323 D5, tenant ou ayant tenu à la rue Sous le Bois, à la rue Bois de Breucq, à la Région wallonne et à Deltenre-Degroote, Camille ou représentants.

Plan de secteur : zone d'habitat.

Prix : F 250 000 outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à Charleroi, place Albert I^{er} 4, bte 12, à 6000 Charleroi, tél. 071/31 22 10, ext. 230.

Référence : V.55022/153/Ph.B.

[97/3228]

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingooderen)***Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923*

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Arlon — 7e afdeling — Toernich

Een perceel grond gekadastraerd sectie A, nr. 666g, voor een oppervlakte van 2 a, palende aan de RN 650, aan Schreder-Mertes, Lidy, en aan Mertes-Thill, Roger.

Prijs : F 2 000, buiten de kosten.

Referenties : V.81001/71.

Gemeente Messancy — 1e afdeling

Een perceel grond gekadastraerd sectie A, nrs. 2624/pie — 2625/pie — 2626A/pie — 2626B/pie — 2627, voor een oppervlakte van 2 a, palende aan Kirsch-Thill en aan M.E.T.

Prijs : F 12 800, buiten de kosten.

Eventuele bezwaren dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Neufchâteau, Complexe administratief, te 6840 Neufchâteau (tel. : 061/22 82 46 en 22 82 47).

Referenties : V.81015/63.

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Arlon — 8e afdeling — Hachy

1. Een perceel grond gekadastraerd sectie C, nummer 803E/deel (vroeger gekadastraerd 803C), voor een oppervlakte van 4 a 58 ca, palende aan de E 411, aan Mathey-Mathay en aan de « rue du Pont ».

Prijs : F 5 500, buiten de kosten.

2. Een perceel grond gekadastraerd sectie C, nummer 118G (vroeger gekadastraerd 118F), voor een oppervlakte van 1 a 15 ca, palende aan Mathey-Mathay en aan de E 411.

Prijs : F 5 750, buiten de kosten.

3. Een perceel grond gekadastraerd sectie C, nummer 119K/deel (vroeger gekadastraerd 119F), voor een oppervlakte van 1 a 51 ca, palende aan Mathey-Mathay en aan de E 411.

Prijs : F 7 500, buiten de kosten.

4. Een niet-gekadastraerd perceel grond sectie C (vroeger gekadastraerd 117A), voor een oppervlakte van 75 ca, palende aan Mathey-Mathay, à Loutsch, Patrick en aan de E 411.

Prijs : F 3 750, buiten de kosten.

5. Een perceel grond gekadastraerd sectie C, nummer 115H/deel (vroeger gekadastraerd 115C), voor een oppervlakte van 63 ca, palende aan Loutsch, Patrick, aan Mathey-Mathay en aan de E 411.

Prijs : F 2 000, buiten de kosten.

6. Een perceel grond gekadastraerd sectie C, nummer 115K/deel (vroeger gekadastraerd 115D), voor een oppervlakte van 99 ca, palende aan Loutsch, Patrick, aan Mathey-Mathay en aan de E 411.

Prijs : F 3 000, buiten de kosten.

Eventuele bezwaren dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Neufchâteau, Complexe administratief te 6840 Neufchâteau (tel. : 061/22 82 46 en 22 82 47).

Referenties : V.81001/83.

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad La Louvière (vroeger Strépy-Bracquegnies)

Op de hoek van « la rue Sous le Bois » en « la rue Bois de Breucq », een grond voor een oppervlakte van 540,526 m² (perceel 1), gekadastraerd of het geweest zijnde wijk A, deel nr. 323 D5, palende of gepaald hebbende aan « la rue Sous le Bois », aan « la rue Bois de Breucq », aan het Waalse Gewest en aan Deltenre-Degroote Camille of vertegenwoordigers.

Gewestplan : woongebied.

Prijs : F 250 000 buiten de kosten.

De eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het aankoopcomité te 6000 Charleroi, place Albert I^{er} 4, bte 12, 19e étage, tel. 071/31 22 10, ext. 230.

Referentie : V.55022/153/Ph.B.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Journal officiel des Communautés européennes

Sommaire

L 113	30 avril 1997
I	<i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>
•	Règlement (CE) n° 779/97 du Conseil, du 24 avril 1997, instituant un régime de gestion des efforts de pêche en mer Baltique 1
•	Règlement (CE) n° 780/97 de la Commission, du 29 avril 1997, prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant la période allant du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 1996 4
	Règlement (CE) n° 781/97 de la Commission, du 29 avril 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 7
•	Directive 97/22/CE du Conseil, du 22 avril 1997, modifiant la directive 92/117/CEE concernant les mesures de protection contre certaines zoonoses et certains agents zoonotiques chez des animaux et dans les produits d'origine animale, en vue de prévenir les foyers d'infection et d'intoxication dus à des denrées alimentaires 9
II	<i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i>
Commission	
97/283/CE:	
•	Décision de la Commission, du 21 avril 1997, portant sur les méthodes de mesures harmonisées pour la détermination de la concentration massive de dioxines et de furannes dans les émissions atmosphériques conformément à l'article 7 paragraphe 2 de la directive 94/67/CE concernant l'incinération de déchets dangereux 11
L 114	1 ^{er} mai 1997
I	<i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>
	Règlement (CE) n° 782/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les restitutions à l'exportation de l'huile d'olive 1
	Règlement (CE) n° 783/97 de la Commission, du 30 avril 1997, relatif à la fixation des restitutions maximales à l'exportation d'huile d'olive pour la onzième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente ouverte par le règlement (CE) n° 2081/96 3

MINISTÈRE VAN JUSTITIE

Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen

Inhoud

L 113	30 april 1997
I	<i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>
•	Verordening (EG) nr. 779/97 van de Raad van 24 april 1997 tot instelling van een regeling voor het beheer van de visserij-inspanning in de Oostzee 1
•	Verordening (EG) nr. 780/97 van de Commissie van 29 april 1997 betreffende de toekenning van de compenserende vergoeding aan de producentenorganisaties voor in de periode van 1 juli tot en met 30 september 1996 aan de verwerkende industrie geleverde tonijn 4
	Verordening (EG) nr. 781/97 van de Commissie van 29 april 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit 7
•	Richtlijn 97/22/EG van de Raad van 22 april 1997 tot wijziging van Richtlijn 92/117/EEG inzake maatregelen voor de bescherming tegen bepaalde zoonoses en bepaalde zoonoseverwekkers bij dieren en in producten van dierlijke oorsprong ten einde door voedsel overgedragen infecties en vergiftigingen te voorkomen 9
II	<i>Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i>
Commissie	
97/283/EG:	
•	Beschikking van de Commissie van 21 april 1997 inzake geharmoniseerde meetmethodes ter bepaling van de massaconcentratie van dioxinen en furanen in atmosferische emissies, overeenkomstig artikel 7, lid 2, van Richtlijn 94/67/EG betreffende de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen 11
L 114	1 mei 1997
I	<i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>
	Verordening (EG) nr. 782/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer van olijfolie 1
	Verordening (EG) nr. 783/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de maximumrestituties voor de uitvoer van olijfolie voor de elfde decaanschrijving in het kader van de bij Verordening (EG) nr. 2081/96 geopende permanente openbare inschrijving 3

Règlement (CE) n° 784/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les restitutions à l'exportation, en l'état, pour les sirops et certains autres produits du secteur du sucre	5	Verordening (EG) nr. 784/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer in ongewijzigde staat voor stropen en bepaalde andere producten van de suikersector	5
Règlement (CE) n° 785/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trente-sixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1464/96	8	Verordening (EG) nr. 785/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de 36e deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1464/96	8
Règlement (CE) n° 786/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état	9	Verordening (EG) nr. 786/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm	9
Règlement (CE) n° 787/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre	11	Verordening (EG) nr. 787/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse	11
Règlement (CE) n° 788/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les droits à l'importation dans le secteur des céréales	13	Verordening (EG) nr. 788/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector granen	13
Règlement (CE) n° 789/97 de la Commission, du 30 avril 1997, modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales	16	Verordening (EG) nr. 789/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot wijziging van het op de restitutie voor granen toe te passen correctiebedrag	16
Règlement (CE) n° 790/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les droits à l'importation dans le secteur du riz	18	Verordening (EG) nr. 790/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector rijst	18
* Règlement (CE) n° 791/97 de la Commission, du 29 avril 1997, établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables	21	* Verordening (EG) nr. 791/97 van de Commissie van 29 april 1997 houdende vaststelling van eenheidswaarden voor de bepaling van de douane waarde van bepaalde aan bederf onderhevige goederen	21
Règlement (CE) n° 792/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant les taux de restitution applicables à certains produits du secteur du sucre exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité	27	Verordening (EG) nr. 792/97 van de Commissie van 30 april 1997 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor bepaalde producten van de sector suiker die worden uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen	27
* Règlement (CE) n° 793/97 de la Commission, du 30 avril 1997, portant mesures spéciales dérogeant au règlement (CEE) n° 3665/87 et au règlement (CEE) n° 3719/88 dans le secteur de la viande bovine	29	* Verordening (EG) nr. 793/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van bijzondere maatregelen houdende afwijking van Verordening (EEG) nr. 3665/87 en Verordening (EEG) nr. 3719/88 in de rundveessector	29
* Règlement (CE) n° 794/97 de la Commission, du 30 avril 1997, modifiant le règlement (CE) n° 1098/94 fixant les superficies de base régionales applicables dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables	31	* Verordening (EG) nr. 794/97 van de Commissie van 30 april 1997 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1098/94 tot vaststelling van de regionale basisaralen die van toepassing zijn in het kader van de steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen	31
* Règlement (CE) n° 795/97 de la Commission, du 30 avril 1997, dérogeant au règlement (CE) n° 1223/94 portant modalités particulières d'application du régime des certificats de préfixation pour certains produits agricoles exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité, et dérogeant au règlement (CEE) n° 3665/87 portant modalités communes d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles	33	* Verordening (EG) nr. 795/97 van de Commissie van 30 april 1997 houdende afwijking van Verordening (EG) nr. 1223/94 houdende bijzondere uitvoeringsbepalingen inzake het stelsel van voorfixatiecertificaten voor bepaalde landbouwproducten die worden uitgevoerd in de vorm van goederen die niet onder bijlage II van het Verdrag vallen, alsmede afwijking van Verordening (EEG) nr. 3665/87 houdende gemeenschappelijke uitvoeringsbepalingen van het stelsel van restituties bij uitvoer voor landbouwproducten	33
* Règlement (CE) n° 796/97 de la Commission, du 30 avril 1997, dérogeant temporairement au règlement (CE) n° 1445/95 portant modalités d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine	35	* Verordening (EG) nr. 796/97 van de Commissie van 30 april 1997 houdende tijdelijke afwijking van Verordening (EG) nr. 1445/95 houdende uitvoeringsbepalingen voor de invoer- en uitvoercertificatenregeling in de sector rundvlees	35

Règlement (CE) n° 797/97 de la Commission, du 30 avril 1997, abrogeant le règlement (CE) n° 675/97 portant suspension de la préfixation de la restitution pour certains produits à base de céréales ou de riz exportés sous la forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité	36
Règlement (CE) n° 798/97 de la Commission, du 30 avril 1997, fixant la restitution à la production pour les huiles d'olive utilisées pour la fabrication de certaines conserves	37
Règlement (CE) n° 799/97 de la Commission, du 30 avril 1997, rétablissant le droit de douane préférentiel à l'importation de roses à petite fleur originaires d'Israël	38
Règlement (CE) n° 800/97 de la Commission, du 30 avril 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	40
Règlement (CE) n° 801/97 de la Commission, du 30 avril 1997, prévoyant le rejet des demandes de certificats d'exportation dans le secteur des céréales	42
* Directive 97/18/CE de la Commission, du 17 avril 1997, reportant la date à partir de laquelle des expérimentations sur animaux sont interdites pour des ingrédients ou des combinaisons d'ingrédients de produits cosmétiques (*)	43
II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité	
Commission	
97/284/CE:	
* Décision de la Commission, du 25 avril 1997, remplaçant la décision de la Commission 96/536/CE établissant la liste des produits à base de lait pour lesquels les États membres sont autorisés à accorder des dérogations individuelles ou générales au titre de l'article 8 paragraphe 2 de la directive 92/46/CEE, ainsi que la nature des dérogations applicables à la fabrication de ces produits	45
97/285/CE:	
* Décision de la Commission, du 30 avril 1997, concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine classique en Espagne (*)	47
(*) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE	
L 115	3 mai 1997
I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité	
* Règlement (CE) n° 802/97 du Conseil, du 29 avril 1997, clôturant la procédure antidumping relative aux importations de roulements à billes dont le plus grand diamètre extérieur excède 30 mm, originaires du Japon, et abrogeant les mesures antidumping instituées en ce qui concerne ces importations	1
Verordening (EG) nr. 797/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot intrekking van Verordening (EG) nr. 675/97 houdende schorsing van de vaststelling vooraf van de uitvoerrestituties voor bepaalde graan- en rijstproducten, uitgevoerd in de vorm van goederen die niet onder bijlage II van het Verdrag vallen	36
Verordening (EG) nr. 798/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van de productierestitutie voor olijfolie die wordt gebruikt voor de vervaardiging van bepaalde conserven	37
Verordening (EG) nr. 799/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot wederinvoering van het preferentiële douanerecht bij invoer van kleinbloemige rozen van oorsprong uit Israël	38
Verordening (EG) nr. 800/97 van de Commissie van 30 april 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	40
Verordening (EG) nr. 801/97 van de Commissie van 30 april 1997 houdende afwijzing van uitvoercertificaataanvragen in de sector granen	42
* Richtlijn 97/18/EG van de Commissie van 17 april 1997 tot uitstel van de ingangsdatum voor het verbod op dicproeven met ingrediënten of combinaties van ingrediënten van cosmetische producten (*)	43
II Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing	
Commissie	
97/284/EG:	
* Beschikking van de Commissie van 25 april 1997 houdende vervanging van Beschikking 96/536/EG tot vaststelling van de lijst van producten op basis van melk waarvoor de lidstaten toestemming krijgen om afzonderlijke of algemene afwijkingen toe te staan op grond van artikel 8, lid 2, van Richtlijn 92/46/EEG van de Raad, en van de aard van de met betrekking tot de bereiding van die producten geldende afwijkingen	45
97/285/EG:	
* Beschikking van de Commissie van 30 april 1997 betreffende beschermende maatregelen in verband met klassieke varkenspest in Spanje (*)	47
(*) Voor de EER relevante tekst	
L 115	3 mei 1997
I Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing	
* Verordening (EG) nr. 802/97 van de Raad van 29 april 1997 tot beëindiging van de antidumpingprocedure betreffende de invoer van kogellagers met een grootste uitwendige diameter van meer dan 30 mm, van oorsprong uit Japan en tot intrekking van de op deze invoer ingestelde antidumpingmaatregelen	1

Verordening (EG) nr. 803/97 van de Commissie van 2 mei 1997 tot wijziging van de invoerrechten in de sector granen	7
Verordening (EG) nr. 804/97 van de Commissie van 2 mei 1997 inzake de levering van witte suiker als voedselhulp	10
* Verordening (EG) nr. 805/97 van de Commissie van 2 mei 1997 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de compenserende maatregelen bij aanzienlijke revaluaties	13
* Verordening (EG) nr. 806/97 van de Commissie van 2 mei 1997 tot vaststelling van de maximumbedragen van de compenserende steun in verband met de aanzienlijke revaluaties van het Ierse pond, het Britse pond en de Italiaanse lire vóór 31 maart 1997	16
Verordening (EG) nr. 807/97 van de Commissie van 2 mei 1997 betreffende de afgifte van uitvoercertificaten van systeem A1 in de sector groenten en fruit	18
Verordening (EG) nr. 808/97 van de Commissie van 2 mei 1997 tot wijziging van de representatieve prijzen en de aanvullende invoerrechten voor bepaalde producten uit de sector suiker	20
Verordening (EG) nr. 809/97 van de Commissie van 2 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	22
II <i>Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i>	
Commissie	
97/286/EG:	
Beschikking van de Commissie van 18 april 1997 betreffende de invoercertificaten voor producten van de sector rundvees van oorsprong uit Botswana, Kenia, Madagascar, Swaziland, Zimbabwe en Namibië	24
Rectificaties	
Rectificatie op Verordening (EG) nr. 753/97 van de Commissie van 25 april 1997 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sector varkensvlees, die in april 1997 worden ingediend op grond van de regeling die is vastgesteld in de door de Gemeenschap gesloten overeenkomsten met Bulgarije en Roemenië (PB nr. L 110 van 26.4.1997)	26
L 116	6 mei 1997
I <i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>	
Verordening (EG) nr. 810/97 van de Commissie van 5 mei 1997 houdende afwijzing van uitvoercertificaataanvragen in de sector granen	1
Verordening (EG) nr. 811/97 van de Commissie van 5 mei 1997 inzake de levering van plantaardige olie als voedselhulp	2

Règlement (CE) n° 803/97 de la Commission, du 2 mai 1997, modifiant les droits à l'importation dans le secteur des céréales	7
Règlement (CE) n° 804/97 de la Commission, du 2 mai 1997, relatif à la fourniture de sucre blanc au titre de l'aide alimentaire	10
* Règlement (CE) n° 805/97 de la Commission, du 2 mai 1997, portant modalités d'application des compensations relatives à des réévaluations sensibles	13
* Règlement (CE) n° 806/97 de la Commission, du 2 mai 1997, fixant les montants maximaux des aides compensatoires pour les réévaluations sensibles intervenues avant le 31 mars 1997 pour la livre irlandaise, la livre sterling et la lire italienne	16
Règlement (CE) n° 807/97 de la Commission, du 2 mai 1997, concernant la délivrance de certificats d'exportation du système A1 dans le secteur des fruits et légumes	18
Règlement (CE) n° 808/97 de la Commission, du 2 mai 1997, modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre	20
Règlement (CE) n° 809/97 de la Commission, du 2 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	22
II <i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i>	
Commission	
97/286/CE:	
Décision de la Commission, du 18 avril 1997, concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, du Swaziland, du Zimbabwe et de Namibië	24
Rectificatifs	
Rectificatif au règlement (CE) n° 753/97 de la Commission, du 25 avril 1997, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de licences d'importation introduites en avril 1997 pour certains produits à base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par les accords conclus par la Communauté avec la Bulgarie et la Roumanie peuvent être acceptés (JO n° L 110 du 26.4.1997)	26
L 116	6 mai 1997
I <i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>	
Règlement (CE) n° 810/97 de la Commission, du 5 mai 1997, prévoyant le rejet des demandes de certificats d'exportation dans le secteur des céréales	1
Règlement (CE) n° 811/97 de la Commission, du 5 mai 1997, relatif à la fourniture d'huile végétale au titre de l'aide alimentaire	2

Règlement (CE) n° 812/97 de la Commission, du 5 mai 1997, portant ouverture de ventes par adjudications simples à l'exportation d'alcools d'origine vinique	5
* Décision n° 613/97/CECA de la Commission, du 5 mai 1997, portant dérogation à la recommandation n° 1/64 de la Haute Autorité relative à un relèvement de la protection frappant des produits sidérurgiques à la périphérie de la Communauté (164 ^e dérogation)	16
* Règlement (CE) n° 814/97 de la Commission, du 5 mai 1997, modifiant le règlement (CE) n° 2177/96 ouvrant la distillation préventive visée à l'article 38 du règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil pour la campagne 1996/1997	21
* Règlement (CE) n° 815/97 de la Commission, du 5 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 3665/87 portant modalités communes d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles	22
Règlement (CE) n° 816/97 de la Commission, du 5 mai 1997, fixant, pour le mois d'avril 1997, le taux de conversion agricole spécifique du montant du remboursement des frais de stockage dans le secteur du sucre	23
Règlement (CE) n° 817/97 de la Commission, du 5 mai 1997, fixant les taux de conversion agricoles	25
Règlement (CE) n° 818/97 de la Commission, du 5 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	27
Règlement (CE) n° 819/97 de la Commission, du 5 mai 1997, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de porc	29
* Directive 97/16/CE du Parlement européen et du Conseil, du 10 avril 1997, portant quinzième modification de la directive 76/769/CEE concernant la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses	31
<hr/>	
L 117	7 mai 1997
1 Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité	
* Règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine	1
* Règlement (CE) n° 821/97 de la Commission, du 6 mai 1997, relatif aux quantités supplémentaires de produits textiles à allouer à la République socialiste du Viêt-nam	9
Verordening (EG) nr. 812/97 van de Commissie van 5 mei 1997 tot opening van gewone openbare inschrijvingen voor de verkoop, met het oog op uitvoer, van alcohol uit wijnbouwproducten	5
* Beschikking nr. 813/97/EGKS van de Commissie van 5 mei 1997 houdende afwijking van Aanbeveling nr. 1/64 van de Hoge Autoriteit betreffende een verhoging van de bescherming van ijzer- en staalproducten aan de buitengrenzen van de Gemeenschap (164 ^e afwijking)	16
* Verordening (EG) nr. 814/97 van de Commissie van 5 mei 1997 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2177/96 tot opening van de in artikel 38 van Verordening (EEG) nr. 822/87 bedoelde preventieve distillatie voor het wijn oogstjaar 1996/97	21
* Verordening (EG) nr. 815/97 van de Commissie van 5 mei 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3665/87 houdende gemeenschappelijke uitvoeringsbepalingen van het stelsel van restituties bij uitvoer voor landbouwproducten	22
Verordening (EG) nr. 816/97 van de Commissie van 5 mei 1997 tot vaststelling van de specifieke landbouwomrekeningskoers voor de vergoeding van de opslagkosten in de suikersector voor de maand april 1997	23
Verordening (EG) nr. 817/97 van de Commissie van 5 mei 1997 tot vaststelling van de landbouwomrekeningskoersen	25
Verordening (EG) nr. 818/97 van de Commissie van 5 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	27
Verordening (EG) nr. 819/97 van de Commissie van 5 mei 1997 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer in de sector varkensvlees	29
* Richtlijn 97/16/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 tot vijftiende wijziging van Richtlijn 76/769/EEG betreffende de beperking van het op de markt brengen en van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen en preparaten	31
<hr/>	
L 117	7 mei 1997
1 Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing	
* Verordening (EG) nr. 820/97 van de Raad van 21 april 1997 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten	1
* Verordening (EG) nr. 821/97 van de Commissie van 6 mei 1997 betreffende aanvullende hoeveelheden textielproducten die de Socialistische Republiek Vietnam ter beschikking worden gesteld	9

<p>* Verordening (EG) nr. 822/97 van de Commissie van 6 mei 1997 houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 2676/90 tot vaststelling van de in de wijnsector toe te passen communautaire analysemethoden 10</p> <p>Verordening (EG) nr. 823/97 van de Commissie van 6 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit 13</p> <p>* Richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten 15</p>	<p>II <i>Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i></p> <p>Commissie</p> <p>97/287/EG:</p> <p>* Besluit van de Commissie van 2 april 1997 tot beëindiging van de antidumpingprocedure betreffende de invoer van kogellagers met een grootste uitwendige diameter van niet meer dan 30 mm, van oorsprong uit Japan 28</p>
<p>L 118</p> <p>I <i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i></p> <p>* Richtlijn 97/17/EG van de Commissie van 16 april 1997 houdende uitvoeringsbepalingen van Richtlijn 92/75/EEG van de Raad betreffende de etikettering van het energieverbruik van huishoudelijke afwasmachines(*) 1</p>	<p>L 119</p> <p>8 mei 1997</p> <p>I <i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i></p> <p>* Verordening (EG) nr. 824/97 van de Raad van 29 april 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3030/93 van de Raad betreffende een gemeenschappelijke regeling voor de invoer van bepaalde textielproducten uit derde landen 1</p> <p>* Verordening (EG) nr. 825/97 van de Raad van 29 april 1997 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 70/97 betreffende de invoer in de Gemeenschap van producten uit Bosnië-Herzegovina, Kroatië, de voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië en de invoer van wijn uit Slovenië 4</p> <p>Verordening (EG) nr. 826/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1627/89 betreffende de aankoop van rundvlees door middel van inschrijving 5</p>

<p>* Règlement (CE) n° 822/97 de la Commission, du 6 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 2676/90 déterminant des méthodes d'analyse communautaires applicables dans le secteur du vin 10</p> <p>Règlement (CE) n° 823/97 de la Commission, du 6 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 13</p> <p>* Directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil, du 10 avril 1997, relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications 15</p>	<p>II <i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i></p> <p>Commission</p> <p>97/287/CE:</p> <p>* Décision de la Commission, du 2 avril 1997, clôturant la procédure antidumping concernant les importations de roulements à billes dont le plus grand diamètre extérieur n'excède pas 30 mm, originaires du Japon 28</p>
<p>L 118</p> <p>I <i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i></p> <p>* Directive 97/17/CE de la Commission, du 16 avril 1997, portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques(*) 1</p>	<p>L 119</p> <p>8 mai 1997</p> <p>I <i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i></p> <p>* Règlement (CE) n° 824/97 du Conseil, du 29 avril 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 3030/93 relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers 1</p> <p>* Règlement (CE) n° 825/97 du Conseil, du 29 avril 1997, modifiant le règlement (CE) n° 70/97 relatif au régime applicable aux importations, dans la Communauté, de produits originaires des républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de l'ancienne république yougoslave de Macédoine et aux importations de vins originaires de république de Slovénie 4</p> <p>Règlement (CE) n° 826/97 de la Commission, du 7 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 1627/89 relatif à l'achat de viande bovine par voie d'adjudication 5</p>

Règlement (CE) n° 827/97 de la Commission, du 7 mai 1997, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état	7	Verordening (EG) nr. 827/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot wijziging van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm	7
Règlement (CE) n° 828/97 de la Commission, du 7 mai 1997, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trente-septième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1464/96	9	Verordening (EG) nr. 828/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de 37e deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1464/96	9
Règlement (CE) n° 829/97 de la Commission, du 7 mai 1997, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre	10	Verordening (EG) nr. 829/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse	10
Règlement (CE) n° 830/97 de la Commission, du 7 mai 1997, relatif à l'ouverture d'adjudications de l'abattement du droit à l'importation de maïs au Portugal en provenance des pays tiers	12	Verordening (EG) nr. 830/97 van de Commissie van 7 mei 1997 betreffende de opening van een openbare inschrijving voor de vaststelling van de verlaging van het recht bij invoer van maïs, van herkomst uit derde landen, in Portugal	12
Règlement (CE) n° 831/97 de la Commission, du 7 mai 1997, fixant des normes de commercialisation applicables aux avocats	13	* Verordening (EG) nr. 831/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot vaststelling van handelsnormen voor avocado's	13
Règlement (CE) n° 832/97 de la Commission, du 7 mai 1997, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2275/96 du Conseil instaurant des mesures spécifiques dans le secteur des plantes vivantes et des produits de la floriculture	17	* Verordening (EG) nr. 832/97 van de Commissie van 7 mei 1997 houdende bepalingen ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 2275/96 van de Raad tot instelling van specifieke maatregelen voor de sector levende planten en producten van de bloementeelt	17
Règlement (CE) n° 833/97 de la Commission, du 7 mai 1997, prévoyant le rejet des demandes de certificats d'exportation dans le secteur des céréales	25	Verordening (EG) nr. 833/97 van de Commissie van 7 mei 1997 houdende afwijzing van uitvoercertificaataanvragen in de sector granen	25
Règlement (CE) n° 834/97 de la Commission, du 7 mai 1997, portant suspension temporaire de la délivrance des certificats à l'exportation de certains produits laitiers et déterminant la mesure dans laquelle peuvent être attribuées les demandes de certificats d'exportation en instance	26	Verordening (EG) nr. 834/97 van de Commissie van 7 mei 1997 houdende tijdelijke schorsing van de afgifte van uitvoercertificaten voor bepaalde zuivelproducten en vaststelling van de mate waarin op nog niet afgewikkelde aanvragen voor uitvoercertificaten kan worden ingegaan	26
Règlement (CE) n° 835/97 de la Commission, du 7 mai 1997, modifiant les restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers	27	Verordening (EG) nr. 835/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot wijziging van de uitvoerrestituties voor melk en zuivelproducten	27
Règlement (CE) n° 836/97 de la Commission, du 7 mai 1997, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les aux originaires de Chine	30	Verordening (EG) nr. 836/97 van de Commissie van 7 mei 1997 betreffende de afgifte van invoercertificaten voor knoflook van oorsprong uit China	30
Règlement (CE) n° 837/97 de la Commission, du 7 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	31	Verordening (EG) nr. 837/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	31
Règlement (CE) n° 838/97 de la Commission, du 7 mai 1997, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées	33	Verordening (EG) nr. 838/97 van de Commissie van 7 mei 1997 betreffende de afgifte van invoercertificaten voor vers, gekoeld of bevroren rundvlees van hoge kwaliteit	33
Règlement (CE) n° 839/97 de la Commission, du 7 mai 1997, déterminant dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes de délivrance de certificats d'exportation déposés au mois de mai 1997 pour les produits du secteur de la viande bovine bénéficiant d'un traitement spécial à l'importation au Canada	34	Verordening (EG) nr. 839/97 van de Commissie van 7 mei 1997 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de in mei 1997 ingediende aanvragen om uitvoercertificaten voor producten van de sector rundvlees waarvoor een bijzondere behandeling geldt bij invoer in Canada	34

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[97/12429]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives d'employeurs. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Mons, en remplacement de M. Nicaise, Henri

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[97/12464]

Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la cour du travail de Mons, en remplacement de M. Bachely, Freddy

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[97/12429]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever, bij het arbeidshof te Bergen, ter vervanging van de heer Nicaise, Henri

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[97/12464]

Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij het arbeidshof te Bergen, ter vervanging van de heer Bachely, Freddy

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 97/31244]

10 JUNI 1997. — Circulaire ministérielle relative à la présence de mendiants, de musiciens et de vendeurs de journaux à la criée à bord des véhicules et dans les installations exploitées par la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles

A M. l'administrateur-directeur général de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles,

Vu la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways, modifiée par la loi du 15 août 1897, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, prémétro, métro, autobus et autocar;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996, arrêtant le cahier des charges auquel est soumise la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles, et plus précisément l'article 10 de ce cahier des charges, relatif à la réaction aux actes de vandalisme et aux agressions;

Vu la circulaire ministérielle du 6 décembre 1991, relative aux agents des sociétés de transport en commun désignés par le Gouvernement ou par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et assermentés à cet effet, en vue de rechercher et constater les infractions à la réglementation sur la police des transports de personnes par tram, prémétro, métro, autobus et autocar;

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C - 97/31244]

10 JUNI 1997. — Ministeriële omzendbrief betreffende de aanwezigheid van bedelaars, muzikanten en dagbladventers in de voertuigen en in de installaties van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel

Aan de heer bestuurder-directeur-generaal van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel,

Gelet op de wet van 9 juli 1875 op de trams, gewijzigd door de wet van 15 augustus 1897, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende règlement op de politie van het personenvervoer per tram, premetro, autobus en autocar;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van het bestek waaraan de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel is onderworpen en meer bepaald artikel 10 van dit bestek betreffende de reactie tegen de handelingen van vandalisme en geweldpleging;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 6 december 1991 betreffende de personeelsleden van de maatschappijen voor openbaar vervoer aangesteld door de Regering of de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die hiertoe werden beëdigd met het oog op het opsporen en vaststellen van inbreuken op de reglementering op de politie van het personenvervoer per tram, premetro, autobus en autocar;

Considérant la présence de plus en plus importante de mendiants, de musiciens et de vendeurs de journaux à la criée à bord des véhicules et dans les installations exploitées par la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles, il est indispensable de préciser la portée du règlement de police existant.

Il est rappelé que :

— dans les stations de métro ou prémétro et dans les locaux destinés au public, dont la gestion relève de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles, il est défendu de troubler la tranquillité des voyageurs de quelque manière que ce soit, de se livrer à des collectes, de se livrer à la mendicité, d'offrir à la vente quoi que ce soit, de faire de la musique et de chanter; cependant, moyennant une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant, il est possible de faire de la musique, de chanter, de vendre des journaux à la criée, de procéder à des collectes à certains endroits des stations déterminés par l'exploitant, en dehors des zones réservées aux voyageurs munis d'un titre de transport;

— dans les véhicules de l'exploitant, il est défendu de commettre des actes malséants, de troubler la tranquillité des voyageurs de quelque manière que ce soit, de se livrer à des collectes, de se livrer à la mendicité, d'offrir à la vente quoi que ce soit, de chanter, de crier et de faire de la musique.

La présente circulaire est d'application immédiate.

Bruxelles, le 10 juin 1997.

Le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
du Transport et des Travaux publics,
H. Hasquin.

Overwegende het toenemend aantal bedelaars, muzikanten en dagbladventers aan boord van de voertuigen en in de installaties uitgebaat door de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel, is het noodzakelijk de draagkracht van het bestaand politie-reglement nader te omschrijven.

Wordt eraan herinnerd dat :

— in de metro- of premetrostations en in de lokalen bestemd voor het publiek, waarvan het beheer afhangt van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel, het verboden is de rust van de reizigers op welke manier ook te verstoren, geld in te zamelen, te bedelen, om het even wat te koop aan te bieden, muziek te maken en te zingen; toch is het mogelijk op sommige plaatsen in de stations die door de uitbater zijn vastgesteld, buiten de zones voorbehouden voor de reizigers met een vervoerbewijs, muziek te maken, te zingen, dagbladen te venten, op bepaalde manieren geld in te zamelen, op voorwaarde dat men in het bezit is van een speciale vergunning afgeleverd door de uitbater;

— in de voertuigen van de uitbater het verboden is daden te stellen die niet passen, te zingen, te roepen, de rust van de reizigers op welke manier ook te verstoren, geld in te zamelen, te bedelen, om het even wat te koop aan te bieden en muziek te maken.

Deze omzendbrief treedt onmiddellijk in werking.

Brussel, 10 juni 1997.

De Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
bevoegd voor Ruimtelijke Ordening,
Stedenbouw, Vervoer en Openbare Werken,
H. Hasquin.

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[97/31255]

Gezondheidsconsulenten (m/v) — Ingenieurs bouwkunde (m/v). — Recruiteringsbestand

Het College stelt voor zijn administratie een actief recruiteringsbestand samen voor :

GEZONDHEIDSCONSULENTEN (M/V)

(niveau A: licentiaat: in de sociale en culturele agogiek; in de opvoedkundige wetenschappen, richting orthopedagogiek en sociale agogiek; in de ziekenhuiswetenschappen; in de psychologische wetenschappen, richting klinische psychologie en dokter in de geneeskunde).

- inzicht in gezondheidspreventie
- hanteren van groepsprocessen
- kennis van thuisgezondheidszorg

strekt tot aanbeveling :

- vertrouwd zijn met de Brusselse situatie
- ervaring in gezondheidspreventie en voorlichtingssector.

INGENIEURS BOUWKUNDE (M/V)

(niveau A: burgerlijk ingenieur bouwkunde; bio-ingenieur-landelijke genie/boerderijbouwkunde; industrieel ingenieur-bouwkunde)

- in teamverband werken
- bouwwerken volgen
- bestekken opmaken.

De toelatings- en aanwervingsvoorwaarden werden als volgt vastgesteld :

1. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van het beoogde ambt;
2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3. aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
4. lichamelijk geschikt zijn;
5. voor gezondheidsconsulent :

een diploma of een studiegetuigschrift bezitten dat overeenstemt met het niveau van de te begeven betrekking van gezondheidsconsulent (niveau A; supra);

voor ingenieur bouwkunde :

een diploma of een studiegetuigschrift bezitten dat overeenstemt met het niveau van de te begeven betrekking van ingenieur bouwkunde (niveau A; supra);

6. slagen voor het voorgeschreven examen.

Mindervaliden worden aangemoedigd om zich kandidaat te stellen.

Informatiebundels en inschrijvingsformulieren moeten aangevraagd worden bij Dienst Ambtenarenzaken, Saintelettesquare 17, te 1000 Brussel.

Meer inlichtingen : tel. 02/208 02 54 of 02/208 02 55.

Uiterste inschrijvingsdatum : 14 juli 1997.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Banque Nationale de Belgique – Nationale Bank van België

R.C. Bruxelles 22300 – H.R. Brussel 22300

[97/17000]

	16.06.97	23.06.97	Différences – Verschillen		
(En milliers de francs – In duizenden franken)					
Actif				Activa	
Or	181 708 771	181 708 771	-	Goud	
Monnaies étrangères	447 755 259	447 514 084	-241 175	Vreemde valuta's	
Droit de tirage spéciaux (DTS)	16 303 457	16 303 457	-	Bijzondere Trekkingsrechten (SDR)	
Participation au FMI	32 563 509	32 563 509	-	Deelneming in het IMF	
Prêts au FMI	-	-	-	Leningen aan het IMF	
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée	8 283 942	8 283 942	-	Deposito's bij het IMF in het kader van de Uitgebreide structurele aanpassingsfaciliteit	
Ecus	93 825 111	93 825 111	-	Ecu's	
IME : Financements à très court et à court terme	-	-	-	EMI : Financieringen op zeer korte en op korte termijn	
CE : Soutien financier à moyen terme	-	-	-	EG : Financiële ondersteuning op middellange termijn	
Accords internationaux	3 354 888	3 354 888	-	Internationale akkoorden	
Avances sur nantissement	15 619 655	17 298 364	+1 678 709	Voorschotten op onderpand	
Effets de commerce	2 156 382	2 310 915	+154 533	Handelspapier	
Effets achetés sur le marché	25 793 155	25 794 086	+931	Effecten op de markt gekocht	
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	118 575 989	119 889 127	+1 313 138	Vorderingen wegens andere interventies op de geldmarkt	
Monnaies	1 056 236	1 089 033	+32 797	Munten	
Placements statutaires (art. 21)	51 035 639	51 035 639	-	Statutaire beleggingen (art. 21)	
Immeubles, matériel et mobilier	12 733 138	12 733 138	-	Gebouwen, materieel en meubelen	
Comptes divers	1 058 478	1 123 031	+64 553	Diverse rekeningen	
	1 011 823 609	1 014 827 095	+3 003 486		
Passif				Passiva	
Billets en circulation	477 270 436	478 697 441	+1 427 005	Bankbiljetten in omloop	
Comptes courants en francs	6 289 713	4 365 866	-1 923 847	Rekeningen-courant in franken	
Dépôt de l'Etat belge	62 194	145 883	+83 689	Deposito van de Belgische Staat	
Dépôt de l'Etat luxembourgeois	3 803	3 805	+2	Deposito van de Luxemburgse Staat	
Certificats de la Banque	230 000 000	230 000 000	-	Bankcertificaten	
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	2 093 659	5 329 271	+3 235 612	Verbintenissen wegens interventies op de geldmarkt	
Comptes courants en monnaies étrangères	2 157	-	-2 157	Rekeningen-courant in vreemde valuta's	
Contrepartie des DTS alloués	22 331 943	22 331 943	-	Tegenwaarde van de toegewezen SDR	
IME : Financements à très court et à court terme	-	-	-	EMI : Financieringen op zeer korte en op korte termijn	
Réserve indisponible de plus-values sur or	-	-	-	Onbeschikbare reserve meerwaarde op goud	
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	204 850 139	204 195 089	-655 050	Waarderingsverschillen op goud en vreemde valuta's	
Capital	400 000	400 000	-	Kapitaal	
Réserves et comptes d'amortissement	50 636 200	50 636 200	-	Reserves en afschrijvingsrekeningen	
Comptes divers	17 883 365	18 721 597	+838 232	Diverse rekeningen	
	1 011 823 609	1 014 827 095	+3 003 486		
Taux d'escompte	2,50 %			Discontovoet	
Taux central	3,00 %			Centraal tarief	

Mme le Secrétaire, - Mevr. de Secretaris,
M. DE WACHTER

Le Gouverneur, - De Gouverneur,
A. VERPLAETSE

UNIVERSITEIT GENT

Administratief en technisch personeel

De Universiteit Gent organiseert vanaf september wervingsexamens voor onderstaande vacante betrekkingen.

* Informaticus (m/v) bij het Academisch rekencentrum

(Ref. 97/CD11L/14) - Graad 14 - vast en voltijds - salarisschaal 14.1 (1 047 141 - 1 561 808)

Functie-eisen :

— Diploma van licentiaat informatica of burgerlijk ingenieur computerwetenschappen;

— Grondige kennis van het Unix bedrijfssysteem;

— Grondige kennis van TCP/IP-netwerken en TCP/IP-netwerkdiensten;

— Goede kennis van de programmeertalen C en Perl.

Functie-inhoud :

— Configuratie en systeemadministratie van genetwerkte Unix servers;

— Unix systeemprogrammatie.

* Facultair studie-adviseur (m/v) voor de faculteit psychologie en pedagogische wetenschappen

(Ref. 97/PP01L/08) - Graad 8 - vast en voltijds - salarisschaal 8 (963 940 - 1 463 361)

Functie-eisen :

— Diploma van licentiaat psychologie of licentiaat pedagogische wetenschappen;

— Autonoom kunnen werken met PC (tekst- en dataverwerking);

— Vertrouwdheid met studentenproblematiek en curriculum opbouw;

— Studentgericht en communicatief (schriftelijk en mondeling);

— Kennis van data-analytische technieken en programma's.

Functie-inhoud :

— Uitvoeren van studies omtrent instroom en uitstroom van studenten in de faculteit;

— Enquêtes op punt stellen omtrent studieverlaters;

— Rapporteren over onderzoeksresultaten ten behoeve van de faculteit;

— Begeleiding curriculumkeuze, opstellen schriftelijke informatie omtrent voorlichting;

— Ondersteuning bij de kwalitatieve verzorging van de communicatie naar de studenten toe;

— Organisatie introductiedagen 1e kandidatuur PPW en informatiedagen voor abiturienten;

— Ondersteuning van internationaliseringsbeleid;

— Ondersteuning van studentenbegeleiding.

* Verantwoordelijke (m/v) voor het facultair centraal animalarium van de faculteit geneeskunde

(Ref. 97/GE01L/07) - Graad 7 - vast en deeltijds (50 %) - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

— Diploma van dierenarts;

— Kennis van de Belgische en Europese wetgeving i.v.m. proefdieren, proefdierkunde, pathologie en welzijn van proefdieren;

— Kennis van bedrijfskunde;

— Basiskennis van informatica.

Functie-inhoud :

— Dagelijkse leiding van het centraal animalarium van de faculteit geneeskunde;

— Coördinatie van de activiteiten in samenspraak met de onderscheidene laboratoria;

— Begeleiden van proefdierenexperimenten.

* Biostatisticus (m/v) bij de vakgroep maatschappelijke gezondheidszorg

(Ref. 97/GE12V/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

— Diploma van licentiaat wiskunde;

— Bijscholing op postgraduaat niveau in de epidemiologie;

— Kennis van biowetenschappelijk onderzoek;

— Grondige kennis van statistische software pakketten (zoals SAS, SPSS, GLIM...).

— Grondige kennis van het beheer van databanken en van epidemiologische data modeling;

— Goede kennis van het Engels.

Functie-inhoud :

— Op het vlak van wetenschappelijk onderzoek : in teamverband meewerken aan de voorbereiding, uitvoering, analyse en rapportering van wetenschappelijke onderzoeken in de domeinen van de vakgroep;

— Op het vlak van het onderwijs : begeleiding van practica van opleidingsonderdelen waarvoor de vakgroep verantwoordelijk is en advies verlenen aan studenten die werken aan een scriptie of een doctoraat en dit omtrent problemen van biostatistische aard;

— Advies verlenen aan andere onderzoekers binnen de faculteit bij problemen van biostatistische aard.

* Industrieel ingenieur (m/v) bij de vakgroep Regeltechniek en automatisering

(Ref. 97/TW09V/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

— Diploma van industrieel ingenieur elektriciteit;

— Goede kennis van elektronica, informatica en automatisering.

Functie-inhoud :

Verantwoordelijk voor het beheer (hardware/software) van de computerinfrastructuur en van de elektronische apparatuur. Dit omvat o.a. volgende taken :

— Computer-systeembeheer van werkstations en PC's;

— Beheer van het lokale computernetwerk en van de aansluitingen op RUGnet/Internet;

— Beheer van computertoepassingspakketten voor onderwijs;

— Beheer van proefstanden voor onderwijs (robot, meet-, besturings- en regelapparatuur, PLC's);

— Bouw en installatie van koppelingen tussen computers en laboratoriumapparatuur en/of instrumenten;

— Technische ondersteuning van afgestudeerde werken.

* Industrieel ingenieur (m/v) bij de vakgroep Textielkunde

(Ref. 97/TW11V/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

— Diploma van industrieel ingenieur textiel;

— Ervaring in textielproeven.

Functie-inhoud :

— Ondersteuning van eindwerken, practica en onderzoek met betrekking tot het testen van textielmaterialen;

— Supervisie van het fysisch laboratorium, met inbegrip van het beheer en onderhoud van het machinepark;

— Actieve deelname aan nationale en internationale normalisatiecommissies;

— Opvolging en bijsturing van het kwaliteitssysteem (EN45001).

* Chemicus (m/v) bij de vakgroep biochemische en microbiële technologie

(Ref. 97/LA06V/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

- Academisch diploma van de tweede cyclus of diploma van industrieel ingenieur;
- Kennis AAS, IR, HPLC, GC/MS, spectrometrie, potentiometrie;
- Kennis van analytische ervaring;
- Kennis van tekstverwerking en rekenblad.

Functie-inhoud :

- Uitwerking van het kwaliteitssysteem conform EN45001;
- Uitvoering analyses binnen het kwaliteitssysteem EN45001;
- Analytische ondersteuning van onderzoeksprojecten;
- Begeleiden thesisstudenten in analyse- en labotechnieken;
- Onderhoud apparatuur.

* Information manager (m/v) bij het Departement Lerarenopleiding (Ref. 97/DL01L/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

- Academisch diploma van de tweede cyclus en een aggregatie HSO;
- Grondige taalvaardigheid in het Nederlands en het Engels;
- Communicatievaardigheden in het algemeen, met bijzondere aandacht voor schrijfvaardigheid;
- Kennis van en vaardigheden voor :
 - . het ontwikkelen van multimediatoepassingen in een netwerk-omgeving (World Wide Web/HTML);
 - . het opnemen, monteren en digitaliseren van audio en video;
 - . (crossplatform) multimedia authoring, hypertext, interface design;
- Inzicht in onderwijsvernieuwing specifiek voor ICT (informatie en communicatietechnologie) en OAL (open- en afstandsleren).

Functie-inhoud :

- (Onderwijs)technologische ontwikkeling voor en begeleiding van onderwijs, onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten;
- Opzetten en ontwikkelen van onderwijskundige projecten i.v.m. introductie van vernieuwing (op basis van ICT) in het onderwijs en de lerarenopleiding in het bijzonder;
- Realisaties van video-opnames en -montages van lessen, digitalisering van de opnames, authoring van audiovisueel materiaal binnen interactieve omgeving (cd-rom, Internet);
- Projectbeheer (vanuit technologisch perspectief) van diverse ontwikkelingsopdrachten met derden;
- Evalueren van onderwijs-technologische implementaties;
- Nascholingsactiviteiten over ICT voor cultuur en onderwijs;
- Beheer van de WWW-server en Web-pagina's.

* Bestuurssecretaris (m/v) bij de dienst Internationale betrekkingen (Ref. 97/DR15L/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

- Academisch diploma van de tweede cyclus of het hogeschool-diploma van licentiaat tolk of van licentiaat vertaler;
- Grondige kennis van Europese en internationale onderwijsprojecten;
- Vlot drietalig (Nederlands, Frans en Engels) zowel mondeling als schriftelijk;
- Kennis van een vierde taal (Duits, Spaans of Russisch);
- Computervaardigheid (tekstverwerking, rekenblad, internet-toepassingen).

Functie-inhoud :

- Beleidsvoorbereidende en -ondersteunende activiteiten inzake internationalisering van het onderwijs aan de RUG;

— Implementatie van strategische acties inzake internationalisering van de RUG met partners binnen en buiten Europa;

— Screening, begeleiding en follow-up van relevante internationale projecten van academisch personeel;

— Algemene activiteiten eigen aan een medewerker van niveau 1.

* Bestuurssecretaris-jurist (m/v) bij de Juridische dienst

(Ref. 97/DR23L/07) - Graad 7 - vast en voltijds - salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

- Diploma van licentiaat in de rechten;
- Algemene kennis van alle takken van het recht, in het bijzonder een grondige kennis van privaatrechtelijk en publiekrechtelijk procesrecht, verbintenissenrecht en administratief recht;
- Kennis van tekstverwerking op gebruikersniveau;
- Behoorlijke kennis van Frans en Engels.

Functie-inhoud :

Onder toezicht van de coördinator van de Juridische dienst :

— Gerechtelijke procedures opvolgen waarin de Universiteit Gent als eiser of verweerder of tussenkomende partij optreedt;

— Adviezen formuleren op vraag van het universiteitsbestuur, de academische overheid of de diensthoofden.

* Stafmedewerker financiën (m/v) bij de dienst Studentenvoorzieningen

(Ref. 97/DR25L/07) - Graad 7 - voltijds met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd :

salarisschaal 7.1 (849 885 - 1 310 759).

Functie-eisen :

- Diploma van licentiaat in de economische wetenschappen of in de toegepaste economische wetenschappen of van handelingeningenieur;
- Goede kennis van informaticatoepassingen.

Functie-inhoud :

- Optimaliseren van de bestaande werking op PC's van de dienst Studentenvoorzieningen;
- Uitbouwen van de cliënt-server functionaliteit;
- Uitbouwen van de internet-toepassingen;
- Opvolgen en vervolmaken van de bestaande informatiseringsprojecten;
- Studie en begeleiding van nieuwe informatiseringsprojecten;
- Meewerken aan opstelling en opvolging begroting;
- Uitbouwen van een administratieve structuur voor kostprijsberekening;
- Meewerken in de afdeling financiële coördinatie van de Studentenvoorzieningen;
- Verzorgen van basisopleidingen inzake informatica voor personeel.

Algemene beschikkingen voor al deze betrekkingen :

a) Wervingsexamens :

Zij zijn functiegericht, staan op het peil van het niveau en de graad van de vacante betrekking en bestaan uit drie gedeelten :

1° een eerste gedeelte, een schiftingsexamen over functie-relevante kennis; de twintig best gerangschikte kandidaten voor de eerste proef, kunnen tot het tweede en derde gedeelte worden toegelaten. Indien er zich ten hoogste twintig kandidaten aandienen vervalt deze eerste schiftingsproef;

2° een schriftelijk gedeelte dat tot doel heeft de vaardigheden tot schriftelijke communicatie te evalueren; de examencommissie bepaalt wie in de tweede proef geslaagd is en tot de derde wordt toegelaten;

3° een gedeelte bestaande uit een aangepaste proef die tot doel heeft na te gaan of het profiel van de kandidaat overeenstemt met de specifieke vereisten van de functie.

b) Lichamelijke geschiktheid :

De kandidaten moeten lichamelijk geschikt bevonden worden in een geneeskundig onderzoek bij de Universitaire Gezondheidsdienst.

c) De kandidaten moeten het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten en de mannelijke kandidaten moeten voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

d) Leeftijdsgrens : De leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben op de datum die bepaald is voor het indienen van de kandidaturen.

e) Indiening kandidaturen :

Zij moeten per aangetekend schrijven gericht worden aan de Universiteit Gent - Personeelsdienst, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk tegen 18 augustus 1997.

Bij de sollicitatie moet een *curriculum vitae* en een kopie van het vereiste diploma gevoegd worden.

Bijkomende inlichtingen over de functie-inhoud en de selectieproeven kunnen opgevraagd worden bij de Personeelsdienst van de Universiteit Gent - Tel. 09/2643054, 09/2643059, 09/2643052 en 09/2643053.

N.B. De universiteit is gesloten op 11 juli en van 22 t/m 29 juli.

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

—
Gemeente Boom
—

Bijzonder plan van aanleg — Voorlopige aanvaarding
Bekendmaking van het onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt, overeenkomstig artikel 21 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970, ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg nr. 31*abis* « Den Brandt », opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en voorlopig aanvaard door de gemeenteraad in zitting van 20 maart 1997, op het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt van 1 juli 1997 tot 31 juli 1997.

Al wie omtrent dit plan bezwaren of opmerkingen heeft kan dit schriftelijk melden aan het college van burgemeester en schepenen, Antwerpsestraat 44, te 2850 Boom, uiterlijk op 31 juli 1997, om 12 uur.

Boom, 18 juni 1997. (19632)

Annonces – Aankondigingen

—
SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN
—

« **Grandes Parfumeries anversoises** », naamloze vennootschap,
Sint-Katelijnevest 1, 2000 Antwerpen-1

De jaarlijkse algemene vergadering der aandeelhouders zal plaatsvinden op maandag 7 juli 1997, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel, Sint-Katelijnevest 1, te 2000 Antwerpen-1.

Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders over het boekjaar 1996-1997. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (19494)

« **S.A. Raes Catering N.V.** », **société anonyme**,
chaussée de Jette 559, 1090 Bruxelles

R.C. Bruxelles 390418 – T.V.A. 414.904.236

—
Conformément à l'article 73 des L.C.S.C. le conseil d'administration de la société vous convoque à l'assemblée générale extraordinaire en date du mercredi 9 juillet 1997, à 10 heures, au siège de la société, chaussée de Jette 559, à 1090 Bruxelles.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire-reviseur à l'assemblée générale.

2. Remplacement du commissaire-reviseur et fixation de ses émoluments.

Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent se conformer aux statuts.

L'administrateur délégué, Louis Parent. (19495)

—
Eudajo, société anonyme,
boulevard Poincaré 62, 1070 Bruxelles

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 juillet 1997, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations. 6. Divers. (19496)

—
Immo Sirre, société anonyme,
clos du Paradis 33, 1300 Wavre

R.C. Nivelles 63195

—
MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se réunira le 7 juillet 1997, à 16 heures, en l'étude du notaire Olivier Verstraete, à 1160 Bruxelles, boulevard du Souverain 288.

Ordre du jour :

1. Augmentation de capital à concurrence de F 5 000 000 pour le porter de F 10 000 000 à F 15 000 000.

2. Détermination du prix d'émission, des conditions et du délai de souscription et de libération.

3. Modification de l'article 5 des statuts sous condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital.

4. Modification de la dénomination sociale et modification de l'article 1^{er} des statuts pour y remplacer Immo Sirre par Coach & Partners.

5. Transfert du siège social vers Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Hinnisdael 2, et modification corrélative de l'article 2 des statuts.

6. Coordination des statuts.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (19497)

—
« **New Flagship** », **société anonyme**,
zone industriel de Péronnes, 7134 Binche

R.C. Charleroi 145952 – T.V.A. 427.262.432

—
Etant donné que le quorum n'a pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1997, une seconde assemblée générale extraordinaire est convoquée le lundi 7 juillet 1997, à 16 heures, chez le notaire Derbaix, avenue Wanderpepen 76, à 7130 Binche, avec l'ordre du jour :

1. Rapport spécial du conseil d'administration sur la situation financière de société au regard des exigences de l'article 103 L.C.S.C. et proposition du conseil d'administration.

2. Délibération sur ces propositions ou sur la dissolution anticipée de la société.

3. En cas de décision de dissolution, nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs et de leurs émoluments.

4. Divers.

L'assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés. (19498)

**Wisdom, société anonyme,
rue E. Mertens 66, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 589496 – T.V.A. 454.634.050

L'assemblée générale extraordinaire se réunira en l'étude du notaire P.E. Brohée, avenue de Tervueren 250, bte 4, à 1150 Bruxelles, le 7 juillet 1997, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société. 2. Rapport spécial du conseil d'administration et de l'expert comptable. 3. Nomination de liquidateurs. 4. Détermination des pouvoirs et des émoluments des liquidateurs. (19499)

Fibres textiles, société anonyme, à 7711 Dottignies

Assemblée annuelle au siège social, le 7 juillet 1997, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nomination d'un administrateur coopté par le conseil en remplacement d'un administrateur démissionnaire. 5. Divers. Prière de se conformer aux statuts. (19500)

Société anonyme des Chaudronneries Dôme frères & Cie

Siège social : rue Diderot, 4101 Jemeppe-sur-Meuse

R.C. Liège 477

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le lundi 7 juillet 1997, à 16 heures, au siège social, avec pour ordre du jour : 1. Révocation et décharge des administrateurs actuels. 2. Nomination de nouveaux administrateurs.

Dépôt des titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social. (19501)

**Mapi, société anonyme,
avenue du Centenaire 39, 4053 Chaudfontaine**

R.C. Liège 191604 — NN 455.625.430

L'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1997 n'ayant pas réuni le quorum légal requis, les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mardi 8 juillet 1997, à 17 heures, en l'étude du notaire André Wiser, à 4000 Liège, rue du Pont 35.

Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport du conseil d'administration quant aux opérations projetées.
2. Continuation des activités de la société.
3. Augmentation de capital à concurrence de trois millions de francs, pour le porter de un million cinq cent mille francs à quatre millions cinq cent mille francs, par l'apport en numéraire et par la création de soixante nouvelles actions, en tous points identiques aux actions préexistantes.
4. Renonciation au droit de souscription préférentiel.
5. Adaptation des statuts aux prescriptions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

6. Divers.

7. Coordination des statuts suite aux modifications intervenues.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer les titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social de la société. (19502)

**Buyschaert et Catteau, société anonyme,
rue Roger Decoene 29-31, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 8030/C – T.V.A. 401.222.979

L'assemblée générale extraordinaire se réunira en l'étude du notaire Guy Busschaert, rue de la Station 57, 7700 Mouscron, le 7 juillet 1997, à 14 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Augmentation du capital de trois millions de francs, par incorporation des réserves, sans création de titres nouveaux, pour le porter de deux millions à cinq millions.

2. Suppression des deux catégories d'actions pour les remplacer par une catégorie unique.

3. Modification de l'obligation de choisir les administrateurs dans l'une ou l'autre des catégories.

4. Suppression du troisième et quatrième alinéa de l'article 7 relatif au capital autorisé.

5. Pouvoir au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions, la coordination des statuts et l'estampillage ou la réimpression des titres.

6. Le siège social est situé rue Roger Decoene 29 (cfr. art. 9, 4. L.C.S.C.). (19503)

**Euro-Spotlite, société anonyme,
boulevard de la Révision 11, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 361681 – T.V.A. 408.109.583

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 9 juillet 1997, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (19504)

**M.V., société anonyme,
rue Jean Stas 5, 1060 Bruxelles (Saint-Gilles)**

R.C. Bruxelles 464848 – T.V.A. 426.425.658

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 juillet 1997, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (19505)

**Maxigroupe, société civile sous forme anonyme,
Fontaine Cabouche 9, à 1390 Grez-Doiceau**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Nivelles, n° 439

L'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1997, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée générale se réunira, le 17 juillet 1997, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Report de l'assemblée générale. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1996. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. (19506)

**Nicols Belgium, société anonyme,
rue de la Goëtte 62, à 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 35993 – T.V.A. 402.973.830

L'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 1997, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 16 juillet 1997, à 11 heures, en l'étude du notaire Houet, Bernard, avenue des Mésanges 4, à 1300 Wavre. — Ordre du jour : 1. Modification de la dénomination en « Nicols Benelux » et mise en concordance des statuts. (19507)

**Van Engeland, société anonyme,
chaussée de Wavre 1442, à 1160 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 22171 – T.V.A. 402.668.873

Assemblée générale ordinaire le 7 juillet 1997, à 18 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Examen des comptes annuels clôturés au 28 février 1997. 3. Approbation des comptes. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Allocation d'une rente aux anciens administrateurs. 7. Divers. (19508)

**« S.A. Laboratoires pharmaceutiques Trenker », société anonyme,
à Uccle (1180 Bruxelles), avenue Dolez 480**

R.C. Bruxelles 453037 – T.V.A. 423.960.076

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le 7 juillet 1997, à 14 h 30 m, en l'étude du notaire Gilberte Raucq, à 1000 Bruxelles, rue du Monastère 22.

Ordre du jour :

1. Modifications des statuts, pour les mettre notamment en concordance avec les lois des dix-huit juillet mil neuf cent nonante et un et treize avril mil neuf cent nonante-cinq et notamment :

Article sixbis. Supprimer au premier alinéa les sept derniers mots et les huit chiffres.

Titre trois. Remplacer par : Administration. — Contrôle.

Article dix, alinéa deux. Premier tiret : ajouter « ou d'administrateur directeur ».

Article douze. Faire précéder le premier alinéa du chiffre « 1 » et le troisième alinéa du chiffre « 2 », supprimer le dernier alinéa.

Article treize. Introduire aux troisième et quatrième alinéas « les moyens de (télé)communication ».

Articles quinze et seize. Unifier les deux articles.

Article seize. Insérer les délibérations circulaires du conseil d'administration.

Article dix-sept. Ajouter le dernier alinéa de l'article douze et remplacer les neuf derniers mots « ou par l'administrateur délégué ».

Article dix-huit. Organiser le contrôle de société conformément à l'article 64, §§ 1^{er} et 2, et § 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article dix-neuf. Ajouter « sauf décision contraire de l'assemblée générale ».

Article vingt et un, alinéa quatre. Remplacer les dix derniers mots par « de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Article vingt-deux. Supprimer le dernier alinéa.

Article vingt-trois. Prévoir les cas de tenue des assemblées générales sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

Article vingt-quatre. Supprimer à la première phrase, le dernier mot.

Ajouter le texte suivant :

« Les copropriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne; en cas d'usufruit, le droit de vote est exercé par l'usufruitier. »

Article vingt-sept. Supprimer la deuxième phrase.

Article vingt-neuf.

A l'avant dernier alinéa, supprimer depuis « à l'exception ».

Au dernier alinéa, ajouter « ou les quatre cinquième des voix ».

Article trente. Remplacer les deuxième et troisième alinéas par :

« A cette dernière date, le conseil d'administration dresse l'inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. »

Article trente et un. Remplacer le premier alinéa par :

« Le bénéfice annuel net est déterminé conformément à la loi. »

Article trente-cinq. Ajouter « actionnaire » après « administrateur ».

Titre huit. — Dispositions transitoires. A supprimer.

2. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Pour assister à l'assemblée, tout propriétaire de titres au porteur doit effectuer le dépôt de ses titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social conformément à l'article 22 des statuts.

(19509)

Le conseil d'administration.

**Immobilière de la Dime, société anonyme,
avenue Léon Debatty 18, bte 2, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 511652 – T.V.A. 435.781.210

Assemblée générale extraordinaire le 17 juillet 1997, à 10 heures, en l'étude du notaire Edouard De Ruydts, avenue Van Volxem 333, à 1190 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Changement de dénomination de la société anonyme en « Groupe Vesta ». 2. Augmentation du capital de 1 100 000 francs pour le porter à 2 500 000 francs. 3. Décision à prendre quant au droit de préférence. 4. Souscription et libération des actions nouvelles. 5. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital. 6. Modification des statuts afin de les adapter aux décisions prises. 7. Pouvoir à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des décisions. (19510)

**Agit, société anonyme,
chaussée d'Ath 188, 7850 Marcq**

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du samedi 5 juillet 1997, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Approbation de la date d'assemblée.

2. Rapport de gestion.

3. Approbation des comptes annuels et de résultat.

4. Décharge des administrateurs.

5. Divers.

(19511)

**Uniwear, société anonyme,
avenue Louise 131, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 46670

Convocation des actionnaires et obligataires

MM. les actionnaires et obligataires, ces derniers uniquement avec voix consultative conformément à l'article 90 des L.C.S.C., sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mardi 8 juillet 1997, à 10 h 30 m, en l'étude du notaire Sneyers d'Attenhoven, sis avenue Louise 131, à Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Autorisation d'aliéner des actions propres acquises par la société.

Proposition :

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'autoriser l'aliénation par la société de 7 286 d'actions propres à M. Cattaneo della Volta et de 7 286 d'actions propres à M. Yves De Poorter en exécution de la décision prise par les assemblées générales du 6 juin 1995 et du 26 mai 1997 ainsi que de l'aliénation de 3 125 d'actions propres à M. Cattanea della Volta et de 3 125 d'actions propres à M. Yves De Poorter en exécution des conventions conclues suite aux approbations données lors des assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 28 mai 1996.

2. Rémunération des administrateurs.

Proposition :

Le conseil d'administration propose de révoquer avec effet au 1^{er} janvier 1997, sous réserve des modifications statutaires dont question sous le point 3 ci-après, l'attribution d'une rémunération de fin d'année de 10 p.c. du bénéfice aux administrateurs et propose, outre ce qui leur a été accordé antérieurement, de conclure annuellement avec chacun des administrateurs exerçant des fonctions réelles et permanentes, une convention d'option d'achat selon le modèle approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1996 et de leur attribuer chacun annuellement, après l'approbation des comptes consolidés, des warrants gratuits exerçables pendant cinq ans à un prix d'exercice qui sera déterminé en fonction de la formule prévue à l'article 34bis, § 4bis, 2° des lois sur les sociétés. Le nombre de warrants se calculera par administrateur selon la formule suivante : Bénéfice consolidé/nombre d'actions * 10 000. Le conseil d'administration propose que l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à procéder annuellement à l'émission de ces warrants par utilisation de capital autorisé. Le conseil propose, en outre, que l'assemblée générale autorise la société à payer annuellement les tantièmes aux administrateurs sous forme de remise d'actions propres de la société. Le nombre d'actions se déterminera en fonction du cours au 31 décembre de l'exercice écoulé. Le conseil propose que l'assemblée générale autorise l'aliénation des actions à ce pris ainsi que l'aliénation des actions faisant l'objet des conventions d'option d'achat visé ci-avant selon la formule de prix exprimée dans la convention type approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1996.

3. Modification des statuts.

Proposition :

Le conseil d'administration propose les modifications suivantes :

Insérer un nouvel article 10bis dont le texte serait le suivant :

« Acquisition de ses propres titres.

La société peut acquérir ses propres actions, par voie d'achat ou d'échange, directement ou par personne agissant en son nom propre mais pour compte de la société et aliéner ces mêmes actions, conformément aux dispositions des lois sur les sociétés.

Une décision de l'assemblée générale n'est pas requise lorsque l'acquisition des actions propres est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent. Cette faculté est valable pour trois ans à dater de la publication de la modification des statuts décidée par l'assemblée générale extraordinaire du (date); elle peut être prorogée par une décision de l'assemblée générale pour des termes identiques, statuant aux conditions requises pour les modifications aux statuts.

Une décision de l'assemblée générale n'est pas non plus requise pour l'aliénation par la société de ses propres actions, conformément à l'article 52bis, § 4, 2° alinéa, 1° et 2° des lois sur les sociétés. »

Article 27. Pour le remplacer par le texte suivant :

« Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions doivent, au plus tard trois jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée : (i) s'ils sont titulaires d'actions nominatives : avoir fait connaître au conseil d'administration le nombre d'actions pour lequel ils entendent prendre part aux votes; (ii) s'ils sont titulaires d'actions au porteur : avoir déposé leurs actions au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation. »

Article 36. Pour y insérer un nouveau troisième alinéa, dont le texte serait le suivant :

« Un minimum de 3 p.c. et un maximum de 10 p.c. du bénéfice de l'exercice à affecter seront mis à la disposition du conseil d'administration en vue d'être répartis entre ses membres suivant un règlement d'ordre intérieur à déterminer par lui. L'assemblée générale prendra annuellement une résolution déterminant le pourcentage des tantièmes. Le conseil prendra annuellement une résolution déterminant le montant des tantièmes dans les limites stipulées ci-dessus. »

Article 44. Pour y insérer un nouveau troisième alinéa, dont le texte serait le suivant :

« L'autorisation comporte en outre l'habilitation de procéder dans les conditions prévues à l'article 33bis, § 4, 2° des lois sur les sociétés, à des augmentations de capital après réception de la communication faite par la Commission bancaire et financière selon laquelle elle a été saisie d'une offre publique d'acquisition. »

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions doivent, au plus tard trois jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée :

s'ils sont titulaires d'actions nominatives : avoir fait connaître au conseil d'administration le nombre d'actions pour lequel ils entendent prendre part aux votes;

s'ils sont titulaires d'action au porteur : avoir déposé leurs actions au siège social, avenue Louise 131, à 1050 Bruxelles, ou à un guichet de l'un des établissements ou banques suivantes :

Belgique : KB, ABN-AMRO, Paribas, Smeets-Verbaet, Corluy et Puilaetco.

Suisse : Union des Banques Suisses, Société de Banque Suisse, Crédit Suisse, Bondpartners.

U.K. : National Westminster, Theater Greenwood.

Autriche : Centro International Handelsbank (Vienne-Autriche).

Italie : Banco Ambroveneto.

U.S.A. : Group Julius Baer.

Les obligataires désireux d'assister à l'assemblée avec voix consultative sont requis de respecter les mêmes formalités.

(19512)

Le conseil d'administration.

**Polimmo, naamloze vennootschap,
Rampsande 16, 9340 Smetlede**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Dendermonde, nr. 169

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, op woensdag 9 juli 1997, om 17 uur, Rampsande 16, 9340 Smetlede.

Agenda :

Goedkeuring jaarrekening en resultatenrekening.

Kwijting aan de bestuurders.

Resultaattoewijzing. (19513)

**Van Tittelboom, naamloze vennootschap,
Morelgem 96, 9520 Vlierzele**

H.R. Aalst 58071 – BTW 436.190.489

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, op woensdag 9 juli 1997, om 17 uur, Morelgem 96, 9520 Vlierzele.

Agenda :

Goedkeuring jaarrekening en resultatenrekening.

Kwijting aan de bestuurders.

Resultaattoewijzing.

Ontslag en benoeming bestuurders. (19514)

**Bougard, société anonyme,
chemin de la Celle 4, 6530 Thuin**

R.C. Charleroi 135046 – T.V.A. 422.445.688

Le conseil d'administration prie les actionnaires d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le mercredi 9 juillet 1997, à 17 h 30 m, en l'étude du notaire Philippe Lambin, rue de Forchies 8, à 6140 Fontaine-l'Évêque, et ayant pour ordre du jour :

1. Suppression de la valeur nominale des actions.
2. Augmentation du capital à concurrence de 5 000 000 de francs sans création d'action nouvelle, pour le porter de 1 250 000 francs à 6 250 000 francs par incorporation de la réserve disponible à concurrence de 2 374 389 francs et du bénéfice reporté à concurrence de 2 625 611 francs, ainsi qu'ils apparaissent au bilan arrêté au 31 décembre 1996.
3. Modification de l'article 5 des statuts suite à l'augmentation du capital.
4. Modification des articles 6, 7, 10, 11, 20, 21, 32 et 33 des statuts.
5. Fixation du nombre des administrateurs.
6. Nomination des administrateurs.
7. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises. (19515)

**« The New Belgian Real Estate Company of Canada »,
in het kort « Belreca », naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 203, 2018 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 205985

De aandeelhouders worden uitgenodigd de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 7 juli 1997, om 11 u. 30 m., in de zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Wijziging van de winstverdeling, statutenwijziging.

Om te besluiten tot de afschaffing van het eerste dividend van vijftieng frank (BEF 25) aan ieder aandeel en dienvolgens de takst van artikel 35 : winstverdeling te herformuleren als volgt :

« Het batig saldo van de resultatenrekening, vormt de te bestemmen winst van het boekjaar. Op deze winst wordt voorafgenomen :

a) tenminste vijf ten honderd bestemd voor de vorming van een reservefonds. Deze voorafhouding zal facultatief worden wanneer de wettelijke reserve één tiende van het maatschappelijk kapitaal zal bereikt hebben.

b) Tien ten honderd aan de bestuurders, onder hen te verdelen volgens hun bijzondere afspraak.

c) Het saldo aan de aandelen, waarbij ieder van hen hetelfde dividend ontvangt welk ook het bedrag zij waarvoor zij volstort werden.

Nochtans zal de algemene vergadering, op voorstel van de raad van bestuur, kunnen besluiten dat de gehele winst, of een gedeelte ervan, na de voorafhouding ten gunste van de wettelijke reserve, gestort zal worden op een buitengewone reserve of voorzieningsfonds, of op het nieuwe boekjaar zal overgebracht worden. »

2. Statutenwijzigingen.

Om in artikel 1 : Benaming de titel te wijzigen in artikel 1 : Naam.

Om in artikel 2 : Maatschappelijke zetel in de eerste zin, na het woord « Antwerpen » de woorden « Mechelsesteenweg 203 » toe te voegen.

Om in artikel 26 : Toelating tot de vergadering de woorden « vijf dagen vóór de datum » telkens te vervangen door « tenminste vijf (5) werkdagen vóór de datum ».

Om de laatste zin van artikel 28 : Bureau te vervangen door « De vergadering kiest één of twee stemopnemers. »

Om de tekst van artikel 30 : Stemrecht te vervangen door de volgende zin :

« Elk aandeel geeft recht op één stem. »

Om de volgende zin toe te voegen in fine van artikel 33 : Notulen :

« Afschriften en uittreksels van de notulen van de algemene vergaderingen worden geldig ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of door twee bestuurders, gezamenlijk handelend. »

Om in artikel 37 : Ontbinding de volgende zin toe te voegen vóór de bestaande tekst van dit artikel :

« Tot de vrijwillige ontbinding van de vennootschap kan slechts worden besloten door een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders en mits naleving van de wettelijke voorschriften terzake. »

Om de statuten in hun geheel aan te passen aan de vigerende wetgeving en de vigerende terminologie en bij deze gelegenheid de tekst van de statuten volledig om te werken, te herformuleren, te hernummeren, bepaalde aanvullingen en/of vereenvoudigingen door te voeren, zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen, en een volledig nieuwe tekst van de statuten aan te nemen.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen tenminste vijf dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (19516)

De raad van bestuur.

**Transports Gillemot, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 4, 1910 Kampenhout**

H.R. Brussel 360153

De aandeelhouders van de N.V. Transports Gillemot worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 8 juli 1997, om 18 u. 30 m., in het kantoor van notaris Joseph Simonart, te 3000 Leuven, Sint-Jacobsplein 7, met volgende agenda :

1. Hernieuwing van de bevoegdheid van de raad van bestuur om het kapitaal te verhogen in het kader van het toegestane kapitaal met twintig miljoen frank, en het hiermee gepaard gaande verslag van de raad van bestuur.

2. Aanpassing van de bestaande statuten aan de huidige vennootschapswetgeving door herbeschrijving van deze statuten.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar artikel 22 van de statuten en hun aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap uiterlijk vijf dagen vóór de datum van de algemene vergadering. De bestuurders zijn vrijgesteld van deze formaliteit.

(19517)

De raad van bestuur.

**Deca Services, naamloze vennootschap,
Elverdingestraat 6, 8640 Vleteren (Woesten)**

H.R. Ieper 2541 — BTW 405.466.928

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal plaatshebben ten kantore van notaris Ludovic Du Faux, te Moeskroen, Stationstraat 80, op maandag 7 juli 1997, om 14u 30 uur, met volgende agenda : 1. Verhoging van het kapitaal met drie miljoen zeventienhonderd vijftig duizend frank, om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend frank op vijf miljoen frank, door uitgifte van duizend honderd zesentachtig aandelen zonder vermelding van waarde, te onderschrijven aan de globale uitgifteprijs van drie miljoen zeventienhonderd vijftig duizend frank. Deze duizend honderd zesentachtig nieuwe aandelen zullen gelijk zijn aan de duizend tweehonderd vijftig thans bestaande aandelen en zullen recht van genot hebben vanaf de datum van de kapitaalverhoging. 2. Verzaking aan het voorkeurrecht bij de intekening. 3. Inschrijving-Volstorting. 4. Wijziging van artikel 10 van de statuten. 5. Wijzigingen aan de statuten, om ze aan te passen aan de genomen beslissing en aan de thans vigerende wetgeving, onder meer : - schrapping van de bepaling nopens de beperking van het stemrecht, - invoeren van de mogelijkheid voor de raad van bestuur om schriftelijk te stemmen, - invoeren van de mogelijkheid voor de vennootschap om eigen aandelen te verwerven bij beslissing van de raad van bestuur mits naleving van de voorwaarden voorzien door artikel 52bis van de vennootschappenwet, - invoeren van de mogelijkheid om per brief te stemmen. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar artikel 22 van de statuten. (46827)

De raad van bestuur.

Metal Aarschot, naamloze vennootschap,
Dubbeekstraat 112, 3200 Aarschot
 H.R. Leuven 67035 — BTW 428.587.768

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 8 juli 1997 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening en resultaatrekening afgesloten op 31 december 1996.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82325)

Alanto, naamloze vennootschap,
Dubbeekstraat 112, 3200 Aarschot
 H.R. Leuven 445 — BTW 448.770.894

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 8 juli 1997 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening en resultaatrekening afgesloten op 31 december 1996.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82326)

Appi, naamloze vennootschap,
Minderbroederstraat 7, 3550 Heusden-Zolder
 H.R. Hasselt 77217

Algemene vergadering op 7 juli 1997 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarrekening van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van jaar- en resultatenrekening per 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82327)

Op De Beeck Omnitech, naamloze vennootschap,
Muizenvenstraat 3, 2300 Turnhout

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 7 juli 1997 om 18 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Allerlei. (82328)

Ben Invest, naamloze vennootschap,
Steenovenstraat 2, 8810 Lichtervelde
 H.R. Oostende 47391 — BTW 443.815.679

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op maandag 7 juli 1997 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.03.07.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurder.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82329)

Immo D.S., naamloze vennootschap,
Belgiëlei 58, 2018 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 225166 — BTW 421.189.638

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 9 juli 1997 om 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni .
3. Kwijting van bestuurder(s).
4. Allerlei. (82330)

Duvan, naamloze vennootschap,
Gemeenteplein 4/7, 3040 Huldenberg
 H.R. Leuven 84162 — BTW 449.568.967

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 juli 1997 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82331)

Gewiver, naamloze vennootschap,
de Limburg Stirumlaan 39A, 3040 Huldenberg
 H.R. Leuven 91388 — BTW 446.518.516

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 10 juli 1997 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82332)

Gilbert's Management Company,
afgekort : « GIMACO », naamloze vennootschap,
Parkstraat 11, 3680 Maaseik-Opoeteren
H.R. Tongeren 63035 — BTW 432.874.178

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op 7 juli 1997 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia.

Zich richten naar de statuten.
(82333)

De raad van bestuur.

Mony, naamloze vennootschap,
Sint-Godelievedreef 3, 8310 Brugge

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 7 juli 1997 om 19 uur ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag v/d raad van bestuur. 2. Goedkeuring v/d jaarrekening op 31.12.96. 3. Bestemming v/h resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag & benoemingen. 6. Allerlei.

Zich schikken naar de statuten. (82334)

S. Muller and Sons Diamonds, naamloze vennootschap,
Schupstraat 1/7, 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 151183 — BTW 404.977.176

Aangezien een eerste algemene vergadering gehouden op 6 juni 1997 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 9 juli 1997 te 14 uur, en dewelke geldig zal kunnen besluiten ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, over volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Verslag van de commissaris-revisor.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82335)

Autobedrijf Stesses, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 308, 2500 Lier

H.R. Mechelen 58729 — BTW 426.620.054

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 12 juli 1997 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82336)

Twin Track Corporation, naamloze vennootschap,
Pelikaansstraat 62, 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 275560

Aangezien een eerste algemene vergadering gehouden op 3 juni 1997 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 9 juli 1997 om 17 uur, en dewelke geldig zal kunnen besluiten ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, over volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82337)

Kempens Heftruckbedrijf, naamloze vennootschap,
Rhodestraat 6, 3201 Langdorp

H.R. Leuven 71353 — BTW 433.400.453

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering welke op 7 juli 1997 omstreeks 10 uur zal worden gehouden ter studie van notaris d'Hooghe, te Aarschot, en die zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Kapitaalverhoging ten belope van vijf miljoen (5.000.000,-) frank om het te brengen van vijf miljoen (5.000.000,-) frank op tien miljoen (10.000.000,-) frank door incorporatie in het kapitaal van een bedrag van vijf miljoen (5.000.000,-) frank dat zal afgenomen worden gerealiseerd zonder creatie van nieuwe aandelen.
2. Aanpassing van artikel 5 der statuten.
3. Coördinatie van de statuten.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen conform de statutaire bepalingen. (82338)

Yves Weltjens Export, naamloze vennootschap,
Maastrichterstraat 99, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 95048 — BTW 427.366.657

Gezien het quorum om geldig beslissingen te nemen niet werd bereikt op de eerste algemene vergadering van 2 juni 1997, worden de aandeelhouders van voormelde vennootschap vriendelijk uitgenodigd op de tweede buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders, welke zal gehouden worden op de studie van notaris Willem Timmermans, te 3290 Diest, Kardinaal Mercierplaats 11, op 7 juli 1997 om 10 uur, welke vergadering geldig beslissingen mag nemen, ongeacht het aantal vertegenwoordigde of aanwezige aandeelhouders, en welke vergadering de volgende dagorde heeft:

A. Kennisname van:

— het verslag van de raad van bestuur omtrent de voorgestelde uitbreiding van het doel en wijziging van de maatschappelijke benaming van de vennootschap;

— de staat van activa en passiva per 31/03/1997.

B. De wijziging van de statuten:

1. De wijziging van het maatschappelijk doel van de vennootschap en daartoe de wijziging van artikel 3 van de statuten.

2. De wijziging van de maatschappelijke benaming van de vennootschap en daartoe de wijziging van artikel 1 van de statuten.

3. De wijziging van de bepalingen omtrent de samenstelling van de raad van bestuur en daartoe de aanpassing van de §§ 1 en 2 van artikel 12 van de statuten.

4. De wijziging van de beslissingsbevoegdheid van de voorzitter van de raad van bestuur en daartoe de aanpassing van de 4e paragraaf van artikel 14 van de statuten.

C. Diverse bepalingen:

1. Coördinatie van de statuten.
2. Volmacht voor de wijziging van de inschrijving in het handelsregister.

De aandeelhouders worden vriendelijk verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 20 van de statuten. (82339)

Administrations publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Lebbeke

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Lebbeke, zal overgaan tot de aanwerving van één hoofdverpleegkundige in statutair dienstverband voor het rustoord Hof ter Veldeken, Flor Hofmanslaan 8, 9280 Lebbeke, en dit zowel voor de R.V.T.- als de R.O.B.-afdeling.

De eigenhandig geschreven kandidaatstelling dient bij een ter post aangetekende zending, gericht aan de voorzitter van het O.C.M.W., Brusselsesteenweg 47, 9280 Lebbeke, tegen uiterlijk 22 juli 1997, poststempel geldt als bewijs.

Volgende documenten dienen gevoegd bij de kandidaatstelling :

- een uittreksel uit de geboorteakte;
- een bewijs van goed zedelijk gedrag;
- een militiegetuigschrift voor de mannelijke kandidaten;
- een geneeskundig getuigschrift;
- een voor eensluidend verklaard afschrift van de vereiste diploma's of getuigschriften;
- een attest van de vereiste anciënniteit.

Nadere inlichtingen omtrent aanwervings- en benoemingsvoorwaarden evenals het aanwervingsexamen kunt u bekomen bij de secretaris, Brusselsesteenweg 47, 9280 Lebbeke, tel. 052/41 05 97. (19152)

Ville de Bruxelles Académie royale des Beaux-Arts

Enseignement de plein exercice

L'Académie royale des Beaux-Arts de Bruxelles constitue, au niveau secondaire, une réserve de recrutement de professeurs de danse classique et de danse contemporaine (rôle français).

1. Titre requis :

Etre porteur de l'un des titres repris par l'arrêté royal du 26 janvier 1968 tel qu'il a été modifié.

2. Conditions d'admission :

être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne;

être de conduite irréprochable;

jouir de ses droits civils et politiques;

être physiquement apte;

ne pas avoir atteint l'âge de 49 ans à la date d'entrée en fonctions;

ne pas exercer une fonction incompatible avec l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982;

être titulaire de l'un des titres exigés ci-dessus;

réussir l'épreuve d'aptitude.

Les candidatures écrites rédigées sur un formulaire à retirer au bureau 8/12 de l'Instruction publique, boulevard Anspach 6, 8^e étage, à 1000 Bruxelles, seront adressées à M. l'échevin de l'Instruction publique (même adresse), et introduites sous peine de nullité avant le 10 juillet 1997.

Il sera joint à la candidature un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs et une copie conforme du(des) diplôme(s).

Renseignements complémentaires, soit au centre administratif, boulevard Anspach 6, 8^e étage, tél. : 279 38 45, soit à l'Académie royale des Beaux-Arts, rue du Midi 144, tél. : 511 04 91. (19518)

Ville de Spa

Le collège échevinal de la ville de Spa lance un appel public en vue de recruter trois aspirants-agents de police.

Les conditions d'admissibilité sont les suivantes :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° avoir une conduite irréprochable. Le(la) candidat(e) soumettra un certificat de bonnes vie et mœurs datant de moins de trois mois;

4° être en règle avec les lois sur la milice, pour les candidats masculins, ou aux lois portant le statut des objecteurs de conscience;

5° être âgé de 18 ans au moins à la date de nomination au grade d'aspirant agent de police. L'âge limite pour l'introduction des candidatures ne peut excéder trente-cinq ans;

6° être d'une taille égale ou supérieure à 1,68 m, pieds nus;

7° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau « 2 » dans les administrations de l'Etat;

8° au plus tard au moment de la nomination à titre définitif, être porteur d'un permis de conduire, au moins valable pour la catégorie « B »;

9° ne pas être destitué du droit de porter une arme. Le candidat doit signer une déclaration par laquelle il déclare ne pas refuser ou ne pas s'abstenir de l'usage d'armes et d'autres moyens de défense qui sont mis à sa disposition sous les conditions fixées par les lois, arrêtés et instructions;

10° le candidat doit avoir réussi les épreuves d'aptitude et de sélection organisées par un centre d'entraînement et de formation agréé.

Les épreuves d'aptitude et de sélection comprennent :

a) une épreuve physique permettant d'apprécier la souplesse, l'endurance, la force et l'équilibre du candidat;

b) une épreuve écrite comportant deux parties :

un résumé de 50 lignes au plus d'une conférence sur un sujet d'ordre général,

un rapport accompagné d'une analyse d'un événement dans le cadre de la profession;

c) un examen psycho-technique permettant au conseil communal d'apprécier l'équilibre de la personnalité du candidat, ainsi que sa capacité à garder son sang-froid dans toutes les circonstances où il pourrait se trouver lors de l'exécution de sa profession;

d) une épreuve orale permettant d'apprécier la motivation du candidat et son aptitude à s'exprimer, à tenir une conversation sur un sujet d'ordre général et à décrire les lieux, personnes et faits qu'il a observés;

11° le candidat qui a réussi les épreuves d'aptitude et de sélection précitées, passées dans un centre d'entraînement et de formation, est dispensé de ces épreuves, pour autant qu'elles aient été passées endéans un délai de trois ans maximum avant l'introduction de sa candidature;

12° pour être admis en qualité d'aspirant agent de police, satisfaire à un examen médical auprès du S.P.M.T. prouvant d'une part son aptitude au service et à suivre la formation requise. Cet examen médical est constitué d'un examen clinique complet portant notamment sur le poids, la vision (acuité visuelle et vision des couleurs), la fonction auditive :

Les seules réserves de recrutement valables sont celles des centres d'entraînement et d'instruction agréés.

Les candidatures, accompagnées des documents justificatifs, seront adressés à M. le bourgmestre de Spa et devront lui parvenir au plus tard le jeudi 17 juillet 1997, à 11 heures. (19519)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor de technische diensten zoeken wij een industrieel ingenieur bouwkunde (m/v), graad 7, salarisschaal 7.1.

Doel van de functie :

binnen een uitgebreid team van technische specialisten die instaan voor de uitbouw, de instandhouding en de renovatie van de volledige infrastructuur van de universiteit, zal de nieuwe medewerker worden ingeschakeld in het projectbureau voor studie en uitvoering evenals in de dienst onderhoud en exploitatie.

Oprichtingen :

kritische analyse en evaluatie van eisenprogramma's en investeringskosten;

het uitwerken en opvolgen van ontwerpen en het maken van kosten-batenstudies;

standaardisatie van uitvoeringsmethoden, coördinatie van uitvoeringsdossiers en controle (administratief, technisch en financieel) op de uitvoering;

optimalisatietechnieken doorvoeren in verband met bouwkundig onderhoud en exploitatie;

uitvoeren van stabiliteitsstudies en bouwphysisch onderzoek.

Profiel :

diploma van industrieel ingenieur bouwkunde;

ervaring in de sector (studiebureau, werfopvolging of onderhoudsdienst) is gewenst;

ervaring met of belangstelling voor architecturaal ontwerpen is een belangrijk pluspunt;

grondige kennis van stabiliteitsberekeningen en bouwphysica;

kandidaten kunnen vlot contacten leggen en kunnen een groep medewerkers leiden en motiveren.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Selectieproeven :

preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier;

proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Lut Crijns, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 16.

De selectieprocedure wordt gestart na 4 juli 1997. (19520)

Universitair Ziekenhuis Gent

Het Universitair Ziekenhuis Gent is één van de belangrijkste verzorgingsinstellingen van België.

Als openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschap paren we traditie aan innovatie, combineren we professionalisme met uitstraling.

Daarvoor zorgen meer dan 3 000 enthousiaste, gekwalificeerde medewerkers: medici, paramedici en verpleegkundigen, maar ook universitair geschoolden in andere disciplines, administratief en technisch personeel.

Het U.Z.-Gent organiseert binnenkort vergelijkende aanwervingsexamens voor de hiernavermelde functies, in contractueel dienstverband (met mogelijkheid tot een latere benoeming in vast dienstverband) :

deeltijds arts (AIDS-Referentiecentrum);

deeltijds sportpsycholoog (Sportmedisch centrum);

sociaal verpleegkundige (kinderdagverblijf);

technisch medewerker (stookcentrale);

gegradueerde (toezichter nieuwbouw);

tekenaar (nieuwbouw);

geschoold werkman (keukenhulp);

gegradueerd verpleegkundige;

gegradueerd psychiatrisch verpleegkundige;

gegradueerd pediatriesch verpleegkundige;

vroedvrouw;

gebrevetteerd verpleegkundige;

arbeidstherapeut;

informaticus (afdeling informatica);

technisch medewerker (operateur afdeling informatica).

Kunnen inschrijven: vrouwelijke en mannelijke kandidaten.

Inschrijvingsformulieren en verdere informatie zijn te verkrijgen bij de afdeling personeel van het Universitair Ziekenhuis Gent, De Pintelaan 185, te 9000 Gent (tel. 09/240 41 22).

Uiterste inschrijvingsdatum: 14 augustus 1997 (16 uur). (19521)

C.H.U. Brugmann

Personnel médical — Vacance de place

Une place de médecin résident à plein temps au service d'obstétrique-gynécologie de l'hôpital Brugmann.

Cette fonction est accessible aux femmes et aux hommes.

Conditions :

Les conditions générales et particulières d'accès à cette place à remplir au 31 juillet 1997 (date de clôture de l'appel) peuvent être obtenues sur simple demande au service du personnel du C.H.U. Brugmann, place A. Van Gehuchten 4, à 1020 Bruxelles (tel. 02/477 28 46).

Appartenance scientifique :

Les médecins du cadre hospitalier sont membres de communauté universitaire. Ils sont rattachés à la Faculté de médecine de l'U.L.B. ou de la « V.U.B. » selon le cas.

Les candidatures sont à adresser par écrit, et avant le 31 juillet 1997 au soir, au C.H.U. Brugmann, service du personnel, place A. Van Gehuchten 4, 1020 Bruxelles.

U.V.C. Brugmann

—
Medisch personeel — Vacature van betrekking

Eén betrekking van voltijds geneesheer-resident bij de dienst voor verloskunde en vrouwenziekten van het ziekenhuis Brugmann.

Deze functie is toegankelijk voor vrouwen en mannen.

Voorwaarden :

De algemene en bijzondere toetredingsvoorwaarden voor deze betrekking, te vervullen op 31 juli 1997 (afsluitingsdatum van de oproep), kunnen verkregen worden op gewone aanvraag te richten tot de personeelsdienst van het U.V.C. Brugmann, A. Van Gehuchtenplein 4, te 1020 Brussel (tel. 02/477 28 46).

Wetenschappelijke aanhorigheid :

De geneesheren van het ziekenhuiskader zijn lid van de universitaire gemeenschap. Zij zijn verbonden aan de Faculteit van geneeskunde van de V.U.B. of van de « U.L.B. » naargelang het geval.

De kandidaatstellingen dienen schriftelijk en vóór 31 juli 1997 's avonds gestuurd te worden naar het U.V.C. Brugmann, personeelsdienst, A. Van Gehuchtenplein 4, 1020 Brussel. (19522)

Stad Nieuwpoort

—
Tweede oproep

Het stadsbestuur van Nieuwpoort gaat over tot de aanwerving van :

bibliothecaris, één betrekking, voltijds;

bibliotheekassistent(e), één betrekking, halftijds.

Kandidatuur indienen via aangetekend schrijven aan het college van burgemeester en schepenen van Nieuwpoort, Markt 7, 8620 Nieuwpoort, vóór 1 augustus 1997.

Inlichtingen betreffende de beide betrekkingen, een gedetailleerde functiebeschrijving, een functieprofiel, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma zijn te bekomen op de personeelsdienst Willem De Rooiaan 90, 8620 Nieuwpoort, tel. 058/22 44 34. (19523)

Gemeente Duffel

—
De gemeenteraad van Duffel heeft beslist een oproep uit te schrijven voor de aanwerving in contractueel verband van lesgevers (m/v) naschoolse vormingsactiviteiten voor volgende cursussen :

Engelse taal;

Franse taal;

notenleer;

gitaar;

piano;

dwars- en blokfluit;

klarinet en saxofoon;

accordeon;

viool,

alsook de aanleg van een werfreserve voor de beoogde functies.

Functiebeschrijving :

De pedagogische begeleiding van de leerlingen en de vakinhoudelijke invulling van de vormingsactiviteiten, alsook het inhoudelijk verzorgen van de georganiseerde lessen.

Toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

1. Belg zijn of de nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van de E.U. bezitten of in het bezit zijn van een in België erkend diploma en voldoen aan de taalwetgeving.

2. Van goed gedrag en zeden zijn.

3. De burgerlijke en politieke rechten genieten.

4. Voldaan hebben aan de dienstplichtwetten (voor mannelijke kandidaten).

5. Lichamelijk geschikt zijn.

6. De leeftijd van 21 jaar bereikt hebben op de datum van het afsluiten van de kandidaturen, zijnde 9 juli 1997.

7. In het bezit zijn van het volgend diploma :

voor vreemde talen : minimum hoger onderwijs van het korte type (regentaat) in de gevraagde specialiteit;

voor noten- en instrumentenleer : minimum het diploma van 1^e prijs uitgereikt door een instelling van hoger muziekonderricht of daarmee gelijkgesteld, of het diploma, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium, na de eerste cyclus van het hoger niveau met volledig leerplan, of daarmee gelijkgesteld.

8. Grondig sollicitatiegesprek.

Alle aanvragen met bijvoeging van uw *curriculum vitae* en het eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma, dienen gericht per aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeentestraat 21, 2570 Duffel, uiterlijk op 9 juli 1997.

Nadere inlichtingen te bekomen op het gemeentehuis, personeelsdienst (tel. 015/30 72 43). (19524)

—
Het gemeentebestuur van Duffel heeft beslist een oproep uit te schrijven voor de aanwerving in contractueel dienstverband (Gesco) van : 2 schoonma(a)k(st)ers/koffiebereid(st)ers, parttime (19/38).

Functiebeschrijving :

Het grondig schoonmaken van de gemeentelijke gebouwen en meubilair, alsook het bereiden van koffie voor de leerlingen van de gemeentelijke scholen.

Toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

1. In de voorwaarden zijn om als gesubsidieerde contractueel tewerkgesteld te worden bij een plaatselijk bestuur, zijnde sedert ten minste zes maanden uitkeringsgerechtigd volledig werkloos zijn gedurende het laatste jaar of zich in een gelijkgestelde toestand bevinden.

2. Belg zijn of de nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van de E.U. bezitten.

3. Van goed gedrag en zeden zijn.

4. De burgerlijke en politieke rechten genieten.

5. Voldaan hebben aan de dienstplichtwetten (voor mannelijke kandidaten).

6. Lichamelijk geschikt zijn.

7. De leeftijd van 18 jaar bereikt hebben op 4 juli 1997.

8. Slagen voor een gewoon aanwervingsexamen.

Alle aanvragen met bijvoeging van uw *curriculum vitae* dienen gericht per aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeentestraat 21, 2570 Duffel, uiterlijk op 4 juli 1997.

Nadere inlichtingen te bekomen op het gemeentehuis, personeelsdienst (tel. 015/30 72 43). (19525)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

—————
Banqueroute – Bankbreuk
—

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen
—

Bij vonnis van 26 maart 1997, gewezen bij verstek, betekend op 22 mei 1997, aan derden, heeft de 4c-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, rechtdoende in correctionele zaken, de genaamde Dams, Dirk Willy Lisette, bureelbediende, geboren te Borgerhout op 8 maart 1958, wonende te Merksem, Terlindenhofstraat 90, Belg, als feitelijk verantwoordelijke van de B.V.B.A. Merksens Beheer Centrale, in 't kort : « M.B.C. », werkplaats voor typografisch zetten en drukken voor steundruk, chromosteendruk en offset, met maatschappelijke zetel te Antwerpen, voorheen Terlindenhofstraat 73-75, en thans Nieuw-dreef 23-25, H.R. Antwerpen 253700, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen d.d. 26 september 1991,

uit hoofde van de vermengde feiten :

bedrieglijke bankbreuk, verduistering, uitgifte bankcheques zonder dekking, eenvoudige bankbreuk, inbreuk op de wet m.b.t. boekhouding en jaarrekening van ondernemingen, enige functie uitgeoefend waarbij macht wordt verleend om vennootschappen te verbinden, na veroordeeld te zijn geweest, enige functie uitgeoefend waarbij macht wordt verleend om vennootschappen te verbinden, na in eigen naam failliet te zijn verklaard;

veroordeeld tot :

vijftien maanden hoofdgevangenisstraf en een geldboete van duizend frank, vermeerderd met 890 decimes per frank, zodat deze geldboete 90 000 frank zal bedragen of drie maanden vervangende gevangenisstraf.

De rechtbank beveelt de publicatie van onderhavig vonnis in het *Belgisch Staatsblad*.

De rechtbank beveelt de terugkeer van de ontdragen activa naar de failliete bedoel.

De feiten werden gepleegd te Antwerpen en/of bij samenhang elders in het Rijk, tussen 22 oktober 1986 en 27 september 1991.

Tegen bovenvermeld vonnis is tot op heden ter griffie geen enkel rechtsmiddel gekend.

Voor eensluidend uittreksel, afgeleverd aan het openbaar ministerie.

Antwerpen, 17 juni 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. De Graeve. (19526)

Bij vonnis van 24 april 1997, gewezen op tegenspraak, gewezen op verzet tegen het vonnis van 6 juni 1996, heeft de 5C-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de genaamden :

1. Van Aeken, Renatus Albertus Mathildis, zonder beroep, geboren te Wommelgem op 10 juni 1939, wonende te 2018 Antwerpen, Koningin Astridplein 31/32, Belg;

2. Janssens, Eric Gabriel Frantz, leraar, geboren te Elsene op 31 december 1940, wonende te 2000 Antwerpen, Kasteelpleinstraat 52, Belg;

de eerste als zaakvoerder en de tweede als verantwoordelijke van de gefailleerde handelsvennootschap N.V. Caesar's Palace, gezondheidsinstituut, sauna, met maatschappelijke zetel te Aartselaar, Antwerpsesteenweg 63, H.R. Antwerpen 207184, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen d.d. 9 augustus 1990,

na ontvankelijk verklaring van het verzet;

de eerste : veroordeeld hoofdens de vermengde feiten tot :

een gevangenisstraf van zes maanden met uitstel voor een termijn van drie jaar en tot een fiscale geldboete van honderdduizend frank;

de tweede : gelast de opschorting van de veroordeling voor een termijn van drie jaar;

beiden, hoofdens de feiten :

bedrieglijke bankbreuk;

inbreuk op de artikelen van het Wetboek van de BTW en op de artikelen van het Wetboek der Inkomstenbelasting;

eenvoudige bankbreuk;

inbreuk op de wet m.b.t. boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

inbreuk op de artikelen van het Wetboek van de BTW;

inbreuk op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen.

De rechtbank beveelt de publicatie van het vonnis bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Beveelt de terugkeer van de onttrokken activa en goederen naar de failliete boedel.

Tegen bovenvermeld vonnis is tot op heden ter griffie enkel op burgerlijk gebied beroep aangetekend.

Voor eensluidend verklaard uittreksel, afgeleverd aan het openbaar ministerie.

Antwerpen, 12 juni 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. De Graeve. (19527)

Bij vonnis van 17 april 1997, gewezen bij verstek, betekend op 23 mei 1997, op onbekende woonst, heeft de 5C-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, rechtdoende in correctionele zaken, de genaamde De Laet, Lodewijk Emiel Maria, dakwerker, geboren te Duffel op 19 april 1953, laatst ingeschreven te Mechelen, Lierssesteenweg 55/2, afgevoerd van ambtswege op 25 juni 1996, Belg, als zaakvoerder van de C.V. Liers Polyester Bedrijf, met maatschappelijke zetel te Rumst, Nieuwstraat 35, H.R. Antwerpen 292042, onderneming voor het droogmaken van gebouwen, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 29 maart 1993;

hoofdens de vermengde feiten :

valsheid in geschriften met gebruik; bedrieglijke bankbreuk; verduistering; uitgifte bankcheques zonder dekking; eenvoudige bankbreuk; inbreuk op wet m.b.t. boekhouding en jaarrekening;

veroordeeld tot :

één jaar hoofdgevangenisstraf en een geldboete van duizend frank vermeerderd met 990 decimes per frank, zodat die geldboete 100 000 frank zal bedragen of drie maanden vervangende gevangenisstraf.

De feiten werden gepleegd te Rumst en elders in het Rijk, tussen 29 mei 1990 en 30 maart 1993.

De rechtbank beveelt de publicatie van onderhavig vonnis bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Tegen dit vonnis is tot op heden ter griffie geen enkel rechtsmiddel gekend op strafrechtelijk gebied.

Voor eensluidend uittreksel, afgeleverd aan openbaar ministerie.

Antwerpen, 17 juni 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. De Graeve. (19528)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij vonnis, d.d. 9 mei 1997, gewezen op tegenspraak, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, negende kamer, rechtdoende in correctionele zaken, de genaamde Van Peer, Louis, bediende, geboren te Duffel op 31 juli 1953, wonende te 2000 Antwerpen, Marnixplaats 12, bus 1, Belg,

uit hoofde van :

I. te Mechelen, tussen 9 mei 1994 en 26 juni 1995 :

als zaakvoerder van de B.V.B.A. Deva, met maatschappelijke zetel gevestigd te Mechelen, Lange Schipstraat 92-94, vennootschap ingeschreven in het H.R. Mechelen 60619, en bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 26 juni 1995, in staat van faillissement verklaard, zich o.m. schuldig te hebben gemaakt aan :

A. bedrieglijke bankbreuk;

B. eenvoudige bankbreuk;

II. te Mechelen, tussen 6 juni 1995 en 12 juni 1995 :

vernietiging of wegmaking van inbeslaggenomen goederen,

veroordeeld voor de vermengde tenlasteleggingen I.A.B. en II. tot een gevangenisstraf van één jaar, met uitstel van tenuitvoerlegging gedurende drie jaar, wat betreft het gedeelte van de gevangenisstraf dat de voorlopige hechtenis overtreft,

en tot de kosten van de strafvordering begroot op 139 198 frank,

en tot een vergoeding van 1 000 frank overeenkomstig artikel 91, koninklijk besluit 28 december 1950, gewijzigd bij koninklijk besluit 23 december 1993,

en tot betaling van een bijdrage van tien frank, te vermeerderen met 1990 decimen, en aldus 2 000 frank bedraagt, dienende tot financiering van het bijzonder Fonds tot hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden,

en de terugkeer tot de failliete boedel van alle goederen, rechten en rechtsvorderingen die bedrieglijk zijn ontvreemd,

alsook de publicatie van het vonnis, bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* op kosten van de veroordeelde bevolen.

Dit vonnis is in kracht van gewijsde getreden.

Voor eensluidend uittreksel, afgeleverd aan de procureur des Konings te Mechelen.

Mechelen, 16 juni 1997.

De hoofdgriffier, (get.) Luc Andries. (19529)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Bruxelles, en date du 16 mai 1997, le nommé Hausse Acherki, né à Douar Ouهد Elhaj (Maroc), domicilié à 1000 Bruxelles, rue des Brodeurs 7, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'administrateur provisoire, étant Mme Leila Acherki, domiciliée à 1000 Bruxelles, rue des Brodeurs 7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Monique Van Camp. (6207)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 6 juin 1997, la nommée Van den Abeele, Alida, né le 22 octobre 1907, domiciliée à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel 164, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Mme Lauwaert, Monique, domiciliée à 1702 Dilbeek, Cantecleerstraat 2/616.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6208)

Justice de paix du canton de Spa

Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa, en date du 17 juin 1997, la nommée Jonckers, Philomène, veuve Dalkenne, née à Saint-Gilles le 7 juin 1912, de nationalité belge, domiciliée à 4900 Spa, rue de Barisat 48, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Vincent Dupont, avocat, Vieille Route de Stavelot 37, à 4900 Spa.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) I. Breuer. (6209)

Vrederegerecht van het tweede kanton Anderlecht

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Anderlecht, verleend op 9 juni 1997, werd Haverals, Michel, geboren te Brussel op 17 mei 1955, gedomicilieerd te Anderlecht, Neerpedestraat 186, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mr. Walter Muls, advocaat, waarvan de burelen gevestigd zijn te 1050 Brussel, Gachardstraat 63, en dit vanaf 21 mei 1997, datum van neerlegging van het verzoekschrift.

Voor eensluidend uittreksel : de afgevaardigd klerk-griffier, (get.) Helga Asselman. (6210)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Anderlecht, verleend op 29 mei 1997, werd Bogaert, Renilde, geboren te Appels op 28 juli 1915, gedomicilieerd te Dilbeek, Henri Moeremanslaan 137, en verblijvende in de Stichting voor de Psychogeriatric, Gentsesteenweg, 1050 Sint-Agatha-Berchem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, haar zoon : Roggemans, Hubert, fruithandelaar, wonende te Dilbeek, Henri Moeremanslaan 135, en dit vanaf 29 april 1997, datum van neerlegging van het verzoekschrift.

Voor eensluidend uittreksel : de afgevaardigd klerk-griffier, (get.) Helga Asselman. (6211)

Vrederegerecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 16 mei 1997 heeft de heer vrederechter over het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Mevr. Desmit, Jeanne, geboren te Brugge op 11 oktober 1927, wonende te 8000 Brugge, Luikstraat 6, niet in staat is haar goederen te beheren.

Als voorlopige bewindvoerder over haar werd aangesteld de heer De Meyer, Eddy, wonende te 8000 Brugge, Nikolaas Gombertstraat 25, met de bevoegdheden zals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier (get.) Jozef Marechal. (6212)

Vrederecht van het achtste kanton Brussel

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Brussel, verleend op 12 juni 1997 (volgens verz. d.d. 30 mei 1997), werd Degenhardt, Emiel, geboren te Jette op 26 september 1919, wonende te 1780 Wemmel, steenweg op Brussel 14/1b, met huidige verblijfplaats te 1020 Brussel, Rusthuis « Romana », Romeinsesteenweg 743-747, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Kerpel, Ann, advocate, wonende te 1860 Meise, Wijnberg 22.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marcel Pauwels. (6213)

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Brussel, verleend op 12 juni 1997 (volgens verz. d.d. 30 mei 1997), werd Frans, Jeanine, geboren te Eigenbrakel op 26 september 1919, wonende te 1780 Wemmel, steenweg op Brussel 14/1b, met huidige verblijfplaats te 1020 Brussel, Rusthuis « Romana », Romeinsesteenweg 743-747, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Kerpel, Ann, advocate, wonende te 1860 Meise, Wijnberg 22.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marcel Pauwels. (6214)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 19 juni 1997, werd Wellens, Maria, geboren te Leuven op 21 januari 1937, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Dendermondsesteenweg 318, verblijvende in het A.P.Z. Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Oostvogels, Theodoor, leraar, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Dendermondsesteenweg 318.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6216)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 19 juni 1997, werd Rombaut, Willy, geboren te 9100 Sint-Niklaas op 18 maart 1922, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Hovenierstraat 38, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Vos, Emma, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Hovenierstraat 38.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6217)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 16 juni 1997, werd Brodel, Walburga, geboren te Wupperthal (Dl.) op 16 november 1940, wonende te 9270 Laarne, Zevensterstraat 17, en verblijvende in de Psychiatrische Instelling Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Mr. Heymans, Nathalie, advocaat te 9230 Massemen, Watermolenstraat 15.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) L. Deschepper. (6218)

Vrederecht van het kanton Zaventem

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Zaventem, verleend op 16 juni 1997, werd Boelens, Georgette, weduwe Fernand Verbrugge, geboren te Schaarbeek op 29 december 1919, verblijvende en wonende te 1930 Zaventem, Handelsstraat 19, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Mr. Van Gheluwe, Siska, advokaat, kantoorhoudend te 1933 Sterrebeek-Zaventem, Mechelsesteenweg 266.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marcel Egerickx. (6219)

Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 30 mei 1997, werd gezegd voor recht dat de aanwijzing van Bovijn, Peggy, advocate te 2880 Bornem, Louis Segersstraat 88, tot voorlopige bewindvoerder over de genaamde: Van Damme, Jeanne, geboren te Aalst op 22 mei 1936, wonende te 2800 Mechelen, Willem Herreynstraat 17, bepaald bij beschikking van 13 september 1996, wordt opgeheven.

Mechelen, 20 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel: de klerk-griffier, (get.) Josephine Brems. (6215)

Justice de paix du second canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 12 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Me Eric Dierickx, avocat et juge suppléant dont les bureaux sont établis à Anderlecht, rue Georges Moreau 160, en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Odette Spetti, veuve Brossart, née le 9 juillet 1923 à Trieste, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Louis Mettwie 87/62, mais résidant à Berchem-Sainte-Agathe, à la fondation pour la psychogériatrie, chaussée de Gand 1050, est décédée en date du 5 mai 1997.

Pour extrait conforme: la commis greffière déléguée, (signé) Helga Asselman. (6220)

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 12 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Me Philippe Vanden Broecke, avocat dont les bureaux sont établis à Anderlecht, rue Georges Moreau 160, en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Eugénie Van Hellemont, née le 10 juin 1910 à Châtelineau, domiciliée à Schaarbeek, allée des Freesias 5, mais résidant à Berchem-Sainte-Agathe, à la fondation pour la psychogériatrie, chaussée de Gand 1050, étant décédée en date du 24 mai 1997.

Pour extrait conforme: la commis greffière déléguée, (signé) Helga Asselman. (6221)

Justice de paix du canton de Lessines

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Lessines, en date du 19 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Mme Eliane Vanderheyden, domiciliée à Flobecq, rue Sainte-Anne 6, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Jeanne Ivens, née à Schaarbeek le 20 avril 1914, domiciliée à Lessines, Maison de Repos du C.P.A.S., rue des Quatre Fils Aymon 17, cette personne étant décédée le 12 juin 1997.

Pour extrait conforme: le greffier chef de greffe, (signé) J.-M. Deroertmasure. (6220)

Vrederecht van het kanton Asse

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Asse, verleend op 17 juni 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van Van Laethem, Gilberte, Assestraat 67, 1700 Sint-Ulriks-Kapelle, als voorlopig bewindvoerder over: Cnop, Melania, geboren te Bekkerzeel op 1 mei 1913, in leven gedomicilieerd te 1700 Sint-Ulriks-Kapelle, Assestraat 67, overleden op 5 juni 1997 te Sint-Ulriks-Kapelle.

Voor eensluidend afschrift: de afg. klerk-griffier, (get.) Nico Bruylant. (6222)

Vrederegerecht van het kanton Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 30 mei 1997, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de goederen van Timmermans, Anna, geboren te Lommel op 9 april 1922, gedomicilieerd en verblijvende te 3920 Lommel, Jan Davidlaan 11, ingevolge haar overlijden op 27 mei 1997 te Lommel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofd-griffier, (get.) Eddy Vandendyck. (6223)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Volgens akte nr. 97-785, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 14 mei 1997, heeft Mevr. Linda Lea Henri Andriessens, wonende te Evere, Vredeplein 16, handelende in eigen naam en in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogdes over haar minderjarig kind, Geert Trooskens, geboren te Ukkel op 4 mei 1980, verklaard te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van Joannes Petrus Trooskens, geboren te Ukkel op 24 mei 1953, in leven wonende te Vilvoorde, Groenstraat 170, en aldaar overleden op 6 december 1996.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de dautm van onderhavige opnemings, gericht aan notaris Rik Roosens, te 1831 Diegem, Vander Aastraat 30.

(Get.) R. Roosens, notaris. (19530)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 97-995 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 20 juin 1997 :

Mme Ludovica Detrez, domiciliée à Uccle, rue de Stalle 21, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 15 juin 1997 et donnée par :

1. Mme Samson, Evelyne Anne, domiciliée à 1020 Bruxelles, avenue Mutsaard 75, bte 26, agissant en son nom personnel et en sa qualité de mère et tutrice légale de son fils mineur : Ravet, Nicolas Michel Marie, né à Anderlecht le 12 décembre 1982;

2. Mlle Ravet, Magali Lucie Arlette, domiciliée à 1020 Bruxelles, avenue Mutsaard 75, bte 26,

a déclaré, agissant comme acté ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Ravet, Michel Emile Lucien, né à Ixelles le 23 novembre 1952, de son vivant domicilié à Bruxelles, rue du Marché aux Porcs 30, et décédé le 2 février 1997 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Jean Remy, notaire à 1180 Bruxelles, avenue Brugmann 494.

Bruxelles, le 20 juin 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (19531)

Suivant acte n° 97-1010 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 24 juin 1997 :

M. Moerens, Marcel-Henry, demeurant à 1050 Bruxelles, avenue du Pesage 61, bte 18, agissant en sa qualité de mandataire en vertu de quatre procurations sous seing privé, nous produite en langue anglaise et dont une traduction faite par Mme Elisabeth Roseau, traducteur juré auprès de ce tribunal, en langue française est jointe à l'acte,

la 1^{re} datée du 27 mai 1997 et donnée par M. Peter Matthew High, domicilié à Nottingham NG 11 9NG (Grande-Bretagne), 35 Whitgate Vale Clifton;

la 2^e datée du 4 avril 1997 et donnée par M. John High, domicilié à Accrington, Lancashire BB5 55W (Grande-Bretagne), 85 Lower Barnes Street;

la 3^e datée du 4 avril 1997 et donnée par Mme Pauline Walsh, domiciliée à Darwen, Lancashire, Angleterre BB3 2JW, Alfred Street 18;

la 4^e datée du 1^{er} avril 1997 et donnée par Mme Helen High, domiciliée à 52 Hereford Road, Blackburn, Lancs BB1 3JU, Angleterre, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. High, John Smart, né à Newbiggin-by-the-Sea le 12 avril 1919, de son vivant domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Josse Goffin 189, et décédé le 3 décembre 1996 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Van Halteren, Thierry, notaire à 1000 Bruxelles, rue de l'Association 30.

Bruxelles, le 24 juin 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (19532)

Suivant acte n° 97-1003 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 23 juin 1997 :

Mme De Bluts, Anne, avocat à 1050 Bruxelles, avenue F. Roosevelt 51, agissant en sa qualité de mandataire en vertu de deux procurations sous seing privé,

la 1^{re} datée du 21 juin 1997 et donnée par Mme Boels, Yvonne Paule Jeanne C.S., domiciliée à 1000 Bruxelles, rue Stévin 200;

la 2^e datée du 21 juin 1997 et donnée par Mme Losange, Francine Marie Noëlle, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue F. Roosevelt 51, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Losange, Albert Constant Zélie Félix, né à Laeken le 18 mars 1906, de son vivant domicilié à Bruxelles, rue Stévin 200, et décédé le 27 avril 1997 à Anderlecht.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Mourlon-Beernaert, Juan, notaire à 1040 Bruxelles, avenue des Arts 50 B1.

Bruxelles, le 23 juin 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (19533)

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 19 juin 1997 :

Mme Wynants, Martine, domiciliée à Gembloux, rue des Volontaires 3, agissant en sa qualité de mandataire spéciale de :

Mme Gaggiodi, Maria-Térésa, domiciliée à Tongrinne, rue Piconnette 1E, agissant en son nom personnel et en sa qualité de mère, tutrice et administratrice légale des biens de ses enfants mineurs d'âge :

Cardon, Sabrina, née à Charleroi le 23 septembre 1980;

Cardon, Marina, née à Auvelais le 9 septembre 1989,

à ce dûment autorisée par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Gembloux en date du 3 octobre 1996, et ce en vertu d'une procuration donnée à Gembloux le 26 mai 1997, a déclaré en langue française accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de M. Cardon, Pierre, en son vivant domicilié à Fleurus, et décédé à Sombreffe le 23 juin 1996.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Debouche, de résidence à Gembloux, rue des Volontaires 1.

Charleroi, le 19 juin 1997.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Barme. (19534)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-sept, le vingt juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Hurllet, Blanche, née à Liège le 25 janvier 1971, domiciliée à Liège, rue Sainte-Véronique 31/0033, agissant en nom personnel et en outre porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de Winand, Alain, né à Usumbura le 14 février 1955, domicilié à Angleur, rue Vaudrée 196, laquelle comparante a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Melon, Joseph Alfred, né à Hologne-sur-Geer le 7 juillet 1917, de son vivant domicilié à Loncin, rue du Plope 12, et décédé le 25 avril 1997 à Ans.

Le testament se trouve au rang des minutes du notaire R. Lietar, notaire à Liège, rue de la Casquette 17.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me René Lietar, notaire à Liège, rue de la Casquette 17.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (19535)

Tribunal de première instance de Mons

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 18 juin 1997 :

Mme Sauvage, Véronique, clerc de notaire, demeurant à Harveng, rue Albert I^{er} 19, porteur d'une procuration spéciale avec pouvoir de substitution sous seing privé à lui donnée le 15 mai 1997, à Tournai, par :

Mme Zuluaga-Zapata, Silvia Geny (dite Geny), née à Cocorna (Colombie) le 9 septembre 1968, domiciliée à Marcq, chaussée d'Ath 36, agissant en son nom personnel et en sa qualité de tutrice légale de son enfant mineur, à savoir :

Sauvage, Thierry Georges, né à Soignies le 8 février 1995, domicilié avec sa mère,

dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix suppléant du canton d'Enghien en date du 14 mai 1997 et que nous avons annexé ce jour à l'acte;

Procuration dont la signature a été vue pour législation par Me P.-E. Genin, notaire à Tournai, et que nous avons également annexé à l'acte;

Nous a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Sauvage, Antoine Georges Martin, né à Belœil le 18 juin 1959, en son vivant époux de Mme Zuluaga-Zapata, Geny, domicilié à Enghien, chaussée d'Ath 36, et décédé à Enghien le 26 octobre 1996.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître par avis recommandé leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Paul-Emile Genin, notaire de résidence à Tournai, quai Saint-Brice 31.

Le greffier-chef de service, (signé) Michel Chot. (19536)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 20 juin 1997 :

Me Pollaert, Carine, née à La Hestre le 21 juillet 1964, avocat à La Louvière, rue Ernest Milcamps 24, porteur de deux procurations spéciales sous seing privé à lui données :

la première à Elouges le 5 juin 1997, par M. Pitteman, Eric Albert, né à Mitry Mary (France) le 8 juin 1919, domicilié à Ichtegem, Zedelgemsesteenweg 92, agissant en son nom personnel;

la seconde à Antwerpen le 6 juin 1997, par M. Pitteman, Hugo Guido, né à Aartsrijke le 31 octobre 1938, domicilié à Anvers, de Pretstraat 57, agissant en son nom personnel;

Procurations dont les signatures ont été vues pour certification par Me Gribomont, notaire à Seneffe, et que nous annexons ce jour au présent acte;

Nous a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Pitteman, Huguette, née à Ostende le 21 janvier 1953, en son vivant domiciliée à La Louvière, avenue des Croix du Feu 11/605, et décédée intestat à Torhout le 13 décembre 1996.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître par avis recommandé leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Yves Gribomont, notaire de résidence à Seneffe, avenue Rine Astrid 260.

Le greffier, (signé) Christian Berlanger. (19537)

Tribunal de première instance de Verviers

L'an mil neuf cent nonante-sept, le dix-huit juin, au greffe du tribunal de première instance séant à Verviers, a comparu Mme Rousselle, Marie-Paule, née à Verviers le 5 avril 1962, veuve Frebel, Pierre, domiciliée à Verviers, rue Saint-Nicolas 2, agissant tant en nom personnel qu'en qualité de mère et tutrice légale des biens de son enfant mineur d'âge, à savoir Frebel, Laurélie, née à Verviers le 19 mai 1983, domiciliée avec elle, dûment autorisée aux fins de la présente par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix de Verviers-II en date du 22 mai 1997, laquelle décision restera ci-annexée, laquelle comparante a déclaré en son nom et celui de son enfant mineur, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Frebel, Pierre Henri Edouard, époux de Rousselle, Marie-Paule, né à Verviers le 16 juillet 1959, domicilié à Verviers, rue de Séroule 27, et décédé à Verviers le 13 février 1997.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

(Signé) J.M. Zegels; M.P. Rouselle.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion, par pli recommandé à Me M. Furnemont, notaire à la résidence d'Ensival.

Le greffier, (signé) Jean-Marie Zegels. (19538)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 20 juni 1997, heeft Mampaey, Hendrika Leo Maria C., geboren te Boom op 27 september 1922, wonende te 2850 Boom, Tuyartsstraat 13/5, handelend als gevolmachtigde van Colaes, Lodewijk Robert, bediende, geboren te Niel op 23 april 1947, wonende te Aartselaar, Heiveld 4, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Colaes, Leon Emmanuël, geboren te Niel op 9 februari 1915, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Sint-Gillisbaan 51, en overleden te Sint-Niklaas op 15 november 1996.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemning in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. D'hoore, Maurice, notaris te 2850 Boom, Tuyaertsstraat 23.

Dendermonde, 20 juni 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (19539)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 23 juni 1997, hebben :

Geens, Maria Gustaaf, geboren te Mechelen op 6 maart 1942, wonende te 2931 Mechelen, Dorpstraat 74;

Bleecx, Odilia Maria Philomena, geboren te Glasgow op 30 april 1918, wonende te 2800 Mechelen, G. De Ceuninckstraat 57, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Geens, Alfons, geboren te Mechelen op 14 december 1945, in leven laatst wonende te 2800 Mechelen, Generaal De Ceuninckstraat 57, en overleden te Mechelen op 17 november 1996.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen vanaf de datum van opnemning in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van de heer notaris M. Leemans, te 2800 Mechelen, Vaardijk 25.

Mechelen, 23 juni 1997.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (19540)

Publication faite en exécution de l'article 805 du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 805 van het Burgerlijk Wetboek

Par ordonnance rendue le 5 juin 1997, M. le vice-président du tribunal de première instance de Huy a désigné sur pied de l'article 803bis du Code civil, Me Gérald Pintiaux, avocat à 4500 Huy, quai de la Batte 9, en qualité d'administrateur provisoire de la succession de feu Philippe Germain Maurice Helas, né à Huy le 22 mai 1961, célibataire, en son vivant électricien, domicilié en dernier lieu à Lincent, rue de Lussac 24, décédé à Leuven le 18 septembre 1995, aux fins d'administrer et de liquider la succession, succession acceptée sous bénéfice d'inventaire par les parties requérantes.

L'administrateur provisoire, (signé) G. Pintiaux. (19542)

Concordat judiciaire – Gerechtig akkoord

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997, le tribunal a homologué le concordat judiciaire obtenu par la société privée à responsabilité limitée Funérailles Amand, avec siège social boulevard du Jubilé 33, à Molenbeek-Saint-Jean.

Les propositions concordataires admises sont les suivantes :

poursuites des activités de la société;

fixation des créances chirographaires en principal, intérêts et frais au 1^{er} janvier 1997;

règlement mensuel d'un montant de F 30 000 à partager entre tous les créanciers chirographaires.

Le tribunal a désigné en qualité de commissaire-répartiteur Me Roland Dupont, avocat à 1040 Bruxelles, rue de l'Industrie 42/2.

Le juge-délégué, (signé) A. Fachs.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 19 juni 1997 heeft de rechtbank de bekrachtiging uitgesproken van het gerechtelijk akkoord bekomen door de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Funérailles Amand, met maatschappelijke zetel Jubelfeestlaan 33, te Sint-Jans-Molenbeek.

De aangenomen akkoordvoorstellen zijn de volgende :

voortzetting van de activiteiten van de vennootschap;

fixaties chirografaire schulden in hoofdsom, interesten, en kosten op 1 januari 1997;

maandelijke betalingen van F 30 000 te verdelen onder alle chirografaire schuldeisers.

De rechtbank heeft Mr. Roland Dupont, advocaat te 1040 Brussel, Nijverheidstraat 42, bus 2, in hoedanigheid van commissaris-verdeler aangesteld.

De rechter-commissaris, (get.) A. Flachs. (19541)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Marc Schaukens, loodgieter, wonende te 1730 Asse, Kalkoven 21/2, H.R. Brussel 606049.

Rechter-commissaris : de heer De Backer.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (19543)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. 't Geniep, met maatschappelijke zetel te 1770 Liedekerke, Sint-Gabriëlstraat 140, H.R. Brussel 524954, BTW 438.622.716.

Rechter-commissaris : de heer De Backer.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (19544)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. B.F.K. Union Export Import, met maatschappelijke zetel te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Bergensesteenweg 343, H.R. Brussel 561022.

Rechter-commissaris : de heer De Backer.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.
(Pro deo) (19545)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. Fiat Lux (Que La Lumière Soit), met maatschappelijke zetel te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Carré Wittouckstraat 24, H.R. Brussel 520639, BTW 437.580.163.

Rechter-commissaris : de heer De Backer.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.
(Pro deo) (19546)

Bij vonnis d.d. 13 juni 1997 werd geopend verklaard, op betekenis, het faillissement van de B.V.B.A. Zelenkada, met maatschappelijke zetel te 1700 Dilbeek, Bekkerzeelstraat 7, H.R. Brussel 585038, BTW 452.308.327.

Rechter-commissaris : de heer De Meyer.

Curator : Mr. Joan Dubaere, Ninoofsesteenweg 643, te 1080 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Dubaere.
(Pro deo) (19547)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V.B.A. El Sombrero II, met zetel te 3090 Overijse, Brusselsesteenweg 562, H.R. Brussel 530027, BTW 439.874.313.

Rechter-commissaris : de heer Clerbout.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Louizalaan 409, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (19548)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Discover Markets International, met zetel te 3090 Overijse, Brusselsesteenweg 319, H.R. Brussel 536824, BTW 441.854.103.

Rechter-commissaris : de heer Clerbout.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Louizalaan 409, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (19549)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. De Keyser R., met zetel te 3090 Overijse, Terhulpesteenweg 626, H.R. Brussel 447677, BTW 423.705.797.

Rechter-commissaris : de heer Clerbout.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Louizalaan 409, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (19550)

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Florist Floriane, met zetel te 3090 Overijse, Brusselsesteenweg 442, H.R. Brussel 466525, BTW 426.645.887.

Rechter-commissaris : de heer Clerbout.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Louizalaan 409, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (19551)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Van Oostende, Marc, imprimeur, né à Bruxelles le 30 juin 1958, domicilié à 1000 Bruxelles, rue Camusel 2/b3g.

Juge-commissaire : M. Clerbout.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue Louise 409, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 12 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Van Oostende, Marc, drukker, geboren te Brussel op 30 juni 1958, wonende te 1000 Brussel, Camuselstraat 2/b3g.

Rechter-commissaris : de heer Clerbout.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Louizalaan 409, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (19552)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. B.C.M., dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles (Sint-Gilles), rue de Livourne 2, R.C. Bruxelles 432168, T.V.A. 421.316.926.

Juge-commissaire : M. De Backer.

Curateur : Me Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 12 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) L. De Mot.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. B.C.M., met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel (Sint-Gillis), Livornostraat 2, H.R. Brussel 432168, BTW 421.316.926.

Rechter-commissaris : de heer De Backer.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (19553)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 13 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Standart Automotive, en liquidation, ayant son siège à 1210 Bruxelles, place Madou 6, bte 10, R.C. Bruxelles 610562, T.V.A. 453.587.836.

Juge-commissaire : M. De Meyer.

Curateur : Me Joan Dubaere, chaussée de Ninove 643, 1070 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 12 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Dubaere.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 13 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Standart Automotive, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Madouplein 6, bus 10, H.R. Brussel 610562, BTW 453.587.836.

Rechter-commissaris : de heer De Meyer.

Curator : Mr. Joan Dubaere, Ninoofsesteenweg 643, te 1080 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Dubaere.

(Pro deo) (19554)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. MTA Entreprises, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard d'Anvers 17, R.C. Bruxelles 593746, T.V.A. 454.341.169.

Juge-commissaire : M. Pijls.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) Cl. Massart-Verhaegen.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. MTA Entreprises, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Antwerpselaan 17, H.R. Brussel 593746, BTW 454.341.169.

Rechter-commissaris : de heer Pijls.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) Cl. Massart-Verhaegen. (Pro deo) (19555)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de Marin, Patrick Marcel Eric, né à Watermael-Boitsfort le 7 octobre 1968, domicilié à 1060 Bruxelles, rue Théodore Verhaegen 95/4, R.C. Bruxelles 585492, T.V.A. 561.606.541.

La date de cessation des paiements a été fixée au 19 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. Pijls.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) Cl. Massart-Verhaegen.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Marin, Patrick, geboren te Watermaal-Bosvoorde op 7 oktober 1968, wonende te 1060 Brussel, Théodore Verhaegenstraat 95/4, H.R. Brussel 585492, BTW 561.606.541.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 19 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer Pijls.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) Cl. Massart-Verhaegen. (Pro deo) (19556)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. N.E.I., dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue Borrens 47, R.C. Bruxelles 561716, T.V.A. 444.925.736.

La date de cessation des paiements a été fixée au 19 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. Jean Pijls.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) Cl. Massart-Verhaegen.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. N.E.I., waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1050 Brussel, Borrensstraat 47, H.R. Brussel 561716, BTW 444.925.736.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 19 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer Jean Pijls.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) Cl. Massart-Verhaegen. (Pro deo) (19557)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.C. Marchione, dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, rue Dujardin 2, R.C. Bruxelles 516181, T.V.A. 436.855.237.

La date de cessation des paiements a été fixée au 18 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. Jean Pijls.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) Cl. Massart-Verhaegen.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de S.C. Marchione, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1070 Brussel, Dujardinstraat 2, H.R. Brussel 516181, BTW 436.855.237.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 18 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer Jean Pijls.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) Cl. Massart-Verhaegen. (Pro deo) (19558)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Cotti, dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, avenue Paul Deschanel 247, bte 5, et ayant un siège d'exploitation à 1853 Strombeek-Bever, Temselaan 4, R.C. Bruxelles 571787, T.V.A. 450.662.493.

Juge-commissaire : M. Jean Pijls.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) Cl. Massart-Verhaegen.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Cotti, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1030 Brussel, Paul Deschanellaan 247, bus 5, en met uitbatingszetel gevestigd te 1853 Strombeek-Bever, Temselaan 4, H.R. Brussel 571787, BTW 450.662.493.

Rechter-commissaris : de heer Jean Pijls.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) Cl. Massart-Verhaegen. (Pro deo) (19559)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de Mme Mariette Ivens « Le Banning », chaussée de Boondaal 327, 1050 Bruxelles, R.C. Bruxelles 596733, T.V.A. 556.501.371.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Philippe Van De Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde-Malbranche.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van Mevr. Mariette Ivens « Le Banning », Boondaelsesteenweg 327, 1050 Brussel, H.R. Brussel 596733, BTW 556.501.371.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Philippe Van De Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro deo) (19560)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Sopromo International, rue de Wansijn 33, 1180 Bruxelles, R.C. Bruxelles 583797, T.V.A. 453.219.929.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Philippe Van De Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde-Malbranche.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Sopromo International, Wansijnstraat 33, 1180 Brussel, H.R. Brussel 583797, BTW 453.219.929.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Philippe Van De Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro deo) (19561)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de M. Albert Jacques Raymond Dupont, rue des Béguines 130, 1080 Bruxelles, R.C. Bruxelles 523853.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Philippe Van De Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde-Malbranche.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de heer Albert Jacques Raymond Dupont, Begijnenstraat 130, 1080 Brussel, H.R. Brussel 523853.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Philippe Van De Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro deo) (19562)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Pollution Control, rue Raphaël 16, 1070 Bruxelles, R.C. Bruxelles 374786, T.V.A. 412.825.466.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Philippe Van De Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde-Malbranche.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Pollution Control, Raphaëlstraat 16, 1070 Brussel, H.R. Brussel 374786, BTW 412.825.466.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Philippe Van De Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro deo) (19563)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. R.S. Sleeping, rue de l'Eglise 170, Woluwe-Saint-Pierre, R.C. Bruxelles 590174, T.V.A. 454.637.515.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Philippe Van De Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde-Malbranche.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. R.S. Sleeping, Kerkstraat 170, H.R. Brussel 590174, BTW 454.637.515.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Philippe Van De Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro deo) (19564)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Finassuria, avec siège social à 1180 Uccle, rue Xavier de Bue 11, R.C. Bruxelles 414144, T.V.A. 418.702.676.

Juge-commissaire : M. Dumont.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Finassuria, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Xavier de Buestraat 11, H.R. Brussel 414144, BTW 418.702.676.

Rechter-commissaris : de heer Dumont.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (19565)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée Geromino, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, rue Capouillet 9-21, R.C. Bruxelles 579371, T.V.A. 452.372.861.

Juge-commissaire : M. Dumont.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Geromino, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Capouilletstraat 9-21, H.R. Brussel 579371, BTW 452.372.861.

Rechter-commissaris : de heer Dumont.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (19566)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Dépannage Auxiliaire du Bâtiment-Persienna, en abrégé : « D.A.B.-Persienna », avec siège social à 1040 Etterbeek, chaussée de Wavre 674, R.C. Bruxelles 279397, T.V.A. 400.389.769.

Juge-commissaire : M. Dumont.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Dépannage Auxiliaire du Bâtiment-Persienna, afgekort : « D.A.B. Persienna », met zetel te 1040 Etterbeek, Waversesteenweg 674, H.R. Brussel 279397, BTW 400.389.769.

Rechter-commissaris : de heer Dumont.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (19567)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée B.E.G.E., avec siège social à 1050 Ixelles, avenue Brugmann 202, R.C. Bruxelles 596014, T.V.A. 455.989.278.

Juge-commissaire : M. Lechien.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid B.E.G.E., met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Brugmannlaan 202, H.R. Brussel 596014, BTW 455.989.278.

Rechter-commissaris : de heer Lechien.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (19568)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée IRA, avec siège social à 1050 Ixelles, chaussée de Wavre 36, R.C. Bruxelles 527280, T.V.A. 437.423.181.

Juge-commissaire : M. Lechien.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid IRA, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Waversesteenweg 36, H.R. Brussel 527280, BTW 437.423.181.

Rechter-commissaris : de heer Lechien.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (19569)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.P.R.L. Raga & C°, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, rue Jourdan 133, R.C. Bruxelles 561363, T.V.A. 447.863.846.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de B.V.B.A. Raga & C°, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Jourdanstraat 133, H.R. Brussel 561363, BTW 447.863.846.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (19570)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.C.R.I.S. Selim, avec siège social à 1070 Anderlecht, chaussée de Mons 1005, R.C. Bruxelles 576901, T.V.A. 451.833.621.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de C.V.O.S.A. Selim, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Bergensesteenweg 1005, H.R. Brussel 576901, BTW 451.833.621.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (19571)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Van Haelen en Van Haelen, avec siège social à 1030 Schaarbeek, square Plasky 86, R.C. Bruxelles 611860, T.V.A. 448.775.943.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Van Haelen en Van Haelen, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Plaskysquare 86, H.R. Brussel 611860, BTW 448.775.943.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (19572)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Electrical Car Furnitures, avec siège social à 1190 Forest, chaussée de Ruisbroek 81a, R.C. Bruxelles 592802, T.V.A. 455.415.295.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Electrical Car Furnitures, met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Ruisbroeksesteenweg 81a, H.R. Brussel 592802, BTW 455.415.295.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (19573)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. « M.D.P. », avec siège social à 1190 Forest, chaussée de Ruisbroek 81a, R.C. Bruxelles 584367, T.V.A. 453.362.261.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. « M.D.P. », met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Ruisbroeksesteenweg 81a, H.R. Brussel 584367, BTW 453.362.261.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (19574)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Casa Vogue & Piu, avec siège social à Uccle, avenue Brugmann 407, et siège d'exploitation rue Xavier de Bue 13, à Uccle, R.C. Bruxelles 407783, T.V.A. 417.558.472.

Juge-commissaire : M. Dumont, J.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de B.V.B.A. Casa Vogue & Piu, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Brugmannlaan 407, en uitbatingsetel Xavier de Buestraat 13, te 1180 Ukkel, H.R. Brussel 407783, BTW 417.558.472.

Rechter-commissaris : de heer J. Dumont.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (19575)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.N.C.I. Wilwerth-Desmedt, domiciliés tous deux à 1190 Bruxelles, rue André Baillon 11.

Juge-commissaire : M. Wiser.

Curateur : Me Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486, bte 6.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) L. Lemaire.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de O.V.O.F. Wilwerht-Desmedt, beiden wonende te 1190 Brussel, André Baillonstraat 11.

Rechter-commissaris : de heer Wiser.

Curator : Mr. Luc Lemaire, advokaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486, bus 6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) L. Lemaire.

(Pro deo) (19576)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 18 juin 1997, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a fixé au 29 octobre 1996 la date définitive de cessation des paiements dans la faillite de M. Hervé Brouwaeyns, avenue de l'Europe 96/3, à 6000 Charleroi, R.C. Dinant 40181, déclarée sur assignation par jugement rendu le 29 avril 1997.

Le jugement déclaratif avait fixé la date provisoire de cessation des paiements au 29 avril 1997.

Pro-deo : huissier Guy Depuis.

Juge-commissaire : M. Furlan.

Curateur : Philippe Mathieu, avocat, boulevard de l'Yser 13, à 6000 Charleroi.

Le curateur, (signé) Ph. Mathieu. (Pro deo) (19577)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 17 juin 1997, le tribunal de commerce de Dinant a déclaré la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Sud-Vins, Comptoir Vinicole d'Olloy-sur-Viroin, dont le siège social est établi à 5670 Viroinval (Olloy-sur-Viroin), rue J. Chot 33, R.C. Dinant 27615.

Le même jugement reporte à six mois l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. G. Jacques, juge consulaire au tribunal de commerce de Dinant.

Curateur : Me Bénédicte Vanolst, avocat, Battant'rué 111, à 5620 Morialmé.

Les créanciers doivent déposer la déclaration de leur créance avec leur titre, dans le délai de vingt jours à compter du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au mardi 22 juillet 1997, à 10 heures (audience des vacations), en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice (1^{er} étage), à 5500 Dinant.

Les débats sur les contestations à naître de cette vérification auront lieu le mardi 19 août 1997, à 10 heures (audience des vacations), à l'audience publique de ce tribunal.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Bénédicte Vanolst.
(Pro deo) (19578)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 23 juin 1997, a été déclarée, d'office, la faillite de la S.P.R.L. Euro Bau et Constructions, en liquidation, ayant son siège social à 4430 Ans, rue de la Station 38-40, R.C. Liège 188552, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} août 1994, pour l'exploitation d'une entreprise de construction de bâtiments (gros œuvre, travaux de maçonnerie et de béton), entreprise générale de construction effectuée par sous-traitance.

La date de cessation des paiements est reportée au 23 décembre 1996.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 5 août 1997, de 10 à 11 heures, salle des faillites (cabinet du greffier en chef).

Débats sur les contestations : le jeudi 28 août 1997, à 9 h 30 m, chambre des vacations.

Juge-commissaire : M. Bernard Nils.

Le curateur, (signé) Me Francis Schroeder, rue des Augustins 26, à 4000 Liège. (19579)

Par jugement du 20 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de M. Léon Ansiaux, R.C. Liège 181544, exploitant rue de l'Enseignement 9/06, à 4420 Saint-Nicolas.

Juge commissaire : M. Guy Lambert.

La date de cessation des paiements est reportée au 20 décembre 1996.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 29 juillet 1997 de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations de créances : le lundi 21 août 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Etienne Chartier, avocat, rue Dartois 12, 4000 Liège. (19580)

Le tribunal de commerce de Liège a déclaré en état de faillite par jugement du 19 juin 1997, la S.P.R.L. Le Beau Bourg d'Embourg, dont le siège social et le siège d'exploitation (sous la dénomination Le Beau Bourg), sont sis voie de l'Ardenne 160, à 4053 Chaudfontaine (Embourg), R.C. Liège 184869, ayant pour type d'activité un débit de boissons et petite restauration, restaurant, traiteur, organisateur de banquets, lesdites opérations commerciales ayant débuté le 23 septembre 1993.

Le même jugement a reporté la date de cessation des paiements au 19 décembre 1996.

Juge commissaire : Mme Marie-Noëlle Fraiture.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 29 juillet 1997.

Débats sur les contestations : le jeudi 21 août 1997.

Le curateur, (signé) Me Alain Bodeus, avocat à 4000 Liège, rue Julien d'Andrimont 23-25/042. (19581)

Par jugement du 23 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. Tripneus, siège social à 4682 Houtain-Saint-Simeon, rue Libeau, R.C. Liège 185367, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} novembre 1993, pour l'exploitation d'une entreprise de recyclage de pneumatiques, faillite sur citation.

Le tribunal reporte au 23 décembre 1996 la date de la cessation des paiements.

Juge commissaire : M. Georges Libert.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 5 août 1997, de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations : le jeudi 28 août 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Maximilien Hoge, avocat, En féronstrée 23/013, à 4000 Liège. (19582)

Par jugement du 20 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Flémalle Motors, dont le siège social et le siège d'exploitation sont sis à 4400 Flémalle (Flémalle-Haute), Grand-Route 598, R.C. Liège 173096, pour le commerce de détail en autos et accessoires d'occasion, un atelier de réparation de carrosserie, le commerce de détail en véhicules à moteur neufs et accessoires, pièces et accessoires pour véhicules à moteur.

Le même jugement reporte au 20 décembre 1996 l'époque de la cessation des paiements du failli et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les vingt jours à compter du présent jugement.

Juge commissaire : M. Michel Damoiseaux.

Procès-verbal vérification des créances : le mardi 29 juillet 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : le jeudi 21 août 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, rue Paul Delvaux 2. (19583)

Par jugement du 20 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de M. Dirix, Jacques Louis Marie Pol, de nationalité belge, né à Liège le 7 mai 1950, célibataire, domicilié et exerçant son activité commerciale à 4000 Liège, quai Saint-Léonard 13/A23, R.C. Liège 189069, pour l'exploitation d'une entreprise d'entretien, de dépannage, de réparation et de placement de machines à café.

Le même jugement reporte au 1^{er} mars 1997 l'époque de la cessation des paiements du failli et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les vingt jours à compter du présent jugement.

Juge commissaire : M. Robert Dessard.

Procès-verbal vérification des créances : le mardi 29 juillet 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : le jeudi 21 août 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, rue Paul Delvaux 2. (19584)

Par jugement du 19 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la société anonyme PHM, établie et ayant son siège social avenue Albert 1^{er} 11, à 4030 Grivegnée, R.C. Liège 185869, ayant pour type d'activités la fabrication et le commerce de gros avec import et export en pièces de précision (produits en matériaux durs en forme simple et en forme hybride), à l'exclusion de la vente au détail.

Le même jugement a reporté au 19 décembre 1996, l'époque de la cessation des paiements de la société faillie.

Juge commissaire : M. Jean-François Grisard.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 29 juillet 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : le jeudi 21 août 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) M. Frédéric Kerstenne, avocat, rue Dartois 12, à 4000 Liège. (19585)

Par jugement prononcé par la troisième chambre du tribunal de commerce de Liège en date du 16 juin 1997, la S.A. Starmania New, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, rue Saint-Léonard 43B, non inscrit R.C. Liège, avec date de constitution le 1^{er} septembre 1994, a été déclarée en faillite. Les curateurs désignés en sont Me Georges Rigo et Me Joëlle Delhaxhe, avocats, dont l'étude est établie avenue Emile Digneffe 60, à 4000 Liège.

Le jugement déclaratif de faillite a fixé date au mardi 29 juillet 1997 pour le dépôt du procès-verbal de vérification de créances et au jeudi 21 août 1997 pour le débat sur les contestations de créances.

Les curateurs, (signé) G. Rigo; J. Delhaxhe. (19586)

Tribunal de commerce de Mons

Faillite : Vimar Prefab S.P.R.L., dont le siège social est sis à 7062 Naast, chaussée du Rœulx 597, exerçant les activités d'entreprise de construction, R.C. Mons 131722, T.V.A. 453.735.811, faillite sur aveu.

Jugement du tribunal de commerce de Mons du 19 juin 1997.

Cessation des paiements : 19 décembre 1996.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Dépôt des déclarations de créances pour le 9 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de déclarations des créances le 22 juillet 1997.

Débats sur les contestations le 5 août 1997.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps. (19587)

Par jugement du 16 juin 1997 du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de la S.A. Dan, dont le siège social est Grand Place 27, à 7000 Mons, qui exploitait un débit de boissons sous la dénomination « Le Drug's », R.C. Mons 121735, T.V.A. 441.231.620.

Le tribunal a désigné M. Lejeune en qualité de juge commissaire.

Le curateur est Me Pierre-Henry Bataille, avocat à Mons, rue du Rossignol 6.

Les créanciers doivent déposer leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard pour le 7 juillet 1997.

Le procès-verbal de vérification des créances sera dressé le 22 juillet 1997.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (19588)

Par jugement du 23 juin 1997, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.C. Syjo, dont le siège social est sis à 7062 Naast, avenue du Chemin de Fer 19, exerçant les activités de fabrication et vente de tapis pour voitures, entreprise de courtage en crédits et financements, R.C. Mons 129566, T.V.A. 441.535.882.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Juge-commissaire : M. Jean Berhin.

Cessation des paiements : 23 décembre 1996.

Dépôts des déclarations de créances pour le 14 juillet 1997 au plus tard.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (19590)

Par jugement du 23 juin 1997, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.P.R.L. Publi-Fal, en liquidation, dont le siège social est sis à 7134 Péronnes-lez-Binche, avenue Leopold III 92, exerçant les activités d'entreprise de publicité, R.C. Mons 115179, T.V.A. 432.861.609.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Juge-commissaire : M. Jean Berhin.

Cessation des paiements : 23 décembre 1996.

Dépôts des déclarations de créances pour le 14 juillet 1997 au plus tard.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (19591)

Par jugement du 23 juin 1997, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.P.R.L. Kazacor, dont le siège social est sis à 7120 Estinnes-au-Val, chaussée Brunehaut 52, non immatriculée R.C. Mons, R.C. Charleroi 169939, T.V.A. 444.061.248.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Juge-commissaire : M. Jean Berhin.

Cessation des paiements : 23 décembre 1996.

Dépôts des déclarations de créances pour le 14 juillet 1997 au plus tard.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (19592)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 19 juin 1997, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de « G-Max » S.A., rue de Velaine 211, 5060 Tamines-2, R.C. Namur 65042.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 17 juin 1996, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Gigounon, Jacques, juge-consulaire.

Curateur : Me Siebertz, Vincent, avenue de la Plante 45, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 14 juillet 1997, à 9 h 30 m, au greffe.

Débats sur les contestations le mardi 22 juillet 1997, à 9 heures, en la salle d'audiences du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Namur.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Vincent Siebertz. (19589)

Le 16 juin 1997, le tribunal de commerce de Namur a prononcé la faillite de la Société de Diffusion Namur S.P.R.L., en abrégé « SDNAM », dont le siège social est établi à 5004 Bouge, chaussée de Louvain 329, R.C. Namur 66865. Le même jugement reporte à titre provisoire à la date du 13 juin 1997 l'époque de la cessation des paiements. Ce jugement désigne aux fonctions de curateur Me Françoise Chauvaux, avocat à 5002 Saint-Servais, route de Gembloux 12, et appelle aux fonctions de juge-commissaire M. Pierre Nigot. Les créances doivent être produites au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, à 5000 Namur, dans les vingt jours du prononcé du jugement déclaratif de faillite. La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 juillet 1997, à 9 h 30 m, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, à 5000 Namur. Les débats sur les contestations sont fixés au mardi 22 juillet 1997, à 9 heures, en la salle d'audience du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Namur.

Le curateur, (signé) F. Chauvaux. (19593)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Tilmant, Claudine, née à Morlanwez (Mariemont) le 1^{er} décembre 1943, domiciliée à 4800 Verviers, rue de la Concorde 33, R.C. Verviers 45191, pour un commerce de gros et de détail en articles textiles et de maroquinerie et en bijoux de fantaisie à son domicile sous l'appellation « La Concorde », déclarée par jugement du 5 mai 1997.

Juge-commissaire : M. Troupin, Jose.

Curateur : Me Legrand, Dominique.

Par jugement du 16 juin 1997 le tribunal de commerce de Verviers a fixé au 5 novembre 1996 la date de la cessation des paiements de la faillite préqualifiée.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (19596)

Faillites sur aveu

Par jugement du lundi 9 juin 1997, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée Sales Trades, dont le siège social est établi à 4650 Herve (Chaineux), rue Haute-Chaineux 26, R.C. Verviers 60378, pour l'exploitation d'un clos privé à 4800 Petit-Rechain, rue de la Moinerie 39, sous l'appellation « Le Cyclope » (ensuite « Le Caligula », actuellement « Le Colysee »).

Juge-commissaire : M. Henri Wathelet.

Curateur : Me Jacques Piron, avocat à 4800 Verviers, rue des Martyrs 26.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 17 juillet 1997, à 9 h 30 m.

Débats sur les contestations : le jeudi 14 août 1997, à 9 h 30 m, en audience publique.

Pour extrait conforme, pour le greffier en chef Marc Duysinx : le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (19594)

Par jugement du jeudi 19 juin 1997, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de Jamar, Cécile Monique Alberte, née à Liège le 31 août 1961, domiciliée à 4900 Spa (Creppe), rue de l'Eglise 41, R.C. Verviers 59447 (inscription rayée le 12 mai 1997 avec effet au 11 mai 1997), pour l'exploitation d'un débit de boissons au domicile.

Juge-commissaire : M. Jean-Pierre Deblanc.

Curateur : Me Martine Burton, avocat à 4800 Verviers, rue des Martyrs 23.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 9 h 30 m.

Débats sur les contestations : le jeudi 14 août 1997, à 9 h 30 m, en audience publique.

Pour extrait conforme, pour le greffier en chef Marc Duysinx : le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (19595)

Par jugement du lundi 23 juin 1997, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Transports D. Conjers, dont le siège social est établi à 4890 Thimister (Clermont), route Charlemagne 148, R.C. Verviers 68737, pour une entreprise de transport routier de marchandises au siège social.

Juge-commissaire : M. Norbert Bruls.

Curateur : Me Jules Voisin, avocat à 4800 Verviers, place Vieux-temps 7.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 31 juillet 1997, à 9 h 30 m.

Débats sur les contestations : le jeudi 14 août 1997, à 9 h 30 m, en audience publique.

Pour extrait conforme, pour le greffier en chef Marc Duysinx : le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (19598)

Par jugement du jeudi 19 juin 1997, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de Pszczola, Marc Luc Noël, né à Cologne (Allemagne) le 13 novembre 1963, administrateur de société, domicilié en dernier lieu à 4987 Stoumont, Forges 83, radié d'office des registres de la population depuis le 9 juillet 1996, en instance pour 4987 Stoumont, Forges 83, R.C. Liège 149676, radié par déclaration spontanée le 27 mars 1995 avec effet au 31 mars 1994, inscrit au R.C. Verviers 67855 le 1^{er} mars 1996, ayant déclaré la raison sociale Bati Group, actuellement installé sous la dénomination Bati Group G.E.I.E., rue Général Jacques 236, à 4051 Vaux-sous-Chèvremont, où il n'a plus aucun intérêt.

Juge-commissaire : M. Daniel Simonet.

Curateur : Me Pierre Schillewaert, avocat à 4970 Stavelot, avenue F. Nicolay 18A.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 9 h 30 m.

Débats sur les contestations : le jeudi 14 août 1997, à 9 h 30 m, en audience publique.

Pour extrait conforme, pour le greffier en chef Marc Duysinx : le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (Pro deo) (19597)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 16 juin 1997, a été déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de Distrimarkt MSG S.A., chaussée de Wavre 504, bte 17E, 1390 Grez-Doiceau, R.C. Nivelles 77383.

Juge-commissaire : M. Vanden Driesch, Jean.

Curateur : Me Janssens, avocat, domicilié à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Date limite du dépôt des créances : avant le 6 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le 7 août 1997, à 9 heures.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Delchambre. (Pro deo) (19599)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : B.V.B.A. Gemakon-Van Hover, met maatschappelijke zetel te 9300 Aalst, Beekveldstraat 68, H.R. Aalst 46931.

Bij vonnis der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 20 juni 1997, werd voornoemde B.V.B.A. Gemakon-Van Hover, failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling bepaald op 20 december 1996.

Mr. Dirk Bert, advocaat te 9470 Denderleeuw, Lindestraat 162, werd als curator aangesteld.

Mr. Dirk Nevens, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtsgebouw, Graanmarkt 1-3, te 9300 Aalst, binnen de twintig dagen van het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 11 september 1997, te 9 uur; de debatten over de betwistingen op vrijdag 3 oktober 1997, te 9 u. 30 m., telkens in de gehoorzaal der rechtbank, gerechtsgebouw, Graanmarkt 1-3, 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Dirk Bert. (19600)

Faillissement : Verhulst, Eddy Pierre, geboren te Aalst op 5 april 1958, wonende te 9300 Aalst, Ingang Bonner 2, bus 5, H.R. Aalst 64389.

Bij vonnis der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 23 juni 1997, werd voornoemde Verhulst, Eddy Pierre, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 23 december 1996.

Mr. Marc Ghysens, advocaat te Aalst, Keizersplein 46, werd als curator aangesteld.

Mr. Dirk Nevens, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst, binnen de twintig dagen van het vonnis.

De sluiting van het verbaal van nazicht der schuldvorderingen is gesteld op donderdag 11 september 1997, te 9 u. 10 m.; de debatten over de betwistingen op vrijdag 3 oktober 1997, te 9 u. 30 m., telkens in de gehoorzaal der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Marc Ghysens. (19601)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 20 juni 1997, op dagvaarding, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Comes B.V.B.A., voorheen de B.V.B.A. D and D Corporation, voorheen met maatschappelijke zetel te 8000 Brugge, Vlamingdam 57, en thans met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Parklaan 13, H.R. Brugge 83167.

Geen benoeming van een curator en een rechter-commissaris.

Faillissement gesloten bij gebrek aan aktief.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (19602)

Bij vonnis d.d. 20 juni 1997, op dagvaarding, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Offering B.V.B.A., handel in bouwmaterialen, onderneming in onroerende goederen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Hofstraat 269, BTW 425.315.057.

Geen benoeming van een curator en een rechter-commissaris.

Faillissement gesloten bij gebrek aan actief.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.)
H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (19603)

Bij vonnis d.d. 20 juni 1997, op bekentenis, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Coltrans B.V.B.A., onderneming voor goederenvervoer langs de weg, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Rooigemlaan 274, H.R. Gent 142934, BTW 428.322.108.

Rechter-commissaris : de heer Hendrik Vanhoutte.

Datum staking der betalingen : voorlopig 20 december 1996.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 16 september 1997, te 9 uur.

Debatten betwiste schuldvorderingen : 14 oktober 1997, te 10 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank.

De curator : Mr. Guido Aerts, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Voskenslaan 420.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.)
H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (19604)

Bij vonnis d.d. 20 juni 1997, op bekentenis, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Cherty B.V.B.A., spijshuis, restauratiehouder, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Hoogpoort 29, H.R. Gent 156286, BTW 438.571.444.

Rechter-commissaris : de heer Hendrik Vanhoutte.

Datum staking der betalingen : voorlopig 20 december 1996.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 16 september 1997, te 9 uur.

Debatten betwiste schuldvorderingen : 14 oktober 1997, te 10 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank.

De curator : Mr. Guido Aerts, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Voskenslaan 420.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.)
H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (19605)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Krachtens bevelschrift van de heer F. Vankeirsbilck, rechter-commissaris van het faillissement van de B.V.B.A. Jackie Demey, met zetel te 8800 Roeselare, Hugo Verrieststraat 85, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 4 april 1997, worden de schuldeisers, definitief of voorlopig aanvaard in het passief van voornoemd faillissement, uitgenodigd tot de algemene vergadering der schuldeisers, op de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk, op woensdag 20 augustus 1997, om 9 u. 45 m., teneinde er mededeling te horen over de toestand van het faillissement en te beraadslagen over de gebeurlijke voorstellen van de gefailleerde tot concordaat.

Voor gelijkvormig afschrift : de curator, (get.) Mr. Johan Declercq,
Sint-Hubrechtsstraat 11, 8800 Roeselare. (19606)

Bij vonnis van 20 juni 1997, van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd het faillissement open verklaard van de N.V. Feed Back, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8800 Roeselare, Vlamingstraat 6C, H.R. Kortrijk 130788, kleinhandel in geassorteerde textielwaren en schoeisel, kleinhandel in fantasieartikelen.

Rechter-commissaris : de heer J. Vanbiervliet, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Lieve Gadeyne, advocaat te 8800 Roeselare, Heropbouwstraat 182.

Staking der betalingen : 20 december 1996, namelijk zes maanden vóór dit vonnis.

De schuldeisers moeten hun verklaring van schuldvordering indienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, paleis van justitie, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 10 juli 1997.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatshebben op woensdag 30 juli 1997, om 11 uur, eveneens in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

De debatten voortspruitende uit dit onderzoek zullen plaatsvinden op vrijdag 12 september 1997, om 9 u. 30 m., op dezelfde rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : namens de curatele, (get.) Mr. Lieve Gadeyne. (19607)

Krachtens bevelschrift van de heer Stefaan Depaepe, rechter-commissaris in het faillissement van de N.V. Ace Carpets, met maatschappelijke zetel te 8540 Deerlijk, Nijverheidslaan 60, H.R. Kortrijk 135017, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 11 maart 1997, worden de schuldeisers, definitief of voorlopig aanvaard in het passief van het faillissement, uitgenodigd tot de algemene vergadering der schuldeisers ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, justitiepaleis, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk, op woensdag 16 juli 1997, om 9 u. 15 m., teneinde mededeling te horen doen over de toestand van het faillissement, en te beraadslagen over de gebeurlijke voorstellen tot concordaat.

Voor gelijkvormig uittreksel : namens de curatele, (get.) Mr. Luc Van Hulle, advocaat te Kortrijk, Minister Tacklaan 25. (19608)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Op 23 juni 1997 werd, op bekentenis, in falingsverklaring, de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Verdi, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2800 Mechelen, Blarenberglaan 21, H.R. Mechelen 75294, BTW 452.069.092, distributie boeken.

Staking van betaling op 23 december 1996.

Als rechter-commissaris werd aangesteld de heer F. Van Hoof en als curator, Mr. Eric Verbiest, Schuttersvest 22, te 2800 Mechelen.

De aangiften van schuldvordering dienen ingediend te worden vóór 18 juli 1997.

Nazicht der schuldvorderingen op 23 juli 1997, om 9 uur, en behandeling der betwistingen op 6 augustus 1997, om 9 uur, telkenmale in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Mechelen.

(Get.) Eric Verbiest, curator. (19609)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij bevelschrift van de rechter-commissaris P. Dochy, in het faillissement Vandenberghe, Gerard, destijds handeldrijvende en wonende te 8670 Oostduinkerke, Leopold II-laan 30, (faillietvonnis van 28 april 1993), met als curator, J. Decadt, advocaat te 8630 Veurne, Duinkerkestraat 34, worden alle schuldeisers opgenomen in het passief bijeengeroepen in algemene vergadering op maandag 29 september 1997, om 10 u. 15 m., in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Veurne, gerechtsgebouw, P. Benoitlaan 2, 1e verdieping, teneinde de stand van het faillissement te vernemen; te beraadslagen over de gebeurlijke voorstellen van de gefailleerde tot het bekomen van concordaat; advies te verlenen omtrent zijn verschoonbaarheid; de eindafrekening van de curator te aanhoren.

Voor conform uittreksel : de curator, (get.) Mr. Johan Decadt. (19610)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Devroey B.V.B.A., gevestigd te 2400 Mol, Statiestraat 47, H.R. Turnhout 70021, failliet verklaard in datum van 7 september 1993.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Verhulst zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 2 september 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curator, (get.) W. Buts, Tongerlostraat 10, 2260 Oevel-Westerlo. (19611)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Ebofashion N.V., in vereffening, gevestigd te 2300 Turnhout, Sint-Antoniussstraat 10, H.R. Turnhout 69632, failliet verklaard in datum van 30 augustus 1995.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Verheyen zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de rechtbank van koophandel, de Merodelei 11-13, te Turnhout, op dinsdag 9 september 1997, te 10 uur.

Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde indien deze een gerechtelijk akkoord na faillissement wenst te bekomen en over de vermoedelijke uitslag van de vereffening, zoals door de curator opgesteld in zijn verslag.

De curator, (get.) W. Buts, Tongerlostraat 10, 2260 Oevel-Westerlo. (19612)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Patripol N.V., gevestigd te 2275 Wechelderzande, De Dalen 28, H.R. Turnhout 67167, failliet verklaard in datum van 2 november 1993.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Verhulst zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 2 september 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curator, (get.) W. Buts, Tongerlostraat 10, 2260 Oevel-Westerlo. (19613)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Jeroen Huitema Transport C.V., gevestigd te 2321 Meer, De Mosten 1, bus 2, H.R. Turnhout 67694, failliet verklaard in datum van 22 juni 1993.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Van Roey zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 9 september 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curator, (get.) Van Deun, steenweg op Turnhout 87/1, 2360 Oud-Turnhout. (19614)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement In-Ro-Bau Montage International N.V., gevestigd te 2320 Hoogstraten, Van Aartselaarplein 3, H.R. Turnhout 69729, failliet verklaard in datum van 16 februari 1993.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Van Roey zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de rechtbank van koophandel, de Merodelei 11-13, te Turnhout, op dinsdag 23 september 1997, te 10 uur.

Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde indien deze een gerechtelijk akkoord na faillissement wenst te bekomen en over de vermoedelijke uitslag van de vereffening, zoals door de curator opgesteld in zijn verslag.

De curator, (get.) D. Boeckx, Leopoldstraat 20, 2300 Turnhout. (19615)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement L.R.O. Europe B.V.B.A., gevestigd te 2300 Turnhout, Begijnenstraat 40, H.R. Turnhout 2776, failliet verklaard in datum van 2 november 1993.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Van Roey zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 4 november 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curator, (get.) Van Deun, steenweg op Turnhout 87/1, 2360 Oud-Turnhout. (19616)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Firenco B.V.B.A., gevestigd te 2340 Beerse, Egelpoelstraat 31, H.R. Turnhout 59593, failliet verklaard in datum van 24 juli 1991.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Verheyen zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 9 september 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curator, (get.) Koks, Kasteelplein 6, 2300 Turnhout. (19617)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Bij verzoekschrift van 23 juni 1997 hebben de heer Meskens, Alfons Louisa, haarkapper, geboren te Asse op 21 april 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Kwiecinska, Magdalena Maria, biologe, geboren te Lublin (Polen) op 4 oktober 1965, samenwonende te Buggenhout, Hanestraat 52, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde een vraag ingediend tot homologatie van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, namelijk inbreng door de echtgenoot van een eigen goed in het gemeenschappelijk vermogen met handhaving van het bestaande wettelijk stelsel, inbreng van roerende goederen en toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende der echtgenoten voor de geheelheid in volle eigendom, en dit zowel bij bestaan als bij ontstentenis van kinderen, verleden voor het ambt van notaris Ludo Joris, te Londerzeel verblijvende, in datum van 23 juni 1997.

Londerzeel, 23 juni 1997.

De echtgenoten, (get.) Meskens-Kwiecinska. (19618)

Bij verzoekschrift van 4 juni 1997 hebben de echtgenoten Wyna, Anthony Herman, en Tops, Christiane Martine, gehuisvest te Heist-op-den-Berg, deelgemeente Itegem, Haringstraat 7, homologatie aangevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen van de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Jan Jansen, te Heist-op-den-Berg, op 4 juni 1997 waarbij het bestaande wettelijk stelsel blijft behouden en persoonlijke onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen werden ingebracht.

Namens de verzoekers, (get.) Jansen, Jan, notaris. (19619)

Op 17 juni 1997 werd een verzoekschrift tot homologatie van een wijziging huwelijksvermogensstelsel ondertekend door de heer Danny Teo Irma Verstrepen, metaalbewerker, en echtgenote, Mevr. Christiane Billiau, bediende, wonende te Sint-Katelijne-Waver (Onze-Lieve-Vrouw-Waver) Berlaarbaan_410. Dit verzoekschrift wordt ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen.

(Get.) L. Vlaeymans, notaris. (19620)

Bij vonnis van 2 mei 1997 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Anna Delwaide-Schautteet, te Borgloon, op 20 januari 1997, waarbij de echtgenoten, de heer Vandebek, Daniel Jozef Johan, elektricien, geboren te Bilzen op 3 november 1960, wonende te 3870 Heers-Mechelen-Bovelingen, Kloosterstraat 11, en Mevr. Quintens, Marleen Julienne Marie Elise, arbeidster, geboren te Sint-Truiden op 27 maart 1972, wonende te 3870 Heers-Mechelen-Bovelingen, Kloosterstraat 11, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, zonder dat deze wijziging de vereffening van het vorig stelsel of een dadelijke verandering van de vermogens tot gevolg heeft.

(Get.) Anna Delwaide-Schautteet, notaris. (19621)

Bij vonnis van de eerste B-kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen d.d. 9 mei 1997 werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Wauters, Gunter, vennoot-aannemer, geboren te Mechelen op 11 oktober 1969, en zijn echtgenote, Mevr. Person, Kristel Sidonie Emiel, bediende, geboren te Wilrijk op 7 november 1974, samenwonende te Edegem, Oude Godstraat 170/5, verleden voor notaris Luc Mortelmans te Antwerpen-Deurne, op 2 januari 1997, gehomologeerd.

Namens de echtgenoten Wauters-Person, (get.) Luc Mortelmans, notaris te Antwerpen-Deurne. (19622)

Suivant jugement prononcé le 5 mars 1997, par la douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial intervenu entre M. Henri Jean Léopold Franken, ingénieur civil, né à Uccle le 24 mars 1946, et son épouse, Mme Myriam Simone Alberte Lambert, sans profession, née à Bruxelles le 10 septembre 1945, demeurant à 1420 Braine-l'Alleud, avenue de l'Armistice 9, dressé par acte du notaire Jean-Philippe Lagae, à Bruxelles, le 17 décembre 1996, a été homologué.

Pour extrait conforme : (signé) M. Henri Franken; Mme Myriam Lambert. (19623)

Par requête en date du 13 juin 1997, M. Ali Armut, sans profession, né à Gucük Elbistan (Turquie) le 15 avril 1968, et son épouse, Mme Aysen Armut (née Ay), sans profession, née à Elbistan (Turquie) le 10 juillet 1976, demeurant ensemble et domiciliés à La Louvière, rue Hamoir 38/2, ont déposé auprès du tribunal de première instance de Mons une requête en homologation de l'acte du 13 juin 1997 reçu par le notaire Pierre Brahy, de La Louvière, contenant changement de régime matrimonial et adoption du régime de la séparation de biens avec société d'acquêts.

Pour les requérants : le notaire, (signé) Pierre Brahy. (19624)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par jugement de la première chambre du tribunal de première instance de Verviers rendu le 16 juin 1997, n° 96/1185/B, Me J.-F. Straeten, avocat à 4840 Welkenraedt, allée Verte 3, a été désigné en qualité de curateur à la succession vacante de feu Roger Toussaint Jules Nicolas Rensonnet, né à Verviers le 13 janvier 1934, domicilié de son vivant à Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie, France), avenue Louis Armand, et décédé à Saint-Julien-en-Genevois le 10 avril 1981.

Les créanciers et débiteurs éventuels de cette succession vacante se feront connaître du curateur par lettre recommandée dans les trois mois de la présente publication.

Le curateur, (signé) Me J.-F. Straeten, avocat. (19625)

Par décision du tribunal civil de Liège du 16 juin 1997, Me Jean-Jacques Germeau, avocat, juge suppléant, rue Sainte-Véronique 27, a été désigné en qualité de curateur à la succession réputée vacante de M. Taeymans, Alexis Mathilde Martin Paul, né à Liège le 20 octobre 1945, divorcé de Lino, Nicola, de son vivant domicilié à Liège, boulevard de la Sauvenière 94/31, et y décédé le 14 janvier 1997. Les créanciers sont invités à envoyer leur déclaration de créance au curateur endéans les trois mois.

(Signé) Jean-Jacques Germeau, avocat. (19626)

Bij beschikking van de tweede kamer, zetelend in raadkamer, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren d.d. 14 mei 1997, werd Mr. Geert Reniers, advocaat te 3600 Genk, met kantoor aan de Pastoor Raeymaekersstraat 15, aangesteld als curator van de onbeheerde nalatenschap van de heer Schuller, Henri Toussaint Adolphe, geboren te Fléron op 17 oktober 1936, in leven wonende te Voeren, Dorpsstraat 67, overleden te Oupeye (Hermalle-sous-Argenteau) op 11 april 1995.

De schuldeisers, legatarissen en schuldenaars van deze onbeheerde nalatenschap worden verzocht per aangetekend schrijven aan de curator kennis te geven van hun schuldvorderingen, rechten of schulden en dit binnen de drie maanden te rekenen vanaf deze publicatie.

(Get.) Geert Reniers, advocaat. (19627)

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton te Gent d.d. 8 november 1996, werd advocaat Peter Van Caenegem, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 7, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Verbeecke, Gerrit, geboren te Sint-Niklaas op 17 juli 1960, weduwnaar van Crunaire, Grete, laatstwonende te Gent (Sint-Amandsberg), Antwerpsesteenweg 978, en overleden te Destelbergen op 12 oktober 1996.

De schuldeisers dienen hun schuldvordering te richten aan de curator bij aangetekend schrijven binnen drie maanden te rekenen vanaf huidige inlassing.

(Get.) P. Van Caenegem, curator. (19628)

Tribunal de première instance de Charleroi

Un jugement de la première chambre civile de ce tribunal rendu sur requête le 12 juin 1997 :

a déclaré vacante la succession de Baervoets, Jeanne, née à Blankenberge le 12 décembre 1896, en son vivant domiciliée à Chapelle-lez-Herlaimont, et y décédée le 4 novembre 1995;

a désigné Me Bernard Thomas, avocat à Charleroi, rue du Parc 53, en qualité de curateur à ladite succession vacante.

Charleroi, le 18 juin 1997.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé) J. Barme. (19629)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 5 juni 1997, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap

van wijlen Verkerke, Theopiel Clemens, geboren te Gent op 8 december 1922, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Liverpoolstraat 14, en overleden te Gent op 19 juli 1996.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) H. Matthijs. (19630)

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 5 juni 1997, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Marleen Peeraer, kantoorhoudende te 9000 Gent, Zuidstationstraat 21, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Cloots, Marie Clementine Eugénie, geboren te Gent op 15 december 1896, in leven laatst wonende te 9090 Melle, Caritasstraat 76, en overleden te Melle op 29 april 1996.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) H. Matthijs. (19631)

Requête en réhabilitation – Verzoekschrift om eerherstel

Le 25 avril 1997, M. Daniel Courteville, entrepreneur, domicilié à Charleroi, section de Jumet, rue Puissant 16/3, a déposé au greffe de la Cour d'appel de Mons, une requête en réhabilitation après faillite, intervenue à Charleroi, par jugement du 24 mai 1989.

Les créanciers, ou toute autre partie intéressée, peuvent faire opposition à la réhabilitation par simple acte du greffe du tribunal de commerce de Charleroi.

Le procureur du Roi, (signé) J. Janssens. (19633)